MAIRIE DE PARIS

Bulletin
Municipal
Officiel

DÉBATS DU CONSEIL DE PARIS

Séance des mardi 19 et mercredi 20 juin 2012

CONSEIL MUNICIPAL



N° 6 Vendredi 6 juillet 2012

Table des matières

Ouverture de la séance. 3

Adoption de comptes rendus. 3

Félicitations. 3

Souhaits de bienvenue. 3

Désignation d'un président de séance. 8

Comptes administratifs de la Ville et du Département de Paris. Discussion commune. 2012, DRH 101 - Rapport social (exercice 2011). Voeu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la communication de la répartition des effectifs des agents par sexe sur les postes d'encadrement. 2012, SG 162 - Rapport environnemental (exercice 2011). ... 9

2012, DF 10 - Compte administratif d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2011. 40

2012, DF 11 - Compte de gestion d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2011. 41

2012, DF 12 - Compte administratif des états spéciaux des arrondissements de 2011. 41

2012, DF 13 - Compte de gestion des états spéciaux des arrondissements de 2011. 41

2012, DILT 8 - DF 21 - Compte administratif du budget annexe du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux de 2011. 41

2012, DILT 9 - DF 22 - Compte de gestion du budget annexe du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux de 2011. 41

2012, DEVE 37 - DF 23 - Compte administratif du budget annexe du fossoyage de 2011. 42

2012, DEVE 38 - DF 34 - Compte de gestion du budget annexe du fossoyage de 2011. 42

2012, DPE 33 - DF 15 - Compte administratif du budget annexe de l'assainissement de 2011. 42

2012, DPE 34 - DF 16 - Compte de gestion du budget annexe de l'assainissement de 2011. 42

2012, DPE 35 - DF 19 - Compte administratif du budget annexe de l'eau de 2011. 42

2012, DPE 36 - DF 20 - Compte de gestion du budget annexe de l'eau de 2011. 43

2012, PP 34 - Compte de gestion du budget spécial de la Préfecture de police de 2011. 43

2012, PP 35 - Compte administratif du budget spécial de la Préfecture de police de 2011. 43

Suspension de la séance. 43

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au dispositif "Pass Jeunes". 43

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la création de deux crèches associatives dans le 20e. 45

2012, DJS 382 - Ouverture au grand public du bassin école du centre sportif Elisabeth (14e), à titre gratuit, pendant l'été 2012. 46

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au projet d'augmentation des tarifs des équipements sportifs. Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif au maintien des tarifs d'accès aux installations sportives. 47

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'organisation d'assises pour le sport parisien. 50

2012, DASCO 80 - Subvention (12.000 euros) pour le fonctionnement du Service d'Aide Pédagogique à Domicile avec l'association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Paris (15e). 52

2012, DJS 381 - Convention de financement avec la Communauté d'agglomération Plaine Commune et protocole d'accord relatifs à la réalisation d'un stade aquatique olympique sur le territoire des villes de Saint-Denis et d'Aubervilliers. 53

2012, DU 50 - Approbation du résultat de la mise à disposition du public de l'étude de pollution sur le secteur Bruneseau Nord/ ZAC PRG. Approbation du dossier de réalisation modifié et du programme des équipements publics modifié de la ZAC. Signature de l'avenant au contrat de concession conclu avec la SEMAPA pour l'aménagement de la ZAC Paris Rive Gauche (13e). 56

Dépôt de questions d'actualité. 63

Suspension et reprise de la séance. 64

Examen des questions d'actualité. 64

I - Question d'actualité posée par le groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative à la S.E.M. SOGARIS. 64

II - Question d'actualité posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris relative aux impacts pour la santé des émissions des moteurs diesel dans l'agglomération parisienne. III - Question d'actualité posée par le

groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés" à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police relative aux particules issues des moteurs diesel et aux mesures prévues. 67

IV - Question d'actualité posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris relative aux urgences de l'hôpital de l'Hotel-Dieu. 71

V - Question d'actualité posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris, relative aux subventions aux associations. 72

VI - Question d'actualité posée par M. Jean-François MARTINS à M. le Maire de Paris, relative aux dernières évolutions et les perspectives du projet "Tour Triangle" à la porte de Versailles. 75

Suspension et reprise de la séance. 78

2012, DU 107 - Cession de gré à gré à la Société Front de Seine Hôtel des droits détenus par la Ville de Paris sur l'ensemble immobilier dit " Hôtel Novotel Tour Eiffel " 61 quai de Grenelle (15e). 78

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la réalisation d'une opération de logements sociaux et équipements publics au 63, boulevard de Charonne (11e). 80

Vœu déposé par le groupe le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la réservation d'espaces pour des locaux associatifs sur les terrains Clichy-Batignolles. 81

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la dénomination de la place située entre la rue des Dames et la rue Biot. 82

2012, DPA 36 - Construction d'un gymnase au stade Géo André (16e), modalités de passation du marché de maîtrise d'oeuvre et dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme. 2012, DPA 37 - Construction d'un gymnase et d'une salle de sport au stade Suchet (16e), modalités de passation du marché de maîtrise d'oeuvre et dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme et demande de permis de construire, d'aménager, de démolir et de déclaration préalable. 82

2012, DLH 2 - Approbation des éléments financiers au 31 décembre 2010 du traité de concession d'aménagement passé le 7 juillet 2010 avec la SOREQA en vue du traitement de divers îlots et parcelles présentant des caractères d'habitat dégradé. Conclusion d'un avenant n° 3 au traité et cession à la SOREQA de l'immeuble communal 72 rue Marx Dormoy (18e). 85

2012, DLH 19 - Location par bail emphytéotique, au profit de la R.I.V.P., de l'immeuble communal 69 rue des Haies (20e). Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la vente du parc social. 87

2012, DU 79 - Vente de lots de copropriété au 78 rue de Charonne (11e). 89

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux moyens disponibles pour les préemptions pour le logement social. 90

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la politique de cession du domaine privé de la Ville. 91

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la communication de l'avis du Conseil du Patrimoine à l'occasion des délibérations portant cession de biens communaux. 93

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à une charte sur les locations meublées de courte durée. 93

2012, SG 57 - Approbation du principe de conventions de mécénat et de partenariat pour le séminaire international "Gouverner la métropole : pouvoirs et territoires, bilans et directions de recherche" et signature desdites conventions. 94

2012, DAC 29 - Subventions (117.500 euros), avenant et convention avec l'Association pour le Développement de la Danse à Paris (4e). 96

2012, DAC 364 - Subvention (75.500 euros) et avenant à convention avec l'association Le Musée en Herbe (1e). Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la subvention accordée au Musée en Herbe. . 98

2012, DAC 538 - Marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable, en deux lots, confiant à la SAS 3M France la maintenance des matériels 3M d'encodage et de détection des étiquettes électromagnétiques et RFID des bibliothèques de la Ville de Paris ainsi que le remplacement de matériels RFID. 99

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux subventions versées par la Direction des Affaires culturelles. Vœu déposé par l'Exécutif. 100

2012, DAC 221 - Subvention (1.350 euros) à la Société Historique et Archéologique du 15e arrondissement de Paris. 102

2012, DGRI 14 - Subvention et convention (50.000 euros) avec l'association AIDES (93 500 Pantin) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique (Algérie, Mali). 104

2012, DGRI 18 - Subvention et convention (55.000 euros) avec l'association Moto Action (78 350 Jouy en Josas) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique (Cameroun). 106

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au soutien au mouvement étudiant québécois. 107

2012, DAC 426 - Subvention (15.000 euros) à la Commune de l'Ile de Sein. 110

2012, DICOM 12 - Convention de prêt d'oeuvres pour l'exposition "C'étaient des enfants". 2012, DICOM 17 - Convention de don - Monsieur Philippe Journo pour l'exposition "C'étaient des enfants". 111

Suspension et reprise de la séance. 114

2012, SG 153 - DAC 506 - Réorganisation de la gestion des musées de la Ville de Paris et création d'un établissement public des musées. 114

2012, DAC 333 - DEVE 83 - Convention d'occupation précaire avec l'association Les Métamorphoses Singulières (9e) pour la mise à disposition d'espaces et de locaux situés sur l'esplanade du jardin d'Eole (18e). 123

2012, DF 60 - Marché pour la réalisation d'études techniques et financières relatives à l'aménagement des accès et des sous-sols de la Tour Eiffel (7e). Vœu déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants relatif à l'aménagement des sous-sols de la Tour Eiffel. 124

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la communication du rapport définitif de l'Inspection générale sur le train de vie de la SEM Sogaris. 128

Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif à la dette de l'Etat à l'égard de la Ville. 129

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la charte sur les antennes relais. 130

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la titularisation des adjoints et assistants-éducatifs du dispositif "Actions Collégiens". Vœu déposé par l'Exécutif. 131

2012, DPE 54 - DRH 91 - Signature d'une convention de coopération avec l'Institut National de Recherche et de Sécurité relative à l'actualisation de l'étude épidémiologique portant sur le personnel égoutier de la Ville de Paris. Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux salariés des réseaux d'assainissement. 132

2012, DVD 111 - Approbation des modalités de passation de marchés à bons de commande pour la réalisation de travaux d'éclairage public et d'illumination à Paris (8 lots) et signature des marchés correspondants. 134

Vœu déposé par le groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche relatif aux bandes cyclables dans le 20e arrondissement. 135

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif aux "voies privées ouvertes". 136

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'implantation d'une ligne de minibus électrique. 137

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux travaux de voirie de la rue Lécluse 17e. 138

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la fermeture de la zone piétonne des Halles. Vœu déposé par l'Exécutif. 141

Suspension et reprise de la séance. 142

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la fermeture de la zone piétonne des Halles. Vœu déposé par l'Exécutif. (Suite). 142

Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif à la protection des consommateurs vis-à-vis des taxis parisiens. 144

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au baromètre de la propreté. 146

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'expérimentation d'une Z.A.P.A. à Paris. 148

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la dénomination du jardin du passage Stendhal dans le 20e. 149

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au square Montholon. 150

2012, DUCT 43 - Subventions (15.000 euros) à 5 associations menant des actions au titre de la promotion de la démocratie locale par la réalisation ou la valorisation d'initiatives citoyennes locales. 152

2012, DUCT 44 - Subventions (30.000 euros) à 5 associations menant des actions dans le champ des technologies de l'information et de la communication au titre du développement de la démocratie locale à Paris. 153

2012, DUCT 88 - Approbation du principe de passation d'une convention de délégation de service public pour la gestion de l'équipement public municipal Le patronage laïque situé 72, avenue Félix Faure (15e), conformément aux dispositions de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, dite Loi Sapin, codifiée au CGCT dans ses articles L.1411-1et suivants. 155

2012, DPP 9 - Subvention (3.000 euros) et convention avec l'association Imp-Actes pour l'attribution d'une subvention dans le cadre du dispositif "Ville Vie Vacances" dans le 14e arrondissement. 157

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au Conseil Interdépartemental de la Santé et de la Protection Animales. 158

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux mesures coercitives prises à l'encontre des travailleur-ses du sexe dans le bois de Boulogne. Vœu déposé par l'Exécutif. 159

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif la prolongation de l'arrêté 2011-00914 pris par le Préfet de police le 30 novembre 2011. 162

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux mesures d'urgence de régularisation des sans papiers. Vœu déposé par l'Exécutif. 166

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'hébergement d'urgence. Vœu déposé par l'Exécutif. 167

2012, SG 161 - DPP 22 - Subvention et convention (14.578 euros) avec l'association CIDFF de Paris (10e) pour son projet de dispositif visant à renforcer la protection des femmes victimes de violences conjugales en très grand danger (FTGD Ville de Paris). 169

2012, DPA 59 - Convention avec la Caisse des écoles du 14e arrondissement, afin de définir les modalités d'exécution et de règlement financier des

travaux relatifs à des locaux occupés par les services de la Caisse des écoles du 14e arrondissement. 171

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, et de personnalités qualifiées dans divers organismes. 172

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription. 172

Clôture de la séance. 173

Annexe n° 1 - Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police. 173

QE 2012-13 Question de M. Vincent ROGER et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à l'établissement municipal Saint-Merri, regroupant l'école élémentaire, la piscine municipale et le gymnase, situé au 16 rue du Renard (4e)..... 173

QE 2012-14 Question de Mme Brigitte KUSTER, M. Jean-Pierre LECOQ à M. le Maire de Paris relative aux critères d'autorisation des brocantes et vide greniers sur la voie publique. 173

Votes spécifiques. 173

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée. 175

Liste des membres présents en Commission. 192

Liste des membres présents. 193

Annexe n° 2 - Tableau des vœux et amendements déposés en Commission. 194

Annexe n° 3 - Tableau des votes des groupes politiques. 196

La séance est ouverte à neuf heures dix minutes, sous la présidence de M. Bertrand DELANOË, Maire de Paris, assisté de Mme Emmanuelle BECKER, M. Gauthier CARON-THIBAULT et Mme Marie-Laure HAREL, secrétaires de séance.

M. le Préfet de police est présent en séance.

Ouverture de la séance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est ouverte.

Adoption de comptes rendus.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Pour une fois, il n'y a pas d'ancien collègue décédé… C'est plus agréable !

De manière très poétique, le compte rendu sommaire de la séance du lundi 14 mai 2012 a été affiché.

Le compte rendu intégral de cette même séance a été publié au Bulletin municipal officiel.

Avez-vous des observations sur ces documents ?

Il n'y en a pas.

Ils sont donc adoptés.

Félicitations.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je veux très sobrement, brièvement, mais chaleureusement, féliciter tous les députés de Paris qui ont été élus à l'occasion de ces élections législatives, au premier et au second tour, et féliciter aussi les membres du Conseil de Paris qui ont été nommés au Gouvernement, je pense à Dominique BERTINOTTI et à Yamina BENGUIGUI. Je vous propose de faire un paquet cadeau par vos applaudissements des députés, des ministres, de tout le monde.

Il faut vous applaudir vous-mêmes ! C'était quand même très général et très consensuel.

(Applaudissements).

Souhaits de bienvenue.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, je suis heureux aussi d'accueillir dans notre Assemblée M. Bernard BOUCAULT, notre nouveau Préfet de police. Monsieur le Préfet, je vous souhaite la bienvenue.

Les questions de sécurité pour lesquelles vous êtes désormais, comme représentant de l'État, l'interlocuteur de la Ville font l'objet de la plus grande attention des Parisiens et de leurs élus. Elles méritent un dialogue exigeant et sincère, capable d'enrichir nos points de vue respectifs, afin d'apporter des réponses efficaces aux questions posées et aux difficultés rencontrées par nos concitoyens.

Ce dialogue doit permettre de faire prévaloir l'intérêt général dans le règlement de situations souvent complexes et douloureuses.

C'est ce à quoi nous nous sommes employés avec Michel GAUDIN, votre prédécesseur, auquel j'adresse notre salut.

C'est ce que nous voulons entreprendre avec vous, et, je vous le dis en toute confiance.

Monsieur le Préfet, je vous souhaite sincèrement la plus grande réussite dans l'exercice de vos fonctions et je vous donne la parole.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Je vous remercie, Monsieur le Maire de Paris, des chaleureux souhaits de bienvenue que vous venez de formuler, et comme il est de tradition, vous m'offrez ce matin la possibilité de me

présenter aux élus du Conseil de Paris et je vous en suis très reconnaissant. Je connais d'ailleurs déjà beaucoup d'entre eux, sur tous les bancs, que j'ai pu rencontrer au cours d'une carrière déjà d'une certaine durée.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers, j'ai donc pris, le vendredi 8 juin dernier, mes fonctions de Préfet de police. En raison de la période de réserve liée aux élections législatives, le Ministre de l'Intérieur n'a pas encore pu procéder à mon installation officielle ; celle-ci aura lieu dans les tout prochains jours.

Au moment de m'exprimer pour la première fois devant vous et de débuter ma mission au service de la sécurité des Parisiens, je mesure l'honneur qui m'est fait de prendre la direction de la Préfecture de police.

Dans le même temps, je suis pleinement conscient de l'exigence des responsabilités qui me sont confiées.

Instituée il y a plus de deux siècles par l'Arrêté des consuls du 12 Messidor an VIII, la Préfecture de police est une institution chargée d'histoire, qui est toujours ressortie plus forte des épreuves et des moments de doute qu'elle a pu traverser. Ce passé prestigieux, nous en ressentons le poids chaque année, le 19 août, dans la cour de la Préfecture de police, lors de la commémoration du soulèvement des policiers parisiens à la Libération. Cette page d'histoire a valu à la Préfecture de police d'être décorée par le Général de Gaulle des insignes d'officier de la Légion d'honneur, liant ainsi encore un peu plus son destin avec celui de la Ville de Paris, elle-même faite "compagnon de la Libération" par décret du 24 mars 1945.

Dans cette salle du Conseil, je ressens la force et l'ampleur de notre histoire commune, forgée par les événements, par les épreuves, mais également la part prise par les hommes qui ont dirigé la Préfecture de police. A cet égard, je voudrais rendre hommage à l'action de mon prédécesseur immédiat, Michel GAUDIN ; pendant cinq ans, il a œuvré avec les femmes et les hommes de la Préfecture de police pour rendre la capitale plus sûre, promouvant notamment deux réformes importantes que sont la police d'agglomération et le développement maîtrisé et raisonné de la vidéoprotection à Paris.

Si la richesse du passé de la Préfecture de police nous honore, elle nous engage aussi. Ce matin, Mesdames et Messieurs les conseillers, je viens vous assurer de ma détermination à agir pour le renforcement de la sécurité et de la tranquillité des Parisiens. La sécurité est indispensable à notre vivre ensemble, elle est la première des libertés, celle qui est indispensable à l'exercice de toutes les autres.

De bons résultats ont été enregistrés dans la capitale, grâce notamment au maintien d'un modèle particulier d'organisation des services de police qui repose sur la police ou la sécurité de proximité, toujours au contact de la population et des réalités du terrain.

Ces résultats ont été enregistrés aussi dans la capitale grâce aussi, Monsieur le Maire, à l'engagement de la Ville de Paris.

Mais face à la délinquance, rien n'est jamais définitivement acquis et il nous appartient d'évaluer en permanence les évolutions de cette délinquance, d'être très attentif à la menace du terrorisme, mais aussi, il ne faut jamais l'oublier, de garantir toujours mieux l'exercice des libertés publiques et de rechercher l'amélioration de la qualité des services offerts à la population.

Pour cela, nous devons être à l'écoute des attentes de nos concitoyens.

Ainsi, ai-je conscience que certains quartiers de la capitale nécessiteront sans doute une attention renforcée et spécifique, que les évolutions de la délinquance, et notamment de la délinquance des mineurs, nous demanderont de trouver des réponses innovantes et partenariales, notamment en matière de prévention.

J'ai conscience aussi de la nécessité de poursuivre les efforts pour améliorer encore et toujours les relations entre les Parisiens et leurs policiers. Pour ce faire, la Préfecture de police continuera à innover, anticiper, réfléchir à son organisation et aux conditions d'exercice de ses missions. Elle le fera avec un triple souci : celui de l'adaptation aux réalités, celui de l'efficacité policière, mais aussi celui de l'optimisation de la gestion des moyens qui lui sont confiés. Dans ce domaine aussi, de la gestion des moyens, la Préfecture de police se doit d'être exemplaire ; tout cela, elle le fera dans l'échange et la concertation permanente avec ses propres agents, bien sûr, mais je voudrais aussi et surtout souligner ici l'importance de la qualité de la relation et de la concertation avec les élus de ce Conseil, dont la connaissance du terrain, mais aussi les compétences en matière de prévention, sont indispensables à cette coproduction de la sécurité à laquelle la spécificité de l'organisation parisienne nous invite.

Tout au long de mes diverses affectations préfectorales, et beaucoup d'entre vous le savent bien, j'ai toujours eu le plus grand respect des élus et j'ai toujours mis l'échange, le dialogue, le partenariat avec les élus de la République, au centre de l'exercice de mon métier de Préfet. Ce n'est pas seulement une exigence démocratique, c'est aussi une nécessité pour répondre aux attentes de nos concitoyens.

Compte tenu du statut exceptionnel de la Préfecture de police, cet attachement au travail commun prend un sens tout particulier à Paris. La relation entre la Préfecture de police et la Mairie de Paris est en effet hors norme. Fondée sur des textes spécifiques, elle repose sur la volonté partagée des deux institutions de travailler ensemble à l'accomplissement d'objectifs communs, la défense de l'intérêt général, la satisfaction des Parisiens et le rayonnement de la capitale de notre pays.

Mesdames et Messieurs les conseillers, tout en vous remerciant de votre attention, et en me permettant de féliciter à mon tour ceux qui ont été élus ou réélus à l'Assemblée nationale, je souhaite vous assurer de ma disponibilité, de mon écoute attentive, de ma résolution à travailler à vos côtés. Vous pouvez compter sur mon engagement permanent, comme vous pouvez compter sur celui des 46.000 agents fonctionnaires et militaires de la Préfecture de police.

Monsieur le Maire, c'est en vous assurant à nouveau, comme j'ai eu déjà l'occasion de vous le dire, de ma volonté de bâtir une relation de travail sereine et constructive avec l'ensemble des élus parisiens, dans la diversité de leurs sensibilités et de leurs responsabilités, que je souhaite conclure mon propos.

Je vous remercie de votre attention.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur le Préfet de police, je tiens à vous remercier vraiment chaleureusement de ces propos qui, je trouve, augurent très bien de notre travail en commun. Je vous remercie de l'esprit, du ton, du contenu de votre intervention.

Je crois que des élus… Jean-François LAMOUR, vous souhaitez dire un mot ? Non. Monsieur GOUJON ? Brièvement, que des élus réagissent ne me choque pas.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Préfet, chers collègues, au nom du groupe, je m'associe bien sûr aux mots de bienvenue que vous avez prononcé à l'intention du Préfet de police.

Même s'il est des conditions d'une nomination plus respectueuses du travail accompli par ceux qui partent, nous prenons acte de votre désignation, dans cette fonction d'ailleurs que l'on évoque souvent comme celle d'un maire bis de la capitale. D'ailleurs, notre Assemblée n'est-elle pas la seule dans laquelle un préfet siège à côté d'un maire, d'un élu.

Quoi qu'il en soit, un Préfet de police bien sûr se juge à ses actes. Et les élus que nous sommes seront donc amenés à porter un jugement qui sera fonction des résultats que vous obtiendrez, comme ils peuvent aujourd'hui d'ailleurs apprécier le bilan de votre prédécesseur.

Vous l'avez dit vous-même, d'ailleurs, car sous son impulsion, des réformes efficaces ont été menées pour multiplier la présence policière sur la voie publique et accroître son efficacité. La police d'agglomération a permis une meilleure synergie, un déploiement des effectifs beaucoup plus opérationnel, renforçant la lutte contre les trafics, les bandes, les violences urbaines sur toute la plaque urbaine centrale.

Les patrouilleurs ont amélioré la visibilité de la police dans les secteurs d'intervention prioritaire. La vidéoprotection révèle déjà tout son potentiel, puisqu'en trois mois de fonctionnement, les caméras ont permis plus d'un millier d'interpellations, justifiant d'ailleurs - j'en profite pour le glisser au passage - la mise en service d'une deuxième tranche.

La réorganisation des commissariats a permis de recentrer les policiers sur leurs deux missions principales : la présence sur la voie publique et l'investigation judiciaire, avec une priorité sur le trafic de stupéfiants. Des périmètres de sécurisation renforcés ont été établis avec une concentration de moyens sur les territoires sensibles.

Ces réformes et quelques autres associées à la politique générale d'un gouvernement qui a renforcé ces dernières années le dispositif de protection de notre société, ont permis, et vous l'avez rappelé, une baisse continue et durable de la délinquance puisque, entre 2006 - date d'arrivée de votre prédécesseur - et 2011, la délinquance générale a baissé de près de 10 %, avec 8,84 %, et la délinquance de proximité de près de 23 %. C'est aussi 80.000 victimes de moins que dans les années 2000.

Ces efforts, Monsieur le Préfet, il vous revient de les amplifier. Il vous suffit d'ailleurs - cela me paraît assez simple - pour cela de vous appuyer sur les réformes de votre prédécesseur, qui doivent prendre désormais toute leur ampleur, comme sur les avancées législatives très ambitieuses du gouvernement Fillon pour lutter contre la délinquance.

La route est tracée, vous n'avez qu'à la suivre. Laissez-moi néanmoins - oui, c'est très simple ! -, laissez-moi poindre une inquiétude, au vu des premiers pas des ministres en charge de ces questions.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Riez en silence, s'il vous plait !

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je n'en ai plus pour longtemps, rassurez-vous ! Je savais comment il fallait vous parler !

Suppression des peines plancher contre les récidivistes et des tribunaux correctionnels pour mineurs récidivistes, récépissé de contrôle d'identité qui aboutirait à leur suppression, dépénalisation du cannabis avant sans doute l'ouverture de salles de shoot, suppression du délit de racolage passif, abandon du droit de légitime défense pour les policiers au moment même où deux gendarmes viennent d'être sauvagement abattus. Quid enfin des arrêtés…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Qu'avez-vous ce matin ? C'est le printemps ? On est en été maintenant ! Allez, du calme, s'il vous plaît, jeunes gens. C'est votre esprit jeune qui se manifeste là.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plaît !

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - J'en termine.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Oui, c'est une bonne idée.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Quid enfin des arrêtés anti-mendicité agressive contre les réseaux mafieux qui exploitent la misère ? Je dis cela à 48 heures de leur expiration. Il faut les renouveler et les étendre à d'autres arrondissements, comme l'ont demandé par exemple le 17e arrondissement et le 15e arrondissement, et d'autres peut-être encore.

Le souvenir, et j'en termine par là, des années Jospin, celles de la naïveté, comme il les avait lui-même qualifiées, avec sa culture de l'excuse, son amateurisme et son laxisme ne laisse pas de nous inquiéter.

Je ne m'exprime pas uniquement pour vous faire plaisir, mes chers collègues.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Cela, nous l'avions remarqué, Monsieur GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Si je peux prononcer ma dernière phrase ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Voulez-vous conclure, Monsieur GOUJON, cette longue intervention ?

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je sais qu'elle vous déplaît. C'était un peu l'objectif !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ne vous énervez pas. Vous êtes de bonne humeur, tous, ce matin. Allez !

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Monsieur le Préfet de police…

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plaît, le silence, et M. GOUJON conclut.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - M. le Préfet de police constate la difficulté ainsi pour l'opposition de s'exprimer dans cette enceinte. C'est dommage pour sa première apparition.

Une seule phrase pour terminer et pour vous dire, Monsieur le Préfet, que nous vous demandons une seule chose : rassurez-nous, rassurez les Parisiens.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ah… Monsieur AIDENBAUM, je sais que vous êtes très jeune et en grande forme, mais restez calme et écoutez votre président de groupe, Jean-Pierre CAFFET.

Chut ! Vous n'avez pas la parole, seulement M. CAFFET.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, au nom de mon groupe, mais aussi à titre personnel, je voudrais souhaiter à mon tour la bienvenue à Bernard BOUCAULT, appelé depuis le 30 mai dernier à exercer les fonctions de Préfet de police, et

avec lequel, loin des propos outranciers que je viens d'entendre de la part de M. GOUJON, mais qui sont habituels dans cet hémicycle dès qu'il s'agit de ce sujet, avec lequel, j'en suis convaincu, nous travaillerons en bonne entente au service de tous les Parisiens.

Le statut administratif et institutionnel de la capitale… Puis-je m'exprimer, Monsieur GOUJON ? Je vous ai écouté avec beaucoup d'attention, comme à l'habitude.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Honnêtement, ce matin, tout le monde a sa petite part dans le dynamisme collectif. Mais c'est mieux de vous écouter. En tout cas, c'est ce que je suggère !

Jean-Pierre CAFFET, pour ses sages propos.

M. Jean-Pierre CAFFET. - En répétant que le statut administratif et institutionnel de la capitale se traduit par le fait que les missions de police du maire de Paris sont exercées par un représentant de l'Etat. Ce qui signifie que la sécurité des Parisiens ne peut être que le produit d'une vision commune et d'une action concertée.

C'est dans ce cadre que, pour mon groupe, je souhaiterais évoquer deux éléments de méthode qui nous paraissent fondamentaux : la transparence et l'équité.

La transparence, parce qu'elle est le gage d'une action de qualité, exercée en commun. A titre d'exemple, je pense, comme mon groupe, que l'élaboration de statistiques fines et objectives de la délinquance sera bénéfique à tous les élus pour orienter leur réflexion.

L'équité, parce qu'elle constitue une valeur qui guide notre action. De la même manière que nous faisons tout pour garantir à chaque Parisien un niveau de service public identique, nous estimons que chacun doit profiter du même niveau de sécurité.

Nous souhaitons donc que la répartition des effectifs policiers réponde à cette exigence d'équité qui, au-delà de la protection qu'elle accorde aux Parisiens, demeure dans le même temps l'expression première de notre pacte républicain.

Je forme donc le vœu que votre accueil dans cet hémicycle soit synonyme d'avancées constructives et concertées sur l'ensemble des dossiers dont vous avez la charge et en ayant la conviction que vous saurez traduire dans vos décisions nos propres engagements auprès des Parisiens, de la même manière que la Ville de Paris aura à cœur d'entendre vos diagnostics et vos priorités.

Monsieur le Préfet de police, au nom de mon groupe, je vous souhaite donc la bienvenue dans notre Ville, en espérant pouvoir accomplir avec vous un travail de qualité et en pleine confiance.

Je ne doute pas que vous saurez parfaitement répondre à cette attente.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - M. GAREL souhaite dire un mot aussi.

M. Sylvain GAREL. - Merci.

Au nom des élus de "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés", je souhaite moi aussi la bienvenue à M. le Préfet.

Nous attendrons beaucoup de cette nomination, en particulier que vous adoptiez une politique de tolérance et de solidarité avec les nombreux exclus de notre Ville, que ce soient les personnes expulsées de leur logement, les S.D.F., les personnes souffrant d'un handicap, les sans-papiers, les exilés, les toxicomanes, les mineurs à la dérive, les prostituées (nous en parlerons tout à l'heure), les gardés à vue, les manifestants en tous genres, les piétons, les cyclistes…

J'arrête là cette liste qui n'est pas exhaustive, en tout cas je souhaite que vous rompiez avec la politique brutale et discriminatoire qui avait été décidée par MM. GUÉANT et SARKOZY et qui avait été mise en place par votre prédécesseur.

Enfin, si vous pouviez démanteler le réseau liberticide inutile et coûteux de vidéosurveillance qui a été installé par M. GAUDIN, nous serions comblés.

Bienvenue, Monsieur le Préfet.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chacun est égal à lui-même !

Monsieur POZZO di BORGO, vous souhaitiez aussi dire un mot.

M. Yves POZZO di BORGO. - Monsieur le Préfet, au nom de mon groupe "Centre et Indépendants", qui est l'héritier de ce qu'était l'U.D.F., je voudrais au nom de tous mes collègues ici vous souhaiter la bienvenue et vous exprimer tous nos souhaits de succès, parce que vos succès sont aussi les succès des Parisiens.

Je voudrais en profiter aussi pour saluer l'action de M. GAUDIN avec qui nous avions eu de très bons rapports.

Je sais que vous êtes un haut fonctionnaire de qualité. Nous avons eu de très bons échos sur vous et je sais que c'est normal, changement de politique, changement de Préfet, mais je sais aussi que votre sentiment de respect de la République fonctionnera dans cette fonction que vous avez actuellement.

Je voulais juste vous rappeler simplement que nous avons, comme tous les partis politiques, quelques vieilles lunes. Les deux nôtres sont évidemment la police municipale à Paris et, deuxième point, nous aimerions changer le statut de la Ville de Paris qui dépend de Messidor an 8.

Ce n'est pas du tout votre rôle, puisque c'est le rôle du Parlement. C'est vrai qu'au Parlement et au Sénat, j'essaie de faire en sorte que les choses changent. Ce sont nos seules lunes.

Je voudrais encore dire au nom de mon groupe bon succès et bon travail, nous vous accompagnerons à partir du moment où vous travaillerez pour l'intérêt des Parisiens.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur POZZO di BORGO, de cette intervention très républicaine.

Je rappelle simplement que cette majorité municipale, comme les précédentes, ce maire de Paris, comme ses prédécesseurs, veillent à ce qu'il y ait complémentarité avec la Préfecture de police et pas concurrence et donc, comme mes prédécesseurs, je ne suis pas favorable à la création d'une police municipale qui ne ferait qu'affaiblir la Préfecture de police.

En cela, je suis, je crois, en accord avec tous les personnels de la Préfecture de police, quelles que soient leurs orientations philosophiques ou politiques.

Monsieur le Préfet, souhaitez-vous réagir à ces propos nombreux ?

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Monsieur le Maire, merci de me redonner la parole.

Je veux simplement dire que j'ai écouté avec attention les différents intervenants. J'aimerais remercier les représentants des différents groupes de ce Conseil, les remercier très sincèrement de leurs souhaits de bienvenue.

Ils ont abordé un certain nombre de sujets, je crois que le moment n'est pas venu d'aborder, d'engager une sorte de débat de politique générale sur l'ensemble de ces sujets, d'autant que certains de ces sujets dépassent le cadre de la Préfecture de police, mais nous aurons l'occasion d'y revenir.

J'ai bien écouté les uns et les autres, je crois que le moment n'est pas venu d'engager un débat sur chacun de ces points qui nous retiendraient, je crois, assez longtemps, car ce sont des questions de fond que vous venez d'aborder, Messieurs les conseillers, d'autant que certains de ces sujets débordent d'ailleurs le cadre de la Préfecture de police.

Mais je suis sûr que pour les débats à venir, ma participation à ce Conseil de Paris nous permettra de les aborder les uns et les autres le moment venu et je le ferai bien sûr en toute transparence avec le souci de l'efficacité.

Je crois, sur un certain nombre de sujets, qu'il ne faut pas les aborder avec des postures de principe, mais regarder ce qui peut être efficace pour la sécurité et la tranquillité des Parisiens.

C'est dans ce sens que je participerai à ces débats, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup, Monsieur le Préfet de police.

Désignation d'un président de séance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, nous allons examiner maintenant le compte administratif 2011 et les rapports, social et environnemental.

Simplement, je vous rappelle qu'en application des articles L. 2121-14 et L. 3312-5 du Code général des Collectivités territoriales, je ne dois pas être présent au moment du vote, et c'est très bien.

Nous allons donc procéder à la désignation du président de séance pour le vote des comptes administratifs 2011 et je vous propose de désigner Mme STIEVENARD.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Mme STIEVENARD présidera.

Je vais vous dire quelques mots et je me permettrai d'écouter un orateur par groupe, pour connaître votre sentiment. Après, je laisserai Gisèle STIEVENARD, conformément aux règles, présider la séance.

Comptes administratifs de la Ville et du Département de Paris. Discussion commune.
2012, DRH 101 - Rapport social (exercice 2011).
Voeu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la communication de la répartition des effectifs des agents par sexe sur les postes d'encadrement.
2012, SG 162 - Rapport environnemental (exercice 2011).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, l'examen du compte administratif ainsi que du rapport social et du rapport environnemental est l'occasion pour nous de faire un point d'étape sur la gestion de nos finances et sur l'état d'avancement de notre mandature.

Pour la seconde année consécutive, le compte administratif est présenté avec le rapport social et le rapport environnemental au sein d'un ensemble cohérent, un ensemble en trois dimensions pour une lecture en perspective du bilan de l'année 2011.

Dans un contexte de crise, notre collectivité a fait le choix de continuer à avancer sans laisser personne sur le bord du chemin.

Pour relever ce défi, elle s'est inscrite dans une démarche de responsabilité et de solidarité.

En matière budgétaire, nous avons veillé à consolider notre équilibre sans cesser d'investir pour améliorer le quotidien des Parisiens et garantir la dynamique de Paris.

En matière sociale, nous nous sommes attachés à protéger nos agents et à améliorer leurs conditions de travail, sans oublier l'aide aux personnes les plus vulnérables.

En matière environnementale, nous avons poursuivi nos efforts d'adaptation structurelle au changement climatique, sans renoncer à faire évoluer les pratiques individuelles.

Le compte administratif témoigne encore cette année d'une gestion maîtrisée et tournée vers l'avenir. En 2011, les dépenses de notre collectivité atteignent 6.060 millions d'euros.

La priorité donnée à la solidarité y apparaît très clairement avec une dépense globale en progression de 4,5 %, pour atteindre 2,1 milliards d'euros.

Il traduit l'engagement prioritaire de Paris pour l'enfance et pour le logement.

L'Aide sociale à l'Enfance a connu en effet une forte hausse de 18 %, après celle de 10 % déjà enregistrée l'année précédente. Quant au Fonds de Solidarité Logement, il a augmenté de 30 %.

Cet effort au service de la justice sociale n'a pas freiné l'investissement. Après 1.480 millions d'euros investis en 2010, ce sont 1.550 millions d'euros qui ont été consacrés en 2011 au renouvellement et à la dynamique de Paris.

Pour rénover, réhabiliter, moderniser l'espace public, nous avons poursuivi la montée en puissance engagée depuis le début de la mandature.

Après les 587 millions d'euros investis en 2009, les 655 millions d'euros investis en 2010, ce sont 808 millions d'euros qui ont été consacrés à la transformation de Paris.

Parallèlement, nous maintenons notre engagement en faveur du logement social et de la petite enfance. 2011 a vu en effet le financement de 6.200 logements et de 500 places de crèche supplémentaires.

La dynamique de Paris est entretenue par la progression de 5 % de nos recettes, qui s'établissent à 6,931 milliards d'euros. Cette progression repose principalement sur les évolutions de la fiscalité immobilière, qui a porté nos rentrées à 1,078 milliard d'euros en 2011, après les 928 millions d'euros enregistrés en 2010.

Mais cela ne doit pas nous faire oublier que notre collectivité reste de loin le premier contributeur du fonds de péréquation au titre de la fiscalité immobilière. En 2011, nous y avons consacré 67 millions d'euros et en 2012, ce sont au moins 250 millions d'euros que nous verserons au titre de l'ensemble des mécanismes de péréquation en vigueur.

Le mouvement de Paris repose également sur une gestion exigeante, puisqu'en 2011, nos investissements ont été autofinancés à hauteur de 88 %, en progression par rapport au taux déjà élevé de 85 % que nous avions connu en 2010.

Notre collectivité s'attache à contenir sa dette, ce qui lui vaut de conserver un taux d'endettement inférieur de moitié à la moyenne nationale des collectivités de plus de 100.000 habitants et accessoirement, à emprunter à des taux d'intérêt extrêmement avantageux pour les Parisiens.

Comme le compte administratif, le rapport social présente un bilan équilibré entre la consolidation d'un certain nombre d'acquis dans la crise et le maintien d'une véritable ambition pour l'avenir.

Notre collectivité s'est tenue à son objectif de stabilité de l'emploi, tout en continuant de répondre aux exigences nouvelles liées à la mise en place de nouveaux services publics de proximité.

Ce sont ainsi 200 redéploiements qui ont accompagné la création des crèches, des bibliothèques, des conservatoires et des espaces verts créés en 2011.

Mais la maîtrise de la masse salariale n'a pas pesé sur les plus bas salaires. C'est notre gestion exigeante qui nous a permis de prendre des mesures ciblées pour préserver le pouvoir d'achat des personnels les plus fragiles.

L'exigence de justice sociale nous a également amenés à avancer très concrètement en matière d'égalité dans l'emploi. La féminisation de l'administration parisienne, à laquelle je tiens beaucoup, se poursuit à tous les niveaux : de la base au comité de direction.

Par ailleurs, le recrutement et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées poursuit sa progression au-delà, comme je vous l'ai demandé, du seuil imposé par la loi.

Parallèlement, nous avons continué à travailler dans la concertation sur les enjeux de la sécurité et de la santé au travail. L'administration et les partenaires sociaux ont signé un accord cadre pour la période 2012-2014, avec à la clef des progrès réels en matière de prévention des risques professionnels. Il s'agit d'améliorations concrètes qui touchent à la vie quotidienne des agents et qui ont certainement pesé dans la première baisse depuis cinq ans du taux d'absentéisme.

Pour encourager cette baisse, il nous faut continuer à chercher en permanence des voies d'amélioration dans les conditions de travail de nos agents.

Cette capacité à nous remettre en cause pour avancer va être à la base de nos efforts des mois et des années à venir.

L'emploi des seniors, l'amélioration de l'information interne et l'introduction de davantage de mobilité dans la gestion des carrières font partie des défis qu'il nous faut relever avant la fin de cette mandature.

Au nombre de ces défis, les questions écologiques figurent en bonne place. Le rapport environnemental fait état d'avancées très concrètes dans ce domaine qu'aucune grande ville ne doit ni ne peut ignorer.

Notre collectivité a poursuivi en 2011 la mise en œuvre du Plan Climat avec un principe fort : toute transformation de notre Ville doit s'inscrire dans une démarche d'excellence environnementale. C'est dans cet esprit que nous avons engagé un cycle de rénovation de 100 écoles et de 3.200 logements en visant une diminution d'un tiers de leur consommation énergétique.

Nous avons également signé un nouveau contrat d'éclairage public plus économe en énergie de 30 %.

Enfin, nous avons continué à mener d'importants travaux de géothermie, en particulier à Paris Nord, où plus de 12.000 logements sont appelés à en bénéficier.

Le Plan Biodiversité que nous avons voté en 2011 prévoit parallèlement des évolutions concrètes avec en particulier la création d'un Observatoire de la biodiversité et l'ouverture, d'ici 2020, de 7 hectares de toitures végétalisées.

Voilà, mes chers collègues, notre collectivité s'est efforcée d'être en 2011 à la fois sérieuse et innovante pour permettre à Paris d'être une capitale solidaire et dynamique.

Je tiens à remercier tous mes adjoints, en particulier Bernard GAUDILLÈRE, qui joue un rôle particulier dans ce domaine, pour leur loyauté, leur énergie et leur créativité.

Je tiens également à remercier tous les agents de notre collectivité : grâce à eux, tous les progrès de Paris sont partagés par tous les Parisiens. Je vous remercie.

Je donne maintenant la parole à M. POZZO di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - Monsieur le Maire, vous avez écrit le 27 juin 2011 au Premier Ministre de l'époque, M. FILLON, une lettre dans laquelle vous disiez que la dette cumulée de l'État envers notre collectivité était, pour le seul champ social, de 1,11 milliard d'euros. Voilà la dette que l'État, d'après vous, aurait eue à l'égard de la collectivité parisienne.

Il aura suffi d'un changement de majorité gouvernementale pour que soit annulée la dette de l'État à l'égard de Paris. Un simple tweet à M. HOLLANDE, et tout est effacé !

Vous dites vous-même cela : "Vous croyez que je vais présenter la facture à mon ami le Président de la République ?"

Mais enfin, Monsieur le Maire, soit vous continuez à affirmer que cette dette, dont nous avons contesté à la fois le montant mais également la composante, existe, auquel cas, dans la droite ligne de vos revendications passées, vous devez exiger son remboursement et gratifier M. AYRAULT du même courrier que celui envoyé à M. FILLON. Soit, alors, vous admettez avoir usé d'une mauvaise foi toute politicienne à l'encontre de l'Opposition municipale et du Gouvernement de l'époque ; auquel cas, vous pourrez effectivement dispenser M. HOLLANDE de payer une note indue, mais il faut le reconnaître. Il faut choisir, Monsieur le Maire ! La dette ne peut à la fois être réelle et factice. La comptabilité de la collectivité parisienne n'est pas celle d'ENRON. Si cet argent est dû, il appartient aux Parisiens. Ce n'est pas votre cagnotte personnelle, ni celle de vos amis socialistes. Vous avez le pouvoir, mais vous n'êtes pas le propriétaire de la Ville et encore moins de son argent.

D'autant que la note est véritablement salée pour les Parisiens, tandis que sous couvert de ne pas augmenter les impôts locaux, le compte administratif fait état d'un accroissement de l'effort fiscal, qui passe de 49,3 % à 52 %, ou encore d'une augmentation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, à laquelle nous nous étions opposés en mars 2011.

La capacité contributive des Parisiens n'est pas illimitée et une telle situation pénalise par trop ceux qui ont déjà tant de mal à devenir propriétaires. Depuis 2000, depuis que vous êtes Maire de Paris, depuis 2001, les prix de la pierre à Paris ont en effet augmenté de 186 %, tandis que le pouvoir d'achat immobilier d'un couple parisien a, lui, baissé de 43 %.

Le mètre carré, depuis votre arrivée en 2001, est passé de 2.887 à 8.260 euros.

Ecoutez, c'est votre résultat.

Si l'indicateur…

Attendez ! Excusez-moi !

Si l'indicateur…

T'as beau rire… mais enfin !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous en prie, riez moins fort, d'abord, Monsieur LÉVY !

M. Yves POZZO di BORGO. - Si vous n'aviez pas fait une politique aussi rigoureuse… Enfin, on en reviendra de… !

Si l'indicateur de rigidité des charges…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ecoutez M. POZZO di BORGO comme il vous écoute !

M. Yves POZZO di BORGO. - Attendez, je termine, Monsieur le Maire, vous permettez ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Oui, allez-y !

M. Yves POZZO di BORGO. - Je ne vous ai pas interrompu, je termine.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je ne vous interromps pas, je demande le silence pour vous écouter !

M. Yves POZZO di BORGO. - D'accord, merci !

Si l'indicateur de rigidité des charges de structure semble dénoter une contraction de la marge de manœuvre en termes de réduction des dépenses, de substantielles économies peuvent être dégagées et une gestion plus rigoureuse doit être mise en place. Trop de gaspillages et de privilèges sont à l'œuvre au sein de la collectivité parisienne.

Je passerai sur le nombre de hauts fonctionnaires qui étaient à votre cabinet, bien au chaud dans l'Opposition, en attendant que vous reveniez au pouvoir, dont on n'a jamais connu le salaire exact et qui, dès que vous êtes revenus au pouvoir, se sont égayés dans l'ensemble des cabinets ministériels.

Je ne parlerai pas non plus du rapport sur les chauffeurs de la Ville, mais par contre, je m'intéresserai au rapport de l'Inspection générale intitulé "Audit du train de vie des S.E.M." relatif à la SOGARIS" qui vous a été remis en décembre dernier et reste caché au fond d'un tiroir au point que nous-mêmes, les présidents de groupe, nous n'en n'avons toujours pas été destinataires. Heureusement que la presse existe !

Il révèle notamment que les émoluments d'un président du conseil de surveillance atteignent 15.245 euros par an pour quatre réunions de travail, sans compter les notes de frais nombreuses, diverses et extravagantes. C'est l'Inspection de la Ville qui dit tout cela ! Ou des frais de déplacement dont l'Inspection doute du bien-fondé. Quant au directeur général de la SOGARIS, sa rémunération est jugée excessive, et pour cause puisqu'elle représente 8 % de la masse salariale de l'établissement, alors même que les résultats ont chuté de 74 % entre 2008 et 2010 sous sa gestion.

Il est grand temps de mettre de l'ordre, Monsieur le Maire. C'est la raison pour laquelle mon groupe a déposé un vœu demandant la communication et la publication de ce rapport.

Ces légèretés de gestion vont se révéler de plus en plus. La manne financière des droits de mutation, exceptionnels et mirifiques en 2011 - exceptionnels, je crois que l'on n'a jamais eu cela -, avec 1,078 milliard d'euros, s'érodent dès à présent, tandis que le mois de mai 2012, certes excellent, marque en fait une contraction de ces droits de mutation de 30 %, si l'on soustrait les transactions immobilières des Qataris à hauteur de 780 millions, et qui rapportent, par conséquent, 39 millions aux caisses parisiennes.

Mais vous ne pourrez pas toujours compter sur l'aide providentielle des Qataris, Monsieur le Maire, et le reflux des droits de mutation pourrait bien faire apparaître sur la grève des comptes administratifs vos erreurs de gestion.

Déjà, l'investissement n'est pas aussi dynamique que vous voulez bien le prétendre, Monsieur le Maire. Où est, en effet, le 1,7 milliard de crédits de paiement inscrits au budget primitif 2011 ? Le compte administratif n'en recense que 1,5 milliard.

Pinaillages, me direz-vous ! C'est 150 millions qui disparaissent. 150 millions qui venaient gonfler artificiellement les engagements budgétaires.

La réalité de l'investissement de la collectivité parisienne est tout autre. Si 2011 marque une évolution positive de + 1 % par rapport à l'année précédente, il faut remonter à 2006 pour que les dépenses réelles d'investissement correspondent à l'effort du 1,7 milliard tant vanté.

A investissement quasi constant, les dépenses de travaux, en revanche, flambaient : 800 millions d'euros en 2011 contre 655 millions en 2010.

Vos arbitrages et vos priorités sont des plus contestables, Monsieur le Maire.

Sur l'affaire des dettes de l'Etat, nous vous trouvons très léger et un peu trop prisonnier de la médiatisation.

C'est la raison pour laquelle, en ce qui concerne notre groupe, nous voterons contre le compte administratif de l'exercice 2011.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur POZZO di BORGO.

Il y a eu beaucoup d'amalgames dans votre intervention, mais Bernard GAUDILLÈRE vous répondra.

Il y a deux points sur lesquels je vais vous dire quelque chose.

D'abord, sur le rapport de l'Inspection générale sur la SOGARIS, d'abord, ne laissez pas croire qu'il y a des choses douteuses, ce n'est pas le cas et il vous sera répondu en toute transparence et en toute sérénité. Pas besoin de s'énerver sur des choses qui ne le méritent pas !

Deuxièmement, sur la dette de l'Etat, je vous dis les choses clairement : d'abord, cela me fait sourire de voir que, tout d'un coup, vous découvrez que, sous le Gouvernement FILLON, il y avait une dette de l'Etat, parce que je ne vous ai pas trouvé à mes côtés à l'époque où le Gouvernement FILLON se comportait particulièrement mal avec les contribuables parisiens.

Oui, Monsieur POZZO di BORGO, je considère qu'il serait quand même un petit peu audacieux de ma part de présenter à François HOLLANDE ou à Jean-Marc AYRAULT la dette de MM. SARKOZY et FILLON.

En revanche…

Attendez... !

En revanche, effectivement, j'ai l'intention de travailler avec le Premier Ministre à des relations financières entre la Ville et l'Etat un petit peu plus respectueuses des Parisiens qu'elles ne l'ont été au cours des années 2002-2012 ; dix ans !

Donc, j'y travaille, mais je ne vais pas, en plus, leur demander de réparer les mauvais coups de votre Gouvernement, car vous le souteniez, je vous signale.

Bon, eh bien alors !

Mais effectivement, je vais travailler avec eux à essayer de trouver des relations budgétaires entre la Ville et l'Etat qui soient moins défavorables, et vous verrez… et vous verrez la différence : moins défavorable aux contribuables parisiens.

J'ai commencé d'ailleurs, Monsieur POZZO di BORGO, je ne vous ai pas attendu, j'ai commencé.

La parole est à M. Julien BARGETON.

M. Julien BARGETON. - Monsieur le Maire, chers collègues, les comptes de l'exercice 2011 de notre collectivité parisienne confirment et concrétisent les choix de la majorité municipale.

La solidarité reste notre première priorité face à la crise car nous devons aider ceux qui en ont le plus besoin. Ainsi, ces dépenses augmentent de 4,5 % en un an et atteignent le quart de nos charges de fonctionnement, hors péréquation.

Nous portons l'effort principal des départements franciliens en faveur de l'Aide sociale à l'enfance, car la situation dramatique des mineurs étrangers isolés justifie une prise en charge accrue au moment où Paris et la Seine-Saint-Denis reçoivent mandat de la Justice pour la quasi-totalité de ces mineurs sur le territoire. La dépense en leur faveur connaît ainsi une augmentation de 18 %.

Nous accompagnons 61.000 allocataires du R.S.A., auxquels nous avons consacré 55 millions d'euros pour le seul volet insertion. Il y a évidemment le logement avec le conventionnement de 6.233 nouveaux logements sociaux, dont les deux tiers correspondent à des constructions neuves. Malgré l'opposition des élus de l'Ouest parisien, nous poursuivons cet objectif avec l'ambition de ne pas concentrer l'ensemble du parc social dans les arrondissements de l'Est.

Cette solidarité s'exprime aussi par la participation de Paris aux grands organismes qui assurent la gestion des services publics au niveau de la métropole et de la région :

- le Syndicat des transports d'Ile-de-France, auquel nous contribuons à hauteur de 353 millions d'euros,

- le SYCTOM, le syndicat de traitement des ordures ménagères, pour 131 millions d'euros, en augmentation de 3,2 %.

Plus directement, nous participons à hauteur de 20 % au fonctionnement de "Paris Métropole" qui comprend 184 collectivités.

Cette solidarité avec les autres territoires, c'est aussi notre contribution pour 54 % au Fonds de solidarité d'Ile-de-France, soit 104 millions d'euros, en augmentation de 20 %, et l'écrêtement de notre fiscalité immobilière pour un montant de 67 millions d'euros.

Nous avons désormais, au terme de la mise en place de l'illisible réforme de la taxe professionnelle, une contribution à un nouveau fonds national de garantie également.

Au total, les versements de péréquation augmentent de 84 millions d'euros supplémentaires, portant le total de ces versements à 170 millions, soit une augmentation de 4,4 %.

Cela ne nous empêche pas de poursuivre notre programme d'investissement, sans précédent à Paris sur cette mandature, avec le logement et les transports. Les 168 millions d'euros consacrés au tramway Ivry - La Chapelle en 2011 permettront une mise en service dès la fin de cette année. Pour nos établissements scolaires, 100 millions d'euros ont été consacrés au premier degré, avec le souci d'améliorer l'efficacité énergétique de nos bâtiments dans le cadre d'un contrat de partenariat de performance.

Ce type de choix illustre nos efforts de bonne gestion dans tous les domaines, y compris environnemental, avec des investissements sources d'économies durables.

Je voudrais également citer les 32 millions pour les équipements culturels.

Dans le domaine de la petite enfance, notre tableau de marche est respecté ; en 2011, nous avons ouvert 511 places supplémentaires. Au total, les dépenses d'investissement se sont donc élevées, en 2011, à 1,5 milliard d'euros, dont 808 millions d'euros pour les dépenses de travaux.

La vigueur de nos investissements reste permise par des efforts de gestion soutenus. La masse salariale progresse de 1,6 %, car à effectifs constants, des mesures volontaristes ont été adoptées en faveur des rémunérations les moins élevées.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Attendez une seconde ! Ce bruit est insupportable ! S'il vous plaît, si vous avez des conversations, ou vous le faites à voix basse, ou vous le faites à l'extérieur de l'hémicycle. Il faut respecter tous les élus qui s'expriment, qu'ils soient, d'ailleurs, de la majorité ou de l'opposition.

Monsieur BARGETON ?

M. Julien BARGETON. - Merci, Monsieur le Maire.

Le pouvoir d'achat des agents augmente ainsi de 0,8 % hors inflation et, alors que les salaires médians des agents de catégorie C dans la fonction publique territoriale s'élèvent à 1.586 euros, il est de 1.800 euros nets à Paris.

Par ailleurs, deux accords fondamentaux ont été mis en œuvre en 2011, l'un sur la formation professionnelle, l'autre sur les conditions de travail de nos agents. Ces mesures sont fort bien détaillées dans le rapport social, qui complète désormais, avec le rapport environnemental et le rapport financier, notre information et celle des Parisiens en toute transparence. Ce sont de très bons outils d'évaluation de notre action, qui sont, d'ailleurs, très lisibles ; j'en souligne la qualité.

Des efforts portent aussi sur une amélioration sensible de nos produits d'exploitation et de redevances ; au travers de renégociations à la hausse des concessions arrivées à échéance, notre collectivité fait preuve de son souci aigu de bonne gestion, en ne négligeant aucune source à sa disposition : les produits d'exploitation et de redevances ont augmenté de 11,5 %, les S.E.M. de gestion du logement social bénéficient de la qualité de la signature de Paris pour diminuer leurs coûts de financement, la nouvelle délégation de service public de Paris-Musées incarne aussi cette volonté de moderniser les modes de gestion, surtout, je dirai "enfin", les droits de stationnement sont en augmentation de 34 %, soit 103 millions d'euros.

En premier lieu, le montant des amendes a enfin été revalorisé et nous plaidons, d'ailleurs, pour une dépénalisation des infractions de stationnement, de manière à pouvoir librement en fixer le taux.

En second lieu, le paiement autorisé par carte bleue a été fortement étendu, contribuant ainsi à un règlement facilité pour les Parisiens et pour les recettes de la Ville. Nous assumons totalement une plus grande fermeté de la part des agents de la Préfecture de police.

Notons que les recettes fiscales ont été profondément bouleversées par la réforme de la taxe professionnelle, qui, après l'année transitoire, s'applique pleinement en 2011. Dans l'ensemble, Paris est déficitaire, puisque l'ancien dispositif nous aurait apporté 55 millions d'euros de recettes supplémentaires à reverser directement aux Parisiens par l'intermédiaire de nos services.

Au chapitre de la dette parisienne, objet de bien des fantasmes de l'Opposition, essayant sans doute de se déculpabiliser au regard de l'augmentation massive de l'endettement des Français après 10 ans de Droite, force est de constater que, là encore, le constat est clair et la démonstration sans appel : la dette est maîtrisée et les taux auxquels emprunte la Ville, s'ils augmentent, restent relativement beaucoup plus favorables que pour de nombreuses entités publiques actuellement.

Même dans ces conditions plus restrictives, le ratio d'endettement parisien est resté stable à 37 %, sans commune mesure avec les 169 % de Marseille ou les 84 % des communes de plus de 100.000 habitants en moyenne. D'ailleurs, la dette par habitant à Paris est la moins élevée des grandes villes françaises, loin derrière Marseille, Lyon, Bordeaux, etc.

Paris fait ainsi la preuve chaque année de sa capacité à concilier avec succès solidarité pour les Parisiens et investissements pour demain.

Dans ce contexte européen difficile, les collectivités locales doivent se montrer financièrement exemplaires pour soutenir les habitants victimes de la crise, elles doivent encourager l'activité de nos entreprises et investir massivement aujourd'hui pour en retirer les fruits dès demain.

Au premier rang de ces collectivités, Paris réussit le tour de force d'être une des villes françaises les plus solidaires et les mieux gérées ; ce compte administratif en est la démonstration.

Monsieur le Maire, chers collègues, dans la nouvelle configuration politique qui s'ouvre aujourd'hui, il est temps de repenser la fiscalité locale pour en faire un instrument de justice entre les territoires et de justice entre les individus. Paris est prête à une réforme, mais une réforme juste.

A l'heure où démarre pour notre pays le changement avec l'élection du Président François HOLLANDE, confirmé dans ses choix par une majorité claire dans la nouvelle assemblée élue dimanche, que les Parisiens ont d'ailleurs soutenu en élisant 12 députés pour cette majorité sur 18, j'espère que ce chantier de la décentralisation et des finances locales sera repris, non plus dans le souci de faire les poches des collectivités locales, et tout particulièrement celles de Paris, mais bien d'équilibrer les pouvoirs locaux, de préserver leur autonomie financière, d'assurer la justice fiscale et de rénover la gouvernance métropolitaine.

C'est dire à quel point ce compte administratif, plus que de regarder le passé, nous permet de préparer l'avenir.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

La parole est à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Comme les autres années au Conseil de juin, les comptes administratifs, ainsi que le rapport financier, nous ont été communiqués et font l'objet d'un débat.

Pour la deuxième année consécutive également, vous avez proposé, Monsieur le Maire, d'inclure dans ces échanges une présentation du rapport social, ainsi que du rapport environnemental de notre Ville. C'est une initiative que nous saluons, car cela permet de préciser l'initiative de notre Municipalité dans deux domaines qui nous tiennent à cœur et de montrer concrètement aux Parisiennes et aux Parisiens les avancées opérées qui contribuent sans conteste à améliorer la qualité de vie dans notre ville. Danielle FOURNIER et René DUTREY interviendront à ma suite dans ces deux domaines.

Pour revenir au volet budgétaire et financier de ce rapport, vous soulignez le sérieux, la maîtrise et l'équilibre de ce budget.

En effet, malgré les difficultés, tant économiques que financières, sociales et environnementales, que nous subissons depuis bientôt quatre ans et qui sont loin d'être derrière nous, ce budget est dans la continuité des choix équilibrés…

Il y a un bruit qui est…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Exactement, Monsieur GAREL ! Merci de le constater et je veux pour vous ce que je voulais pour M. BARGETON et pour les suivants aussi !

M. Sylvain GAREL. - Vous avez raison.

M. LE MAIRE DE PARIS. - J'aime quand on est d'accord.

M. GAREL et lui seul !

M. Sylvain GAREL. - Cela arrive…

Ce budget est dans la continuité des choix et équilibres budgétaires qui sont ceux de notre Municipalité. Sans entrer dans les détails de telle ou telle ligne budgétaire, nous nous réjouissons comme vous lorsque l'ambition et le dynamisme du budget, qui se traduit notamment par un niveau d'investissement de 1,5 milliard d'euros en 2011 et une hausse importante des dépenses de solidarité, sont véritablement au service des habitants et répondent à leurs besoins et à leurs attentes.

Ainsi, lorsque notre effort porte sur des dépenses sociales et de solidarité ou encore des investissements importants pour le logement social, pour l'entretien ou la construction d'établissements scolaires, pour la création de places de crèche supplémentaires, pour la résorption de l'habitat insalubre, pour l'entretien des bois et des espaces verts, pour l'isolation thermique des bâtiments, vous avez tout notre soutien et nous souhaitons, comme d'ailleurs une majorité de Parisiens qui ont eu l'occasion de l'exprimer il y a quelques jours dans les urnes, que cette politique perdure et s'amplifie.

Cependant, il y a un "mais" ; vous le savez, nous ne partageons pas le même point de vue que vous sur certains investissements et choix budgétaires. Ainsi, en constatant dans ce compte administratif 2011 que le crédit d'équipement le plus important en matière sportive concerne le stade Jean Boin avec 39,9 millions d'euros dépensés en 2011, nous exprimons une nouvelle fois les réserves que vous connaissez sur ce dossier, mais nous pourrions également évoquer la Canopée des Halles, dont l'addition ne finit plus de dériver, ou encore Autolib', dont on ne peut pas dire qu'elle encombre les rues de notre ville, 18 millions dépensés en 2011 pour l'aménagement des stations, tandis que sur la même période, notre Ville n'a consacré que 2 millions d'euros pour l'aménagement des pistes cyclables.

Nous avons exprimé à de nombreuses reprises notre souhait dans ces domaines de faire des choix budgétaires différents et davantage concertés ; nous réitérons cette demande et espérons que cela pourra être possible lors de la préparation des prochains budgets et en particulier de celui de 2013.

Au niveau des recettes, les résultats enregistrés en 2011 indiquent une hausse de 4,9 %, soutenue notamment par une confirmation de la reprise, déjà constatée l'an passé, des droits de mutation.

La Ville poursuit également sa politique de cession d'actifs fonciers et immobiliers, considérés comme non utiles par notre Municipalité, qui permettent d'équilibrer notre budget.

Nous avons eu l'occasion de souligner, là encore, notre réserve sur un budget dépendant trop étroitement des fluctuations de la fiscalité immobilière et de recettes aussi peu pérennes que la cession d'actifs.

Il est nécessaire d'engager une réflexion pour que nos recettes soient davantage ancrées sur une fiscalité directe et indirecte, courageuse et volontaire.

En matière de recettes, toutefois, un motif de grande satisfaction : les droits de stationnement ont augmenté de près de 16 millions d'euros en 2011 pour atteindre plus de 63 millions d'euros ; cela est lié à une simplification des modes de paiement, mais c'est également et surtout le résultat de la revalorisation des amendes, sujet sur lequel nous avions interpellé à diverses reprises le précédent Gouvernement.

La revalorisation n'est, cependant, pas encore suffisante et nous espérons que le nouveau Gouvernement ira plus loin et laissera aux collectivités locales, et en particulier à Paris, le soin de fixer le montant des amendes pour non règlement des droits de stationnement.

Enfin, pour conclure sur l'Etat et ses dotations, notamment vis-à-vis de la Ville de Paris, nous sommes bien entendu conscients que le Gouvernement nouvellement nommé, largement contraint au niveau budgétaire par la crise actuelle et par le lourd passif et la gestion hasardeuse de ses prédécesseurs, ne pourra pas répondre à toutes les demandes et tout résoudre.

Nous pouvons cependant espérer raisonnablement, au vu des premières mesures et de la méthode affichée, que le temps où la Ville de Paris fut mise devant le fait accompli, avec brutalité et sans concertation (notamment lors de la réforme de la taxe professionnelle et les changements opérés en matière de péréquation) est révolu.

C'est une bonne nouvelle pour notre Ville et pour ses habitants.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup, Monsieur GAREL.

Monsieur BROSSAT, vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Comme chaque année, cette présentation du compte administratif nous donne l'occasion de faire un bilan, avant le vote du budget supplémentaire au mois de juillet, un bilan bienvenu avant de mettre en place de nouveaux dispositifs pour soutenir les habitants de notre Ville.

Or, force est de constater en juin 2012 que l'urgence est toujours là et que la crise n'a pas disparu. Quelque chose a changé cependant, cela a été relevé par un certain nombre de mes collègues, le Conseil de Paris se réunit aujourd'hui après l'élection d'une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale qui laisse augurer de meilleures relations entre la Ville et l'Etat.

Le départ de Nicolas SARKOZY, s'il est un soulagement, n'est bien évidemment pas à lui seul un remède à tous les maux, sachons donc nous remettre au travail sans attendre et commençons par l'examen de ce compte administratif qui abrite, cela a été déjà relevé, un nouveau record : celui des droits de mutation.

Encore un, me direz-vous, les années précédentes n'étaient déjà pas avares en la matière. 940 millions d'euros en 2007, 928 millions d'euros en 2010 et plus d'un milliard d'euros en 2011. C'est le signe d'une spéculation immobilière qui continue, mais ce sont également pour nous des marges de manœuvre supplémentaires qu'il nous faut utiliser au service des Parisiens.

Pour commencer, considérons quelques chiffres. Je le disais à l'instant, les droits de mutation battent un record, à 1.078 millions d'euros. De manière générale, les recettes de fonctionnement sont en hausse de 4,9 % par rapport à 2010 et les recettes fiscales atteignent des sommets, culminant à 4 milliards d'euros aujourd'hui.

C'est ce que l'on appelle des marges de manœuvre conséquentes. Toute la question est de savoir comment nous les utilisons.

Dans la colonne opposée, celle des dépenses de fonctionnement, nous avons certes l'augmentation de 4,5 % des dépenses sociales, ce qui n'est pas négligeable (et nous nous en félicitons). En revanche, ce qui paraît plus modeste, ce sont les charges de personnel. Ces charges ne progressent que de 1,6 % c'est peu, c'est peu quand on ouvre autant de nouveaux équipements, c'est très peu quand on crée autant de nouveaux services.

Comme vous le savez, pour ce qui nous concerne, nous ne croyons pas au mérite infini du redéploiement. Les agents ne sont pas faits d'une matière élastique que l'on pourrait étirer à l'infini.

Toujours redéployer est impossible, il faut à nos yeux embaucher, il faut former, il faut promouvoir ce que l'on appelle les charges de personnel. C'est l'énergie, ce sont les compétences, c'est un ensemble toujours plus important de réponses que l'on apporte aux difficultés des Parisiens.

A ce titre, je veux évoquer également les dépenses d'investissement en hausse, qui atteignent un milliard d'euros aujourd'hui, 1.561 millions d'euros. Paris est donc attentive aux besoins de ses habitants. Elle construit de nouveaux équipements, elle crée des places en crèche, c'est bien et nous voulons pour cela aussi des personnels pour les faire fonctionner.

Au premier rang des besoins des habitants de Paris, il y a le logement. Compte tenu du revenu moyen de ses habitants, Paris est l'une des villes les plus chères au mètre carré. En décembre, nous avons encore abondé le compte foncier, la Ville a financé plus de 6.000 logements, 81 millions d'euros ont été dédiés à la préemption.

C'est évidemment important, mais nous devons à nos yeux faire encore davantage. Si 2011 est une excellente année en termes de recettes fiscales immobilières, c'est parce que la spéculation s'est encore envolée. C'est une vraie maladie qui ronge notre Ville. Jour après jour, il est plus difficile pour les Parisiens et notamment pour les familles de se loger à un prix décent dans le parc privé.

Nous sommes très loin d'en avoir fini avec ce combat là et, si je me félicite de l'accord que nous avions trouvé avec les groupes de la majorité au mois de décembre dernier, au moment du vote du budget primitif, sur l'abondement du compte foncier, il s'agit à nos yeux de faire encore davantage pour préempter et pour permettre de faire du logement social, notamment dans les arrondissements qui aujourd'hui sont déficitaires dans ce domaine.

Dès le mois prochain, notre groupe aura évidemment l'occasion d'y revenir.

Tout cela, pour nous, c'est une question de valeurs, de logique et de moyens. A Paris, un chiffre est plus exceptionnel que tous les autres, vous l'avez d'ailleurs relevé, Monsieur le Maire, c'est celui du très faible taux d'endettement.

En 2011, l'épargne brute a continué de progresser. Elle atteint désormais 866 millions, c'est-à-dire qu'elle a augmenté de 68 millions par rapport à l'an dernier. Le taux d'autofinancement de la Ville s'élève désormais à 88 % de ses dépenses réelles contre 85 % l'année dernière.

C'est dire que nous sommes peu endettés. C'est dire par conséquent que nous avons des marges de manœuvre et que nous devons savoir les saisir pour servir les Parisiennes et les Parisiens.

Nous le répétons pour ce qui nous concerne depuis plusieurs années, l'emprunt est un levier qui pourrait nous permettre de le faire, c'est l'occasion d'investir davantage que nous le faisons.

C'est ce que nous devons aux Parisiens : de nouveaux services publics, de nouveaux équipements publics qui permettent de servir les habitants de notre Ville.

A nos yeux, il y a encore des efforts à mener et nous aurions d'ailleurs des marges de manœuvre supplémentaires si précisément de nouvelles relations pouvaient se nouer entre l'Etat et la Ville de Paris.

Nous avons à plusieurs reprises dans cette enceinte évoqué la question de l'argent que l'Etat doit aux Parisiennes et aux Parisiens.

Le fait est connu, mais nous le rappellerons tant que cela sera nécessaire, l'Etat ne compense pas à hauteur de ce qu'il devrait faire depuis plusieurs années les transferts de compétences auxquels il a procédé.

Il a ainsi subverti le principe même de la décentralisation, réduite à une simple facilité de gestion aux dépens des collectivités territoriales et des habitants qui y résident.

La Chambre régionale des Comptes l'a d'ailleurs souligné cette année dans son rapport relatif à la gestion des marges de manœuvre financière de Paris.

Dans votre communication du budget primitif 2012, vous avanciez le chiffre de 1.300 millions d'euros. Nous réclamons pour ce qui nous concerne le paiement de cette dette depuis le début de la mandature et notre groupe garde la volonté que l'argent dû aux Parisiennes et aux Parisiens leur revienne.

Notre groupe continue et continuera de réclamer que l'Etat paye la dette qu'il doit aux Parisiennes et aux Parisiens. Cette exigence valait hier, cette exigence vaudra demain.

Ce combat, Monsieur le Maire (vous l'avez dit d'ailleurs), nous l'avons mené avec tous les groupes de la majorité au cours des dernières années.

Ce combat, nous continuerons pour notre part à le mener dans les mois et les années qui viennent parce qu'il s'agit tout simplement d'une exigence de justice vis-à-vis des Parisiennes et des Parisiens qui ont été floués au cours des dernières années par les Gouvernements précédents.

En somme, ce que nous dit cette présentation du compte administratif, c'est que Paris dispose d'importantes marges de manœuvre et, pour ce qui nous concerne, nous continuerons de nous battre pour que ces marges de manœuvre nous servent à faire de la justice sociale, de la justice territoriale dans la Ville qui est la nôtre.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Monsieur LEGARET, vous avez la parole.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, si l'Etat était géré comme Paris, il n'y aurait aucun problème et pas besoin de budget d'austérité.

Voilà ce que vous disiez, Monsieur le Maire, il y a six mois.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est vrai !

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Voilà ce que vous ne direz plus, bien sûr.

Je rends hommage à votre agilité. En quelques quarts d'heure, changement d'orientation et axes diamétralement opposés.

J'y reviendrai sur la dette de l'Etat qui était incommensurable et qui est aujourd'hui réduite à néant.

Alors, l'avantage du compte administratif, c'est que là c'est la vérité des chiffres. D'ailleurs, je suis très frappé que, pour la première fois, cela s'était beaucoup dégradé au cours des années passées, mais là, cette fois, on peut vraiment dire que c'est l'apogée, on ne peut pas aller plus loin : le commentaire littéraire sur le compte administratif est totalement inexistant, si ce n'est quelques phrases creuses, ronflantes, des adjectifs mirobolants, des perspectives épanouissantes pour le Parisien, mais plus aucun commentaire.

Alors, puisqu'il n'y a pas de commentaire, parlons des chiffres.

Vous nous dites désormais que l'Etat et la Ville de Paris vont pouvoir marcher à l'unisson. Je suis assez d'accord avec cette perspective. Je pense que l'Etat et la Ville de Paris vont être à l'unisson, accrocs de la dépense publique et du matraquage fiscal.

Matraquage fiscal, on en a déjà parlé, mais le compte administratif est particulièrement éloquent.

Je ne reviendrai pas sur les hausses d'impôts, plus de 35 % au cours des trois derniers exercices. Les droits de mutation qui, comme on le sait, ont atteint leur niveau record : 1,78 milliard à la fin de l'année dernière, ce qui représentait tout de même plus 150 millions d'euros en un an. Et différents subterfuges très avantageux.

Je voudrais revenir d'un mot sur la gratte illégale qui a été opérée sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Je rappelle que, en application de l'article L1520-1 du Code général des impôts, le produit ne peut être supérieur au coût réel du service.

En réalité, les chiffres le démontrent, si vous prenez la recette et le coût du service, vous avez perçu indûment a minima 35 millions d'euros chaque année sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Si cela avait pour effet de rendre Paris plus propre, après tout, on pourrait l'admettre. Mais il ne semble pas que cela soit le sentiment des Parisiens sur ce point.

Explosion des recettes, dues aux droits de mutation, à l'augmentation de la fiscalité, au subterfuge que je viens d'évoquer et, ô surprise, aux contributions de l'Etat qui n'ont jamais cessé d'augmenter, en tout cas pendant tout le quinquennat que vous dénoncez tant de Nicolas SARKOZY: 1.330 millions d'euros contre 1.322, l'année précédente, c'est une augmentation de 8 million d'euros. La DGF, + 10 % d'euros. Je voudrais rappeler que, depuis 2001, les concours de l'Etat ont augmenté de 257 millions d'euros au bénéfice de la Ville.

Explosion des dépenses, c'est également démontré. Et avant toute chose, bien entendu, explosion du budget de fonctionnement. Dans la grande tradition socialiste : + 45 % d'augmentation du budget de fonctionnement depuis 2001. Qui dit mieux ? Les 10.000 agents de plus, ce qui représente une augmentation de 800 millions. Les subventions qui ont, là aussi, plus que doublé : 133 millions d'euros en 2001 et 315 millions en 2011.

Et face à ce budget de fonctionnement explosif, contrairement à toutes vos déclarations, un investissement en berne. On le voit, dans les chiffres du compte administratif, que ce soient les autorisations de programme ou les crédits de paiement, ils sont en diminution. Je ne reviens que d'un mot sur l'annulation des 600 millions d'euros d'autorisations de programme, que vous avez fait voter d'un coup sec lors du dernier budget. Jeu d'écriture, nous avez-vous dit, comme seule explication.

Alors à quoi servent ces investissements ? Ils sont coûteux et improductifs, comme c'est le cas de votre politique de préemption dans le diffus pour réaliser du logement social.

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plait, vous vous asseyez et vous écoutez.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Ce sont beaucoup d'investissements qui partent en fumée, mais au total un investissement qui est en diminution.

Vérité des chiffres en ce qui concerne la dette de la Ville, avec un endettement massif, qui n'a cessé d'augmenter et qui devrait, qui va certainement au minimum atteindre le chiffre fatidique de 3, 300 milliards en 2013, c'est-à-dire trois fois plus qu'en 2001.

Alors, M. BROSSAT vient de nous dire que ce n'est pas suffisant et que l'on peut endetter la Ville bien davantage. Je reconnais que la dette par habitant à Paris est bien loin d'atteindre celle de la Ville de Nantes et de son agglomération, mais la Cour des comptes a très clairement fait des mises en garde, auxquelles vous auriez dû être attentifs. En vous disant que le chiffre fatidique de 3,300 milliards en 2013, c'est la fin de toutes les marges de manœuvre, et que vous ne pourrez pas aller au-delà.

J'en viens à la tarte à la crème, si je puis dire, Monsieur le Maire: la dette de l'Etat. Alors, vous nous dites aujourd'hui que ce ne serait pas raisonnable de réclamer cet argent. Parce que c'est la dette de M. SARKOZY, ce serait injuste de considérer que c'est la dette de M. HOLLANDE. Il faudrait savoir, Monsieur le Maire: ou bien c'est la dette de l'Etat ou bien ce n'est pas la dette de l'Etat. Je n'ai jamais cessé de dire que cette dette n'existait pas, qu'elle était une invention purement politicienne et qu'elle était fictive.

Je vais vous dire pourquoi, Monsieur le Maire. En aucun cas, ce n'est une dette. D'ailleurs, vous n'avez jamais été capable de la démontrer. J'ai proposé en Commission des finances à M. GAUDILLÈRE de nous donner des éléments, il n'a jamais été capable de nous les fournir. La seule chose qu'il nous ait expliquée, c'est qu'il y avait des retards dans les versements des acomptes de l'Etat.

Cela n'est pas une dette, cela, ce sont des retards. Et comme la Ville, comme chacun sait, paie elle-même ses fournisseurs avec retard, eh bien, je dirai qu'il n'y a pas de drame. Cela n'est pas une dette. Vous n'avez jamais pu fournir au Conseil de Paris, et a fortiori pas à la Commission des finances, les moindres éléments chiffrés là-dessus.

Vous nous dites aujourd'hui que cela ne serait pas raisonnable. Vous avez expliqué, au cours des années passées, que cette dette était absolument abominable, qu'elle expliquait toutes les difficultés de la Ville de Paris.

Vous nous dites, vous nous avez dit il y a quelques instants, Monsieur le Maire, on va quand même négocier. Je ne vois pas très bien ce que vous pourrez en tirer, parce que des chiffres indémontrables, une dette que vous qualifiez aujourd'hui d'irraisonnable, et un maire de Paris non ministrable, cela a peu de chance de produire des effets très positifs.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Maire, et notamment celle-là, c'est-à-dire la démonstration faite que tout votre discours sur la dette de l'Etat était purement mensonger et relevait de la seule tactique politicienne, nous voterons contre ce compte administratif.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ce n'était pas indispensable de trouver de nouvelles raisons, car depuis onze ans vous votez contre tout ce qui est budgétaire, et le reste aussi d'ailleurs.

Quant à la dette, je note que vous, vous nous dites qu'elle n'existe pas. M. POZZO di BORGO nous demande le remboursement. Bref, essayez de vous mettre d'accord.

Mais, honnêtement, comme je suis contre le cumul des mandats, et même le cumul des préoccupations, je ne vais même pas m'occuper de vous mettre d'accord.

Je vais donner la parole à M. MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Nous le savons, la France et Paris ne sont nullement épargnés et traversent une crise économique et financière exceptionnelle depuis maintenant trois ans. Vos engagements, qui étaient pris dans le cadre du budget initial, étaient de faire face à cette crise et d'aider les Parisiens dans ces temps difficiles.

A la lecture de ce compte administratif, qui reste l'épreuve de vérité de notre exercice financier, je souhaitais souligner deux tendances importantes de nos finances, que ce compte administratif reflète, et que je voulais saluer.

La première est le soutien indéfectible et croissant de Paris à nos concitoyens les plus fragiles. De l'augmentation de 4,5 % des dépenses sociales à la création de près de 511 places en crèche, plus de 6.000 logements sociaux nouveaux conventionnés, Paris a répondu présent à son exigence de solidarité et a fait office de bouclier, face à la crise pour les Parisiens.

Dans le même temps, et c'était exercice ardu, je tiens à souligner la bonne gestion des finances de la Ville qui nous permet, malgré ces temps orageux, de maîtriser notre endettement.

En stabilisant la masse salariale, en augmentant les rendements des recettes de stationnement ou des concessions notamment, l'Exécutif municipal a réussi à maintenir un niveau de dette raisonnable et acceptable, avec une capacité de financement de l'investissement de 90 % sur recettes définitives et un ratio de dettes sur recettes réelles de fonctionnement en recul à 37 %, c'est-à-dire son niveau le plus faible depuis 2007. Nous gardons des marges de manœuvre pour construire l'avenir des Parisiens.

Si le tableau est rassurant, la lucidité doit nous rappeler que notre capacité d'investissements et ces bons indicateurs que je viens de mentionner, sont et restent dus à la flambée de l'immobilier parisien et, par conséquent…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Voulez-vous écouter aussi les orateurs non inscrits, s'il vous plaît. Merci.

M. Jean-François MARTINS. - Non inscrits, mais bruyants. Ne vous en faites pas, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mais quoi ? Qu'avez-vous dit ? Brillant ?

M. Jean-François MARTINS. - Bruyant ! Je ne me permettrais pas.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Bon, M. MARTINS et seulement M. MARTINS. S'il vous plaît !

M. Jean-François MARTINS. - Je disais, malgré le tableau rassurant sur l'endettement et la capacité d'investissement, ne nous leurrons pas, tout ceci reste fondé et appuyé sur la flambée de l'immobilier. Et cette situation de dépendance est évidemment inquiétante.

Je rappelle, à cette occasion, mon souhait de voir Paris être capable de provisionner une partie des recettes exceptionnelles issues des droits de mutation, pour pouvoir garantir des investissements pérennes dans l'avenir, le jour où éventuellement nous ferions face à une crise de l'immobilier.

Cependant, un point que je voulais regretter dans ce compte administratif qui était déjà l'une de mes inquiétudes lors du budget initial, c'est qu'une fois de plus, on se rend compte à quel point les politiques de l'emploi dans notre Ville sont sous-investies et sous-financées.

Évidemment, Paris a été là, Paris a protégé les Parisiens de la crise. Nous avons aidé à faire face à la crise mais nous n'avons pas aidé les Parisiens à surmonter cette crise et à en sortir. Pour en sortir, il faudra de l'emploi, du développement économique et de l'activité.

Ce que ce compte administratif nous démontre - tous comptes cumulés, investissements et fonctionnement, Ville et Département - c'est que nous ne mettons que 113 millions, soit à peine 1 % de notre budget consolidé, Ville et Département, au service de l'emploi, du développement économique et de l'insertion professionnelle.

Ce budget, plus inquiétant encore, en temps de crise, n'est en progression que d'à peine 0,5 %, c'est-à-dire trop peu pour aider les Parisiens de plus en plus nombreux qui se retrouvent dans des difficultés d'emploi.

J'espère donc que cette volonté impérieuse de soutien au développement économique et à l'emploi sera présente dès le budget supplémentaire, et je l'espère comme l'une des priorités du budget 2013 de la Ville et du Département.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à Mme BRUNO.

Mme Catherine BRUNO. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, le rapport social qui nous est soumis pour la deuxième année consécutive est en ceci intéressant qu'il permet de porter à la connaissance des conseillers de Paris des données fondamentales en matière d'emploi, de rémunération des agents, de leurs conditions de travail et d'application du principe de parité.

À ce titre, un certain nombre de lacunes mises en exergue font envisager une marge de perfectibilité certaine de la politique de ressources humaines menée au sein de la collectivité parisienne.

Si les femmes sont majoritaires parmi les personnels de la collectivité parisienne, le rapport précise qu'elles demeurent, je cite, "sous-représentées en ce qui concerne les nominations sur les postes d'encadrement".

De plus, en dépit de l'adoption de la charte de l'égalité dans l'emploi en 2008 et du lancement du plan d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes en 2005, les inégalités perdurent et la mixité, bien qu'érigée en principe de votre action, peine encore trop souvent à être traduite dans les faits.

Les femmes semblent ainsi surreprésentées dans les emplois de catégorie C.

Du reste, si l'on considère la répartition des rémunérations brutes annuelles moyennes par décile et par sexe pour l'année 2011, 74,4 % de femmes composent le premier décile, correspondant aux rémunérations les plus faibles.

Il paraît donc nécessaire de travailler toujours davantage dans le sens d'une mixité accrue au sein des différentes catégories et corps de métier. S'il semble en effet concevable que les métiers de la petite enfance attirent beaucoup plus de femmes que d'hommes, voire sont presque exclusivement exercés par celles-ci, il est néanmoins frappant de constater que les 11 principaux métiers de la collectivité se caractérisent par une dichotomie absolue entre les deux sexes.

Ainsi, les assistants administratifs sont presque uniquement des assistantes, et les travailleurs sociaux sont en général des travailleuses.

Parité et mixité vont pourtant de pair et doivent être développées concomitamment.

Un deuxième point nous pose problème : s'il est vrai que la collectivité peut s'enorgueillir d'améliorer le maintien dans l'emploi et le recrutement des personnes en situation de handicap, elle ne remplit guère plus que son obligation légale.

En effet, au 31 décembre 2011, 6,7 % des agents de la collectivité étaient bénéficiaires de l'obligation d'emploi au sens de la loi du 11 février 2005, dépassant de seulement 0,7 % le seuil mentionné par ladite loi.

C'est pas mal, mais la Ville et le Département de Paris peuvent faire mieux. La collectivité a le devoir de se montrer exemplaire et ne saurait se contenter d'être en conformité avec les minimums légaux.

Monsieur le Maire, le dynamisme de votre politique de gestion des ressources humaines dans ce domaine devrait être aussi ostensible que votre promptitude à satisfaire aux critères SRU.

Quant à la politique d'insertion professionnelle mise en œuvre, je m'interroge sur le nombre de missions afférentes au service civique volontaire.

Paris a en effet accueilli 158 jeunes au 31 décembre 2011 quand la Maison de l'emploi de Paris fait état dans le même temps d'un volume de 300 missions proposées par la Ville de Paris. Est-ce à dire que les vocations auraient du mal à éclore ? Ou que la communication est insuffisante ?

C'est en tout cas révélateur de la marge de progression de la Ville dans ce secteur.

Enfin, vous vous réjouissez que le taux d'absence globale des agents ait diminué en 2011 pour la première fois depuis cinq ans. C'est certes encourageant et nous pourrions croire que les préconisations de la MIE relative au personnel de la collectivité parisienne portent enfin leurs fruits s'il ne s'agissait d'une inflexion minime de 0,38 %. En comparaison, au sein du secteur privé, l'Île-de-France a le taux d'absentéisme en entreprise le plus bas de France, soit 3,57 %.

Si le parallélisme entre secteurs privé et public n'est pas toujours des plus heureux ni des plus pertinents, j'en conviens volontiers, la collectivité parisienne peut cependant s'inspirer de bonnes pratiques en la matière.

À ce titre, la gamme de solutions qu'elle a déployée pour enrayer ce phénomène d'absentéisme, voire de mal-être au travail, paraît tout à fait adaptée - entretiens de retour au travail après absence, augmentation des formations, ou encore prévention des accidents du travail -, mais les résultats demeurent encore insatisfaisants.

Il s'agit pourtant d'un impératif financier au regard du coût de l'absentéisme, évalué entre 1.171 et 1.798 euros en moyenne par agent, selon l'importance de l'effectif, d'après l'étude Dexia-Sofcap publiée en 2011.

Il s'agit également d'un impératif moral, tant la collectivité parisienne doit veiller aux conditions de travail de ses agents et être attentive aussi bien à l'ergonomie de leur poste qu'au bien-être global de ses effectifs.

Je vous remercie.

(Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - La parole est à Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE.

Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE. - Merci, Madame la Présidente, Madame la Maire.

Lorsqu'on lit ce compte administratif, et je prolongerai le propos de Julien BARGETON, nous pouvons faire un constat et je ferai ensuite deux propositions au nom de mon groupe.

Le constat est que l'image de Paris n'est pas conforme à sa réalité. Effectivement, nous voyons que le niveau de vie médian des ménages parisiens est très supérieur à la moyenne nationale - c'est l'idée qui se propage - mais le taux des personnes âgées bénéficiaires de prestations et celui d'allocataires du R.S.A. sont proches de la moyenne, contrairement à d'autres départements à niveau de vie élevé.

Ce résultat doit être relié à la différence de niveau de vie bien plus marquée que dans les autres départements.

Le niveau de vie des 10 % des plus riches est en effet six fois supérieur au niveau de vie des 10 % les plus pauvres, contre 3 % ailleurs.

Bien que 40 % des actifs soient cadres ou professions libérales, le taux de pauvreté est proche de la moyenne.

C'est pour cela que Julien BARGETON avait raison de rappeler que le cœur de métier de notre collectivité est finalement aujourd'hui la question des prestations sociales.

Alors, lorsque l'on regarde la question budgétaire, la compétence solidarité occupe évidemment, comme dans toutes les collectivités, une place importante, compétence traditionnelle qui a été étoffée dans la dernière décennie : l'allocation personnalisée d'autonomie ; le R.M.I., puis le R.S.A. ; la prestation compensatoire du handicap. Bref, les dépenses sociales ont désormais une place majeure dans le budget de notre collectivité.

Au regard de cela, les recettes de la collectivité sont relativement diversifiées. Là aussi, Julien l'a rappelé, sur le volet des recettes, la réforme de la T.P. a largement redistribué les cartes. Elle était fondée sur le principe de spécialisation des impôts locaux en limitant au maximum le partage d'un même impôt entre collectivités pour éviter le phénomène que nous appelons le phénomène du "passager clandestin" : "moins je pèse dans le total, plus je peux augmenter les taux de manière importante sans que cela se voie".

Aujourd'hui, les départements, et donc Paris, sont dans une situation intermédiaire entre la commune, à qui le législateur a maintenu un pouvoir important, dont Paris bénéficie, et la Région - vous comprendrez que je l'évoque - qui, elle, a perdu tout pouvoir de taux.

Du coup, la situation du Département de Paris, comme des autres départements, est préoccupante et connaît un effet de ciseaux. Les recettes sont peu dynamiques et les dépenses, évidemment, le sont beaucoup plus dans un contexte de crise, ces dépenses étant, par nature, contracycliques.

La gestion des allocations sociales a bouleversé notre rôle. Au-delà même des charges financières, toutes font l'objet d'une standardisation ne laissant guère d'autonomie, toutes se révèlent plus coûteuses que prévu.

Par ailleurs, nos ressources sont dépendantes de données que nous ne contrôlons pas, démographiques, économiques et sociales et, évidemment, le taux de jeunes, de personnes âgées, le revenu médian. Bref, nous n'avons qu'une prise relativement modérée,

Par rapport à cela, et je répondrai en partie à M. LEGARET, évidemment, il y a des moyens de minimiser le coût net de la décentralisation.

Et d'abord, le Maire l'a dit tout à l'heure, par un rapport plus respectueux aux collectivités. M. LEGARET a dit une contrevérité tout à l'heure : non, le niveau des dotations n'a pas été maintenu à Paris comme ailleurs. Il a été maintenu en euros apparents mais pas en euros constants, et donc nous avons, en réalité, perdu de notre pouvoir d'intervention.

Je souhaiterais proposer deux pistes de réflexion.

Nous le savons, plus encore que sur la question de la C.V.A.E., la question de la péréquation des droits de mutation est un enjeu fondamental dans la répartition des richesses entre collectivités. Certes, un régime nouveau a été mis en place : les départements, comme Paris, qui perçoivent plus de D.M.T.O. que d'autres, se voient écrêtés, mais il faut savoir qu'en Ile-de-France par exemple, tous les départements sont écrêtés, y compris la Seine-Saint-Denis. Donc, vous voyez bien que nous avons là affaire à une curiosité, qui doit nous amener à réorganiser plus largement les mécanismes de péréquation pour prendre en compte les paramètres que j'évoquais précédemment.

Mais, au-delà, nous devons prendre en compte une péréquation qu'on peut qualifier d'implicite. Là aussi, Julien BARGETON l'a rappelé, la Ville de Paris, comme la Seine-Saint-Denis, prennent en charge des dépenses nationales que d'autres départements n'ont pas à assumer : il s'agit de la question des mineurs étrangers isolés. Là aussi, il faudrait en tenir compte.

Donc, première proposition : mettre en place un fonds de péréquation, avec un système comme sur les communes avec le S.R.I.F. et le F.P.I.C.

Là, je pense qu'il y a deux personnes et demie qui me suivent !

Un système de péréquation national mais aussi un système horizontal, qui concernerait uniquement les départements franciliens. Il ne s'agit pas de hausser le volume global de la péréquation, il s'agit de le répartir différemment. C'est un premier chantier que nous pourrions engager dès à présent, dans le cadre de la réflexion sur l'Acte 3 de la décentralisation dans quelques jours, mais aussi sur le Grand Paris.

Ma deuxième proposition concerne la question de la solidarité avec les communes périphériques. Nous avons fait beaucoup, le Maire de Paris l'a voulu, nous sommes désormais solidaires des communes limitrophes et nous menons avec elles des projets, y compris que nous finançons. Je propose que nous nous penchions aujourd'hui vers une nouvelle forme de solidarité : celle de l'accès au financement.

En effet, vous le savez, sous l'effet conjugué de la crise financière, de la frilosité des établissements financiers et de l'application de la réglementation Bâle III, nombre de communes voisines rencontrent de sévères difficultés d'accès au crédit. Ce n'est pas le cas de la Ville de Paris. Sa taille, la qualité de sa signature, sa notation lui permettent de se financer en partie sur les marchés, et ce, avec succès.

Nous pourrions engager cette réflexion : la possibilité d'offrir aux collectivités voisines un accès au crédit par le moyen d'emprunts groupés, adossés à la signature de la Ville de Paris notamment.

C'est un processus lourd, c'est un processus complexe et c'est un processus coûteux, mais dans cette période où nous voulons aider le plus grand nombre à faire face à la crise, nous pensons que chacun comprendra la pertinence de cette forme d'aide innovante et qui pourrait permettre de faire penser que, sur le financement des collectivités locales aussi, "le changement, c'est maintenant".

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est maintenant à Mme Danielle FOURNIER.

Il reste environ 10 minutes pour son groupe.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

C'est à propos du bilan social que je voudrais dire quelques mots.

C'est la seconde fois que nous est présenté le bilan social de la Ville et, lors de la première édition, en 2011, nous avons regretté que la stabilité des effectifs des agents de la Ville devienne une sorte de règle indépassable, ce qui, à notre sens, trouve ses limites dans la mise en œuvre des nouveaux équipements.

L'année 2011 n'a fait que renforcer ces constats et nos réserves à ce sujet.

A y regarder de près, le maintien des effectifs, tel qu'il est appliqué, aboutit en réalité à une diminution du nombre de personnels en équivalents temps plein, puisque le total pointe 161 postes de moins. Le nombre d'agents travaillant pour notre Ville et notre Département diminue, en effet, de 0,3 % entre 2010 et 2011, soit le même pourcentage qu'entre 2009 et 2010.

Par ailleurs, un article récent des "Échos" constate que les effectifs des collectivités ont augmenté, pour leur part, de 0,3 % en 2011.

Si Paris est une exception, nous le regrettons.

Cela ne serait pas problématique, si notre collectivité ne continuait à ouvrir de nouveaux équipements et à créer de nouveaux services, mais Paris est une ville dynamique et il est évident que nous devons continuer à investir pour améliorer la vie des Parisiens.

Cela dit, le personnel ne doit pas être la variable d'ajustement de notre politique et la stabilité des effectifs doit s'entendre à périmètre égal. Ouvrir de nouveaux équipements et offrir de nouveaux services nécessitent le

recrutement d'un personnel spécialisé et diplômé, pas de personnes qui se voient, parfois contre leur gré, changer d'affectation.

A notre avis, de manière générale, une attention bien plus grande doit être portée aux conditions de travail et au stress au travail que cela génère.

En effet, le redéploiement a atteint largement ses limites et le personnel travaille dans des conditions de plus en plus difficiles. Ce n'est pas un phénomène propre à Paris, certes, mais la situation nous inquiète. Par exemple, le taux global d'absences demeure élevé, à 11,16 %. Cet indicateur montre la lassitude du personnel, lassitude qui est en lien avec la fatigue due notamment au trajet habitation-travail. Avec désormais plus de 30 % du personnel municipal habitant au-delà de la petite couronne et 6 % en province, nous avons un ensemble du personnel dont l'âge moyen augmente, sans qu'il puisse s'installer dans un logement proche et se rapprocher de son lieu de travail pour réduire le temps de transport.

Alors, bien sûr, l'effort de la Ville, qui attribue presque 17 % de ses logements sociaux au personnel de la collectivité, doit être poursuivi et même amplifié en direction des personnels astreints à être présents sur leur lieu de travail tôt le matin, comme les personnels de propreté ou les personnels des crèches. Cela ne doit toutefois pas se substituer à la poursuite de la politique de rattrapage des bas salaires.

A ce propos, félicitons-nous d'un effort de rattrapage des effets de l'inflation qui a permis aux agents ayant les plus bas salaires de ne pas voir leurs revenus amputés par le coût de la vie.

Mais, pour nous, la réduction de l'écart entre les hauts et les bas salaires doit être poursuivie et menée résolument.

Dans ce cadre, il ne faut pas relâcher l'effort pour combler l'inégalité de fin de carrière ou de traitement entre les hommes et les femmes. Et la féminisation, dont a parlé M. le Maire tout à l'heure, doit être particulièrement soutenue dans certains secteurs.

Enfin, cette année encore, nous nous félicitons de la politique du handicap. La Ville a dépassé en 2010, pour la première fois, l'objectif d'employer au moins 6 % de travailleurs handicapés : 6,7 % au 31 décembre 2011. Ce taux est d'autant plus satisfaisant qu'il n'est que de 4 % dans l'ensemble de la Fonction publique française.

Pour terminer, permettez-moi de remercier le personnel et la Direction des Ressources humaines et, en particulier, les agents de la mission "analyse, prévision et emploi".

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Je voudrais tout d'abord observer que la note de présentation, que le Maire de Paris nous a adressée pour accompagner le compte administratif, le rapport social et le rapport environnemental, est totalement inadaptée et à leur contenu et à leur importance.

Je m'explique : une page unique pour trois sujets et, pour le rapport environnemental, sur lequel je vais m'exprimer, 7 lignes et demie ! Cela m'a semblé un peu léger.

Je commencerai par la qualité de l'air.

Lors du mois de mars, au Conseil, ici, mon groupe avait posé une question d'actualité sur ce sujet en évoquant notamment la responsabilité de la politique municipale en matière de circulation et de stationnement. Il n'en est rien ressorti.

Alors, dans le rapport qui nous est soumis, il apparaît que la qualité de l'air se dégrade, notamment pour le dioxyde d'azote, polluant pour lequel les normes limites sont dépassées, que ce soit tout au long du trafic ou plus loin de celui-ci, selon les mesures faites, et il en est de même pour les particules, source importante de pollution et l'objet du courroux et des menaces de la Commission européenne à l'égard de la France, vu le dépassement important des normes.

La Ville de Paris s'était portée candidate pour une expérimentation, vous vous en souvenez, mes chers collègues, sur les Z.A.P.A. Depuis, c'est silence radio ! Nous avons d'ailleurs déposé un vœu à cette séance sur le sujet et j'y reviendrai.

Quels éléments nous révèle ce rapport ? Bien peu. Il fait surtout état d'une autosatisfaction manifeste, alors que la baisse de circulation dont se vante tant le Maire de Paris a été symbolique en 2011, 0,3 %, alors qu'elle était de 2 % en 2010, et cela pose la question suivante : est-ce qu'on aurait, par hasard, atteint les limites de l'exercice de l'autoritarisme en cette matière ?

Deuxième constat, si la pollution progresse, en dépit de la baisse de la circulation et des progrès techniques, c'est parce que la congestion de Paris se généralise d'année en année ; il faut parfois répéter les évidences, et le pire est certainement à venir, avec les conséquences de l'aménagement des voies sur berges.

Le stationnement aussi doit être abordé, étant donné le temps supplémentaire générateur de pollution que les automobilistes, et maintenant même parfois les deux-roues motorisés, passent à tourner pour trouver une place de stationnement. Constatons, là aussi, que le nombre de places créées pour les deux-roues motorisés est en forte baisse, alors que leur nombre, lui, bien sûr, continue de croître de manière exponentielle et que les trottoirs sont de plus en plus encombrés, au grand dam des riverains.

Quelques chiffres : en 2011, 4.110 places ont été créées pour les deux-roues motorisés, elles étaient 4.573 en 2010, cela fait -10 %.

La situation est encore plus marquée pour les vélos, puisque là, ce sont 2.161 places qui ont été créées en 2011, contre 3.677 en 2010, soit une diminution de 41 %.

Quant aux véhicules légers, examinons les chiffres rapportés par les délégations de service public. Sur le stationnement, le chiffre d'affaires généré est de 184 millions en 2010, soit un chiffre sensiblement égal à celui de 2009. Ce chiffre amène une constatation : le besoin de stationnement est toujours aussi vif, à l'encontre des discours fréquents des responsables de la Ville qui refusent d'admettre la réalité et de satisfaire les besoins.

Concernant, maintenant, les modes de propulsion les moins polluants, mes chers collègues, le constat n'est pas favorable non plus ; le nombre de véhicules de la flotte municipale est en augmentation, 2.815 contre 2.631, 7 % de plus, mais celui des véhicules hybrides stagne, de 44 à 49, et celui des véhicules électriques passe seulement de 5 à 6. Le rapport dit de développer la mobilité électrique, mais ne donne aucune information, aucun chiffre, à ce sujet.

La flotte municipale serait pourtant un excellent exemple du choix du mode électrique ; comment se fait-il, alors, que le Maire de Paris ne pratique pas plus l'exemplarité, alors que tous les constructeurs automobiles comptent d'abord sur les flottes captives pour lancer l'électrique ?

Mes chers collègues, il me semble quand même que ce sujet environnemental vous passionne les uns et les autres ; peut-être pourrait-on avoir un tout petit peu plus d'attention, si Mme la Présidente en était d'accord…

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Mme DOUVIN vous rappelle à l'ordre à juste titre ; je vous demande davantage d'attention.

Merci.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Je ne parle, bien entendu, pas pour ma paroisse, c'est-à-dire pour moi-même, mais pour le sujet, vous l'avez bien compris.

Merci beaucoup.

Un mot sur Autolib', en fonction de la situation actuelle : on voit des stations, on voit des véhicules en stationnement, on en voit très peu en mouvement. Le temps approche où il sera nécessaire de dresser un premier bilan chiffré. Ce que nous savons déjà, c'est qu'apparemment, Autolib', aujourd'hui, rate sa cible, puisque 70 % des clients ne possèdent pas de voiture personnelle. Une Autolib' ne remplace donc pas 15 voitures particulières comme il avait été affirmé, a priori.

En matière de pistes vélo, la Ville se félicite d'avoir fait un bond spectaculaire ; je voudrais simplement rappeler qu'il s'agit, pour l'essentiel, du déploiement des seuls 200 kilomètres de contresens cyclables. L'objectif 2013 étant de 700 kilomètres, l'essentiel reste à faire.

Enfin, j'aborderai aussi quelque chose qui ne figure pas dans le rapport, mais qui est important : la qualité de l'air intérieur. Il s'agit d'un sujet éminemment important, notamment pour les crèches et les écoles. Une étude de l'I.N.S.E.R.M. qui a été publiée en mars dernier a mis en lumière l'exposition des enfants à des niveaux des principaux polluants tout à fait supérieurs aux valeurs recommandées par l'O.M.S. et le Grenelle de l'environnement

et le Plan national santé ont prévu d'interdire certaines substances et de mettre en place un étiquetage des produits de construction, ainsi que pour les meubles et les produits d'entretien…

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - S'il vous plaît, puis-je à nouveau vous appeler au silence ? Si les collaborateurs veulent bien être discrets également.

Merci.

Mme Laurence DOUVIN. - La loi Grenelle 2 a rendu obligatoire la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les établissements accueillant un jeune public ; nous sommes donc surpris que dans un bilan environnemental, aucune information, aucune recommandation ne figure à ce sujet.

A la place de cette autosatisfaction dans ce rapport, nous aurions aimé une information plus complète et, surtout, une perspective plus affirmée, qui correspondrait alors à une vraie prise de conscience des préoccupations des Parisiens, et non à un simple effet d'annonce.

En conclusion, je rappellerai que, demain, s'ouvre la conférence Rio+20, une conférence dont on espère des nouveaux progrès au niveau international. Dans votre rapport, Monsieur le Maire, pas un mot, pas une référence à l'international ! Comme c'est dommage ! Aucune prise de position, par exemple, par rapport aux propositions de l'Association des maires des grandes villes de France ; pourtant, Paris en fait partie, bien évidemment.

Ce rapport que vous nous proposez traduit un véritable manque d'ambition par rapport à un grand sujet, un sujet qui existe vraiment, en fonction des défis auxquels nous devons faire face.

Je vous remercie.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci, Madame DOUVIN.

La parole est maintenant à Mme Karen TAÏEB.

Mme Karen TAÏEB. - Merci, Madame la Maire.

J'interviendrai sur le rapport environnemental.

En novembre 2011, la Ville de Paris fut la première ville de France dont le Plan Climat fut validé et reconnu compatible avec la Convention des maires de l'Union européenne ; nous pouvons nous en féliciter.

Avec le Plan local d'urbanisme, le Plan de déplacements de Paris, le Plan Climat, le Plan de prévention des déchets ou encore le Plan Biodiversité que nous avons adopté l'an dernier en Conseil de Paris, notre Ville montre sa volonté politique et s'engage pour le respect de l'environnement au quotidien et pour l'avenir.

Le rapport environnemental de l'exercice 2011 s'ouvre d'ailleurs sur les principaux engagements du Plan Climat, des engagements chiffrés, avec 75 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre en 2050 par rapport à 2004.

Cela passe par l'amélioration de l'efficacité énergétique des immeubles parisiens, dont 85 % ont été construits avant 1975. La Ville s'est notamment engagée auprès des bailleurs sociaux pour rénover d'ici 2020 un quart du parc social à Paris, ce qui permettra aussi d'alléger les factures d'électricité et de gaz de nos concitoyens, d'autant qu'en 2011, 100.000 à 300.000 Parisiens étaient en situation de précarité énergétique.

3.329 logements sociaux ont été rénovés en 2011 pour une meilleure efficacité énergétique. L'Agence parisienne du climat, ouverte en mars 2011 dans le 12e, dans le jardin de Bercy, participe à ce dispositif mis en place par le Département de Paris et les opérations programmées d'amélioration thermique des bâtiments incitent les copropriétaires à entrer dans la démarche de rénovation énergétique de leur patrimoine.

Du côté du patrimoine municipal, la Ville a entrepris de grands travaux d'efficacité énergétique : 47 écoles seront rénovées d'ici à la fin août de cette année et 53 autres écoles d'ici à la fin août 2013. Ce programme réalisé en concertation avec la communauté scolaire et les mairies d'arrondissement permettra de réaliser de très importants gains en termes d'économies d'énergie.

En 2011, un nouveau contrat de performance de l'éclairage public parisien a été signé, diverses mesures sont prises, comme le changement des sources énergivores par des lampes de meilleure efficacité, la variation de la puissance des sources, mais aussi l'évolution des horaires en fonction des besoins.

Il s'agit aussi de développer des énergies renouvelables à Paris comme la géothermie, le Maire en a parlé, et les panneaux solaires, le sous-sol parisien renfermant des nappes d'eau chaude d'environ 60 degrés ; c'est le cas de ce puits géothermique qui permettra notamment de chauffer et de rafraîchir le futur nouveau Louxor.

Promouvoir la place de la nature en ville fait également partie des objectifs. Dans le cadre du Plan Biodiversité de Paris, seront notamment créés d'ici à 2020 sept hectares nouveaux de toitures végétalisées et 40 nouvelles mares ou milieux humides. En 2011, 180 mètres carrés de nouvelles toitures végétalisées ont été installées, avec notamment des essences mellifères, qui contribuent à la présence d'insectes polinisateurs et d'oiseaux très bienvenus à Paris.

Des jardins partagés fleurissent de plus en plus dans Paris, nous sommes passés de 14 avant 2005 à 66 en 2011. Notons aussi que dans le cadre du développement des espaces verts et des continuités écologiques, la place du végétal sera renforcée dans les cimetières parisiens.

Inciter les Parisiens à produire moins de déchets et à mieux trier fait également partie de nos objectifs. En 2011, un Parisien a produit en moyenne 519 kilos de déchets, dont 21,2 % ont été triés grâce aux efforts du SYCTOM, 89 % des déchets des Parisiens ont été valorisés, soit par incinération avec production de chaleur, soit par recyclage.

La Ville y a consacré plus de 130 millions d'euros. Le programme local de prévention des déchets approuvé au Conseil de Paris de février dernier a pour objectif de réduire de 7 % le tonnage produit par les Parisiens d'ici à 2015.

Enfin, du point de vue de la qualité de l'air, bien sûr, tout cela est perfectible, Paris continue de lutter contre la pollution automobile. 3,6 millions de déplacements par jour se font à pied et, pour rendre Paris plus accueillant aux piétons, la surface des trottoirs parisiens a augmenté et le sera davantage avec la future place de la République ou l'aménagement des berges de Seine.

Les vélos circulent également de plus en plus à Paris dans les espaces dédiés. Fin 2011, ce sont 652 kilomètres d'aménagements cyclables qui étaient déjà en service.

Cela étant, Airparif a noté en 2011 que les niveaux de pollution chroniques restaient globalement stables, cinq polluants posent toujours problème et les dépassements des normes réglementaires de pollution sont constatés.

Ajoutons à cela la dangerosité et le caractère cancérigène du diesel, désormais clairement établis par l'O.M.S., qui doivent amener à une urgente réflexion entre spécialistes de l'environnement et de la santé publique.

Je voudrais conclure en nous félicitant de l'exemple que donne la Ville de Paris qui poursuit sa politique d'achat responsable et remercier notre collègue Camille MONTACIÉ.

34 % des marchés passés par la Direction des Achats en 2011 ont fait l'objet d'une démarche environnementale. 203.180 ramettes de papier ont été achetées pour les services de la Ville, du Département et des mairies d'arrondissement, contre 214.341 en 2010, c’est une sensible différence. Il s'agit aussi, faut-il le préciser, exclusivement de papier respectueux de l'environnement.

Un marché de fabrication de parkas pour les agents de la Ville à base de tissu recyclé, de membranes recyclables, a été notifié en 2011.

L'alimentation durable se développe également dans les restaurants collectifs de la Ville de Paris.

Enfin, la Ville de Paris est engagée depuis plusieurs années dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à ses déplacements, que ce soit par l'achat de véhicules de petite taille ou hybrides, par le développement de téléconférences ou encore par l'autopartage de 40 véhicules, ce qui a permis de supprimer 107 véhicules de la flotte municipale.

Je voudrais conclure en félicitant l'ensemble des acteurs de la Ville et du Département, nos collègues adjoints et leurs collaborateurs qui contribuent à cette nouvelle Ville dans laquelle nous voulons vivre et que nous voulons laisser aux générations futures.

Je vous remercie.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci, Madame TAÏEB.

La parole est à M. René DUTREY, pour 5 minutes 45.

M. René DUTREY. - Merci, Madame la Maire.

Je n'utiliserai peut-être pas tout.

En matière de développement durable, force est de constater que la communication et ce que l'on appelle le "greenwashing" prend trop souvent le pas sur la nécessaire transition écologique.

A ce titre, je voudrais saluer la qualité du rapport environnemental qui nous est soumis. La Ville de Paris n'a pas attendu les élections pour mettre en place un véritable programme de transition écologique de la capitale, une véritable planification incluant des paroles, des engagements, mais surtout des actes.

Car nous avons besoin d'actes forts face à l'urgence environnementale, tout le contraire de ce qui se passe actuellement à la conférence de Rio + 20 où les Gouvernements, dans une schizophrénie parfaite, ne jurent que par la protection de la planète, tout en étant incapables de se mettre d'accord sur le moindre objectif contraignant.

Même situation pour la négociation de la directive européenne sur l'efficacité énergétique où, malgré une proposition courageuse portée par notre nouvelle ministre de l'Ecologie, Nicole BRICQ, la directive adoptée comporte quasiment plus de dérogations que de règles contraignantes.

Eh oui, en matière de développement durable, il y a ceux qui en parlent et ceux qui agissent ! Ce rapport en est la preuve manifeste, il rassemble l'ensemble des actions concrètes de la Ville, ses objectifs et les indicateurs nécessaires à leur évaluation.

De nombreux axes sont abordés, je n'en aborderai que quelqu'un.

Tout d'abord, le Plan Biodiversité parisien. Ce plan, pour la première fois, fixe une véritable stratégie en matière de biodiversité en ville. Votre adjointe qui a porté ce dossier n'est peut-être pas la plus visible de vos adjoints et adjointes, Madame la Maire, mais on saluera l'efficacité et la maîtrise technique de Fabienne GIBOUDEAUX à travers la réalisation de cet excellent document d'orientation.

Le Plan Biodiversité, ce sont 30 actions concrètes pour la biodiversité en ville, de la réalisation de 7 hectares de toitures végétalisées, de 30 mares pour les mesures les plus visibles à l'arrêt de l'utilisation des produits phytosanitaires sur l'ensemble du territoire parisien ou l'installation d'un Observatoire de la Biodiversité en ville.

Alors, la biodiversité, certains considèrent encore que c'est une lubie d'écologistes, mais comment ne pas rappeler une fois de plus que l'espèce humaine fait partie d'un écosystème et que cette biodiversité nous inclut.

Intégrer la biodiversité dans la ville est une nécessité et créer 7 hectares de toitures végétalisées, bien sûr, c'est joli, c'est esthétique, mais c'est également absolument nécessaire pour l'isolation de nos bâtiments, c'est également absolument nécessaire pour que des espèces puissent y nicher.

Voilà une problématique totalement transversale qui fait reculer beaucoup de préjugés par rapport à ces sujets.

Ensuite, je m'attarderai sur l'épineux dossier de la précarité énergétique. L'augmentation des prix de l'énergie risque d'avoir des effets très négatifs au vu de notre modèle économique, mais va surtout mettre les personnes les plus vulnérables dans de très grandes difficultés.

Les 100.000 à 300.000 Parisiens aujourd'hui en situation de précarité énergétiques, c'est-à-dire qui utilisent plus de 10 % de leurs ressources au paiement de leur énergie, seront certainement encore plus nombreux demain.

Le prix de l'énergie sera, à terme, un facteur d'exclusion aussi important que le non-paiement de son loyer. Nous avons des dizaines de milliers de mal-logés, nous aurons demain des dizaines de milliers de mal-chauffés.

A ce titre, l'expérience menée dans le 19e arrondissement est absolument exemplaire : bailleurs sociaux, énergéticiens, mairie et C.A.F. se sont rassemblés autour de l'association E.D.I.F. avec pour objectif de mener des opérations locales de réduction de la précarité énergétique dans le quartier Flandre.

La création de l'Agence parisienne du Climat permet également aujourd'hui aux Parisiens d'obtenir toute information sur l'amélioration de l'efficacité énergétique de leur habitation, gratuitement, et une information objective.

Quand on voit et quand on connaît la complexité des modes de financement de ce type de travaux et la technicité nécessaire pour prendre les bonnes décisions, il était urgent de créer ce guichet unique et de faire vivre cette agence.

Egalement, la rénovation technique en cours des 100 écoles parisiennes et la seconde tranche à venir des 200 écoles - je vous rappelle l'objectif du Plan Climat de 600 écoles traitées en 2020 et de la moitié, 300, traitées en

2014 - démontrent une fois de plus la volonté indéfectible de la Ville de Paris de réduire ses consommations d'énergie.

Aussi bien dans le parc public que privé, la Ville de Paris s'est dotée d'outils et de savoir-faire nécessaires à la réalisation de ce type de travaux.

Mais on sait que l'on ne pourra traiter efficacement ce problème de la rénovation thermique sans un grand plan national de réhabilitation thermique des bâtiments.

Jusqu'à maintenant, les crédits d'Etat et les produits bancaires adaptés ont cruellement manqué pour pouvoir être à la hauteur de l'urgence environnementale. A notre nouveau Gouvernement d'en fixer les contours.

La semaine dernière, l'Organisation mondiale de la Santé reconnaissait comme cancérigènes certains les émanations issues des moteurs diesel. Quand on voit comment cette industrie a été subventionnée et, pour reprendre le mot de mon collègue Denis BAUPIN, c'est insoutenable de penser que l'on a subventionné une industrie qui nous a rendu malades.

La qualité de l'air est un autre sujet sur lequel le Gouvernement pourra s'inspirer de la politique menée à Paris.

En matière de contrôle de la qualité de l'air, Paris va beaucoup plus loin que la loi, Airparif mesure 60 polluants ayant des effets potentiellement dangereux sur notre santé, alors que seuls 15 font l'objet d'un seuil réglementaire.

C'est dire l'urgence de faire évoluer la législation en matière de contrôle de la qualité de l'air.

Pour comparaison, la Ville de Los Angeles mesure quotidiennement 94 polluants potentiellement dangereux pour la santé. Encore un chantier pour ce nouveau Gouvernement.

De notre côté, je pense qu'il y a un domaine dans lequel la Ville pourrait travailler et aller encore plus loin, je veux parler de l'arrivée des marchandises dans Paris et des politiques de fret que nous pourrons encourager et mettre en place.

Nationalement, depuis des années, le fret est le parent pauvre des politiques de transport. Pourtant, la rationalisation des milliers de camions qui entrent et sortent dans Paris chaque jour est une source potentielle de diminution du trafic et de la pollution.

Le trafic des marchandises génère à peu près un quart des gaz à effet de serre sur la capitale. Nous disposons d'exemples européens dans ce domaine, la Ville de Zurich, la Ville de Dresde qui ont inventé des systèmes intelligents de tram-fret ou d'utilisation réversible de certains secteurs pour pouvoir les utiliser en fret.

J'arrive à la fin de mon intervention et le manque de temps m'empêche d'aborder de nombreux autres sujets, mais, pour finir, au vu de l'état de notre planète et considérant les évolutions climatiques à venir, toutes les décisions que nous pourrons prendre dès maintenant dans un contexte apaisé et de manière organisée ne seront pas à prendre demain dans les pires conditions, le jour où la survie de notre espèce en dépendra.

Je vous remercie.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur DUTREY.

La parole est maintenant à Mme Marie-Laure HAREL.

Mme Marie-Laure HAREL. - Madame le Maire.

Ma collègue Laurence DOUVIN a mis en évidence quelques incohérences entre votre politique de transport et votre politique environnementale, qui ne semblent pas toujours poursuivre les mêmes objectifs.

J'aimerais quant à moi relever de manière plus générale les retards et lacunes de votre rapport environnemental.

Des retards tout d'abord, commençons par l'efficacité énergétique de nos immeubles. Vous vous êtes engagés à rénover 55.000 logements sociaux à ce titre d'ici 2020.

Vu le chemin qu'il nous reste à parcourir pour atteindre cet objectif dans huit ans (et je vous épargne tous mes petits calculs), il nous faut être capables de traiter environ 1.000 logements annuels de plus par rapport à la cadence actuelle.

Il va donc falloir passer la seconde et j'espère que vous avez songé à faire le nécessaire.

Il faut aussi espérer que les travaux entrepris portent leurs fruits, car le rapport de la médiatrice de Paris fait état de nombreux mécontentements de locataires sur ce sujet, y compris lorsqu'ils occupent des habitations rénovées.

Au chapitre des retards, il y a ensuite l'éternelle question des panneaux solaires. Cela finit par devenir presque embarrassant de mentionner l'objectif que vous vous étiez fixé, tant il s'éloigne. Il nous reste encore et toujours 90 % du travail à réaliser soit 180.000 mètres carrés de panneaux solaires à localiser, construire et financer.

Je sais ce que vous allez dire, c'est de la faute du Gouvernement précédent qui a ravalé ces mesures avantageuses.

Déjà, attendons de voir si le Gouvernement actuel saura faire mieux dans le contexte économique que l'on connaît, mais surtout arrêtons de chercher des excuses, la Ville de Bordeaux pourtant soumise au même dispositif que nous a annoncé la mise en service imminente de la plus grande centrale photovoltaïque urbaine au monde qui fait 20 hectares.

Pourquoi eux pourraient-ils y arriver et pas nous ?

Vous me parlerez peut-être de la Halle Pajol, 3.500 mètres carrés de panneaux solaires en plus, c'est toujours cela de pris, en effet, mais ce n'est jamais que 2 %, même un peu moins, de tout ce qu'il nous reste à construire.

Surtout n'hésitez pas me reprendre s'il y avait un projet d'envergure dans les rouages que je n'aurais pas cité, je serais ravie d'être corrigée sur ce sujet.

Après les retards, les lacunes, tout d'abord le recyclage des déchets. La collecte sélective est en progression et c'est une bonne chose, mais ne pourrait-on pas décupler ces chiffres en assurant un meilleur équipement des immeubles en particulier dans le parc privé ?

La plupart des copropriétés disposent d'un bac pour le verre, mais très rarement d'un bac jaune pour le recyclage. C'est un fait que j'ai d'ailleurs souvent pu remarquer dans les immeubles du 3e arrondissement.

Je vous demande donc de faire en sorte de rendre le tri accessible dans l'ensemble des immeubles parisiens d'ici la fin de votre mandat et si l'utilisation des bacs jaunes demeure difficile pour certaines copropriétés, pourquoi ne pas mettre à disposition des sacs jaunes pour les particuliers dans les mairies ?

Je souhaite également que nous abordions la question des poubelles à Paris. Comme tous les Parisiens, j'ai bien lu sur les camions de la D.P.E. qu'il y avait une poubelle tous les 100 mètres.

Vous savez ce que disait Mark Twain : "Les faits sont têtus", il est plus facile de s'arranger avec les statistiques". Je constate, en tout cas, qu'il y a de nombreux endroits à Paris où il manque des poubelles, et c'est évidemment dans ces rues que l'on peut constater une certaine dégradation de l'espace public.

Afin de recenser toutes les rues où ces équipements manquent, je vous invite à considérer le vœu qu'a déposé Laurence DOUVIN en 4e Commission sur le renouvellement du baromètre propreté, qui a disparu depuis trois ans et qu'il pourrait être intéressant de restaurer.

Parlons ensuite des îlots de chaleur, ces pics de température propres aux zones urbaines et propices à la pollution. Votre rapport mentionne ces phénomènes, mais sans jamais expliquer comment y remédier.

Jean-Didier BERTHAULT avait proposé un vœu judicieux, qui vous demandait de veiller à ce que l'eau non potable soit traitée, afin de permettre l'irrigation des pelouses accessibles au public par aspersion, et de créer des brouillards rafraîchissants dans ce contexte. Vous avez refusé de voter ce vœu, mais vous n'avez rien à proposer pour autant sur ce sujet.

Enfin, pour terminer dans le registre des lacunes, et Laurence DOUVIN l'a mentionné, je note l'absence totale de référence à la qualité de l'air intérieur dans votre rapport. On sait pourtant qu'elle est assez médiocre à Paris et il est regrettable que rien ne soit ici énoncé, au moins concernant les lieux où l'on trouve des publics vulnérables, comme les crèches ou les écoles.

Voilà, Madame le Maire, il y a des points où l'on avance, je ne le nie pas, mais il y en a tout de même un certain nombre où l'on stagne et il me paraissait important de vous le signaler.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Bien. Il vous sera répondu. Le dernier orateur inscrit est M. Jacques BRAVO.

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Madame la Maire, chers collègues, nous approchons du terme de notre débat et j'avoue que j'ai entendu beaucoup de commentaires politiciens qui s'écartent un peu des chiffres et des lettres du compte administratif lui-même.

Cela veut dire en clair que l'opposition municipale a conscience que la gestion des finances parisiennes est saine et que le compte est bon. Je voudrais juste intervenir en fin de débat sur trois points.

Sans surprise, l'exécution du budget 2011 respecte les engagements pris par notre mairie en termes de justice sociale, de solidarité et de dynamisme. J'en suis convaincu : la crise économique et financière ne doit pas appeler l'austérité mais, au contraire, encourager les collectivités publiques, notamment locales, à soutenir l'activité et les personnes les plus fragiles.

Paris a, cette année encore, dû faire cet effort sans le soutien de l'Etat. J'ai bien noté la recherche du rétablissement des relations de confiance avec l'Etat. Le changement, en la matière, c'est bien maintenant.

Paris a mené en 2011 une politique ambitieuse en matière d'investissements - c'est la page 8 du rapport financier. Ce sont 1,55 milliards d'euros qui ont été investis permettant de poursuivre la mise en œuvre de notre projet en faveur de nos concitoyens.

Je ne citerai évidemment pas tous ses investissements, mais je veux rappeler les 808 millions de travaux avec, comme projet notable, les travaux d'extension du tramway T3 entre Ivry et La Chapelle, l'ouverture de 511 nouvelles places de crèche, la création de plus de 1,7 hectare d'espaces verts nouveaux et des travaux dans les écoles à hauteur de 100 millions d'euros.

Les objectifs sont donc atteints et sont même parfois dépassés. En témoignent les 6.233 logements sociaux financés, au-delà de l'objectif initial de 6.000 logements.

Si ces investissements sont ambitieux, ils ne sont pas inconsidérés. Grâce à une épargne brute en progression de 68 millions d'euros, et qui atteint cette année 966 millions d'euros, nos investissements sont autofinancés à 88 %, ce qui permet de limiter l'endettement. Ce qui m'amène à l'exceptionnelle gestion dont a su faire preuve cette année encore la municipalité, et j'en félicite notre grand argentier, Bernard GAUDILLÈRE.

Après neutralisation de la contribution au FNGIR et la progression des dépenses de péréquation, la progression des charges de gestion courante est de +1,5 %, en deçà de l'inflation évaluée à 2,1 % en 2011. Cette maîtrise des charges de gestion courante témoigne de la rigueur et du sérieux de la gestion parisienne.

Grâce à cette gestion exceptionnelle, Paris maintient un taux d'endettement très bas - je suis pages 23 et 24 du rapport financier -, ce qui est un véritable atout dans le contexte de crise de dette publique. Cela a été dit : à titre de comparaison, le ratio d'encours dette sur recettes réelles de fonctionnement est de 37 %, alors que la moyenne nationale des communes de plus de 100.000 habitants était de 84 %.

Eh oui, Monsieur LEGARET, les chiffres sont bien têtus ! Cette maîtrise de l'endettement permet un taux de financement de long terme avantageux à 3,9 % en moyenne, sur des maturités de 14,1 années.

Je le répète : la gestion des finances parisiennes est saine, le compte est bon, et j'en reste là.

Il me reste une minute pour vous, Madame la Présidente. Merci.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci.

Pour répondre aux quatorze orateurs qui viennent de s'exprimer, je vais donner la parole tout d'abord à M. Bernard GAUDILLÈRE, ensuite à Mme Maïté ERRECART et après à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Monsieur GAUDILLÈRE, vous avez la parole.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Merci, Madame la Maire.

Mes chers collègues, l'intérêt du compte administratif - je crois d'ailleurs que l'un des orateurs de l'opposition l'a souligné tout à l'heure - est qu'il reflète une réalité. Parce que, lorsque vous votez un budget, il est évidemment soumis à toutes sortes d'aléas, et on ne peut jamais être sûr qu'il sera exécuté exactement comme il a été conçu.

En revanche, le compte administratif montre sans conteste ce qu'est notre politique. Et je trouve que celui de 2011 témoigne du sérieux de la collectivité parisienne, vis-à-vis de nos engagements envers les Parisiens et vis-à-vis de l'ensemble de notre gestion. C'est ce que je vais essayer de démontrer.

Ce qui a caractérisé cette année 2011, c'est une volonté, comme les années précédentes d'ailleurs, de maîtrise des dépenses de fonctionnement, malgré la montée en puissance des dispositifs de péréquation et des dépenses sociales.

Les dépenses de péréquation sont évidemment le fait majeur puisque, vous le savez, leur total était de 86 millions en 2010 et de 170 millions en 2011. Ce doublement, cette augmentation de 84 millions correspond à 1,5 % d'augmentation de nos dépenses de fonctionnement.

Je le signale au passage, mais vous le savez, en 2012, nous absorberons une nouvelle et sensible augmentation des péréquations. Qu'il n'y ait d'ailleurs aucune équivoque, je ne souligne pas ces chiffres pour les regretter puisque, comme vous le savez, la municipalité parisienne n'émet aucune objection de principe sur les péréquations, sous réserve que leur mise en place soit à la fois progressive et concertée.

Je veux simplement que chacun, dans la majorité comme dans l'opposition, soit conscient de cette montée en puissance. Je rappelle que la finalité profonde des péréquations est d'atténuer les disparités de richesses entre collectivités, et donc de faire en sorte que la politique de chaque ville, de chaque département dépende non pas des situations objectives, mais seulement des politiques fiscales. Je crois que c'est un point qui mérite d'être réfléchi pour l'ensemble des années suivantes.

En dehors des péréquations, nos dépenses de fonctionnement augmentent de 3 %. C'est une hausse somme toute modérée, et je regrette que M. LEGARET ne soit plus là, parce que je voulais dire que l'expression qu'il a employée…

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Il est là.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Excusez-moi. Monsieur le Président LEGARET, lorsque vous avez employé l'expression "explosion des dépenses", j'ai pensé immédiatement que votre sens légendaire des nuances vous avait abandonné peut-être seulement pour un instant.

Donc cette hausse, somme toute modérée, est largement due, pour environ la moitié, à l'une des masses de dépenses les plus importantes, sur laquelle nous avons peu de prise, c'est-à-dire les dépenses sociales.

Je rappelle que les dépenses sociales sont pour 80 % des dépenses obligatoires. Elles augmentent, et je ne citerai qu'un exemple : l'aide sociale à l'enfance, qui du fait de l'afflux de mineurs étrangers isolés, a coûté environ 50 millions d'euros de plus qu'en 2010, les autres progressions de dépenses sociales étant moins marquées.

Avant d'aborder la masse salariale et les charges à caractère général, je dirai quelques mots sur le problème des relations financières avec l'Etat.

Je trouve, Monsieur LEGARET, permettez-moi une expression familière pour une fois, que vous ne manquez pas de souffle lorsque vous nous dites que nous n'avons jamais démontré les transferts de compétences non compensés.

Je vous rappelle que, en juin 2009, nous avons organisé, vous et moi, de concert, un débat en Commission des finances, qui a été très long, très approfondi. Nous avions d'ailleurs fait venir des experts à la compétence unanimement reconnue, comme tous les experts d'ailleurs, et nous avons organisé ici, en Conseil de Paris en juin 2009, un débat sur un vœu qui était très détaillé, qui devait faire 7 ou 8 pages, qui se voulait aussi pédagogique que possible.

Je crois d'ailleurs qu'à l'époque vous l'aviez reconnu. Vous pouviez ne pas être d'accord avec nous sur les chiffres, mais dire que nous n'avons pas, inlassablement depuis quatre ans, démontré de manière aussi claire que possible ce qu'étaient les transferts de compétences non compensés, je trouve que c'est une expression un peu polémique.

Je ne reviendrai que sur deux exemples, qui sont les plus parlants : d'une part, celui du R.M.I. et d'autre part, celui des mineurs étrangers.

Le R.M.I.-R.S.A. a été compensé de manière tellement insuffisante que le cumul des insuffisances depuis l'origine, c'est-à-dire depuis 2004, est aujourd'hui de 216 millions.

Et d'ailleurs, Monsieur le Président, vous savez qu'en Commission des finances, tous les mois, je distribue ce graphique qui n'est pas un graphique de retard d'encaissement, contrairement à ce que vous disiez, mais qui est un graphique qui enregistre les comptes administratifs, et donc la réalité des choses.

Je le répète : 216 millions depuis 2004.

Quant aux mineurs étrangers isolés, c'est un problème encore plus démonstratif puisqu'il ne concerne pas l'ensemble des collectivités locales françaises, mais concerne au premier chef la Ville de Paris et le département de la Seine-Saint-Denis. En gros, près de la moitié des mineurs étrangers isolés présents sur le territoire national le sont à Paris et près de 20 % en Seine-Saint-Denis. Nous en assumons la charge : 80 millions en 2012.

D'ailleurs, ce sont des chiffres qui ne sont pas ceux de la Municipalité parisienne mais ceux de Mme DEBRÉ, sénatrice des Hauts-de-Seine qui, à ma connaissance, n'appartient ni à la majorité nationale, ni à la majorité parisienne.

Je voudrais dire à l'ensemble des orateurs, aussi bien de l'opposition que de la majorité, que le Maire de Paris n'a pas attendu ce débat pour saisir le nouveau Gouvernement de l'ensemble de ces problèmes, puisqu'il a déjà engagé des conversations avec le Premier ministre et avec un certain nombre de ministres sur l'ensemble des problèmes à la fois financiers et institutionnels que nous souhaitons voir évoluer.

Je crois que personne ne me contredira sur les bancs de la majorité si je dis que ce dont nous avons besoin, c'est d'abord d'un rapport de visibilité et de confiance avec le Gouvernement. Concernant ce rapport, il n'est pas polémique de dire qu'il manquait - c'est même une litote - avec le Gouvernement de M. FILLON. Mais je pense que nous aurons l'occasion de reparler tout au long des mois prochains de ces conversations et de leurs résultats.

Alors j'en reviens au compte administratif 2011, et je voudrais évoquer deux masses budgétaires sur lesquelles nous avons une action, et dont l'évolution est contenue.

C'est d'une part la masse salariale, grâce à la stabilité de l'emploi. Je le redis de manière inlassable, et je le redirai jusqu'à la fin de la mandature : nous réussissons depuis 2008, ce qui est un véritable exploit, à compenser les nombreuses ouvertures d'équipements nouveaux par le redéploiement d'emplois administratifs.

Cette politique démontre qu'il est possible de concilier maîtrise de la dépense et maintien de l'emploi public là où le précédent Gouvernement, je le rappelle parce qu'il ne faut pas l'oublier, et encore MM. SARKOZY et FILLON dans les dernières semaines de la campagne, nous invitaient à des coupes claires dans nos effectifs.

Quant aux charges à caractère général qui représentent notamment les moyens de fonctionnement des services, elles sont tout autant maîtrisées puisque dans ce contexte d'ouverture de nouveaux équipements, nous sommes parvenus à les limiter à + 3 %.

J'en ai terminé sur cette maîtrise des dépenses mais j'y ai insisté parce qu'elle illustre notre souci essentiel que chaque euro acquitté par les contribuables parisiens ne soit dépensé qu'à bon escient.

Venons-en aux recettes.

Les recettes 2011 demeurent à un niveau satisfaisant, mais avant d'entrer dans le détail, je voudrai rappeler un fait fondamental qui n'a peut-être pas été assez souligné, ni par les orateurs de l'opposition, ni par les orateurs de la majorité, c'est que les taux d'imposition des impôts locaux sont restés strictement identiques en 2011. Il y a eu des changements entre les collectivités attributaires du fait de la loi sur la taxe professionnelle, mais sans aucun impact sur les contribuables parisiens, en tout cas sur les ménages. Nous avions pris solennellement cet engagement de fixité des taux jusqu'en 2014, et je suis heureux de redire que nous le tiendrons.

Je m'arrêterai sur deux éléments de nos recettes, mais auparavant je vais rectifier peut-être une petite erreur de M. LEGARET sur la taxe de balayage et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Vous le savez, et la Chambre régionale des comptes a admis ce raisonnement : nous faisons masse à Paris de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la taxe de balayage qui d'ailleurs n'existe pratiquement qu'à Paris, et nous les comparons à l'ensemble des dépenses de nettoiement des voies publiques et d'enlèvement des ordures ménagères.

Au compte administratif 2011, et vous le retrouverez dans le rapport financier que j'ai fait diffuser, les recettes étaient de 496 millions et les dépenses de 574 millions, ce qui veut dire que ces taxes sont assez loin de remplir la totalité de la dépense.

Et d'ailleurs, Monsieur LEGARET, j'ai une preuve toute simple de ce que j'avance. S'il en était différemment, et si donc nous avions violé la loi, comment penser que le Préfet de Région qui, vous le savez, avait la saisine du Tribunal administratif facile sous le Gouvernement de M. FILLON, aurait hésité une seconde à nous déférer au Tribunal administratif, ce n'est pas sérieux !

J'en viens maintenant à la fiscalité immobilière. Elle s'établit, on l'a dit, à 1,078 milliard, contre 928 millions en 2010.

C'est évidemment une excellente nouvelle même si, je le signale au passage, cette progression n'est pas due exclusivement au marché immobilier mais aussi à un changement notable de périmètre dû à la loi.

Vous savez en outre que 70 millions de ces droits ont été prélevés par la péréquation.

Et pour être complet, car je pense que le Conseil de Paris doit le savoir, j'indique que les droits immobiliers connaissent en ce moment une certaine inflexion, puisque la moyenne mensuelle de novembre 2011 à février 2012 était de 120 millions d'euros, et que la moyenne de mars à mai est de 85 millions d'euros, c'est-à-dire un recul de 35 %, et je pense que c'est un recul sur lequel chacun doit réfléchir.

Et puis, une des bonnes nouvelles de 2011,on y a déjà insisté - la presse notamment a fait un large écho à ce que j'avais déclaré -, a été la progression des droits de stationnement, à + 16 millions, c'est-à-dire plus un tiers, ce qui est dû à la fois à l'augmentation du tarif des amendes… cela était dû d'ailleurs, je le rappelle au passage, non seulement à nos propres efforts, mais aussi aux efforts de la Préfecture de police puisque le Préfet de police nous avait beaucoup aidés en ce sens. Cela est aussi dû à l'adaptation d'une partie des parcmètres à la carte bancaire.

J'espère que ces évolutions se prolongeront et que le taux de respect du stationnement ne restera pas à 10 %, ce qui est à la fois choquant sur le plan de la morale et du respect de la loi, et coûteux pour la collectivité parisienne.

J'en viens maintenant à l'investissement.

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 1,551 milliard en 2011, et j'ai parlé au début de mon propos de la continuité dont témoignent nos comptes. Je trouve que dans le domaine de l'investissement, cette continuité est absolument remarquable, puisque, si vous faites la moyenne des dépenses d'investissement de 2008 à 2011, vous trouvez très exactement une moyenne de 1,5 milliard d'euros, c'est-à-dire le chiffre de 2011 à peu de choses près.

Je rappelle au passage que c'est le double de ce que la Ville investissait de 1995 à 2000, et c'est 25 % de plus que la moyenne de 2001 à 2007, ce qui signifie, je l'ai déjà dit et je le répète, que jamais dans son histoire, la Ville de Paris n'a autant investi.

Je n'énumérerai pas nos opérations d'investissement car je pense que nos priorités sont connues et d'ailleurs, je me permets de renvoyer aux chiffres détaillés qui figurent dans le rapport financier.

Mais quelques mots quand même de la façon dont nous finançons ces investissements, parce que c'est au moins aussi important que le montant global et les opérations financées.

Nous les finançons d'abord par des recettes d'investissement à hauteur d'environ 500 millions d'euros, et notamment par des cessions foncières très dynamiques.

J'ai entendu tout à l'heure un orateur de la majorité s'interroger sur ces recettes foncières, et je vais lui répondre que je suis très heureux que le Conseil de Paris, à l'initiative de M. LEGARET, ait créé une mission d'information et d'évaluation. Je participerai très activement à cette mission et j'ai l'intention d'assister à ses délibérations. J'y expliquerai très précisément la façon dont nous choisissons les biens devenus inutiles dont nous décidons la cession, et surtout la façon dont nous maximisons les prix de vente pour financer nos investissements.

Et puis, nous finançons nos investissements par une épargne très importante, nettement plus importante qu'en 2010. Elle est le résultat de ce que je vous ai dit tout à l'heure parce que si nous dégageons cette épargne importante, c'est parce que nous limitons les dépenses de fonctionnement.

Et si nous profitions de la hausse des droits immobiliers pour dépenser sans compter en dépenses de fonctionnement, d'abord ce serait extrêmement imprudent et nous n'aurions pas cette épargne qui nous permet d'investir à ce degré.

C'est ce que nous faisons depuis 2001, d'ailleurs, et je rends hommage à Christian SAUTTER qui a initié cette politique prudente, et nous ne dérogerons pas à cette règle de prudence.

Et c'est ce qui explique que la troisième source de financement de l'investissement, c'est-à-dire l'emprunt, soit aussi modérée, puisque l'emprunt a représenté en 2011 à peine 12 % de notre investissement, c'est-à-dire moins de 200 millions.

Je ne reviendrai pas sur le fait que Paris reste, et de très loin, l'une des villes les moins endettées de France, mais je vais peut-être vous dire quelques mots de notre emprunt ou de notre politique d'emprunt actuelle.

Vous savez que, lorsque l'une des agences de notation, l'une des deux agences de notation qui note Paris, nous a entraînés dans la dégradation nationale due à la politique financière du Gouvernement de M. FILLON, nous

espérions que les prêteurs ne se contenteraient pas d'une vision superficielle et regarderaient de près nos comptes et notre solidité financière. C'était en tout cas l'espoir que j'avais formulé ici même, et c'est, pour l'instant, ce qui se produit. Nous continuons à emprunter sans difficulté majeure et à des taux intéressants.

Tenez ! Hier, lundi, la Ville de Paris a emprunté sur les marchés 50 millions d'euros au taux de 3,50 %, ce qui est un taux remarquable, quand on le compare au taux des emprunts d'Etat.

Et je suis très heureux de pouvoir dire, ne serait-ce que sur cet exemple extrêmement récent, et je remercie au passage la Direction des Finances de sa politique très dynamique sur la dette, je suis heureux de pouvoir dire que la signature de Paris continue à inspirer confiance, et je pense qu'ici, tous, sur tous les bancs, s'en réjouiront.

Il est temps, Madame la Maire, que je conclue, puisque ce débat, vous l'avez souligné tout à l'heure, a été fort long, et je le ferai en rappelant que notre politique financière et notre politique générale sont marquées toutes deux du même sceau, c'est-à-dire celui de la continuité et celui de la loyauté.

Continuité parce que nous agissons sans à-coups, dans nos politiques sociales, dans notre détermination à conserver l'emploi public, dans notre effort d'investissement - sans précédent - mais aussi dans notre politique financière, je viens de le dire : effort de limitation des dépenses des services et recherche d'un financement sain de nos investissements.

Et puis, loyauté, et j'y tiens beaucoup parce que je pense que tous ici, nous pensons que la démocratie, c'est le respect des engagements, dans le maintien des taux de fiscalité, dans la fidélité aux projets que les Parisiens ont approuvés en 2008 et dans la fidélité à ces priorités fondamentales : le logement, la solidarité, les équipements de proximité et le partage harmonieux de l'espace public.

Et puis, je répondrai à certains orateurs de la majorité et aux orateurs de l'opposition : nous ne nous sommes pas lancés et nous ne nous lancerons pas dans une augmentation excessive des dépenses ni dans un accroissement déraisonnable de la dette parce que ce serait le meilleur moyen de rencontrer rapidement d'insurmontables obstacles. Nous ne nous rallierons évidemment pas non plus au malthusianisme que nous suggère l'opposition et qui, d'ailleurs, je le rappelle au passage, ne lui a pas porté chance en 2001.

Notre politique financière restera fidèle aux principes de sérieux et de prudence qui sont la seule vraie garantie de la durée.

Merci.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est maintenant à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Mesdames, Messieurs, je voudrais d'abord remercier tous les orateurs qui ont analysé en profondeur ce rapport social, qui est le deuxième rapport social que nous présentons devant le Conseil de Paris. Il faut savoir qu'il complète un document qui est présenté chaque année aux partenaires sociaux, qui s'appelle le "bilan social" et qui va être présenté la semaine prochaine devant les partenaires sociaux de la Ville et que vous aurez la possibilité de consulter plus largement dès qu'il sera sur l'Intranet.

Il est clair que ce rapport social a pour objectif de répondre à des questions légitimes que vous avez, mais il s'agit aussi de vous permettre de mieux vous approprier ce qui est un aspect majeur de la politique de la collectivité. On parle beaucoup des Parisiens ; eh bien, pour une fois, nous parlons du personnel de la Ville de Paris. Je pense que c'est tout à fait mérité.

Je voudrais d'ailleurs m'associer, de ce point de vue, à plusieurs orateurs qui ont évoqué la qualité des documents présentés : Mme FOURNIER, Mme BRUNO, M. BARGETON et remercier, bien sûr, la DRH et la M.A.P.E., puisque vous avez parlé de la mission d'analyses, prévisions et emplois qui est la cellule qui centralise toutes ces informations au niveau de la gestion des ressources humaines.

Le comité de suivi de la M.I.E., la mission d'information sur la gestion des ressources humaines qui s'est réunie hier même, avait d'ailleurs déjà remercié et noté la qualité de cette information.

Revenons maintenant un peu sur les axes de cette politique 2011 :

- d'abord, la gestion maîtrisée de la masse salariale. Bernard GAUDILLÈRE vient d'en parler. C'est évidemment une de nos préoccupations dans le contexte économique général dans lequel nous nous situons.

- et la question de la stabilité de l'emploi.

"Ce n'est toujours pas assez", dit M. LEGARET, qui ressort une vieille antienne de la création de 10.000 emplois sur la mandature précédente.

Je répéterai, à mon tour, inlassablement que 40 % de cette création correspond à de la déprécarisation. Que je sache, la déprécarisation, c'est de la transformation d'emplois précaires en emplois permanents. Cela ne s'apparente pas à de l'augmentation de la masse salariale.

Il faut, au moins sur ce point, que nous soyons clairs et précis, de part et d'autre.

25 % correspondent à de la compensation de la réduction de la durée du travail et 25 % correspondent à la mise en œuvre de nouveaux équipements. Il est clair, quand on développe 4.500 places en crèche, quand on fait 30 hectares d'espaces verts, quand on ouvre des conservatoires, que des créations d'emploi ont été concomitantes à cet effort sans precedent d'équipements de service aux Parisiens.

J'entends d'autres orateurs, c'est le cas de Ian BROSSAT et de Danielle FOURNIER, qui attirent notre attention sur le fait qu'il ne faut pas aller trop loin sur la politique de redéploiement. Je leur en donne tout à fait acte. C'est pour cela que nous faisons une politique relativement équilibrée. M. le Maire a signalé les 200 emplois qui ont correspondu au redéploiement. Vous remettez cela en perspective par rapport à ce que sont les effectifs de la Ville : cela reste limité.

Il faut savoir que cela s'accompagne d'une évolution des organisations. Nous travaillons dans chacune des Directions à des évolutions de l'organisation mais la Ville revisite aussi les grandes fonctions. J'ai eu l'occasion ici déjà de vous parler de la mise en œuvre de la Direction des Achats : la fonction achats a été totalement revisitée et réorganisée. Il en est de même pour la fonction comptable, avec la mise en œuvre des centres spécialisés comptables. Il en est de même avec la fonction immobilière et, actuellement, nous sommes en train de revisiter deux autres fonctions majeures de la Ville qui sont la fonction "personnels" pour voir si, dans les organisations héritées souvent de pratiques anciennes, il n'y a pas des possibilités de faire évoluer, de simplifier.

Par exemple, M. LE GOFF, le DRH, nous disait hier à la M.I.E. que nous faisons 100.000 actes administratifs pour des arrêts maladie, pour toute une série de choses. Il s'agit de s'interroger réellement si chacun de ces actes administratifs est toujours aussi indispensable.

Je voudrais dire que, par ailleurs, nous continuons l'équipement en logiciels ou en nouvelles technologies. Il y a le programme notamment du S.I. social (service d'information social) qui se termine et cela participe aussi de ces réorganisations possibles.

Enfin, je voudrais répondre à Mme FOURNIER qui a lu, comme moi, l'article des "Échos" : l'évolution de l'emploi dans les communes est de -0,6 %. Nous sommes meilleurs que ce que font à l'heure actuelle les communes.

Par contre, vous avez raison, il y a une progression qui est due aux régions. Mais je le cite bien : nous ne sommes pas une région, nous sommes essentiellement une commune, certes aussi Département mais ce sont ces fonctions-là qui sont en régression dans les autres collectivités et pas chez nous.

Alors, vous avez, évidemment, aussi salué notre politique volontariste de justice sociale. Nous avons veillé à ce qu'il y ait un maintien du pouvoir d'achat pour les catégories, notamment, qui ont les plus basses rémunérations à la Ville. Globalement, cela se traduit par 0,8 % de maintien pour l'ensemble de la Ville, mais cela se traduit par une progression pour les plus basses catégories.

Je peux vous dire ainsi que le salaire médian - c'est le salaire qui partage la population des agents de la Ville de Paris - est passé de 1.800 euros à 1.839 euros nets mensuels et que la moyenne de la catégorie C se situe aujourd'hui à 1.781 euros nets. Ce sont des informations que je souhaitais vous donner.

Cela se traduit par le fait que nous continuons à réduire les écarts. Il y a une information dans le rapport social qui vous indique que l'écart entre le décile, c'est-à-dire les 10 % de la population les moins bien rémunérés à la Ville et les 10 % de la population les plus rémunérés à la Ville, est en dessous de 3 ; il doit être à 2,94, je crois, c'est exactement le chiffre qui est donné dans le rapport.

Nous continuons à travailler sur l'égalité professionnelle. Je voudrais répondre à Mme BRUNO, en particulier et à Mme FOURNIER sur les questions d'égalité hommes/femmes. Très clairement, nous faisons des choses. Il faut savoir que sur la question de la mixité, vous avez un chiffre qui vous est donné, un ou deux chiffres : les ingénieurs des services techniques, il y avait 22 % de femmes en 2005, nous sommes à 30 % de femmes en 2012. Les médecins, nous étions à 13,6 % de médecins femmes et nous sommes aujourd'hui à 19 %. Il y a des efforts, évidemment, dans la mixité. Cela dit, on ne peut pas dire que c'est un plein succès ; il est clair que s'agissant des

métiers qui sont très féminisés - je pense aux métiers de la petite enfance en particulier, aux auxiliaires de puériculture -, nous n'avons pas un vivier d'hommes très important, et donc, évidemment, cela se répercute dans ce qu'est la structure de la population des agents parisiens.

Nous travaillons aussi sur la question des promotions ; vous avez des chiffres qui sont en report d'une année sur l'autre.

Sur l'évolution de la féminisation de l'encadrement, je voudrais dire à Mme BRUNO que nous sommes aujourd'hui à 46 % de cadres femmes dans les catégories N, N-1 et N-2, donc cela dépasse évidemment la question simplement du Comité de direction, sur lequel nous sommes à parité. Je vous donne la moyenne française : 27 % ; nous sommes mieux que la moyenne française, mais c'est vrai que nous ne sommes pas totalement encore à parité, il y a notamment des directions sur lesquelles il y a de très grandes majorités d'hommes, dans lesquelles, évidemment, la parité n'est pas encore atteinte.

Ce n'est pas une raison pour ne pas continuer et nous allons évidemment continuer. Nous avons déjà, cette année, avec l'Observatoire de l'égalité, mené une étude avec le CREDOC pour bien fixer les bons indicateurs pour suivre l'égalité professionnelle et ils sont inclus dorénavant dans le bilan social.

Nous avons proposé avec Fatima LALEM de poursuivre l'action cette année en mettant en place un comité de suivi ; nous avons proposé aux partenaires sociaux d'organiser un comité de suivi sur ces questions de l'égalité professionnelle de façon à encore progresser en la matière.

Le combat n'est pas gagné, c'est vrai à l'Assemblée nationale, c'est vrai aussi ici, il faut le dire.

Pour ce qui est de la question du handicap, Madame BRUNO, vous dites…

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Madame l'adjointe, excusez-moi, mais je vois l'heure tourner, donc je vous demanderai peut-être d'aller vers votre conclusion si nous voulons rester nombreux au moment du vote qui va suivre.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, rapporteure. - Je vais juste répondre sur un chiffre ; 6,7 %, vous dites que ce n'est pas beaucoup, il faut savoir que les collectivités sont à 4 %. Là encore, je pense que nous sommes corrects, ce qui ne veut pas dire… D'ailleurs, nous avons signé une convention pour continuer à favoriser l'insertion des personnels handicapés.

Je voudrais, puisque vous me pressez, dire un mot simplement : les conditions de travail restent un sujet 2011, 2012, probablement 2013 et 2014, puisque nous avons, non seulement, signé un accord sur le sujet, mais on voit bien que la démarche va être certainement longue.

Très clairement, d'ailleurs, je voudrais, à cette occasion, remercier tous les partenaires sociaux qui ont travaillé sur cette situation, ceux qui ont signé l'accord, mais aussi ceux qui ont travaillé, car je crois à l'intelligence collective sur des sujets comme cela et je pense que sur les conditions de travail, nous aurons besoin de progresser fortement.

Pour terminer, je comprends bien que vous nous invitez évidemment à poursuivre les efforts, même sur les absences. Il est clair que sur les absences, c'est une toute petite inflexion, vous avez raison, Madame BRUNO, et cela fait partie aussi de nos priorités.

Je voudrais vous dire que nous sommes totalement déterminés à continuer dans le cadre de la justice, de l'égalité professionnelle, de l'efficacité aussi du service public parisien, et je voudrais vous remercier tous, mais surtout remercier les agents de la Ville de Paris qui font tous, au quotidien, la qualité du service public aux Parisiens, que, je crois, ils apprécient fortement.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous avons un vœu sur le rapport social.

Je vais demander à Mme BRUNO si elle accepte de le retirer ou pas.

Mme Catherine BRUNO. - Oui, Madame la Maire.

Nous avions effectivement présenté un vœu demandant la communication de différentes données chiffrées concernant le rapport social et je voulais remercier Mme ERRECART et les services de la D.R.H. de leur réactivité, puisque nous avons reçu vendredi dernier le bilan social qui nous a permis de travailler sur ce dossier, donc, naturellement, je retire ce vœu.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je vous en remercie.

La parole est maintenant à Mme Fabienne GIBOUDEAUX, avec la même recommandation de concision.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, au nom de la 4e Commission. - J'ai bien compris, j'essayerai de faire vite, tout en soulignant quand même les points importants de ce rapport environnemental.

Je tenais à remercier mes collègues qui sont intervenus sur ce point et, évidemment, toutes les directions de la Ville qui ont participé à la rédaction de ce rapport, et plus particulièrement l'Agence d'écologie urbaine, qui a en charge de synthétiser et de mettre en œuvre beaucoup d'actions dans cette politique environnementale.

Je voudrais remercier Mme DOUVIN et M. DUTREY d'avoir fait mention de Rio+20, c'est un événement important et les villes y jouent un rôle très important sous la forme de réunions qui sont menées parallèlement aux réunions qui sont organisées par les États et avec des avancées, à mon avis, beaucoup plus concrètes que ce qui s'obtient dans les négociations souvent très difficiles entre les États.

Je voulais rappeler le rôle important de la Ville de Paris, membre d'un réseau de 4.000 villes en Europe ; cela représente plus de 150 millions d'habitants.

Pour revenir à l'échelle plus parisienne, Mme DOUVIN a évoqué avec justesse la question de la qualité de l'air. Je voudrais quand même souligner qu'un effort important a été fait en matière de transports en commun, avec une nette augmentation de l'utilisation du métro, mais aussi des bus et des vélos. Cet effort doit s'accompagner, effectivement, d'une politique en matière de transport, notamment de transport de marchandises, et je rejoins les préoccupations et les propositions de M. DUTREY pour que nous améliorions dès à présent le transport par fret pour diminuer la présence de camions et de véhicules très polluants à l'intérieur de Paris.

Je voulais aussi souligner l'importance de prendre des dispositions plus immédiates et efficaces en matière de réduction de pollution atmosphérique quand il y a des pics de pollution. Aujourd'hui, nous avons des recommandations très floues, qui ne sont pas assez restrictives et qui ne permettent pas d'agir sur ces pics de pollution qui, à mon avis, pourraient s'améliorer s'il y avait vraiment une réduction effective de la vitesse des véhicules ces jours de pics de pollution.

Je vous rappelle, et je l'ai déjà fait à plusieurs reprises, que nous avons beaucoup de terrains de sport et d'activités sportives, notamment à proximité du périphérique, et il est très important, pour la santé des sportifs et de nos enfants, d'intervenir quand il y a ces pics de pollution, car la vie ne s'arrête pas à Paris, comme vous le savez tous dans cet hémicycle, quand il y a ces pics de pollution.

Sur le diesel, évidemment, il faudra engager une politique pour réduire la place des moteurs diesel en faveur d'une motorisation environnementale plus soutenable. On ne peut pas continuer à être un des plus grands producteurs de moteurs diesel ; cela a un impact aussi, évidemment, sur la pollution de l'air à Paris.

Vous avez évoqué, Madame DOUVIN, avec justesse le problème de la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments ; vous faites référence à une étude, mais c'est une étude nationale. Néanmoins, je pense qu'il serait intéressant, dans ce rapport environnemental, de préciser ce que fait la Ville, parce que la Ville fait des choses, notamment dans les crèches et les équipements scolaires, pour améliorer la qualité de l'air intérieur et je proposerai à mon collègue Denis BAUPIN et à l'Agence d'écologie urbaine de préciser les efforts qui sont faits dans ce domaine, et le choix également d'implanter des équipements, notamment des crèches, pour les mettre dans des sites les moins pollués possible.

Mme TAÏEB, et je la remercie, a fait référence à tout l'éventail de notre politique environnementale. C'est sur tous les sujets que nous devons agir.

Elle a fait mention de la géothermie, c'est vrai que c'est un gisement important à Paris, qui est pour l'instant sous-utilisé. Il permettrait, en tout cas avec des investissements et des réseaux à des échelles importantes, des quartiers, voire même des arrondissements, d'avoir une énergie renouvelable écologique et de maîtriser l'efficacité énergétique.

L'efficacité énergétique a été évoquée par plusieurs des intervenants. C'est également important d'un point de vue social, cela a été rappelé par M. DUTREY. La précarité énergétique touche beaucoup de Parisiennes et de Parisiens et il faut agir pour pouvoir réduire les charges qui sont liées à l'utilisation de l'énergie, qui vont être de plus en plus importantes.

C'est aussi important d'un point de vue social parce que cela peut être créateur d'emplois, cela n'a pas beaucoup été mentionné, mais M. MARTINS a mentionné la nécessité de créer des emplois sur Paris.

Je pense qu'un lien doit être fait entre notre politique environnementale en encourageant l'efficacité énergétique, donc des travaux dans nos bâtiments, et la création d'emplois sur le territoire parisien.

Sur les panneaux solaires, je ne réprendrai pas les réponses que j'ai déjà faites en Conseil à Mme HAREL en expliquant tout le démantèlement de la filière photovoltaïque opéré par l'ancien Gouvernement.

Je fais confiance au Gouvernement actuel pour relancer une politique industrielle sur la question des énergies renouvelables et du photovoltaïque. C'est toute une filière qu'il faut reprendre, cela va de la recherche, pour améliorer l'efficacité des panneaux photovoltaïques eux-mêmes, à la mise en place des panneaux photovoltaïques, avec à la clé des emplois un peu moins qualifiés.

Un gros travail est devant nous, en tout cas Nicole BRICQ a fait des propositions en ce sens et vraiment je me réjouis de la nouvelle énergie, si je peux m'exprimer ainsi, qui va pouvoir peut-être exister entre la Ville de Paris et l'Etat pour relancer cette filière industrielle.

Nous avons pris énormément de retard, notamment par rapport aux autres pays d'Europe, notamment l'Allemagne, le Danemark et la Suède. S'ils l'ont fait, nous aussi pouvons le faire, en tout cas c'est nécessaire pour ces raisons environnementales et sociales qui concernent l'emploi.

Il a été question aussi du rôle de l'E.N.P., du réseau d'eau non potable. Je pense que cela fera partie du prochain rapport environnemental de rappeler le rôle de ce réseau qui va être relancé et rénové sur Paris. Nous n'avons pas du tout oublié le rôle de l'E.N.P. concernant la résorption des îlots de chaleur, mais aussi l'utilisation dans les jardins.

Je pense que l'on aura l'occasion dans les prochains Conseils de rappeler les objectifs de la Ville dans ce domaine et cela fera, j'en suis sûre, l'objet des futurs rapports environnementaux.

Pour terminer, je voudrais rappeler l'effort que fait notre Ville, notamment sur les immeubles de logements sociaux, cela a été évoqué, mais aussi dans les écoles, en matière de rénovation thermique.

Cela a un double intérêt, un intérêt comme cela a été souligné par M. BARGETON de faire des investissements durables, donc de diminuer les frais de fonctionnement de notre collectivité. C'est important, parce que si on diminue les frais de fonctionnement, c'est de l'argent que l'on pourra investir ailleurs. Mais cette politique a également une dimension pédagogique importante, parce que je pense que si les enfants ainsi que leurs parents voient les efforts que fait notre collectivité, on arrivera à diffuser ces nouvelles pratiques environnementales dans un large public.

Vraiment, je pense que c'est une très bonne idée d'avoir ciblé les écoles parisiennes pour en faire l'emblème de notre politique environnementale.

Il y a aussi, mais François DAGNAUD pourra le rappeler à d'autres occasions, la politique que nous menons pour diminuer nos volumes de déchets avec des expérimentations tout à fait intéressantes, à des échelles notamment d'arrondissement, notamment dans le 11e.

Si elle s'étend à d'autres secteurs, on a bon espoir dans les années qui viennent de réduire ce volume de déchets qui est une vraie responsabilité que nous avons, à la fois en tant que collectivité, mais aussi en tant que Parisiens.

Je voulais vous remercier et remercier encore tous ceux qui ont participé à ce rapport, qui est perfectible, on l'a bien entendu, mais qui a le mérite d'exister et de montrer tout l'effort que fait notre Ville en tant que grande métropole et aussi avec les autres métropoles européennes et mondiales sur ce sujet.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci.

Je vais vous demander encore patience et attention puisque nous passons maintenant au vote des projets de délibération.

2012, DF 10 - Compte administratif d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2011.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix tout d'abord, à main levée, le projet de délibération DF 10 relatif au compte administratif d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DF 10).

2012, DF 11 - Compte de gestion d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2011.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 11 concernant le compte de gestion, d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DF 11).

2012, DF 12 - Compte administratif des états spéciaux des arrondissements de 2011.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 12 relatif au compte administratif des états spéciaux d'arrondissement de 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DF 12).

2012, DF 13 - Compte de gestion des états spéciaux des arrondissements de 2011.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 13 relatif au compte de gestion des états spéciaux d'arrondissement de 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DF 13).

2012, DILT 8 - DF 21 - Compte administratif du budget annexe du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux de 2011.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DILT 8 - DF 21 relatif au compte administratif du budget annexe du Service technique des T.A.M. de 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DILT 8 - DF 21).

2012, DILT 9 - DF 22 - Compte de gestion du budget annexe du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux de 2011.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DILT 9 - DF 22 concernant le compte de gestion du budget annexe du Service des T.A.M. de 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DILT 9 - DF 22).

2012, DEVE 37 - DF 23 - Compte administratif du budget annexe du fossoyage de 2011.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 37 - DF 23 relatif au compte administratif du budget annexe du fossoyage de 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DEVE 37 - DF 23).

2012, DEVE 38 - DF 34 - Compte de gestion du budget annexe du fossoyage de 2011.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 38 - DF 24 concernant le compte de gestion du budget annexe du fossoyage de 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DEVE 38 - DF 34).

2012, DPE 33 - DF 15 - Compte administratif du budget annexe de l'assainissement de 2011.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 33 - DF 15 relatif au budget annexe de l'assainissement de 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DPE 33 - DF 15).

2012, DPE 34 - DF 16 - Compte de gestion du budget annexe de l'assainissement de 2011.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 34 - DF 16 relatif au compte de gestion du budget annexe de l'assainissement de 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DPE 34 - DF 16).

2012, DPE 35 - DF 19 - Compte administratif du budget annexe de l'eau de 2011.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 35 - DF 19 relatif au compte administratif du budget annexe de l'eau de 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DPE 35 - DF 19).

2012, DPE 36 - DF 20 - Compte de gestion du budget annexe de l'eau de 2011.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 36 - DF 20 concernant le compte de gestion du budget annexe de l'eau de 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DPE 36 - DF 20).

2012, PP 34 - Compte de gestion du budget spécial de la Préfecture de police de 2011.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération PP 34 relatif au compte de gestion du budget spécial de la Préfecture de police de 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, PP 34).

Adopté à l'unanimité, Monsieur le Préfet.

2012, PP 35 - Compte administratif du budget spécial de la Préfecture de police de 2011.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération PP 35 concernant le compte administratif du budget spécial de la Préfecture de police de 2011.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, PP 35).

Nous avons procédé à l'ensemble des votes, nous allons passer en Conseil général.

Suspension de la séance.

(La séance, suspendue à douze heures, est reprise à douze heures quinze minutes, sous la présidence de Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, nous allons reprendre nos travaux en formation de Conseil municipal.

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au dispositif "Pass Jeunes".

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen des projets de délibération de la 7e Commission et notamment aux vœux non rattachés.

Nous commençons donc par le vœu référencé n° 2 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif au dispositif "Pass Jeunes".

La parole est à Mme Claudine BOUYGUES, pour une minute.

Mme Claudine BOUYGUES. - Madame la Maire, merci beaucoup.

Je voudrais insister sur le nouveau dispositif en faveur des jeunes Parisiens, que nous appelons le "Pass Jeunes", que notre assemblée a adopté en mai dernier, qui est lancé demain et qui sera accompagnée d'une campagne d'information grand public à l'attention des jeunes des quartiers politique de la ville.

Je voudrais féliciter Bruno JULLIARD et la Direction de la jeunesse et des sports pour le lancement et la mise en place de ce nouveau dispositif qui confirme, s'il le fallait encore, la volonté de notre collectivité d'offrir toujours plus d'activités culturelles et sportives aux jeunes Parisiens.

Il s'agit en effet d'un dispositif innovant qui offre aux jeunes Parisiens âgés de 15 à 25 ans un chéquier gratuit comprenant 26 entrées gratuites ou à tarif réduit, du 1er juillet au 31 août 2012, dans des équipements sportifs et culturels municipaux, mais aussi qui donne accès à des établissements privés tels que les musées nationaux, le musée du sport, le musée de l'espace et de l'air, la cinémathèque, l'aquarium de Paris ou les vedettes du Pont-Neuf.

Pas moins de 20.000 exemplaires de ce chéquier seront émis pour cette première du lancement.

Ce vœu que je vous présente souhaiterait une augmentation du nombre de partenariats - publics comme privés - par chéquier et une augmentation du nombre de chéquiers émis par été afin de toucher un plus grand nombre de jeunes de ces quartiers en difficulté.

Merci beaucoup.

(M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, remplace Mme Gisèle STIEVENARD au fauteuil de la présidence).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Avant de donner la parole à M. Bruno JULLIARD, je vais vous demander un peu de calme parce qu'on n'arrive pas à s'entendre.

Monsieur le Maire ?

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire, merci d'insister sur ce dispositif innovant que nous lançons pour la première fois cet été, et qui consiste à proposer chaque année aux 30 % des jeunes Parisiens qui ne partent jamais en vacances un nouveau dispositif que nous avons intitulé "Pass Jeunes", qui permettra de leur proposer, en plus de l'offre déjà existante de la Ville - je pense notamment aux "Paris Jeunes Vacances" ou autres projets "Arc en ciel" - un chéquier gratuit comprenant des entrées gratuites ou à tarif très réduit dans des équipements sportifs et culturels de la Ville de Paris.

Les activités ainsi offertes dans le Pass seront valables du 1er juillet au 31 août et nous lançons un dispositif de communication à partir du 22 juin, dans quelques jours pour présenter ce dispositif "Pass Jeunes".

Vous venez de rappeler, Madame, qu'il s'agit essentiellement de multiplier des partenariats avec des infrastructures publiques ou privées.

Nous ferons une évaluation de ce nouveau dispositif "Pass Jeunes" à la fin de l'été, notamment en termes de participation des jeunes, mais nous pouvons d'ores et déjà penser qu'il rencontrera un succès conséquent au vu de la demande.

Nous ferons, après cette évaluation du dispositif, des propositions d'amplification de ce dispositif "Pass Jeunes", notamment en multipliant le nombre de structures partenaires de la Ville et donc, j'espère que nous pourrons répondre favorablement à votre demande d'augmentation du nombre de chéquiers.

J'émets donc au nom de l'Exécutif un avis très favorable à votre vœu, et j'espère que l'année prochaine nous pourrons très largement amplifier, et le nombre de partenariats et surtout, le nombre de jeunes qui bénéficieront de ces dispositifs, notamment dans les quartiers relevant de la politique de la ville.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2012, V. 88).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à la création de deux crèches associatives dans le 20e.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 3 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, relatif à la création de deux crèches associatives dans le 20e.

La parole est à Mme SIMONNET, pour une minute.

Mme Danielle SIMONNET. - Actuellement, il y a plus de 4.000 demandes de place en crèche en liste d'attente dans le 20e, au lieu de 2.500 en 2008, et on a plusieurs projets de création de crèche municipale dans le 20e qui ont pris plusieurs mois, voire des années de retard, et qui ne pourront pas être livrées dans les calendriers prévus à l'origine.

Or, il est possible actuellement de créer deux nouvelles crèches associatives non programmées à ce jour au 8 rue Bretonneau et au 46 rue du Surmelin, pour un total de 65 places nouvelles.

Considérant que ces deux adresses appartiennent à la S.I.E.M.P., et que ces deux crèches pourraient être réalisées rapidement et à moindre coût pour la Ville, puisque cela n'implique pas d'acquisition de foncier ni de construction, donc, pour le groupe Communiste et élu-e-s du Parti de Gauche, nous émettons le vœu que ces deux crèches associatives soient créées dans les meilleurs délais, rue Bretonneau et rue du Surmelin.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais répondre à notre collègue Danielle SIMONNET et aux élus du groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche pour dire que ces projets, bien que récents, ne nous sont pas inconnus.

Tout d'abord, au 8 rue Bretonneau, l'association "ABC Puériculture" souhaiterait réaliser une crèche de 60 places dans des locaux qui appartiennent à la Fondation Rothschild, et non à la S.I.E.M.P., comme vous l'avez indiqué dans votre vœu.

Une étude de faisabilité a été réalisée par l'association, qui doit être confirmée par la Direction des familles et de la petite enfance, mais le projet semble réalisable à ce stade.

Toutefois, même si la faisabilité devait être confirmée, il apparaît qu'il ne pourra probablement pas être réalisé dans la mandature actuelle compte tenu des délais de réalisation des projets. Néanmoins, bien entendu, je soutiens la réalisation de ce projet.

Pour ce qui est du 46 rue du Surmelin, l'association "Le petit Canaan" a le projet de réaliser une crèche dans des locaux d'une superficie de l'ordre de 130 mètres carrés, ce qui est relativement réduit. Au regard de la surface disponible, il est indispensable d'étudier un aménagement des locaux et des conditions de sécurité pour ce type d'équipement. La DFPE doit se rendre début juillet sur place pour évaluer les possibilités de réalisation du projet.

Compte tenu de ces éléments, je propose à Mme SIMONNET de reformuler le vœu de la façon suivante :

"Sur proposition de Danielle SIMONNET, Pierre MANSAT et des élus du Groupe communiste et élus du Parti de Gauche, le Conseil de Paris émet le vœu que la faisabilité des deux projets de crèche associative rue Bretonneau et rue du Surmelin soit confirmée d'ici la fin du mois de juillet, et qu'en cas de confirmation de la faisabilité, une discussion s'engage, notamment avec les élus d'arrondissement, sur la possibilité d'intégrer ces opérations dans la programmation de cette mandature ou de la prochaine, dans le respect du plan d'investissement municipal", car

comme vous le savez, nous avons tous pris l'engagement, au sein de la majorité municipale, en 2008, de réaliser 4.500 places d'accueil en crèche dans cette mandature.

Voilà la réponse que je peux donner aujourd'hui à ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Madame SIMONNET ?

Mme Danielle SIMONNET. - Cela fait beaucoup trop de flou et beaucoup trop de "mais". Quand on voit l'urgence au niveau des listes d'attente, on aurait aimé de la part de l'Exécutif une réponse beaucoup plus claire : oui ou non, et surtout, un arbitrage financier qui nous semble tout à fait possible puisque vu les retards des crèches municipales, nous avons la marge financière pour, tout de suite et maintenant, créer ces crèches associatives.

Nous maintenons notre vœu et nous continuerons la mobilisation pour que des places en crèche puissent voir le jour le plus rapidement sur Bretonneau et Surmelin.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Monsieur le Maire, votre opinion ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Si le groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche veut renégocier le plan d'investissement pluriannuel pour Paris, qu'il le fasse et qu'il dépose un amendement au budget le cas échéant, mais en tout état de cause, le plan d'investissement sur lequel nous nous sommes engagés, tout le monde le connaît.

Nous faisons notre possible pour livrer les équipements dans le cadre de la mandature. Nous savons que les besoins sont extrêmement importants dans le 20e arrondissement, comme ils le sont aussi dans d'autres arrondissements de Paris.

Nous avons un engagement commun de réaliser ces 4.500 places dans la mandature. Nous ferons le maximum également pour étudier la faisabilité de ces projets, mais il ne suffit pas de dire "y'a qu'à, faut qu'on" pour que les projets se réalisent.

Je maintiendrai donc la proposition de modification, et si Mme SIMONNET maintient son vœu, malheureusement, je serai amené à donner un avis défavorable.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Donc, vous maintenez ?

Proposez-vous votre vœu ou pas ?

Mme Danielle SIMONNET. - C'est un amendement.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - L'amendement...

Ou alors on vote d'abord sur le vœu de Mme SIMONNET ? OK.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2012, DJS 382 - Ouverture au grand public du bassin école du centre sportif Elisabeth (14e), à titre gratuit, pendant l'été 2012.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DJS 382 relatif à l'ouverture au grand public du bassin école du centre sportif Elisabeth (14e), à titre gratuit, pendant l'été 2012.

La parole est à M. Jean-François MARTINS, pour cinq minutes.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, chers collègues, je voulais attirer votre attention sur cette délibération parce que c'est évidemment une bonne nouvelle que la fermeture du bassin de Paris Plage ne soit pas non compensée et que l'on ait trouvé d'autres moyens.

Notamment, il est particulièrement intéressant d'ouvrir le bassin école du centre Elisabeth, parce que c'est un centre situé en plein cœur d'un quartier populaire de la porte d'Orléans et qui va permettre, au-delà de Paris plage, à un certain nombre de Parisiens et de familles qui vivent dans ces quartiers du sud du 14e arrondissement d'avoir des loisirs de proximité, des loisirs nautiques. Quand une partie de ces familles n'a malheureusement pas les moyens de partir en vacances cet été, cela sera un loisir agréable et je félicite l'Exécutif de cette initiative.

Je voulais, en revanche, attirer l'attention de l'adjoint au maire chargé des sports, et d'une certaine manière de la Préfecture de police de Paris. Ce genre d'expérimentation de piscine ouverte gratuite, large, a déjà été menée dans d'autres collectivités locales, et a parfois été confronté à des problématiques de sécurité, de jeunes en groupes plus ou moins organisés qui venaient profiter de ce lieu ouvert pour troubler l'ordre de ceux qui étaient présents.

Le budget est annoncé comme étant un budget constant et ne coûtant rien à la Ville de Paris, mais si cela doit coûter un peu plus, afin que la sécurité soit bien assurée et que l'expérience soit agréable pour tous, cela serait mieux et j'aurais aimé entendre l'adjoint au maire sur le sujet de la mise en sécurité de cet établissements pendant cette période d'ouverture large et gratuite.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur.

La parole est à M. Jean VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur MARTINS pour votre intervention et votre remarque selon laquelle nous déplaçons le bassin de Paris Plage, qui ne peut ouvrir cette année du fait des travaux sur les berges, vers un quartier populaire du 14e arrondissements.

Je pense que c'est une très bonne chose que nous réalisons cette année. D'ailleurs, il faudra examiner les possibilités pour les années à venir, mais pour l'instant on ouvre ce bassin école dans le 14e, dans un quartier populaire.

En ce qui concerne le personnel, vous savez que ce seront les personnels qui auraient été mis sur le bassin de Paris Plage qui seront détachés pour aller sur cette piscine. Détachés est un grand mot, mais ils viendront sur cette piscine. Il y aura donc trois AT et un EAPS.

Nous sommes d'accord avec votre remarque et nous serons très vigilants pour vérifier que les choses se passent bien dans ce quartier. Mais il n'y a pas de raison de penser que, dans un quartier populaire, il y ait plus de difficultés qu'ailleurs. Cela dit, nous resterons vigilants quant au bon déroulement de cette ouverture.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 382.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DJS 382).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au projet d'augmentation des tarifs des équipements sportifs.
Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif au maintien des tarifs d'accès aux installations sportives.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner les vœux référencés n° 4 et n° 5 dans le fascicule, déposés respectivement par le groupe U.M.P.P.A. et par M. Jean-François MARTINS, relatifs au tarif des équipements sportifs.

La parole est à M. BENESSIANO.

M. Hervé BENESSIANO. - Merci, Monsieur le Maire.

Après la hausse très importante appliquée aux cantines scolaires, aux centres d'animation et aux conservatoires, voilà donc venu le tour des équipements sportifs.

En effet, vous envisagez de multiplier par quatre le tarif de location des créneaux des associations scolaires, associations et autres groupements parisiens, dès la saison 2012-2013. Certaines augmentations pourront représenter jusqu'à dix fois le tarif actuel, notamment pour la location de créneaux ponctuels utilisés lors de stages sportifs.

Une augmentation aussi importante et brutale paraît totalement disproportionnée. Je rappelle que certaines communes de la première couronne pratiquent la gratuité en échange du service rendu à la collectivité.

Votre projet va pénaliser principalement les associations sportives les plus modestes. Certes, vous annoncez des compensations financières par l'intermédiaire de subventions additionnelles, mais elles sont inacceptables aussi bien sur le fond que sur la forme. En effet, elles ne pourront en aucun cas concerner la totalité des associations et ne pourront également compenser la différence de tarifs.

Les associations de proximité, bien implantées dans la vie locale, seront les plus pénalisées, et beaucoup d'entre elles risquent de ne pas pouvoir supporter cette hausse.

Dois-je vous rappeler que le comité des offices du mouvement sportif, et tous les clubs qu'il représente sur l'ensemble des établissements parisiens, demande le retrait pur et simple de ce projet ?

Considérant qu'une fois de plus il est porté atteinte au budget des classes moyennes, au groupe U.M.P.P.A., nous émettons le vœu que le projet de hausse de la tarification des équipements sportifs municipaux gérés en régie pour les associations scolaires, associations et autres groupements, soit supprimé.

Et deuxièmement qu'une nouvelle concertation soit menée en lien avec l'ensemble du mouvement sportif et les mairies d'arrondissement au travers de l'organisation des assises du sport parisien qui permettraient d'établir un vrai dialogue avec l'ensemble du mouvement sportif concerné.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je rappelle que le temps de parole pour les vœux est de une minute.

Monsieur MARTINS, vous avez la parole.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, dans la même lignée, l'Exécutif municipal est arrivé en début de mandature avec ce projet fou de multiplier par sept les tarifs d'accès aux équipements sportifs pour les associations sportives et scolaires, provoquant évidemment la colère, l'inquiétude et la stupéfaction des associations sportives. Elles assurent pour nous, et pour le compte de la Ville parfois grâce aux subventions, un service utile d'accès de proximité, aux sports amateurs et non pas aux sports professionnels, ce qui permet à des enfants et à des adultes de pratiquer une activité sportive dans Paris.

Devant cette fronde, vous avez reculé pour ne finalement multiplier que par quatre, ce qui est tout aussi triste et incompréhensible.

Par ailleurs, vous répondez aux offices du mouvement sportif qui vous interrogeaient : ce n'est pas grave, on va augmenter les tarifs mais on augmentera aussi votre subvention.

Donc, c'est soit hypocrite, soit mal foutu. Évidemment, il faut retirer ce projet, avoir un vrai débat et une vraie concertation large, pour favoriser la pratique du sport amateur et pour ne pas mettre en œuvre ce projet qui serait une entrave grave à l'accès du plus grand nombre des Parisiens à la pratique amateur du sport.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Déjà, dans un premier temps, Monsieur BENESSIANO, je ne vois pas où vous avez trouvé l'idée qu'on augmenterait de dix fois le tarif actuel. Ce n'est nullement dans les propositions. D'ailleurs, vous devriez le savoir puisque j'ai rencontré absolument tous les maires plusieurs fois.

Depuis trois ans, je me bats pour que le budget du sport de proximité ne soit pas diminué dans le cadre des économies budgétaires nécessaires à réaliser dans le budget de la Ville de Paris. Je dois vous dire qu'il n'en est pas de même pour le sport de haut niveau qui, lui, a été très nettement diminué, notamment par la diminution de la subvention du PSG, qui a diminué de moitié dans les deux dernières années. Et les autres clubs de haut niveau, volley-ball, handball, rugby aussi.

Donc, je pense qu'il y a besoin de maintenir, même de développer, le budget du sport de proximité pour répondre aux besoins du développement du sport à Paris.

Comment faire pour y arriver ? Les tarifs actuels de location des équipements de la Ville, aux associations sportives, sont vraiment très bas. Je rappelle : court de tennis, 0,90 centimes de l'heure ; court de tennis couvert, 1,65 de l'heure ; terrain de football, 80 centimes de l'heure ; gymnase de catégorie B, 50 centimes ; de catégorie C, 60 centimes ; une ligne d'un bassin de 25 mètres, 90 centimes ; une ligne d'un bassin de 50 mètres, 1,25 euro de l'heure. Ce sont les tarifs actuels. Admettez qu'ils sont vraiment très, très bas, et qu'ils ne correspondent plus notamment aux tarifs acquittés par les personnes individuelles, qui viennent à la piscine, faire du tennis ou du sport à Paris, et payent en général quatre à cinq fois plus.

Donc cette augmentation me paraît normale pour répondre notamment aux investissements conséquents réalisés en équipements de proximité. Je rappelle que, pour cette mandature, il y aura 400 millions d'euros.

Troisièmement, la hausse intervient dans un système de subventions bloqué - bloqué par le budget évidemment, mais aussi par la non possibilité de réduire les subventions pour donner à d'autres. C'est-à-dire qu'aujourd'hui on est dans un système où, malheureusement, que je m'adresse à des associations, ou aux maires qui ont ces associations sous leur responsabilité, je ne peux pas modifier les subventions, surtout pas les diminuer. Je suis donc dans une situation où, évidemment, je ne peux pas opérer de redistributions qui me paraissent absolument nécessaires.

Cette réforme va permettre de vraiment de rééquilibrer les subventions vers les associations les plus en difficulté et qui sont principalement dans les quartiers "politique de la ville".

D'ailleurs, je le ferai aussi en faveur des jeunes sportifs en difficulté, puisque cette augmentation va permettre une contribution plus importante dans Réduc'Sport qui est, je vous le rappelle, perçu par toutes les familles qui perçoivent l'allocation de rentrée scolaire.

Quatrièmement, depuis trois ans, je négocie avec tous les arrondissements, associations et ligues. En septembre 2011, le Conseil de Paris a voté un vœu de l'Exécutif qui - je cite - disait : "l'ajustement de la grille tarifaire des équipements sportifs municipaux gérés en régie sera mis en œuvre à compter de septembre 2012 et s'appliquera pour la saison sportive 2012-2013. La moitié de la recette supplémentaire sera consacrée au sport de proximité." De la même façon, il y avait un autre alinéa qui disait : "En septembre 2011 et juin 2012, la concertation avec la DJS, le maire, l'adjoint au sport, d'une part, et les maires d'arrondissement, d'autre part, permettra d'identifier au cas par cas l'impact de cette réforme sur les associations réservataires et d'étudier le niveau d'accompagnement de la Municipalité à apporter à chacune d'entre elles sur l'ensemble du territoire parisien".

C'est ce que j'ai fait.

Aujourd'hui, après 60 réunions avec les 20 maires d'arrondissement, avec les associations et les ligues, j'ai une proposition de répartition des 1,5 million d'euros qui abonderont le budget du sport de proximité et qui correspondent aux orientations du vœu et à la redistribution plus équitable des subventions.

Vous le savez, d'ailleurs, je ferai un cours de rattrapage pour M. MARTINS, mais en ce qui concerne l'U.M.P. et en ce qui concerne le Parti socialiste et les "Verts", j'ai développé, j'ai rencontré tout le monde. Pour un grand nombre d'associations subventionnées, nous avons et nous proposons une compensation à 60 % ou à 40 % qui modifie sensiblement le taux d'augmentation, puisque, en gros, cela fera une augmentation de 1,5 à 2,5.

C'est pourquoi votre vœu n'est pas acceptable et serait néfaste à l'évolution du sport de proximité à Paris.

Pour conclure,

Parce que la réforme sur les tarifs des équipements sportifs va dans le sens d'une plus grande justice sociale et territoriale,

Parce que j'ai mené une concertation large depuis 2010, en associant les représentants du mouvement sportif parisien ainsi que toutes les mairies d'arrondissement, et pas seulement celles de gauche,

Parce que vous avez eu, à plusieurs reprises, l'occasion de proposer des amendements utiles et constructifs, mais parce que les mairies de droite ont préféré ne rien faire,

Et parce que le vœu de l'Exécutif du Conseil de Paris de septembre 2011 est limpide et non interprétable,

Je vous invite à retirer vos vœux ou bien j'appellerai à voter contre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Que faites-vous ?

M. Hervé BENESSIANO. - De manière très brève, on est en pleine démagogie.

Nous maintiendrons le vœu et vis-à-vis des petites associations - je dis bien les petites -, il y a une pénalisation évidente parce que la compensation ne sera pas la bonne.

Par rapport au budget des familles, on parle de justice sociale : Monsieur VUILLERMOZ, vous me faites mourir de rire !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Au moins, il réussit à faire quelque chose.

Monsieur MARTINS ?

M. Jean-François MARTINS. - Très rapidement.

M. VUILLERMOZ est quand même particulièrement habile parce que, du coup, avec son système, il arrive à augmenter les recettes de la Ville et à dire qu'il va augmenter les subventions aux associations sportives. Tout cela, en écriture nulle, c'est-à-dire qu'il augmente les tarifs, il augmente les subventions ; il peut dire "j'investis plus pour le sport et, en même temps, j'augmente les recettes de la Ville".

C'est évidemment une écriture relativement hypocrite et je maintiens mon vœu, évidemment.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il fallait le dire tout de suite.

Vous maintenez vos vœux.

Donc je mets le vœu n° 4, avec un avis défavorable…

Pardon ! Monsieur GAREL ?

M. Sylvain GAREL. - J'ai demandé une explication de vote qui sera commune à ces deux vœux.

Le groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés" est opposé à cette augmentation mais considérant le fait qu'il y aura un débat prochainement, et probablement au mois de juillet, autour d'une délibération, nous avons décidé de ne pas participer au vote puisque nous devons rencontrer aussi le maire adjoint dans quelques jours pour parler de ces propositions qui, pour l'instant, ne nous conviennent pas mais donc, pour l'instant, nous attendons le mois prochain pour avoir un vote définitif.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repousssée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par M. Jean-François MARTINS, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repousssée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'organisation d'assises pour le sport parisien.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 6 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'organisation d'assises pour le sport parisien.

La parole est à M. BENESSIANO, pour une minute, malgré vos difficultés.

M. Hervé BENESSIANO. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous souhaitons, au nom du groupe U.M.P.P.A., que la Mairie de Paris organise des assises pour le sport à Paris, réunissant notamment les mairies d'arrondissement, les représentants des associations sportives et la DJS, pour évoquer les pistes d'amélioration de la pratique sportive à Paris, les problématiques rencontrées par les usagers et les associations et l'utilisation des équipements ainsi que leurs dysfonctionnements.

J'ai fait très bref, cela me fait ma moyenne.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous avez raison car, dans votre état, l'état de forçage vocal n'est pas bon.

La parole est à M. VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Je serai rapide aussi.

Votre vœu appelle à l'organisation d'assises pour le sport, comme si la Ville était à ce point défaillante en matière de concertation et de décision. Vous dites que la Ville serait en jachère, une sorte de territoire de désolation par rapport à la démocratie dans le sport.

Permettez-moi de vous rappeler notre manière de travailler sur les différents secteurs du sport.

Ainsi, je rappelle les 400 millions d'euros d'investissements localisés. Tous les travaux sont programmés annuellement avec les mairies d'arrondissement, dans le cadre de réunions individuelles et privilégiées associant la mairie d’arrondissement, la DJS et mon cabinet.

Concernant les subventions aux associations localisées, le montant de chaque aide, si minime soit-il parfois, est soumis à la mairie concernée, même de droite, avec la validation du projet.

S'agissant des créneaux des associations sportives locales dans les équipements sportifs figurant à l'inventaire des mairies d'arrondissement, ce sont les mairies qui définissent la planification annuelle.

Je souhaite d'ailleurs vous rappeler que de plus en plus d'équipements relèvent maintenant des mairies, conformément aux orientations de la Ville depuis 2001.

A propos des événements sportifs dans les grands équipements parisiens, nos interlocuteurs sont principalement les fédérations, les ligues, les comités, les OMS, les clubs avec lesquels nous entretenons d'excellents rapports, avec ou sans convention.

Enfin, chaque année, le Maire de Paris rencontre les Parisiens à l'occasion des comptes rendus de mandat. Le thème du sport connaît une affluence remarquable et donne aux associations et à la population une occasion supplémentaire d'échanger avec le Maire de Paris et son adjoint au sport.

Quant aux subventions aux grands clubs, j'organise chaque année une réunion avec chaque club et à laquelle, évidemment, l'ensemble des élus parisiens, par l'intermédiaire de leur président de groupe, sont conviés.

Au final, si je puis me permettre, votre vœu m'apparaît un peu trop manichéen pour être fidèle à la réalité et c’est de nature à discréditer vos intentions, car la défaillance de la Ville en matière de concertation sur les sujets de sport est tout bonnement inexacte.

En revanche, une certitude demeure : la situation sportive laissée en 2001 nécessite, en effet, de redoubler d'efforts pour préserver les conditions de pratique correctes et pour continuer à développer les axes forts de la politique sportive municipale, tant sur le haut niveau qu'en matière de sport de proximité ou d'équipements.

Notre élan perdurera et nous maintiendrons notre dynamique de concertation.

Aussi, je vous invite à retirer votre vœu ou bien j'appellerai à voter contre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repousssée.

2012, DASCO 80 - Subvention (12.000 euros) pour le fonctionnement du Service d'Aide Pédagogique à Domicile avec l'association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Paris (15e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DASCO 80 relatif à l'attribution d'une subvention de 12.000 euros pour le fonctionnement du Service d'Aide Pédagogique à Domicile, avec l'association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Paris (15e).

La parole est à Mme CHRISTIENNE, pour 5 minutes.

Mme Odette CHRISTIENNE, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Il est des associations de bénévoles qui, au cours du temps, pérennisées, sont devenues de réelles, de nobles institutions, car elles visent à maintenir la satisfaction des intérêts collectifs.

Tel est le cas de la Fédération générale des associations des pupilles de l'enseignement public, à laquelle appartient la Section départementale de Paris, dont le projet de délibération DASCO 80 nous est soumis aujourd'hui.

L'État républicain se doit de veiller à la juste répartition des moyens qui puisse garantir à chaque citoyen, et en particulier aux enfants, une vie décente et, si possible, heureuse.

Aussi convient-il de souligner l'importance majeure de la loi de 1901 qui a légitimé la création d'associations à but non lucratif, dont les meilleures, reconnues d'utilité publique, œuvrent pour apporter, avec son aval, un complément à l'action de l'Etat.

Telle est l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public de Paris, qui a pour objet de promouvoir "une conception globale de l'éducation qui intègre l'éducation à la solidarité et à l'émancipation de tous" et qui est devenue un pilier de l'école républicaine.

Qu'il me soit permis, chers collègues, de souligner son ancienneté, bientôt 100 ans, et si elle a perduré, c'est qu'elle a su évoluer, épousant les fluctuations des conditions sociales.

Créée pour venir en aide aux orphelins, elle a eu l'intelligence d'étendre au fil des ans son champ d'intervention.

Au moment où certains n'hésitent pas à remettre en cause l'aide apportée aux plus démunis, il est intéressant de connaître la genèse et l'évolution de cette association agréée comme complémentaire à l'école publique.

Elle est née en 1915, au moment même où la Première guerre mondiale fait rage ; des homes sont tués sur le front, des familles tombent dans la misère et les orphelins sont de plus en plus nombreux.

Si une collecte nationale permet alors de réunir des fonds à leur profit, faute d'organismes publics laïcs, l'argent est versé aux œuvres confessionnelles et seuls les orphelins scolarisés dans les écoles privées en bénéficient.

C'est pourquoi, le philosophe Xavier Léon, aidé d'amis universitaires, fonde une œuvre laïque pour secourir les orphelins de l'école laïque et publique. Ainsi, en 1915, les principes de l'œuvre sont fixés, qui demeurent le socle des associations départementales.

L'œuvre inscrite au sein de l'école publique et laïque sera notamment animée par des enseignants. Indépendante, elle joue un rôle complémentaire à celui de l'Etat. Utile aux orphelins de guerre les plus nécessiteux, elle exerce une fonction sociale, mais aussi une fonction éducative, car si elle est attentive à la formation des pupilles, elle est soucieuse de développer chez tous les écoliers français l'esprit de solidarité.

L'élargissement de ses compétences s'est opéré essentiellement en trois étapes.

En 1926, les associations étendent leur assistance à tous les enfants et adolescentes fréquentant ou ayant fréquenté les établissements d'enseignement public qui ont besoin d'assistance matérielle ou morale.

1953 marque le début du développement de l'action en faveur de l'enfance handicapée.

A partir de 1986, les P.E.P. mettent en place des actions de soutien scolaire pour les enfants momentanément hors de l'école qui se structureront bien plus tard sous l'appellation de S.A.P.A.D.

Aujourd'hui, nous avons à examiner l'action S.A.P.A.D. de notre Département.

La P.E.P. 75, en application de la circulaire de 1998 de l'Education nationale, assure depuis 1999 la gestion et l'organisation des activités du S.A.P.A.D. dans le cadre d'une convention avec l'Académie de Paris.

Le service assure un tutorat de l'élève à son domicile et le lien avec leurs établissements d'origine des adolescents, des enfants atteints de troubles de santé et momentanément hors de l'école, troubles de santé tels cancer, diabète, insuffisance rénale, mucoviscidose, et aussi des troubles psychiques, etc.

On comprendra qu'il s'agit de plus que d'une assistance pédagogique, mais, compte tenu des circonstances, de réaliser des projets éducatifs individualisés établis avec la famille, avec les médecins, avec l'équipe enseignante de l'établissement.

C'est ainsi que 200 élèves parisiens, chaque année, sont suivis par le S.A.P.A.D., l'association mettant ainsi en application un principe constitutionnel selon lequel la Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture, ainsi que le droit a l'éducation garanti à chacun en vertu de l'article premier de la loi d'orientation de l'éducation du 10 juillet 1989.

Chacun aura compris l'intérêt du projet présenté pour les jeunes écoliers et collégiens et nous devons soutenir ce travail, le travail de cette association, en votant favorablement l'attribution de 12.000 euros pour l'année 2012.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Colombe BROSSEL, adjointe compétente.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, au nom de la 7e Commission. - Et c'est dire !

Merci, Monsieur le Maire.

Je n'aurai rien à ajouter à cette très belle illustration de l'action menée par cette association que nous remercions année après année de pouvoir, en effet, permettre aux enfants les plus fragiles, puisqu'hospitalisés ou sortant de l'hôpital, de bénéficier d'un accompagnement scolaire.

Merci de votre intervention, Madame CHRISTIENNE.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Et merci de votre rapidité.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 80.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DASCO 80).

2012, DJS 381 - Convention de financement avec la Communauté d'agglomération Plaine Commune et protocole d'accord relatifs à la réalisation d'un stade aquatique olympique sur le territoire des villes de Saint-Denis et d'Aubervilliers.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DJS 381 concernant la convention de financement avec la Communauté d'agglomération Plaine Commune et le protocole d'accord relatif à la réalisation d'un stade aquatique olympique sur les territoires des villes de Saint-Denis et d'Aubervilliers.

La parole est à Mme Danielle FOURNIER, cinq minutes.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

Je ferai plus court.

Ce projet de délibération nous propose de participer à la création d'un équipement sportif d'envergure, une piscine, dont Plaine Commune va assurer la mise en œuvre. Ce projet de délibération nous donne plusieurs raisons de nous réjouir.

Tout d'abord, nous nous réjouissons de l'intérêt pour les clubs et les administrés parisiens.

La piscine complètera le réseau actuel des piscines parisiennes et permettra notamment de mieux satisfaire la très importante demande des usagers du Nord parisien, dont je suis, d'autant qu'une fréquentation annuelle du centre nautique par 150.000 usagers de la capitale, est présentée comme un objectif minimum.

Il faut aussi rappeler que les clubs sportifs ne disposent que de six piscines de 50 mètres, les seules valables pour un entraînement de qualité, dans Paris intra-muros.

Cet équipement sera donc à la fois - le "à la fois" est très important en matière de fonctionnement d'équipements sportifs - au service des clubs, mais aussi des simples amateurs.

Nous nous réjouissons aussi que la Ville de Paris verse une participation importante, de 20 % du total de l'opération, témoignant ainsi, enfin, de son attachement à une conception métropolitaine du sport.

Qu'un grand équipement sportif soit construit en dehors de Paris, au service des Parisiens et des communes limitrophes, est un signe concret de ce que peut être la métropole à venir.

Cela pourra servir d'exemple, a contrario de ce qui s'est fait pour Roland-Garros, où une solution de ce type aurait permis de sauvegarder les serres d'Auteuil.

Enfin, nous nous réjouissons que ce projet, en période de crise des finances publiques, ait été réduit.

Le budget de construction a baissé de 74 à 65 millions d'euros. Néanmoins, Plaine Commune doit céder un terrain évalué à 30 millions d'euros et devra subir un coût de fonctionnement annuel de 2 à 3 millions d'euros.

Pour terminer, je voudrais rappeler, cependant, que ce projet participe aussi d'une politique sportive privilégiant le sport de haut niveau. En effet, d'après la délibération, Paris ne semble pas avoir renoncé à présenter sa candidature pour recevoir prochainement les Jeux olympiques, par exemple en 2024.

Pour notre part, nous continuons à penser qu'il n'y a pas besoin des grandes compétitions internationales et de leur barnum médiatique qui a pour effet de vider les caisses des villes accueillantes, pour construire des équipements sportifs au service des habitants.

D'ailleurs, l'équipement en piscine de proximité à Saint-Denis, Villetaneuse et dans l'ensemble de la Seine-Saint-Denis, comme à Paris, demeure très largement insuffisant et l'amélioration de l'offre doit demeurer un objectif important.

Pour terminer, un regret : nous regrettons que le mode de gestion de cette piscine soit la D.S.P. A Paris, d'ailleurs, toutes les grandes piscines, celles de 50 mètres, sont en délégation de service public. Ce n'est pas une philosophie générale, mais nous pensons que c'est une question qui mériterait d'être posée et reposée que celle de la gestion de ces piscines en D.S.P. et y réfléchir pourrait s'inscrire dans la proposition qui a été faite d'Assises du sport à Paris, que, pour notre part, nous attendons avec impatience.

Merci.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Marie-Annick BARTHE.

Mme Marie-Annick BARTHE. - Monsieur le Maire, je me fais l'écho auprès de vous d'un très beau projet issu de l'héritage de la candidature de la Ville de Paris à l'organisation des Jeux olympiques qui vont se dérouler à Londres du 27 juillet au 12 août prochain.

Conscients de la faiblesse de l'offre française en matière de bassins d'envergure internationale, l'Etat, la Région, la Communauté d'agglomération Plaine Commune et la Ville de Paris ont souhaité s'associer pour financer la construction d'un centre aquatique olympique.

Il verra le jour en 2016, à quelques encablures du Stade de France, et permettra d'offrir aux nageurs français un équipement à la mesure de leurs performances et de leur talent, capable d'accueillir les championnats d'Europe, du monde et les grands "meetings" internationaux.

Si la Ville de Paris peut attendre d'importantes retombées économiques et médiatiques de ces grandes compétitions, le projet présente aussi - et c'est là à mon sens également un de ses points forts - un intérêt certain pour les Parisiens, dont les piscines sont toujours citées comme étant l'équipement sportif préféré, et pour le sport de proximité.

Cet intérêt tient au choix du site qui est particulièrement bien desservi par les infrastructures de transports existantes et à venir et à la mise en place à côté du bassin olympique de ses deux bassins d'échauffement et du bassin conçu pour les plongeons, d'espaces extérieurs avec des plages, un solarium et des jeux d'eau, autour d'un bassin découvert de 50 mètres.

Ce centre nautique complètera idéalement le réseau actuel des piscines du Nord de Paris. Les prévisions de fréquentation annuelle tablent sur 150.000 Parisiens, ce qui est extrêmement intéressant.

Quant au sport de proximité, les grands clubs parisiens de natation, de plongeon, de water-polo auront accès à ce centre aquatique, en particulier les week-ends, ce qui va élargir considérablement l'offre sportive limitée à six piscines de 50 mètres dans Paris "intra-muros" et à la seule piscine Vallerey dans le 20e arrondissement pour les compétitions importantes.

Ce projet de 68 millions d'euros, subventionné par l'Etat, par la Région, par la Communauté d'agglomération Plaine Commune et bien entendu par la Ville de Paris à hauteur de 20,7 % pour notre collectivité, est aussi exemplaire de cet Etat partenaire appelé de ses vœux par le Président de la République dans son discours à l'Hôtel de Ville le 15 mai dernier et de ces réalisations de fait qui concrétisent l'émergence d'une métropole parisienne, capable d'affronter, comme il l'indiquait également, tous les défis qui se présentent à elle à l'échelle pertinente.

Gageons que le partenariat développé avec l'Etat, la Région et ici Plaine Commune, à laquelle la mise en œuvre de ce projet a été confiée, saura trouver des traductions tout aussi concrètes dans bien d'autres dimensions de Paris Métropole.

Par ailleurs, Monsieur le Maire, j'espère que vous êtes quand même un peu intrigué par des deux imposantes coupes que j'ai sur mon pupitre.

Il est d'usage, lorsqu'un club parisien réalise de belles performances, que communication en soit faite à notre Assemblée. C'est le cas du Sporting Club de Paris, un club du 13e arrondissement qui vient d'être champion de France de Futsal et qui vient de gagner la coupe de France de Futsal.

Pour ce doublé qui a été réalisé pour la deuxième année consécutive par ce club, il a été désigné comme étant le meilleur club parisien de haut niveau par le Comité départemental Olympique et Sportif français.

Il organisera la première phase de la coupe de l'U.E.F.A. de Futsal où il va représenter la France, ceci se fera Halle Carpentier au début du mois d'août prochain.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Vous transmettrez au nom du Conseil de Paris toutes nos félicitations à ce club sportif et au maire qui est un grand sportif, évidemment.

La parole est à M. Jean VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci.

Evidemment, je m'associe aux bravos de l'Assemblée pour le Sporting. Je laissais à Mme BARTHE et au maire du 13e arrondissement l'occasion d'en parler et vous noterez que ce sont deux très belles coupes.

Pour ce qui concerne la piscine d'Aubervilliers, merci à Danielle FOURNIER et merci à Marie-Annick BARTHE d'avoir évoqué cette belle réalisation.

Comme cela a été dit, effectivement, c'est depuis la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 2012 et après le choix de Londres que la Ville a maintenu son engagement de participer à la réalisation d'un stade nautique olympique, à hauteur de 14,07 millions d'euros, soit 20 % de l'opération H.T.

J'y étais, on y a participé, on en a discuté dès le choix de Londres avec le Maire de Paris pour maintenir un certain nombre de financements pour le sport à Paris, malgré la perte des Jeux olympiques.

La future piscine aquatique d'Aubervilliers, c'est aussi, comme vous l'avez dit, Madame FOURNIER, un exemple de projet à vocation métropolitaine.

Je souligne simplement que nous travaillons aussi sur la dimension sportive de la métropolisation des politiques publiques. Nous travaillons sur la revalorisation des parcs interdépartementaux ainsi que sur les opportunités de mutualiser certains équipements sportifs, mais surtout sur les possibilités de créer des équipements intercommunaux.

Il existe de plus en plus une perméabilité entre Paris et les villes riveraines, premise notamment par les opérations urbaines qui visent à effacer la fracture du périphérique.

Dans le cadre d'une démarche à long terme, il apparaît indispensable de conduire avec les villes voisines une réflexion afin de densifier le maillage du territoire en équipements sportifs et de mutualiser ces équipements au sein de bassins de vie cohérents.

Vous m'avez posé deux questions. Sur la D.S.P., sur la gestion, je vous rappelle que si la Ville de Paris participe au financement des investissements, il n'est pas question pour nous de participer au financement du fonctionnement. Donc, évidemment, le choix de la D.S.P. a été fait parce qu'il y avait des difficultés pour les gestionnaires à pouvoir gérer cet équipement.

En ce qui concerne Paris, les D.S.P., notamment dans les équipements les plus grands en matière nautique, c'est-à-dire les piscines de 50 mètres, permettent tout simplement aujourd'hui d'augmenter la plage horaire de fonctionnement de la piscine.

Vous savez qu'aujourd'hui toutes les piscines parisiennes qui sont gérées en régie ferment à 22 heures, 22 heures 30 maximum, alors que d'être en D.S.P., cela permet d'avoir un élargissement de la plage horaire jusqu'à 23 heures, voire 24 dans certains cas.

Quant aux Jeux olympiques en 2024, il est beaucoup trop tôt pour en parler. Je crois que les deux échecs que nous avons subis, en ce qui concerne Paris, je ne crois pas que ce sera pour la prochaine période, s'il y a une perspective de Jeux olympiques, seulement à Paris, mais au niveau de la Région, au niveau au moins de la métropole, mais cela ne pourra pas être simplement Paris parce qu'aujourd'hui Paris est plein comme un œuf en matière d'équipements sportifs, je vois mal comment on pourrait continuer à en réaliser.

C'est une question qui viendra certainement, ce ne sera pas directement dû à la Ville de Paris, c'est une discussion qu'il faudra avoir avec le Comité olympique en premier.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 381.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DJS 381).

2012, DU 50 - Approbation du résultat de la mise à disposition du public de l'étude de pollution sur le secteur Bruneseau Nord/ ZAC PRG. Approbation du dossier de réalisation modifié et du programme des équipements publics modifié de la ZAC. Signature de l'avenant au contrat de concession conclu avec la SEMAPA pour l'aménagement de la ZAC Paris Rive Gauche (13e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous passons à la 8e Commission, nous examinons le projet DU 50 relatif à la Z.A.C. "Paris Rive Gauche".

La parole est à M. Patrick TRÉMÈGE.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Monsieur le Maire, merci.

Je suis désolé, je n'ai pas pu amener les tours sur mon bureau, on en a trois dans le 13e arrondissement.

Monsieur le Maire, nous délibérons aujourd'hui sur un nouvel épisode, la suite, mais pas la fin, de l'aménagement de la Z.A.C. "Paris Rive Gauche" dans le 13e arrondissement.

Vous soumettez à notre approbation plusieurs dossiers qui ne sont en réalité qu'une suite déclarative de projets, sans réelle précision quant à leur intégration dans le tissu du 13e et en harmonie avec Paris.

En réalité, tout découle de votre décision de modifier le plafond des hauteurs d'immeuble aux abords très immédiats du périphérique.

Ce projet aurait pu avoir l'ambition de créer un lien de vie harmonieux avec une grande qualité environnementale autour d'un pôle universitaire, ouvert sur la Seine, avec des aménagements dignes de ce nom, au lieu d'y voir perdurer des usines à béton. Avec votre projet, malheureusement, c'est tout l'inverse.

Le projet est devenu aujourd'hui le laboratoire de votre vision étriquée en termes d'urbanisme et en termes de mixité sociale.

Nous avons bien compris, Monsieur le Maire, que vous souhaitiez densifier Paris plutôt que de l'étendre sur l'ensemble de la métropole, dont acte.

Je n'ai pas "a priori" d'opposition de principe sur la densification, pour peu que celle-ci s'accompagne d'une volonté de désenclavement, notamment par des transports en commun adaptés.

C'est tout l'inverse que vous avez choisi comme parti.

En termes de mixité sociale, le projet est terrifiant. Vous annoncez la création de 7.500 logements. Ce serait une excellente chose si cela concernait l'ensemble de Paris, mais certainement pas concentrés sur ce territoire très excentré dans un environnement extrêmement compliqué : le périphérique et ses bretelles d'accès, l'usine de déchets d'Ivry, etc. Bref, ce que les magistrats n'ont pas voulu, ce serait bon pour les habitants !

Votre projet est à l'opposé de toute idée de mixité sociale.

Monsieur le Maire, mon idéal de mixité sociale n'est pas de concentrer 50 % de logements sociaux dans un même quartier, et ce n'est certainement pas d'empiler les logements dans des immeubles de grande hauteur, de recréer les difficultés de vie que nous connaissons par ailleurs dans le 13e arrondissement, notamment dans le quartier des Olympiades.

Nous ne pouvons pas voter la création d'une ville nouvelle avec 50 % de logements sociaux empilés dans des immeubles de grande hauteur à proximité du périphérique, une ville-dortoir où l'activité économique est complètement absente des différentes propositions que vous nous faites.

Vous aviez sans doute l'ambition d'un quartier… juste un mot avant de conclure si vous me le permettez, sur l'environnement.

Aujourd'hui, tous s'accordent à reconnaître que ces immeubles de grande hauteur sont de véritables gouffres énergétiques. Je n'ai pas trouvé dans les différents dossiers qui nous ont été soumis, une analyse sur ces différents points.

Par ailleurs, qu'en est-il de votre réflexion sur les déplacements logement-travail ? 7.500, c'est 15.000 personnes. Où vont-elles aller travailler ? Une étude sur les déplacements a-t-elle été entreprise, et où est l'équilibre entre les mètres carrés construits et les espaces verts ?

Vous aviez sans doute l'ambition d'un quartier utopique à l'image des phalanstères, familistères et, comme toute utopie, la Z.A.C. "Seine-Rive Gauche" va devenir morne et triste, et les années qui viennent vont être pleines de difficultés.

Vous comprendrez, Monsieur le Maire, que tout cela est pour nous, groupe U.M.P., un non-sens, et nous voterons contre ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Yves CONTASSOT, pour cinq minutes.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Monsieur le Maire.

D'abord, j'apprécie que M. TRÉMÈGE commence à comprendre les questions énergétiques en matière de tours : c'est une très belle évolution, continuez !

La délibération qui nous est proposée, en réalité, vise, au-delà du premier point qui est la mise à disposition du public de l'étude de pollution, dont d'ailleurs on peut s'interroger sur le fait qu'elle n'ait pas été confiée à AIRPARIF, qui est quand même le spécialiste en matière de pollution, notamment à proximité du périphérique. On s'interroge donc un peu sur le fait qu'un bureau d'études assez peu connu ait réalisé cette étude avec, semble-t-il, quand même, des approximations relativement importantes.

Mais au-delà de cela, ce qui nous sont proposé c'est quand même d'entériner le fait qu'on va construire 45.000 mètres carrés de bureaux supplémentaires, dont deux tours, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles relèvent plus de l'emphase et du superflu que de la durabilité. C'est vraiment l'ego hypertrophié de l'architecte qui parle, et certainement pas l'insertion paysagère et urbaine.

45.000 mètres carrés de bureaux supplémentaires, cela veut dire quand même que dans ce quartier, alors que tout le monde s'accorde à dire qu'il aurait fallu faire d'abord de l'activité de proximité, de l'artisanat, ce n'est pas du tout cela que l'on choisit : c'est du bureau classique, comme si Paris avait besoin de bureaux classiques.

Je rappelle qu'il y a de très belles études de l'Institut d'aménagement urbain de la Région Ile-de-France, qui dénoncent le fait de créer du bureau supplémentaire, notamment le long du périphérique, comme une aberration, du point de vue des conséquences en matière de mobilité notamment.

Mais il semblerait que la Ville ne fasse plus partie de l'I.A.U. Je m'en étonne parce qu'il me semblait qu'elle y avait des représentants. Là, on voit au contraire qu'il n'y a plus aucune prise en considération des études.

Alors, on nous dit et on veut nous faire croire que c'est une manière de densifier la ville. Je le rappelle une fois de plus, et malgré les discours incantatoires et les prophéties autoréalisatrices, les tours sont les quartiers les moins denses et il n'y a pas, dans le 13e comme dans le 15e, de quartiers moins denses que ceux qui sont constitués de tours.

Encore une fois, on aimerait que l'on puisse nous dire la vérité, c'est-à-dire que l'on a envie de faire des objets architecturaux du passé, parce que les tours sont des objets du passé, que c'est une question de volonté, et que cela ne correspond en réalité à rien d'autre.

Donc, nous voterons contre, évidemment, ce projet de délibération.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Marinette BACHE.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Au contraire, cette intervention est pour moi l'occasion d'exprimer une nouvelle fois la non adhésion à l'évolution du dossier de la Z.A.C. "Paris-Rive Gauche" et de me féliciter de l'avancée de sa réalisation.

Depuis le changement de majorité municipale en 2001, le dossier a été constamment amélioré, notamment en mettant de la mixité là où n'était prévue qu'une composante tertiaire, symbole de l'esprit que je qualifierai d'un peu monolithique de la Droite en matière d'urbanisme.

En effet, en rupture avec nos prédécesseurs, depuis plus de 11 ans, notre majorité n'a eu de cesse, non seulement de prôner la mixité, mais de la mettre en œuvre. Mixité sociale, bien sûr, mais aussi mixité d'activités, de lieux de vie, de travail, de culture, de convivialité, de détente, ainsi qu'il en est dans les divers grands projets d'urbanisme que mène notre Ville.

Bertrand DELANOË et Anne HIDALGO ont également à cœur de chambouler les normes urbaines. Ainsi, ils ont permis de réveiller notre ville en osant, non seulement des gestes architecturaux, mais également en faisant le choix de ne plus refuser des immeubles de grande hauteur. Ce choix a été entériné par notre Conseil en juillet 2008, date de lancement de l'étude pour l'accueil d'immeubles de grande hauteur sur le site Masséna-Bruneseau et en novembre 2010, avec la révision simplifiée du P.L.U. et le dossier de création modifié de cette Z.A.C.

Sans nier l'importance des choix architecturaux, si nous soutenons ce parti pris, c'est aussi parce qu'il a permis d'augmenter la surface habitable.

Ainsi, le logement sera le grand bénéficiaire de ce réaménagement. La superficie habitable augmentera de plus d'un tiers, soit 155.000 mètres carrés. C'est plus de 3.250 logements sociaux qui pourront ainsi être réalisés dans la Z.A.C.

Nous saluons également la production de 1.500 logements, dont 600 déjà réalisés, destinés aux étudiants et aux chercheurs dans ce lieu ouvert sur l'université et la recherche, grâce notamment à la B.N.F., au pôle recherche de la Pitié-Salpêtrière et également à l'installation de Paris VII - Denis Diderot, de l'école d'architecture Val-de-Seine, et de l'I.N.A.L.C.O.

De plus, ce projet de délibération nous permet d'approuver le programme modifié des équipements publics.

Ainsi, de nombreux équipements supplémentaires vont être réalisés : un collège, deux écoles, cinq équipements de la petite enfance, un gymnase et un espace municipal polyvalent.

Non seulement ces réalisations sont essentielles pour faire de ce nouveau quartier un quartier de vie, mais la crise nécessite de grands travaux et cette décision y contribue indéniablement.

Lorsqu'en quelques années, on est en passe de réaliser six écoles, deux collèges, trois gymnases, la piscine Josephine Baker, un centre d'animation, 430 places pour l'accueil de la petite enfance, dont plus de la moitié en crèche, un centre de P.M.I., un théâtre, sept jardins, trois promenades et deux squares publics, un équipement culturel et un espace municipal polyvalent, on peut se dire que la politique d'austérité n'est pas l'option choisie par notre majorité pour Paris, et cela, malgré les contraintes budgétaires hallucinantes que le précédent Président et son Gouvernement nous avaient imposées.

La réussite est au rendez-vous ; voilà qui contredit dans les faits, qui sont têtus, comme chacun le sait, l'intervention de M. TRÉMÈGE et relativise celle de M. Yves CONTASSOT.

La politique d'austérité a été sévèrement sanctionnée à Paris comme au niveau national. Pour nous, ce vote ne fait que donner raison à notre volonté de la majorité d'allier modernité, mixité sociale et de vie, emploi et politique de solidarité.

Les élus républicains socialistes, comme les élus du groupe S.R.G.A., sont donc heureux que le défi de la mixité ait été gagné, d'autant plus que cela se fera en évitant une double déchirure.

Tout d'abord entre l'ancien et le moderne : cette Z.A.C. s'insère totalement dans le paysage parisien, respecte et intègre la Seine comme l'épine dorsale de Paris, mais surtout, mieux encore, ce projet résorbe la fracture du périphérique. Il s'agit même, pour nous, d'un exemple concret supplémentaire démontrant l'utilité de "Paris Métropole".

Au vu, donc, du dossier de réalisation modifié de la Z.A.C. "Paris Rive Gauche", c'est avec conviction que nous voterons ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Jérôme DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais en premier lieu excuser Edith CUIGNACHE-GALLOIS, ma collègue et élue du 13e, qui s'occupe de ce dossier mais qui n'a pas pu être là ce matin.

Mes chers collègues, comme vous l'avez constaté, l'opération "Paris Rive Gauche" s'invite régulièrement dans nos débats. Elle le fera encore un bon moment, puisque la date prévisionnelle de fin de l'opération se situe désormais en 2024.

Aujourd'hui, le sujet porte sur la mise en cohérence des procédures engagées ces dernières années ; je pense notamment aux délibérations successives qui ont arrêté les conditions d'aménagement du secteur Masséna-Bruneseau.

Je ne reviendrai pas sur nos échanges à propos du déplafonnement des hauteurs réglementaires ; ils ont consacré in fine la livraison de tours et d'immeubles de logement au-delà de 37 mètres et, désormais, nul n'ignore les choix municipaux auxquels l'évolution du paysage doit obéir.

Je mentionnerai seulement que déplafonner ponctuellement ne constitue pas, pour les élus centristes, un sujet interdit. Restent à valider, et c'est l'essentiel, les destinations assignées aux constructions, à s'assurer de la condition d'insertion et du respect des normes environnementales, comme l'a souligné Yves CONTASSOT.

Nous savons combien les associations et des particuliers ont exprimé, lors des dernières enquêtes publiques, leurs craintes, voire leurs oppositions déterminées à de telles évolutions.

Il suffit de consulter, d'ailleurs, le rapport du commissaire-enquêteur sur ce sujet.

Or, il n'échappe à personne que ce sont les habitants et les usagers qui donnent vie à un territoire.

J'en viens ainsi directement à deux conditions incontournables de la réussite d'un aménagement, et sur lesquelles je m'interroge : en l'occurrence, l'offre en équipements de proximité et le développement des infrastructures de transport.

La première a été établie selon les ratios habituels et les aléas fonciers de l'opération. Vraiment rien de trop : leur surface globalisée couvre moins de 55.000 mètres carrés, à rapprocher des 2,5 millions de mètres carrés de la Z.A.C. !

Hormis un nouvel espace polyvalent, n'y apparaissent pas les structures recommandées par les commissaires-enquêteurs dans leur tentative un peu touchante de compenser le rejet suscité par le projet Masséna-Bruneseau. Le poste de police, le bureau de poste, l'agence Pôle Emploi, qu'ils évoquaient, ne dépendent certes pas de votre seule initiative. Toutefois, le réchauffement de vos relations avec le Gouvernement, qui a réussi à faire fondre une dette invoquée de plus de 1 milliard en 15 jours, pourrait peut-être aider à leur implantation.

Conscients qu'un "tweet" de soutien n'y suffira pas, nous vous accordons volontiers quelque délai pour préparer ces négociations et nous en reparler.

S'agissant, en revanche, de l'offre culturelle, plusieurs années de réflexion et autant d'hésitations devraient un jour proche, je l'espère, se conclure et offrir à la gare Masséna une fonction. Peut-être deviendra-t-elle ce pôle d'expression artistique qui, pour être bienvenu, se doit de répondre en priorité aux besoins locaux et non à un projet parisien, si tendance soit-il.

Chers collègues, pour accompagner l'arrivée des nouveaux résidents, le calendrier de livraison des équipements est tout aussi important que leur programmation. Le calendrier n'étant pas finalisé, je dois m'en remettre à la diligence des services de la Ville et à la S.E.M.A.P.A., afin que la concordance des temps soit assurée.

A ce stade, j'en viens au second sujet : l'offre de transport public et ses conditions de réalisation.

Et là, nous savons déjà qu'espérer ne suffira pas à accélérer le mouvement de la ligne 10. La reconnaissance par le Conseil régional des études réalisées par l'aménageur ne vaut pas accord définitif et, dans l'hypothèse d'une décision favorable des financeurs, le prolongement et les arrêts proposés ne sauraient être effectifs au mieux qu'en 2025, soit bien après la livraison des programmes de bureaux et celle des logements, prévue par la modification du dossier de la Z.A.C.

Quant à la ligne 14, elle sera bien prolongée dans le cadre du projet Grand Paris Express mais sans point d'arrêt. Le 17e arrondissement a eu plus de chance ou a trouvé en Brigitte KUSTER, maire du 17e, un très bon avocat.

Les faiblesses en matière de transport lourd et que ne saurait compenser le tangentiel T3 ou la nouvelle ligne TZ, pèsent bien évidemment sur la qualité des déplacements des futurs résidents et des flots de salariés attendus dans les tours à vocation tertiaire.

Mais peut-être, Madame le Maire, allons-nous recevoir de votre part des assurances définitives sur une amélioration quantitative et calendaire de ces réseaux de transport.

Voilà ce que nous voulions dire au nom du groupe "Centre et indépendants" et, bien évidemment, pour toutes ces raisons, nous voterons contre ce projet.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUBUS.

La parole est à Mme HIDALGO.

Pardon ! Monsieur le maire du 13e ?

M. Jérôme COUMET, maire du 13e arrondissement. - Je ne m'étais pas inscrit dans ce débat mais je vais utiliser la possibilité que m'offre le règlement pour que les maires d'arrondissement puissent intervenir, juste pour ajouter quelques mots et réagir à ce que j'ai entendu.

Je pense qu'il faut d'abord prendre en compte les réactions évidemment de la presse mais plus encore de celle des habitants et notamment des nouveaux habitants de ce quartier : la façon dont ils apprécient la vie de ce quartier et la façon dont le reste du 13e nous dit souvent qu'il souhaiterait habiter ce quartier. Je pense que la première des choses qu'il faut regarder, c'est bien cela parce que c'est à partir des réalisations déjà effectuées que l'on peut se rendre compte aussi de ce que l'on va faire, et des voies que nous allons tracer pour l'avenir.

Evidemment, la question des tours continuera à faire polémique. C'est un sujet de débat récurrent dans notre Conseil mais, quand je vois là aussi les réactions à la proposition de Jean NOUVEL, la façon dont elle a été accueillie, tant dans la presse que dans la population, je ne constate pas énormément de polémiques, mis à part des polémiques attendues, si je puis m'exprimer ainsi.

Ensuite, il y a la question de l'offre des transports, et j'en terminerai par là : c'est évidemment une question extrêmement importante. Depuis maintenant des mois, voire des années, nous nous battons pour obtenir la prolongation de la ligne 10 du métro. On ne peut pas dire que, jusqu'à maintenant, nous ayons été totalement entendus à ce sujet. Cela va être une question tout à fait centrale et je souscris à ce qui a été dit par M. DUBUS : j'espère que notre unité dans cette enceinte nous permettra de faire bouger dans le bon sens les pouvoirs publics.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Jérôme COUMET a eu raison de rappeler cela, parce que j'ai entendu des choses très négatives de la part de M. TRÉMÈGE, présentant ce quartier comme un quartier que l'on voudrait fuir ou dans lequel on ne voudrait pas venir habiter, alors que c'est le nouveau quartier de Paris qui, effectivement, est extrêmement attractif.

Effectivement, il se construit autour de l'Université, mais aussi dans la mixité et avec une qualité architecturale. Je pense à l'îlot ouvert de Christian de PORTZAMPARC, mais aussi à tout ce qui a été réalisé après.

Vous avez une vision très négative. C'est votre point de vue, je le respecte, mais il n'est pas du tout conforme à la dynamique que l'on voit dans ce quartier et à l'intérêt aussi de ce quartier.

Je pense, au-delà de Paris, à la presse internationale, notamment en matière d'architecture et d'urbanisme, qui considère que c'est justement autour des solutions que nous sommes en train de mettre en place dans ce quartier qu'il faut chercher les évolutions de la ville durable.

Là aussi, on a des débats de fond, que l'on pourrait qualifier parfois de quasi théologiques : tours, pas tours ? Beaucoup de Parisiens ont quand même dépassé cette approche un peu caricaturale et un peu manichéenne, parce que, heureusement, l'urbanisme se fait de façon un peu plus subtile et moins manichéenne.

L'enjeu est là. Si l'on veut promouvoir la ville durable, c'est-à-dire quand même une ville dans laquelle on trouve des solutions en matière de logement et en matière d'emploi (puisque je vous rappelle que l'on est en déficit de logements et en déficit d'emplois, y compris à Paris), si l'on veut que la ville durable réponde aussi à ces deux impératifs, le logement de qualité et l'emploi, il faut construire.

Après, en matière de construction, on a le choix entre deux hypothèses : l'hypothèse de l'étalement urbain, celle de la densification des zones denses.

Nous avons résolument opté pour cette dernière solution, qui nous paraît beaucoup plus écologique que l'autre d'ailleurs, celle de l'étalement urbain qui n'est revendiquée par personne.

Je veux bien que l'on me dise ni étalement urbain ni densité, mais alors où est-ce que l'on va faire les 500.000 logements qui manquent en France et où est-ce que l'on va créer les emplois qui manquent en France ? Peut-être dans des zones agricoles, mais je ne crois pas que ce soit votre projet.

Je fais une réponse commune au groupe U.M.P. et au groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés" qui sont sur la même position.

Nous avons opté pour apporter des réponses. Les réponses, nous avons commencé à les apporter notamment avec le déplafonnement. Ces projets de délibération sont une étape supplémentaire très importante pour la réalisation de cette opération sur la Z.A.C. "Paris-Rive gauche".

Marinette BACHE a, par anticipation, apporté les éléments de réponse concernant les équipements publics dans sa très juste intervention et, donc, a répondu de fait aux questions de Jérôme DUBUS en matière d'équipements publics.

Je voudrais dire que, là, on apporte 2.500 logements supplémentaires, en déplafonnant et en permettant de faire du logement non pas dans des I.G.H. (je vous rappelle que les I.G.H., c'est au-dessus de 50 mètres), mais dans des immeubles de 50 mètres, c'est-à-dire de 15 étages.

Il y a beaucoup d'immeubles de 15 étages dans Paris. Heureusement, personne ne demande de les raser.

Nous apportons 2.500 logements supplémentaires et nous apportons ces logements dans un cadre de vie qui est tout à fait intéressant, sur des terrains pourtant contraints par de nombreuses infrastructures. Puisque nous construisons un peu plus en hauteur, nous avons plus d'espace, notamment pour les jardins, l'espace public et des équipements publics.

Cela, vous ne pouvez pas le contester, puisque c'est assez mathématique.

Le modèle de la ville haussmannienne avec des îlots fermés est un modèle magnifique, et nous ne le remettons pas en cause, mais il n'est plus conforme à la ville écologique parce que cela voudrait dire occuper des emprises uniquement par du bâti, et il n'y aurait plus les espaces pour un espace public généreux et pour des parcs, des jardins, des espaces de respiration.

En plus, comme l'a dit tout à l'heure également Jérôme COUMET, aujourd'hui l'opinion des habitants est en train de changer.

Les programmes de bureaux, puisque vous les avez évoqués, n'évoluent d'ailleurs que de 4 % sur la Z.A.C, grâce justement au déplafonnement et à la possibilité de construire en hauteur y compris des bureaux, tandis que les logements, eux, évoluent de 36 %, ce qui est quand même plutôt l'objectif de notre municipalité.

Lorsque nous avons associé, comme nous le faisons, les habitants à travers le conseil de quartier et une association des habitants du 13e, aux jurys, notamment au jury qui a finalement choisi la tour proposée par Jean NOUVEL, le projet "Duo", eux-mêmes nous ont dit que maintenant ils sont favorables. Ils nous ont même dit : pourquoi ne mettez-vous pas du logement dans des immeubles de grande hauteur ? On leur a répondu : vous êtes sympas mais, au Conseil de Paris, on a trouvé une forme de compromis, consistant à faire de la très grande hauteur sur des équipements publics, comme le T.G.I. à Clichy-Batignolles, ou sur du bureau ou de l'hôtel, mais pas pour du logement. Le groupe Centre nous a declaré : "Nous ne sommes pas hostiles à des tours mixtes".

Je vous le dis, on a voté votre vœu et j'y suis bien sûr très favorable. Les habitants du 13e, qui ont participé aux jurys, nous ont eux-mêmes poussé à considerer que pour la suite, il ne fallait pas se fermer la possibilité d'avoir des immeubles de grande hauteur mixtes avec du bureau et du logement.

Vous voyez les mentalités de nos concitoyens évoluent parfois beaucoup plus vite que celles de certains appareils politiques. Moi, je prends cela plutôt comme une bonne nouvelle.

Je voulais vous apporter ces elements, vous dire que nous continuons. Il faudra que l'on se retrouve dans ce débat. Moi, je l'assume vraiment avec beaucoup de clarté, de transparence et de conviction. On m'expliquera où on construit les logements et où on fait de l'emploi. Ou alors on considère qu'il n'y a pas besoin de logement et qu'il n'y a pas besoin d'emplois, mais c'est alors un autre sujet.

Si on considère qu'il y a besoin de logements pour loger les gens qui sont mal logés dans notre pays, dans notre région et dans notre ville, et qu'il y a besoin de trouver des emplois pour les gens qui sont au chômage, on m'expliquera où on les fait, si on refuse l'étalement urbain et si on considère que construire des immeubles de 50 mètres, de très grande qualité, avec de très grands architectes, et en répondant à toutes les normes environnementales, c'est quelque chose qui relève du tabou, voire plus.

On m'expliquera, parce que pour l'instant, je n'ai pas tout compris. Moi, j'essaye de façon réaliste, pragmatique, engagée, y compris dans le défi climatique, de trouver des solutions concrètes qui me paraissent quand même plutôt appréciées par les habitants.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 50.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DU 50).

Dépôt de questions d'actualité.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous informe que 6 questions d'actualité ont été déposées.

La première question d'actualité, posée par le groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris, est relative à la "S.E.M. SOGARIS."

La deuxième question d'actualité, posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris, est relative "aux impacts pour la santé des émissions des moteurs diesel dans l'agglomération parisienne : enjeux et perspectives."

La troisième question d'actualité, posée par le groupe E.E.L.V.A. à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police est ainsi libellée :

"Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet de police,

La semaine passée le Centre international de recherche sur le cancer, organisme dépendant de l'Organisation mondiale de la santé a classé les particules issues de la combustion du carburant des moteurs diesel comme "cancérigènes certains pour les humains".

Depuis des années déjà la dangerosité de ces particules était connue : l'OMS les avait classées jusque-là comme "probablement cancérigènes" et a dernièrement estimé le nombre des victimes à 42.000 par an rien qu'en France. De nombreuses études épidémiologiques ont évalué la lourde surmortalité liée au diesel. La dernière en date, l'étude APHEKOM, a révélé que la perte moyenne de durée de vie des habitants de Paris était de 6 mois.

Bref cette décision du C.I.R.C. ne fait qu'entériner le caractère irréfutable des preuves de la nocivité des moteurs diesel patiemment accumulées, par les scientifiques. Elle ouvre la voie, en particulier en France, à un scandale sanitaire de grande ampleur mettant l'Etat et les constructeurs automobiles en risque de poursuites judiciaires intentées par les victimes.

Car quand certains pays comme le Japon ont interdit cette motorisation, la France a au contraire favorisée cette technologie par des avantages fiscaux considérables : moindre taxation du gazole, bonus-malus dit "écologique" mais ne prenant pas en compte les émissions de particules, sponsorisant l'achat de véhicule diesel, c'est-à-dire de véhicules tout sauf "propres". En trente ans, le nombre de véhicules diesel a bondi de 1,7 million à plus de 24 millions, soit près des deux tiers des véhicules en circulation.

La France détient ainsi le triste record du parc automobile le plus diésélisé du monde, et cette technologie continue d'être valorisée par les politiques publiques, mais aussi par les constructeurs automobiles qui refusent de se rendre à l'évidence, privilégiant les profits à la santé publique.

La pollution aux particules expose, selon AIRPARIF plus de 1.8 million de Franciliens. Depuis le début de cette année ce même organisme a enregistrés 35 pointes de pollution dont 4 dépassants le seuil d'alerte. Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet, vous le savez, ce non-respect des valeurs réglementaires vaudra sous peu à la France une lourde condamnation par la Cour de justice européenne.

Alors, Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet, ma question est simple : au regard de l'enjeu sanitaire des particules issues des moteurs diesel, au regard de vos compétences dans le domaine de la santé, quelles seraient selon vous les mesures à prendre pour enrayer ce fléau ?"

La quatrième question d'actualité, posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris, est ainsi rédigée :

"Monsieur le Maire,

Nous avons appris, le 12 juin dernier, le projet de fermeture par l'A.P.-H.P., des urgences de l'Hôtel-Dieu. La perspective de l'A.P.-H.P. consiste vraisemblablement à installer son siège à l'Hôtel-Dieu afin de vendre les locaux de l'avenue Victoria pour y réaliser une juteuse opération financière, quand bien même ce projet nécessiterait la fermeture de plusieurs services et la transformation radicale de l'utilité et du rôle de cet hôpital.

Avec le regroupement de la chirurgie, de l'ambulatoire et de l'hospitalisation avec l'hôpital Cochin, le départ des services d'hématologie, de pneumologie et l'annonce à présent d'une possible fermeture des urgences, la question de la pérennité de l'Hôtel-Dieu se pose avec gravité. Les élus du 4e arrondissement ont eu l'occasion d'intervenir sur le sujet à plusieurs reprises, sans jamais obtenir de réponse satisfaisante de la part de l'A.P.-H.P.

Cette question se pose dans un contexte national et parisien de recul de l'accès aux soins et même, ce qui est particulièrement inquiétant, d'une hausse des renoncements aux soins pour des raisons d'accessibilité et de coût. Il ne s'agit pas d'un petit enjeu, c'est une question de choix de civilisation qui se pose ici.

Par ailleurs cet hôpital, dont vous n'ignorez pas qu'il est le plus ancien de notre Ville et l'un des plus vieux au monde toujours en activité, ne jouit pas d'une telle longévité sans raison. Situé en plein cœur de Paris, particulièrement bien desservi par les transports en commun et les voies de circulation, dans une zone dense de la Capitale, il remplit un rôle majeur qu'aucun regroupement ne pourra combler s'il devait être démantelé. D'ailleurs, l'annonce de l'A.P.-H.P. est d'autant plus inacceptable que des investissements importants et récents ont déjà été réalisés. Les urgences sont aujourd'hui flambant neuves. Le plus vieil hôpital de Paris est aussi l'un des plus modernes, et son activité n'est absolument pas déficitaire. En fermer le service d'urgences serait un véritable gâchis financier autant qu'une perte considérable pour la santé des Parisiennes et des Parisiens.

Car il s'agit ici à l'évidence d'un projet de démantèlement. En voulant y établir un siège administratif accompagné d'un vague centre de consultations, l'A.P.- H.P. risque de se rendre coupable de grandes détresses sociales et médicales lorsque les Parisiennes et les Parisiens devront oublier ce point central de la Capitale et se rendre aux urgences déjà saturées d'autres hôpitaux souvent moins accessibles. Comme toujours, il est à craindre que ce soient les populations les plus fragiles qui en pâtissent le plus.

Car la question se pose en termes clairs : quel hôpital parisien aura la capacité d'absorber les presque 100.000 urgences annuelles de l'Hôtel-Dieu ? L'engorgement créé par ce projet risque d'aggraver la situation des autres hôpitaux parisiens, déjà fortement encombrés après 5 ans de RGPP, de fermetures de sites et de regroupements.

C'est pourquoi, Monsieur le Maire, je souhaiterais connaître les démarches que vous souhaitez entreprendre auprès de l'A.P.-H.P. et du nouveau Gouvernement afin d'empêcher la fermeture des urgences de l'Hôtel-Dieu."

La cinqième question d'actualité, posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris, est relative "aux subventions aux associations."

Enfin, la dernière question d'actualité, posée par M. Jean-François MARTINS à M. le Maire de Paris, concerne "les dernières évolutions et les perspectives du projet "Tour Triangle" à la porte de Versailles."

Je vais suspendre la séance et nous nous retrouverons à 14 heures 45.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures quinze minutes, est reprise à quatorze heures cinquante minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, vous vous asseyez, vous cessez les conversations, s'il vous plaît.

La séance est reprise.

Examen des questions d'actualité.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, nous reprenons donc nos travaux par l'examen des questions d'actualité.

I - Question d'actualité posée par le groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative à la S.E.M. SOGARIS.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous écoutons toutes les questions et toutes les réponses dans le respect. D'abord, la question d'actualité du groupe Centre et Indépendants, qui est posée par M. SAINT-ETIENNE.

Vous avez la parole.

M. Christian SAINT-ETIENNE. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, Monsieur le Maire, l'actualité, cette importune, est venue perturber la traditionnelle session d'autocongratulation budgétaire qui se répète inlassablement chaque année à l'occasion de l'examen du compte administratif.

La rigueur et le sérieux de la gestion de la collectivité parisienne que vous revendiquez sont quelque peu entachés par la révélation de la dispendieuse gestion de la Sogaris, le dilettantisme de ses dirigeants et les prodigalités qu'ils tendent à s'accorder.

Encore plus étonnant, ce constat semblait condamné au secret puisque le rapport de l'Inspection générale révélant le train de vie somptuaire de la S.E.M. eût pu demeurer confidentiel sans les fuites d'une presse bien informée.

Voilà donc que les principes élémentaires de transparence et de maîtrise des coûts que se reconnaît la collectivité parisienne à longueur de discussions budgétaires seraient étrangers à cette S.E.M. dont le Département de Paris détient 49,5 % du capital.

L'Inspection générale relève ainsi que dans un contexte difficile pour l'entreprise, "qui se caractérise par une tension de marché sur lequel elle opère" - je cite l'Inspection - "et qui a pour conséquence une dégradation de son résultat d'exploitation, des dépenses de notes de frais, de restauration, réception, frais de déplacement, dépenses afférentes aux véhicules sont toutes en forte croissance".

La présidente du conseil de surveillance, dont le nom est lié à une récente condamnation de la Ville par le Tribunal administratif, se voit ainsi attribuer 15.245 euros par an…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non, non, non ! Monsieur SAINT-ETIENNE, je vous arrête ! Elle n'est pas liée à une condamnation. Elle est mise en examen sur un sujet où, de mon point de vue, elle obtiendra justice et ne sera pas condamnée.

Ne dites pas des choses comme cela, je vous en prie.

M. Christian SAINT-ETIENNE. - La présidente du conseil de surveillance, dont le nom est lié à une investigation de la Justice par le Tribunal administratif - voyez comme je vous entends, Monsieur le Maire -, se voit ainsi attribuer 15.245 euros par an pour quatre réunions de travail, sans compter ses frais de déplacement inopportuns.

Quant au directeur général, sa rémunération représente 8 % de la masse salariale de l'établissement alors même que les résultats de cet établissement ont chuté de 74 % entre 2008 et 2010.

Nous avions déjà remarqué que les S.E.M. pouvaient constituer autant de cimetières d'éléphants, assurant un train de vie confortable en récompense de bons et loyaux services, mais ce rapport est accablant, et trois minutes ne me suffiraient pas pour énoncer les dérapages délirants de cette S.E.M.

Mais je ne doute pas que vous ayez lu le rapport. Aussi, un certain nombre de questions s'imposent : alors même que la procédure contradictoire a été respectée et que le rapport définitif date de décembre 2011, pour quelle raison ce rapport de l'Inspection générale demeure-t-il il toujours confidentiel ?

Par ailleurs, comment expliquez-vous que la Sogaris, déjà auditée en 2006, n'ait mis en œuvre aucune des préconisations formulées par l'Inspection générale alors qu'elle a disposé de six années pour s'exécuter ?

J'ose espérer que cela ne signifie pas que l'Inspection générale est un organe à vocation purement consultative.

Troisième question : comment se fait-il qu'aucun suivi de la mise en œuvre des préconisations formulées par l'Inspection générale n'ait été effectué ?

Comptez-vous, Monsieur le Maire, sur la seule bonne grâce des personnes audités ?

Comment peut-il n'exister aucun contrôle de la part du conseil de surveillance, notamment au regard des dépenses payées par les dirigeants de la Sogaris au moyen de leur carte de crédit professionnelle ?

Enfin, que comptez-vous faire, Monsieur le Maire ? C'est la question clef pour faire cesser ces dérives.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur GAUDILLÈRE, vous avez la parole.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je commencerai par répondre sur le problème de la publication des rapports. Monsieur SAINT-ETIENNE, vous n'êtes élu que depuis 2008, mais si vous l'étiez depuis un plus grand nombre d'années, vous sauriez qu'avant 2001, jamais un rapport d'Inspection générale n'était publié, jamais !

Et lorsque nous sommes arrivés en 2001, nous avons trouvé une armoire remplie des rapports de l'Inspection générale, fermée à double tour, au cabinet du maire. Voilà ce qu'était la réalité jusqu'à 2001, et le Maire de Paris, Bertrand DELANOË, a décidé que tous les rapports - je dis bien tous les rapports - de l'Inspection générale seraient publiés, sauf ceux que les critères de la C.A.D.A., la Commission d'accès aux documents administratifs, interdisent de publier puisque nous respectons évidemment la loi.

Si vous fréquentez, ce dont je ne doute pas, le site paris.fr, vous y trouverez une quantité industrielle de rapports de l'Inspection générale. Bien entendu, le rapport sur la Sogaris sera publié.

Vous posez la question : pourquoi ne l'est-il pas encore ? Mais tout simplement, Monsieur SAINT-ETIENNE, parce que ce rapport n'est pas définitif. Nous publions évidemment les rapports avec la réponse des organismes qu'ils concernent, et ce travail n'est pas terminé, mais dans quelques jours ou semaines, le rapport sera publié comme les autres.

Si vous allez sur ce site aujourd'hui même, vous y trouverez une dizaine de rapports concernant le train de vie d'une dizaine des S.E.M. Voyez-vous, c'est dès 2006 que le maire de Paris, dont je m'honorais à l'époque d'être le directeur de cabinet, a prescrit une inspection sur le train de vie des S.E.M. Cette première vague a été suivie d'une deuxième vague en 2009 pour mener des audits sur le train de vie d'un certain nombre d'autres S.E.M. J'ajoute que le Maire de Paris vient de décider d'étendre ces audits sur le train de vie à deux établissements publics qui jusqu'ici n'étaient pas concernés : Eau de Paris et Paris Habitat.

C'est vous dire si la municipalité parisienne prend tout à fait au sérieux ce sujet qu'elle a exploré bien avant que cette polémique n'éclate.

Sur les extraits qui ont été récemment publiés, je n'entrerai pas dans le détail. Il suffira d'ailleurs, pour ceux que ce sujet intéresse, de comparer l'article en question et le rapport définitif qui sera publié.

Je voudrais simplement dire que l'article fourmille d'inexactitudes et d'imprécisions. Je n'en citerai que deux ou trois, dont l'une que vous avez reprise, sur la rémunération de la présidente du conseil de surveillance. Voyez-vous, Monsieur SAINT-ETIENNE, depuis très longtemps, et je crois que c'était même le cas avant même que nous ne soyons aux responsabilités, la rémunération des présidents de sociétés d'économie mixte est fixée par le Conseil de Paris et elle est identique pour toutes les sociétés d'économie mixte.

De ce point de vue, dire que cette rémunération est trop élevée, est fixée de manière arbitraire, n'a absolument aucun sens puisque le Conseil de Paris l'a fixée au même niveau que les autres.

Sur la rémunération du président du directoire, j'observe que le rapport, que j'ai soigneusement relu après la publication de l'article, ne parle nullement d'une rémunération excessive, pas du tout. C'est une invention du journaliste.

Le conseil de surveillance de la SOGARIS exerce évidemment un pouvoir de contrôle. Notamment, des comptes trimestriels sont établis, présentés à un comité d'audit puis aux membres du conseil de surveillance et ceux-ci disposent de toutes les informations précises et détaillées qui leur permettent de juger de l'évolution de la société.

Enfin, dernier point, parce que je crois que je suis dans un temps limité…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous croyez juste !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Absolument !

… Il est inexact de dire que les recommandations de l'audit de 2006 n'ont pas été respectées car toute une série de ces recommandations l'ont été. J'ai reçu encore il y a quelques jours le président du directoire de la SOGARIS qui m'a fait un point précis sur ce sujet.

J'ai répondu, Monsieur le Maire, sur la transparence, sur la réalité des faits et je ne crois pas pouvoir être démenti.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous l'avez fait de manière très convaincante.

M. SAINT-ETIENNE veut ajouter un mot ?

M. Christian SAINT-ETIENNE. - Oui, je voudrais simplement vous demander, Monsieur le Maire, puisque je connais par ailleurs votre probité et votre volonté de transparence, que, si cela n'existe déjà, l'on aille vers une publication annuelle recensant toutes les rémunérations dans les S.E.M. et permettant de porter à l'attention de l'ensemble du Conseil tout ce qui se passe dans ces instances. Je pense que ce n'est pas quelque chose qui serait contraire à votre pratique et je pense que cela permettrait d'informer tout le monde.

M. LE MAIRE DE PARIS. - D'abord, Monsieur SAINT-ETIENNE, c'est moi qui commande ces rapports. C'est moi qui les rends publics.

Attendez... !

Parce que je veux, effectivement, chaque fois améliorer les choses.

Une partie des recommandations du rapport précédent a été mise en œuvre, une autre partie ne l'a pas été. Elles seront toutes mises en œuvre. Ce rapport, quand il sera définitif, sera connu.

Quant aux rémunérations des présidents de S.E.M., Bernard GAUDILLÈRE vous a répondu : elles sont toutes les mêmes et elles sont toutes décidées par le Conseil de Paris.

Lorsqu'il y aura un prochain vote, si vous voulez les baisser, faites-le ! C'est le problème du Conseil de Paris. Mais ne laissons pas, parce qu'il y a un papier très malveillant, jeter l'opprobre sur nous tous, finalement. S'il y a un manquement, on le signale, on le corrige, on le stigmatisme. S'il n'y a pas de manquement, on n'en fait pas des tonnes.

Vous pouvez compter sur moi, Monsieur SAINT-ETIENNE, j'ai l'intention… Cela fait 11 ans et demi que cela dure, il reste 21 mois ! J'ai l'intention de faire en sorte que tout ce qui doit être amélioré dans la gestion le soit, et que tout soit, de toute façon, très clair et à la disposition...

Non, c'est fini, après !

Non, mais merci...

Faites-moi des propositions, et cela m'intéresse. Croyez-moi, je n'ai pas d'état d'âme sur ces sujets.

II - Question d'actualité posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris relative aux impacts pour la santé des émissions des moteurs diesel dans l'agglomération parisienne.
III - Question d'actualité posée par le groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés" à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police relative aux particules issues des moteurs diesel et aux mesures prévues.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant, nous avons deux questions d'actualité qui sont proches :

- celle de Mme POLSKI pour le groupe socialiste qui concerne les émissions de moteurs diesel ;

- c'est un peu le même sujet, celle de Sylvain GAREL.

Vous voulez bien qu'on les joigne ?

Donc, répondront, d'une part, M. le Préfet de police pour ce qui le concerne et, d'autre part, François DAGNAUD pour ce qui concerne l'Exécutif.

D'abord, Madame POLSKI.

Mme Olivia POLSKI. - Je vous remercie, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, mardi 12 juin dernier, le Centre international de recherche sur le cancer, qui est l'agence pour la recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la Santé (l'O.M.S.) a classé les gaz d'échappement des moteurs diesel comme étant, maintenant avec certitude, "cancérigènes pour l'homme", confirmant ainsi ce qui avait déjà été classé précédemment comme "probablement cancérigène" en 1989.

Ce constat est d'autant plus alarmant que le diesel pèse lourd en France. Si, selon l'Agence de l'Environnement et la Maîtrise de l'Énergie (l'ADEME), le parc des véhicules particuliers est passé de 24 à 32 millions entre 1990 et 2011, la part des diesel a augmenté, elle, de 15 % à 77 %, sans compter les poids lourds, équipés d'ailleurs exclusivement de moteurs fonctionnant au diesel.

Depuis les chocs pétroliers des années 1970, aidé en cela par une fiscalité avantageuse, le diesel s'est fortement développé, faisant de la France le pays le plus diésélisé d'Europe, derrière le Luxembourg, la Norvège et la Belgique. La politique du gouvernement précédent a, de plus, largement encouragé fiscalement le diesel, afin de soutenir les constructeurs français.

Le danger de ces particules émises par les gaz d'échappement des moteurs diesel, qui seraient en France à l'origine de quelque 42.000 morts prématurées chaque année, d'après l'O.M.S., ne s'en retrouve que renforcé en zone urbaine dense, puisque concentré.

L'exposition à ce polluant atmosphérique urbain, tout comme d'ailleurs la combustion de bois (les incinérateurs, les fumées d'usine ou le chauffage urbain), concerne, en effet, l'ensemble de la population française vivant en ville à plus de 80 %.

La France, et particulièrement Paris, grande agglomération d'habitat et de transit, se retrouve face à un enjeu majeur de santé publique auquel elle se doit aujourd'hui de répondre.

La dangerosité du diesel doit être prise en compte, tant par les constructeurs automobiles que par l'Etat et les collectivités locales, et des mesures doivent être prises pour lutter contre ce type de pollution, notamment dans les zones denses, tout en veillant à ce qu'elle ne soit pas socialement pénalisante.

Monsieur le Maire, je connais votre engagement sans faille pour une démarche d'excellence environnementale pour la Ville de Paris, grâce notamment au Plan Climat. Nous en avons parlé ce matin, d'ailleurs, à l'occasion de l'examen du rapport environnemental.

Le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés souhaiterait, par mon intermédiaire, savoir quelles mesures supplémentaires, afin de prendre en compte ce défi majeur de santé environnementale de lutte contre la présence massive du diesel à Paris, pour améliorer la qualité de l'air dans notre agglomération et pour préserver la santé des Parisiens et des Parisiennes, pourraient être mises place par notre collectivité.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Surtout, merci d'avoir respecté… Vous êtes la première de l'après-midi à respecter le temps prévu par le règlement.

M. Sylvain GAREL, qui va respecter le règlement aussi.

M. Sylvain GAREL. - Je vais faire encore mieux parce que nos deux questions sont totalement identiques, donc je ne vais pas m'amuser à relire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Des groupes vont fusionner, je le sens !

M. Sylvain GAREL. - Je pense que je ne vais pas m'amuser à relire pour redonner les mêmes chiffres.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Le président CAFFET a dit non.

M. Sylvain GAREL. - On voit d'où vient le sectarisme !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non, c'est parce qu'on n'est pas d'accord sur tout !

M. Sylvain GAREL. - J'ai remarqué !

Mais, en tout cas, sur le diesel, nous semblons être d'accord et c'était une question qui se posait à vous, Monsieur le Maire, mais aussi à M. le Préfet, et nous souhaiterions que des mesures rapides soient prises pour éviter une catastrophe sanitaire. Nous n'aimerions pas que, dans quelques années, à l'instar de l'amiante, des centaines de milliers de personnes, tombées malades, attaquent l'Etat pour avoir favorisé le diesel et attaquent peut-être aussi des

collectivités qui n'ont pas pris les mesures urgentes qui s'imposent puisque, maintenant, il y a un fait très important, et c'est, je pense, ce qui a déclenché nos deux questions : c'est que concernant le diesel, sur lequel nous avions des gros doutes quant à son incidence en termes de santé, maintenant il n'y a plus de doute, c'est quelque chose de cancérigène et il faut agir.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers, nous avons pris connaissance, effectivement, des conclusions de cette étude du Centre international des recherches sur le cancer, qui ont été bien relayées par la presse.

Vous comprendrez qu'il ne m'appartienne pas de me prononcer sur les conséquences qui doivent être tirées en matière de politique publique nationale. Je ne suis pas compétent pour discuter des mérites respectifs des différentes mesures fiscales ou d'incitations financières à l'emploi de tel ou tel type de véhicule, mais, dans le cadre de mes responsabilités, je souhaite vous indiquer ma détermination à œuvrer, avec les moyens qui me sont donnés par les textes, à l'amélioration de la qualité de l'air de la Capitale.

Et cela, sur deux plans.

D'abord, sur le plan préventif, je voudrais rappeler que la Préfecture de police est pleinement investie dans la révision du Plan de Protection de l'Atmosphère (le P.P.A.), révision dans un sens de durcissement des mesures. Ce Plan de Protection de l'Atmosphère, élaboré pour toutes les grandes agglomérations, a été approuvé en début d'année en Comité d'évaluation des risques scientifiques et technologiques, et son adoption est prévue d'ici la fin de l'année. Donc, je signerai, bien sûr, ce plan. Je ne le signerai pas seul, je le signerai avec le Préfet de Région et l'ensemble des Préfets de la Région Ile-de-France, qui sont engagés par ce plan.

Ce Plan prévoit des mesures préventives, correctives, de nature à réduire les émissions de sources de pollutions atmosphériques et utilise notamment toutes les possibilités - elles sont grandes - que nous donne la législation sur les établissements classés.

Plan qui prévoit aussi des mesures d'encouragement à une utilisation rationnelle de l'énergie.

Il comprend également une série de nouvelles mesures destinées à mieux lutter contre toutes les pollutions de l'air, qu'elles soient d'ailleurs d'origine domestique, industrielle, agricole ou encore liées aux transports.

Dans le secteur des transports, précisément, et à la suite de la volonté exprimée par la Ville de Paris de s'inscrire dans une démarche expérimentale de Zone d'action prioritaire pour l'air, je veux simplement rappeler que la Préfecture de police a été très active dans les comité de pilotage que vous avez mis en place et qu'elle continuera de le faire.

Voilà pour la prévention.

La gestion des pics de pollution aux particules fines, qui devraient, avec la belle saison, se faire plus rares cet été, mais nous les verrons revenir à l'automne et cet hiver, cette gestion donc des pics de pollution aux particules fines continuera de faire l'objet de toute notre vigilance pour que l'information de la population soit la plus large possible, et je crois que nous avons encore des efforts à faire dans ce domaine.

L'abaissement des seuils de déclenchement des recommandations et des mesures d'alerte qui a été décidé par le décret du 21 octobre 2010 a d'ores et déjà contribué à l'amélioration de la situation, tout comme il a donné aux pouvoirs publics et à Paris, au Préfet de police, les moyens de prendre à un stade plus précoce les mesures qui s'imposent.

Je voudrais rappeler qu'à chaque fois que le seuil d'alerte a été atteint, il l'a été à trois reprises cette année, la Préfecture de police a mis en œuvre toutes les mesures adaptées à la situation, abaissant notamment la vitesse réglementaire sur les voies de circulation et se donnant aussi les moyens de faire respecter ces nouvelles limites par une multiplication des contrôles.

En fonction de l'évaluation de la situation et face à un nouveau pic de pollution, nous n'hésiterons pas, à la Préfecture de police, à prendre toutes les mesures utiles dans le cadre du droit actuel, et je pense notamment aux mesures de contournement de la Capitale pour les véhicules les plus polluants, qui n'a encore jamais été mise en œuvre pour des raisons liées à la qualité de l'air jusqu'à maintenant.

Enfin, votre question, Madame la conseillère, Monsieur le conseiller, invite implicitement à une réflexion sur la place de la voiture dans notre vie quotidienne et à l'articulation avec les modes de transport alternatifs sur lesquels la Ville de Paris est très innovante et très déterminée.

En tout cas, comme elle a fait ces dernières années, vous trouverez toujours en la Préfecture de police un partenaire loyal, disponible, disposant d'une compétence juridique et technique pour évaluer avec vous l'impact de telle ou telle décision d'aménagement du réseau, sur les conditions de circulation et sur l'environnement.

Je suis heureux, Monsieur le Maire, que cette question m'ait été posée dans le cadre de ma prise de fonctions ; c'est un enjeu très important et je suis résolu à participer aux travaux que vous engagerez pour faire apparaître de nouvelles pistes de travail.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur le Préfet.

La parole est à M. François DAGNAUD.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, il est de la responsabilité de l'ensemble des pouvoirs publics, et donc de la Ville de Paris, de se mobiliser pour identifier, prévenir et réduire les risques environnementaux qui pèsent sur la santé de nos concitoyens.

Notre politique depuis 2001 en faveur de la réduction de la circulation automobile a déjà donné des résultats, mais nous savons aussi qu'il nous faut aller encore plus loin.

En effet, cela a été rappelé par Olivia POLSKI et Sylvain GAREL, la semaine dernière, le Centre international de recherche sur le cancer, qui dépend de l'O.M.S., a classé les particules engendrées par la combustion des moteurs diesel comme "cancérigène certain pour les humains", confirmant ainsi de nombreuses recherches scientifiques en la matière.

Plus largement, nous savons que des dépassements des normes réglementaires de pollution sont constatés pour cinq polluants en Ile-de-France, et notamment celles relatives aux particules de diamètre inférieur à 10 microgrammes, les PM10, et au NO2, pour lesquelles l'Union européenne a engagé une procédure à l'encontre de l'Etat français pour non-respect des valeurs limites.

Les premières conclusions des études menées dans le cadre de l'appel à projets Z.A.P.A. montrent que la mise en œuvre de mesures localisées contribuera certainement à améliorer la situation, mais ne garantira absolument pas la réduction des émissions de particules issues de la combustion de moteurs diesel en deçà des seuils définis par l'Union européenne.

La Ville de Paris va donc, évidemment, continuer à explorer toutes les solutions qui permettront de concourir à l'amélioration de la qualité de l'air : réduction de vitesse, restriction d'accès aux véhicules les plus polluants, développement des modes de circulation douce, développement des transports collectifs et incitation à leur utilisation, mais à terme, seule une réorientation de la production automobile et de la fiscalité avantageuse dont bénéficie aujourd'hui le diesel sont de nature à avoir un impact sur le parc de véhicules diesel en circulation et de permettre ainsi une diminution drastique des quantités de particules nocives émises dans l'air que nous respirons.

La Ville de Paris compte donc participer activement aux réflexions que vont engager les ministères compétents pour que les véhicules en France soient enfin adaptés aux milieux urbains, avec un impératif : que cette transition soit acceptable économiquement et socialement.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Sylvain veut ajouter un mot, bref.

M. Sylvain GAREL. - J'ai été très bref avant.

Ces réponses me satisfont. Simplement, je pense qu'il faut, maintenant, prendre des mesures très fortes et rapides et je pense que sur le diesel, nous devons nous inspirer de ce qui a été fait avec l'essence plombée et aller vers la disparition à terme, pas du jour au lendemain, de ce carburant, et donc de cette motorisation, et annoncer que d'ici cinq ans ou dix ans, on ne trouvera plus de diesel à vendre dans les stations-services, ce qui va, bien sûr, pousser, je pense, à des arrêts de production et à des changements de motorisation.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Voilà un sujet de réflexion et de travail pour la nouvelle Assemblée nationale.

IV - Question d'actualité posée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche à M. le Maire de Paris relative aux urgences de l'hôpital de l'Hotel-Dieu.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Ian BROSSAT pour la question d'actualité du groupe Communiste et élus du Parti de Gauche.

M. Ian BROSSAT. - Monsieur le Maire, nous avons appris le 12 juin dernier le projet de fermeture par l'A.P.-H.P. des urgences de l'Hôtel-Dieu. La perspective de l'A.P.-H.P. consiste vraisemblablement à installer son siège administratif à l'Hôtel-Dieu afin de vendre les locaux de l'avenue Victoria pour y réaliser une juteuse opération financière.

Avec le regroupement de la chirurgie, de l'ambulatoire et de l'hospitalisation avec l'hôpital Cochin, le départ des services d'hématologie, de pneumologie et l'annonce, à présent, d'une possible fermeture des urgences, la question de la pérennité de l'hôtel Dieu se pose avec gravité ; les élus du 4e arrondissement ont eu l'occasion d'intervenir sur le sujet à plusieurs reprises, sans jamais obtenir de réponse satisfaisante de la part de l'A.P.-H.P.

Cette question se pose dans un contexte national et parisien de recul de l'accès aux soins et même, ce qui est particulièrement inquiétant, d'une hausse des renoncements aux soins pour des raisons d'accessibilité et de coût.

Il ne s'agit pas, ici, d'un petit enjeu, c'est une vraie question de choix de civilisation qui se pose ici, à travers ce sujet.

Par ailleurs, cet hôpital, qui est le plus ancien de notre Ville et l'un des plus vieux au monde toujours en activité, ne jouit pas d'une telle longévité sans raison. Situé en plein cœur de Paris, particulièrement bien desservi par les transports en commun et les voies de circulation, dans une zone dense de la capitale, il remplit un rôle majeur qu'aucun regroupement ne pourra combler s'il devait être démantelé.

D'ailleurs, l'annonce de l'A.P.-H.P. est d'autant plus inacceptable que des investissements importants et récents ont déjà été réalisés. Les urgences sont aujourd'hui flambant neuves, le plus vieil hôpital de Paris est aussi l'un des plus modernes ; en fermer le service d'urgences serait un véritable gâchis financier, autant qu'une perte considérable pour la santé des Parisiennes et des Parisiens, car il s'agit ici, à l'évidence, d'un projet de démantèlement. En voulant y établir un siège administratif accompagné d'un vague centre de consultation, l'A.P.-H.P. risque de se rendre coupable de grande détresse sociale et médicale lorsque les Parisiennes et les Parisiens devront oublier ce point central de la capitale et ce rendre aux urgences déjà saturées d'autres hôpitaux souvent moins accessibles.

Comme toujours, il est à craindre que ce soient les populations les plus fragiles qui en pâtissent le plus, car la question se pose en termes clairs : quel hôpital parisien aura la capacité d'absorber les presque 100.000 urgences annuelles de l'Hôtel-Dieu ?

L'engorgement créé par ce projet risque d'aggraver la situation des autres hôpitaux parisiens déjà fortement encombrés après cinq ans de R.G.P.P., de fermetures de sites et de regroupements.

C'est pourquoi, Monsieur le Maire, nous souhaiterions connaître les démarches qui seront entreprises auprès de l'A.P.-H.P. et du nouveau Gouvernement par notre Municipalité, afin d'empêcher la fermeture des urgences de l'Hôtel-Dieu.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

En l'absence de M. Jean-Marie LE GUEN, qui doit être à l'Assemblée, j'imagine, la parole est à Mme Fatima LALEM.

Mme Fatima LALEM, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, comme vous le savez, l'avenir de l'Hôtel-Dieu est un sujet qui nous mobilise tous. L'inquiétude de ses personnels, médicaux et non-médicaux, des citoyens et de leurs représentants quant à l'avenir de cet hôpital est fort légitime.

Nous considérons en effet qu'il constitue un symbole et qu'il n'est pas envisageable de le vendre ou de le priver de sa destination d'établissement de soin et de santé.

Il possède de nombreux atouts comme hôpital de proximité, situé en plein cœur d'un réseau de communication pour les Franciliens, pour les Parisiens et notamment pour les habitants des premiers arrondissements de Paris.

Il peut surtout être un site qui accueille le projet d'un hôpital de nouvelle génération.

En effet, l'évolution des pathologies et des techniques nous permet aujourd'hui de développer une orientation stratégique de renforcement des actions de santé publique d'une part, de la médecine et de la chirurgie ambulatoire d'autre part.

C'est pourquoi nous nous sommes engagés pour promouvoir le projet ambitieux et innovant qui vise à faire de l'Hôtel-Dieu un hôpital universitaire de santé publique, concentrant dans un centre de référence d'excellence internationale tous les savoirs universitaires et la recherche, tant en santé publique qu'en médecine préventive, en épidémiologie, en économie de la santé et en démocratie sanitaire.

Au niveau des soins, qu'il s'agisse de consultations ambulatoires avancées ou de partenariats innovants avec la médecine de ville, nous considérons que ce site a une vocation pour continuer d'offrir aux Parisiens et aux Franciliens une offre tant qualitative que quantitative.

Pour ce qui est de la question des urgences, que nous avons d'ailleurs abordée à maintes reprises au Conseil de Paris, comme vous le savez, cette question fait l'objet de débats au sein même de la communauté médicale.

Je voudrais rappeler l'attachement du Maire de Paris et sa vigilance pour que la solution proposée réponde bien aux attentes et aux besoins des Parisiens.

Il s'assurera auprès des professionnels d'une réponse cohérente et en adéquation avec cet objectif et ces besoins.

En tout état de cause, chers collègues, il est certain que la défense et l'avenir de l'Hôtel-Dieu dépendent de notre capacité collective à porter un projet à la fois ambitieux, innovant et moderne pour ce site très symbolique.

Elle suppose la mobilisation de tous les acteurs concernés, comme vous le savez, au premier plan desquels évidemment l'A.P.-H.P., mais aussi l'université, la Ville, la Région et l'Etat. Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

V - Question d'actualité posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris, relative aux subventions aux associations.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Mme MONTANDON pour la question d'actualité du groupe U.M.P.P.A.

Mme Valérie MONTANDON. - Depuis 2001, vous n'avez cessé de donner des leçons de transparence à l'Opposition, mais ce rôle de Père la vertu n'est qu'une posture qui se heurte en fait à l'épreuve de la réalité de votre gestion.

Ceci est particulièrement vérifiable dans votre politique de soutien à la vie associative. En effet, la moitié des délibérations à l'ordre du jour du Conseil de Paris a pour seul objet l'attribution de subventions. On ne peut débattre sérieusement de chacune d'entre elles et encore moins analyser le projet subventionné.

Cette absence délibérée de discussion transforme le Conseil de Paris en tiroir-caisse et j'ajoute que le budget ainsi imparti aux associations est confortablement doté : 356 millions d'euros pour le budget 2012, soit 10 % de plus, Monsieur le Maire, que l'année dernière.

Malgré un tel volume budgétaire, nous ne disposons d'aucune information globale. Les seules données accessibles résident dans le rapport de l'inspection générale qui a bientôt trois ans. Ce dernier préconisait d'ailleurs que la Ville présente un bilan annuel sur le sujet.

Comment peut-on ainsi occulter toutes les données relatives à des dotations aussi importantes ? Pourtant, plus de 100 agents de la Ville travaillent à l'instruction des subventions. Quand une association reçoit une subvention, cela coûte 1.200 euros de traitement par association. Cela représente plus de 4,2 millions d'euros par an.

En outre, nous n'avons pas plus d'information sur les projets de délibérations qui nous sont soumis.

La seule mention récurrente "compte tenu de l'intérêt de cette association" semble justifier l'octroi d'une subvention de 200 euros tout comme de 100.000 euros.

Reconnaissez là, Monsieur le Maire, que nous sommes bien loin du niveau d'information exigé pour prétendre à une quelconque transparence.

Pas plus tard que le mois dernier, vous avez appelé au rejet de notre vœu généralisant la fiche d'information des risques et des associations. Non seulement nous ne disposons pas suffisamment d'informations pour attribuer une subvention, mais en plus nous n'avons aucun recours sur l'emploi de ces dotations.

Neuf subventions sur dix sont en réalité de simples reconductions du financement antérieur. Cela signifie que des centaines d'associations perçoivent des subventions depuis plusieurs années sans que l'on sache vraiment ce qui en est fait.

Cela nous fait craindre, vous comprendrez bien Monsieur le Maire, des abus de la part de certaines associations et les faits, hélas, nous donnent raison. Tout le monde a ici en mémoire les vicissitudes de l'association "Macaq Troubadours".

Ce qui est déplorable, c'est le manque de réactivité de votre Exécutif municipal sur ce sujet. Nous avons le sentiment que vous perdez toute prise sur un système qui s'autogère, faute de responsables identifiés.

Ainsi, Monsieur le Maire, nous vous demandons quelles sont les dispositions que vous comptez prendre afin de rétablir enfin une gestion transparente des subventions versées aux associations ?

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - C'est une journée faste pour moi, Monsieur le Maire, une journée faste pour l'adjoint aux Finances entre les interventions de ce matin et de cet après-midi, mais c'était une "private joke".

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous répondez de manière toujours tellement convaincante que je vous fais totalement confiance.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Je vais d'abord répondre à Mme MONTANDON sur la procédure. Je pense que Mme MONTANDON aurait préféré la procédure d'avant 2001, puisque…

Je ne savais pas que j'allais soulever une polémique, ce qui n'est pas vraiment dans mon style.

Pour vous répondre précisément, Madame, avant 2001 les subventions étaient généralement votées, à l'exception d'un certain nombre, sous forme de grands tableaux où figuraient…

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - C'est absolument faux !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Non, ce n'est pas faux.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Vous n'allez pas recommencer, c'est faux !

M. LE MAIRE DE PARIS. - La vérité vécue par M. LEGARET qui est adjoint aux Finances n'est pas la même ! Il se trouve que j'ai été élu aussi…

Monsieur LEGARET, ne criez pas trop fort.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - C'est faux !

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est vrai !

Maintenant, la parole est à M. GAUDILLÈRE et seulement à lui.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Je ferai rechercher naturellement dans les jours qui viennent les délibérations d'avant 2001 et je confirme que la plupart des délibérations étaient votées sous forme de tableau, alors que nous avons décidé…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur LEGARET, je vous en prie.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - C'est faux !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je sais très bien que c'est vrai. Beaucoup en ont des souvenirs. Je peux même vous envoyer tous les papiers de presse de l'époque sur les subventions.

Pourquoi parlez-vous de la presse limousine ? Ah ! Je croyais qu'il parlait de l'ancien Maire de Paris qui avait des attaches avec la Corrèze !

La récréation est terminée.

Seul M. GAUDILLÈRE a la parole. Monsieur LEGARET, écoutez-moi.

La question a été posée librement sans être interrompue. Je vous prie de respecter la réponse de l'adjoint qui est au moins aussi légitime que la personne qui a posé la question, vous êtes bien d'accord.

Maintenant, nous écoutons sa réponse après avoir souri un peu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - En 2001, nous avons instauré un principe qui n'a jamais été démenti. Chaque subvention fait l'objet d'une délibération et chaque conseiller de Paris - vous disiez que nous n'avons pas le moyen de contester telle ou telle subvention, mais je me souviens de nombreux débats ici où tel ou tel conseiller de Paris, tel ou tel groupe conteste l'octroi d'une subvention - peut contester son montant, proposer même des amendements.

M. LEGARET a déposé pour le Conseil d'aujourd'hui un amendement pour augmenter une subvention, tout cela est normal, c'est le jeu normal, l'exercice normal de la démocratie et, je le répète, c'est nous qui l'avons instauré.

Deuxièmement, vous avez évoqué le montant des subventions, mais je crois que vous avez commis une confusion, qui est effectivement due à la réglementation de la comptabilité publique.

Vous avez sous le terme de "subvention" toutes sortes de données qui sont très différentes les unes des autres. Par exemple, notre contribution à la Préfecture de police est classée dans les subventions, notre contribution à l'A.G.O.S.P.A.P. ou à l'A.S.P.P. aussi, nos subventions aux caisses des écoles également.

Les chiffres que je vais citer concernent exclusivement les associations et personnes de droit privé. C'est le chiffre qui intéressera le Conseil. J'ai fait rechercher ce qu'il était en 2002, au début de la première mandature, et on peut le comparer avec ce qu'il est au budget primitif 2012.

En 2002, le montant des subventions, définies comme je viens de le faire, était égal à 176 millions d'euros, ce qui correspond à 206 millions d'euros en euro constant - vous voyez que j'ai poussé le calcul assez loin -. Au budget primitif 2012, il était de 242 millions, donc une augmentation de 36 millions en euro constant sur dix ans, ce qui correspond à 17 %, cela ne me paraît pas une augmentation aussi importante que celle que vous disiez.

Je n'ai vraiment pas compris en quoi les systèmes actuels d'octroi de la subvention, de vote de la subvention, étaient un manque de transparence. Je vous le répète : vous avez tous les éléments pour en juger. Qui plus est, si vous souhaitez une vue synthétique, vous avez les magnifiques annexes au compte administratif et au budget, bien entendu, puisque les deux documents sont en reflet l'un de l'autre. Vous y avez la liste de toutes les associations subventionnées, leur adresse - toutes les adresses étant maintenant, ou peu s'en faut, parisiennes - et vous avez le montant, y compris d'ailleurs s'il le faut la mise à disposition de locaux et de personnels, parce que certaines associations bénéficient de mise à disposition de ce type, et elles sont valorisées dans ce document.

Je le répète, Monsieur le Maire, la transparence est totale. La capacité de contrôle et de contestations des élus est totale. Le passage en conseil d'arrondissement est systématique. Je ne vois vraiment pas, Madame, avec la meilleure sincérité du monde, ce que nous pourrions rajouter à ce tableau.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup. C'était très convaincant.

Souhaitez-vous rajouter un commentaire ? Je vous en prie.

Mme Valérie MONTANDON. - Je trouve la réponse un peu légère quant aux demandes de transparence. Je n'en ai pas eu, vous auriez pu peut-être évoquer des pistes. Vous parlez des conseils d'arrondissement mais ce serait peut-être l'occasion de donner plus de pouvoir au conseil d'arrondissement pour les attributions de subvention, avec notamment des prises de décision au niveau du conseil d'arrondissement, ce qui permettrait…

Oui, mais c'est consultatif.

Cela permettrait finalement d'alléger le Conseil de Paris.

Je n'ai pas connu l'avant 2001, mais je peux vous dire, venant du secteur privé, surtout du monde de la TPE, quand je vois la difficulté pour les entreprises d'avoir des crédits - je ne parle pas d'argent public mais de crédit - les documents financiers qu'il faut prouver, les cautions personnelles des dirigeants, quand je vois le peu de données

financières que l'on voit passer, justement pour des demandes de subvention de montants exorbitants, je trouve que vraiment la différence est flagrante. C'est choquant pour les gens, je peux vous dire, qui viennent du secteur privé.

Enfin, Monsieur le Maire, permettez-moi aussi d'être inquiète en évoquant le détricotage programmé de la réforme territoriale. En effet, et cela vous ne semblez pas…

Pardon ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Cela n'a rien à voir !

Mme Valérie MONTANDON. - Si, c'est parce que je pensais l'avoir dans ma réponse, mais vous ne l'évoquez pas.

Je pense notamment que vous renoncez au rapprochement indispensable entre les régions et les départements. Vous refusez de toucher à la clause de compétence générale. Votre majorité va donc accentuer la logique de guichet en matière de subvention. Les associations vont continuer de frapper aux portes des mairies, des conseils généraux et des régions pour solliciter des aides financières.

Et, faute de mutualisation - c'est bien là que je vous attendais un peu - entre collectivités, faut-il craindre des dépenses supplémentaires et ainsi une explosion du budget de fonctionnement comme c'est le cas. Ce n'est pas la nomination du ministre délégué à l'économie sociale et solidaire, en la personne de Benoît HAMON, qui va apaiser nos craintes.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je voudrais rappeler à tous les élus qui veulent être parlementaires qu'il faut se présenter aux élections. D'ailleurs, certains sont élus. C'est typique de l'Assemblée nationale où on discute de la réforme territoriale, etc. Et des Ministres, où on dit : ils sont bien, ils ne sont pas bien.

Pour le reste, chère Madame, on peut toujours faire mieux et on peut toujours faire encore plus transparent - je suis pour, moi. Quand je mesure le chemin parcouru, bien sûr vous êtes très jeune, j'en suis ravi pour vous, mais franchement cela a beaucoup changé en termes d'attribution, de partenariat avec les arrondissements, y compris qui attribuent une partie des subventions, je vous le signale.

Voilà. On peut encore faire mieux. Je vous remercie d'avoir involontairement, j'en conviens, montré à quel point nous avons opéré une rupture totale dans la manière d'attribuer les subventions et d'associer les élus au contrôle depuis onze ans. Merci beaucoup.

VI - Question d'actualité posée par M. Jean-François MARTINS à M. le Maire de Paris, relative aux dernières évolutions et les perspectives du projet "Tour Triangle" à la porte de Versailles.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Maintenant, pour la dernière question d'actualité, je donne la parole à M. MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Monsieur le Maire, en mars 2011, vous annonciez votre projet de voir émerger, Porte de Versailles, la désormais célèbre tour Triangle.

A l'occasion des nombreux débats qui ont émaillé cette assemblée, nous avons été nombreux, dans l'opposition comme dans la majorité municipale, à vous démontrer l'erreur urbanistique, écologique, économique et architecturale que représentait cette tour Triangle.

Sans prendre en compte ces réserves, vous avez poursuivi ce projet, et aujourd'hui les difficultés et les rebondissements nous semblent nous avoir donné raison. Je vais en citer quelques-uns et je serai heureux d'entendre votre réponse.

Premièrement, semaine après semaine, "Le Canard Enchaîné" nous livre un certain nombre d'éléments sur les conditions financières de l'accord avec Unibail dans le cadre de cette opération. Notamment, celui du 6 juin nous révélait que, malgré des estimations bien plus avantageuses pour la Ville de Paris, vous avez fait réévaluer la redevance que Unibail devait nous verser : d'un montant initial qui devait être entre 6 et 13 millions d'euros à quelque chose qui représentera entre trois et quatre fois moins de revenus pour la Ville de Paris. Vous mesurez, comme moi, ce que, sur une concession de vingt ans, cela peut représenter comme manque à gagner pour la Ville.

Deuxième point, je me félicite, probablement comme Mme HIDALGO le fera, de la participation à l'enquête publique. Les citoyens se sont appropriés cette enquête publique. Avec près de 277 observations et contributions, on peut estimer que c'est mieux que d'habitude, et on peut estimer que c'est du coup intéressant parce que 82 % des observations dans l'enquête publique sont défavorables à ce projet. Ces 82 % n'ont d'ailleurs pas manqué d'alerter le commissaire enquêteur, dont le compte rendu d'enquête publique est un camouflet majeur pour le projet.

Pour faire court, le rapport est assez accablant. Et le commissaire enquêteur conclut : "L'intérêt général n'est pas démontré à ce jour." Il ajoute d'ailleurs trois réserves majeures : démontrer que l'intérêt du Parc des expositions est préservé, mener des études en matière de transports, poursuivre les études concernant l'impact négatif sur l'environnement.

Moi, je voulais vous citer une partie, en particulier, de l'enquête publique, parce que c'est l'une des réserves que j'avais développée à l'époque au Conseil de Paris. Je cite le commissaire enquêteur. Il considère que : "L'incidence sur l'exploitation du parc, l'incidence sur les transports et la circulation, l'incidence sur l'ensoleillement du site et l'éclairage naturel, l'incidence sur le grand paysage et le patrimoine architectural et urbain, l'incidence sur l'énergie, l'incidence sur les risques sanitaires sont déterminants et, qu'en termes de bilan entre avantages et inconvénients, le plateau des inconvénients est à ce jour de définition plus lourd que celui des avantages". Ce sont évidemment des remarques lourdes qui, pour certaines, étaient déjà formulées dans les débats de notre assemblée.

Troisième et dernièrement, ce projet ne fait même pas l'unanimité chez ceux pour qui pourtant il avait été en partie pensé, c'est-à-dire les organisateurs de salons, auxquels il devait redonner une nouvelle énergie et un nouvel élan.

Trois salons ont déjà annoncé leurs réserves sur cette tour : le salon Batimat a annoncé qu'il s'en irait ailleurs; le comité organisateur du Salon de l'auto a exprimé sa vive opposition à la tour et à la suppression du hall 1; le Salon de l'Agriculture a manifesté une vive inquiétude à l'égard de l'avenir de la porte de Versailles, du salon des expositions et de cette tour.

Face à cette opposition des habitants, des acteurs économiques, face à cette démonstration par le commissaire enquêteur de l'absence d'intérêt général du projet, face aux menaces économiques et écologiques que fait peser ce projet, face au caractère trouble des relations financières avec Unibail, allez-vous, Monsieur le Maire, entendre raison sur ce projet de tour, et retirer ce projet dont visiblement tout semble indiquer qu'il nous conduit à une impasse ?

Aurez-vous l'audace, puisque c'est l'un de vos mots clés, Monsieur le Maire, de soumettre, le cas échéant, ce projet de tour à un référendum local, seul outil démocratique pour une telle modification du cadre de vie des Parisiens ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Anne HIDALGO va vous répondre, mais franchement vous m'aviez habitué à beaucoup plus de modération. Là, franchement, la manière dont vous essayez de faire parler les acteurs économiques est plus que caricaturale, car les acteurs économiques sont favorables à ce projet. Et je n'aime pas quand vous parlez de rapports financiers "troubles", Monsieur MARTINS.

Toutes les critiques, c'est normal, c'est la démocratie. Mais comme tout à l'heure, M. SAINT-ETIENNE, je ne laisse pas dire des choses qui ne sont pas exactes : il n'y a pas de rapports financiers troubles, Monsieur MARTINS. Et je n'ai pas de leçons à recevoir de vous en la matière. Ni de vous, ni d'autres d'ailleurs. Ni de vous, ni d'autres ! On peut critiquer un projet, sans caricaturer la position des acteurs économiques ou sans parler de relations financières troubles.

M. Jean-François MARTINS. - Je voudrais répondre.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non, Monsieur MARTINS, je n'ai pas abordé le fond, je me permets de faire une réaction. Voilà.

Madame HIDALGO, vous avez la parole.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

D'ailleurs, Monsieur MARTINS, vous dites que vous avez été nombreux à contester ce projet, certes, mais il y a quand même eu une large majorité pour l'approuver. Tout cela se fait dans un cadre démocratique parfaitement bien déterminé, et sur la base de votes qui ont lieu dans cette assemblée. Je voudrais tout de même vous rappeler cela.

Je voudrais aussi rappeler que sur deux dossiers que vous liez, qui sont l'un, la tour Triangle, l'autre le devenir du Parc des expositions, j'ai organisé depuis plusieurs mois… d'ailleurs nous nous sommes réunis courant mai avec l'ensemble des présidents de groupe, pour faire le point sur le dossier, pour évoquer la suite. En effet, nous avons choisi, j'ai choisi sur ce dossier la transparence et d'associer l'ensemble des groupes politiques. Je remercie d'ailleurs l'ensemble des groupes politiques - majorité et opposition - qui se sont réunis régulièrement pour faire le point, notamment sur le devenir du Parc des expositions.

Rappelons les faits car vous les avez oublié au passage dans votre intervention.

Nous avions entériné ici, dans ce Conseil de Paris, début 2011, le fait qu'il y aurait un bail à construction avec Unibail pour la construction de cette tour Triangle. Et puis nous avions engagé la révision simplifiée du P.L.U.

Une enquête publique s'est tenue fin 2011 et le commissaire-enquêteur, vous avez oublié de le dire, a émis en avril 2012 un avis favorable. Avant de parler des réserves et des recommandations, soyez honnête : dites qu'il y a eu un avis favorable... et trois réserves et une recommandation.

Deux réserves sont liées à des approfondissements techniques qui sont en cours d'études sur les transports et sur l'ensoleillement, mais qui sont des points tout à fait prévus, notamment dans le cadre de l'examen du permis de construire.

Une autre réserve plus particulière a attiré notre attention, formulée par le commissaire-enquêteur. Il nous demande de garantir la force du positionnement concurrentiel du parc en cas de réalisation de la tour Triangle.

Justement, c'est cela aussi l'intérêt de la tour Triangle à cet endroit de Paris, dans un parc très concurrencé même s'il se porte bien, c'est parce que nous avons besoin de ce signal, de cette dynamique économique que va apporter la tour Triangle pour aider aussi le Parc des expositions, même si les deux sujets sont distincts, à mieux être identifié et à présenter une attractivité supplémentaire.

Nous avons donc décidé de lever cette réserve un petit peu plus tard, c'est-à-dire au moment où nous choisirons le nouveau prestataire pour le Parc des expositions. Vous le savez, nous avons lancé là aussi une mise en concurrence. Nous reviendrons devant le Conseil de Paris en juillet prochain pour l'évoquer à nouveau, mais cette réserve, aujourd'hui, que nous avons décidé de lever lorsque nous ferons la nouvelle attribution sur le Parc des expositions, ne nous empêche pas de poursuivre les travaux et les études sur la tour Triangle.

D'ailleurs, la révision simplifiée du P.L.U. interviendra après l'engagement de cette procédure de mise en concurrence, et nous aurons une étape à l'été 2013 qui ne remet pas en cause le calendrier de l'opération Triangle, puisque les travaux vont démarrer pour la démolition partielle du hall 1, nécessaire pour la construction de la tour Triangle, à la fin de l'été 2013, pour une livraison prévisionnelle autour de 2016-2017.

Vous avez évoqué un article du "Canard Enchaîné". Parfois, ils sont bien inspirés, parfois ils sont moins bien renseignés. En ce qui concerne les éléments financiers de ce dossier, je rappelle que ce projet ne coûtera pas un euro aux contribuables parisiens. Au contraire, la Ville va percevoir une redevance intéressante. Cette redevance - souvenez-vous de nos séances du conseil puisque nous l'avons évoquée ici et vous avez eu tous les documents, absolument tous -, ce dossier a été visé par France Domaine et bien sûr par le Conseil du patrimoine. La négociation avec la SCI Tour Triangle, la société gestionnaire, a duré trois ans, s'est basée sur trois expertises indépendantes commandées par la Ville.

Voilà, je veux bien que vous repreniez des rumeurs, des propos colportés par un journal que j'apprécie beaucoup par ailleurs, en l'occurrence mal informé sur ce sujet, mais je voulais vous dire que je pense que vous pourriez aussi avoir une vision un peu plus dynamique, et je conclurai là-dessus, de notre avenir commun.

Pour que cette Ville de Paris reste attractive, belle, dynamique et puisse avoir une belle politique sociale, il faut aussi que la dimension économique soit prise en compte. Il ne faut pas renoncer à être présents aussi dans la créativité architecturale et je crois qu'on ne peut pas, je l'ai dit tout à l'heure, être à la fois contre l'étalement urbain et contre la densité de la Ville et certaines constructions en hauteur, parce que sinon, expliquez-moi, je n'ai toujours pas de réponse à cette question : où mettons-nous les logements nécessaires et où mettons-nous les emplois ?

Monsieur MARTINS, parlons-en, discutons-en, je ne doute pas que peut-être, nous arriverons à faire un bout de chemin ensemble et que vous serez, vous aussi, conquis par ce projet qui va être un projet phare pour Paris.

Merci.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Ce sujet mérite qu'on en reparle beaucoup. J'y crois beaucoup. Je vais me caricaturer moi-même : oui, c'est une audace. Ce n'est pas un mot auquel je suis très attaché, mais le titre de l'un de mes livres, Monsieur MARTINS !

Effectivement, il y a toujours des risques quand on veut être audacieux, mais je crois que sur le plan urbain, économique, emploi, architectural, beauté de Paris, c'est un projet qui mérite que nous nous y investissions et, bien sûr, je suis prêt à tous les débats là-dessus, car on peut certainement l'enrichir.

Bien ! Chers collègues, nous avons terminé les questions d'actualité.

Nous passons maintenant en Conseil général.

La séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à quinze heures quarante cinq minutes, est reprise à dix sept heures cinq minutes, sous la présidence de M. Christian SAUTTER, adjoint).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous revenons en formation de Conseil municipal.

2012, DU 107 - Cession de gré à gré à la Société Front de Seine Hôtel des droits détenus par la Ville de Paris sur l'ensemble immobilier dit " Hôtel Novotel Tour Eiffel " 61 quai de Grenelle (15e).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous commençons donc par l'examen du projet de délibération DU 107 relatif à la cession de gré à gré à la société Front de Seine Hôtel des droits détenus par la Ville sur l'ensemble immobilier dit "Hôtel Novotel Tour Eiffel".

C'est Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN qui va interroger l'Exécutif et c'est M. Christophe GIRARD qui vous répondra ; vous avez beaucoup de chance !

Madame POIRAULT-GAUVIN, vous avez la parole.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Je regrette l'absence de la première adjointe pour répondre sur ce dossier, puisque c'est un dossier qui concerne le 15e arrondissement, mais il y a certains détails que, j'espère, Monsieur GIRARD, vous pourrez me donner.

En tout cas, avec l'arrivée de l'été, vient souvent le temps des vide-greniers ; pas étonnant que l'Exécutif ait choisi ce moment de l'année pour parler de la grande braderie du Front de Seine et pour que la Ville, finalement, cède l'hôtel Novotel au groupe Accor pour un montant qui est quand même assez dérisoire.

Dans ce dossier, vous le savez, tout nous oppose avec la Ville et je déplore depuis des années la stratégie de la Mairie de Paris de cession de son patrimoine sur le Front de Seine. C'est un quartier qui est, finalement, abandonné par la Ville de Paris. Le Front de Seine est un quartier emblématique du 15e, il est très connu, figure souvent dans les guides, certains veulent le raser, position stupide, mais vous, la Mairie de Paris, vous ne l'entretenez pas !

Pourtant, ce quartier a besoin d'une cohérence, d'une unité d'ensemble pour son entretien. Sinon, on se retrouve dans des situations inextricables avec des enchevêtrements de compétences, comme, par exemple, un petit peu plus loin, sur la Dalle Keller du Front de Seine, qui n'est plus entretenue parce qu'il y a différents acteurs et que chacun se renvoie la balle. C'est ce que je crains dans ce dossier avec la cession de cette tour au groupe Accor.

Par ailleurs, vous profitez de ce projet pour décortiquer le montage juridique du bail à construction.

Vous faites d'ailleurs le procès de ce montage juridique de bail à construction, critiquant ici sa rentabilité pour la Ville de Paris, alors que, finalement, vous le préconisez dans d'autres dossiers, notamment dans le 15e arrondissement, pour la tour Triangle, et cette schizophrénie serait risible s'il n'y avait pas des conséquences aussi graves pour l'avenir de ce quartier.

Je souhaitais surtout, par mon intervention, vous interroger sur le montant de la cession.

21,3 millions d'euros pour un hôtel de luxe, 4 étoiles, de 45.400 mètres carrés de S.H.O.N., donnant sur la Seine, avec une vue imprenable, vous cédez ce patrimoine pour 470 euros le mètre carré.

Franchement, ce n'est même pas la braderie du Front de Seine, c'est la foire du discount ! Vous cassez carrément les prix.

Il faudrait, d'ailleurs, une armada de juristes pour décortiquer ce montage financier, moyens dont une simple conseillère municipale ne dispose pas, mais j'aimerais, un jour, qu'un vrai travail d'investigation soit réalisé sur ces cessions, qui sont, d'ailleurs, dans la continuité des autres ventes sur le site et qui apparaissent extrêmement avantageuses pour les acquéreurs, bizarrement.

D'ailleurs, je note que le groupe Accor est très choyé par la Ville de Paris, par cette cession de 21,3 millions d'euros, mais aussi, puisque nous en parlons, avec des horaires de travaux qui sont accordés la nuit pour les constructeurs du centre commercial qui est juste à côté, les travaux étant gênants pour les manifestations qui sont organisées de jour dans les salons du Novotel, mais, bien sûr, ces travaux ne sont pas gênants pour les riverains pendant leur sommeil ; la Ville de Paris fait donc un joli cadeau.

Le minimum serait de réinvestir ces 21,3 millions d'euros immédiatement, dans ce même quartier, qui en a besoin, qui souffre depuis des années avec la construction du centre commercial Beaugrenelle que Mme HIDALGO impose à ce secteur, mais qu'elle ne défend visiblement pas, puisqu'on ne la voit plus dans ce quartier, pas plus qu'on ne la voit aujourd'hui pour répondre sur ce dossier.

21 millions d'euros pris dans le 15e et pour être réinvestis où ? Ne voulant pas cautionner cette stratégie de la Ville de Paris dans ce quartier, je voterai contre ce projet.

(Mme Véronique DUBARRY, adjointe, remplace M. Christian SAUTTER au fauteuil de la présidence).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Conseillère.

M. Christophe GIRARD va vous répondre pour l'Exécutif municipal.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au lieu et place de Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Madame POIRAULT-GAUVIN, vous êtes, me semble-t-il, élue du 15e arrondissement, tout comme Mme HIDALGO, et vous constaterez qu'en séance de cet après-midi, vous êtes la seule élue du 15e pour une raison très simple : le maire du 15e arrondissement, M. GOUJON, et M. LAMOUR organisent les cérémonies du 18 juin le 19 juin, aujourd'hui, en mairie.

Mme HIDALGO est donc dans son rôle de conseillère de Paris et de première adjointe au Maire en étant présente dans le 15e arrondissement, à moins qu'il y ait eu une intention très louable de fêter l'anniversaire de Mme HIDALGO en mairie du 15e arrondissement, puisque c'est aujourd'hui son anniversaire.

Elle n'est donc pas du tout absente, elle est simplement dans son rôle et elle suit l'agenda décidé par le maire du 15e arrondissement de célébrer l'Appel du 18 juin aujourd'hui, 19 juin.

Vous parlez d'une cession de l'hôtel ; je crois que vous vous trompez, c'est la cession de l'assiette du bail du Novotel du Front de Seine, donc du terrain. Quand vous donnez ces indications, vous pourriez, en effet, induire en erreur notre assemblée en pensant qu'en effet, vendre l'hôtel à ce prix ne serait pas le prix juste.

Un petit historique rapide : la Ville est propriétaire de l'assiette du bail du Novotel du Front de Seine, la SEMEA 15 avait signé un bail à construction en 1976 à la SCI qui a précédé l'hôtel NIKKO pour soixante-dix ans, avec un loyer capitalisé de 5,8 millions d'euros. Puis un second bail...

J'entends tout ce que vous dites et j'ai du mal à me concentrer. Merci beaucoup. Puis un second bail…

Madame FOURNIER, est-ce que je peux vous demander d'avoir la gentillesse, j'entends tout ce que vous dites et j'ai du mal à me concentrer. Merci beaucoup.

Puis un second bail à construction de cinquante-trois ans a été signé en 1992 pour un loyer annuel d'environ 43.000 euros. La SEMEA-15 a donné l'assiette du bail à la Ville en 2009.

Pourquoi cette cession est-elle pertinente ?

La Ville n'a pas vocation à garder dans son patrimoine le terrain d'un bâtiment qui sert d'hôtel - je répète bien qu'il s'agit du terrain. Ce bail, qui dure encore trente et un ans, ne lui rapporte d'ailleurs quasiment rien.

La Ville a estimé que c'est donc le bon moment pour le faire, car nous sommes à la moitié du bail et notre intérêt à céder correspond à celui de l'acheteur, compte tenu de la situation du secteur hôtelier.

Le prix de cession envisagé de 21.300.000 euros est le bon, car il correspond à l'estimation de France Domaine, qui date du 15 mars, qui était de 21.000.000 euros, et il y a donc 300.000 euros supplémentaires. Avis qui est d'ailleurs appuyé par deux cabinets d'experts, Imhotel et Foncier Expertise, ainsi que par le Conseil du patrimoine de la Ville, le 28 mars dernier.

L'accord comprend une clause d'intéressement en cas de construction complémentaire et une clause d'ajustement de prix en cas de revente dans les cinq ans. Vous voyez bien qu'il y a là des clauses extrêmement

précautionneuses et qui permettront à la Ville d'avoir un intéressement supplémentaire dans l'hypothèse, en effet, d'une revente dans moins de cinq ans et une clause d'intéressement en cas de construction complémentaire.

Voilà. Je pense vous avoir répondu. Bien évidemment, le cabinet de Mme HIDALGO se tient à votre disposition si des éléments supplémentaires vous étaient nécessaires, comme cela est votre bon droit.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Comme je n'imagine pas que les propos, quels qu'ils aient pu être de M. GIRARD, finissent par vous convaincre, nous allons passer directement au vote de ce projet de délibération.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 107.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DU 107).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la réalisation d'une opération de logements sociaux et équipements publics au 63, boulevard de Charonne (11e).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 7 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la réalisation d'une opération de logements sociaux et équipements publics au 63, boulevard de Charonne (11e).

La parole est à M. François VAUGLIN. M. Christophe GIRARD lui répondra.

M. François VAUGLIN. - Merci, Madame la Maire.

Il s'agit d'une affaire importante dans le 11e arrondissement : c'est la plus grosse opération urbaine du 11e arrondissement, 63 boulevard de Charonne, et c'est une opération dans laquelle Paris Habitat a été missionné.

En l'occurrence, ce mandat qui a été confié à Paris Habitat est en train de prendre du retard dans sa mise en œuvre, au motif qu'un certain nombre d'éléments manquent pour le traitement de la dépollution des sols. Cette dépollution doit être assurée par ERDF qui était auparavant l'occupant des lieux.

Il s'agit donc simplement d'un vœu, dont l'objet est extrêmement clair : il s'agit de mettre de l'huile dans les rouages, en demandant que soient transmis dans les meilleurs délais tous les éléments qui permettent de ne plus prendre de retard sur cette adresse, à laquelle nous allons réaliser une centaine de logements sociaux, plus de vingt unités de vie pour personnes handicapées mentales vieillissantes (unités expérimentales), ainsi qu'une crèche, une maison de santé et des commerces pour l'animation du quartier.

Je vous remercie d'adopter ce vœu qui permettra de faciliter les choses et d'accélérer le calendrier.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci beaucoup pour ce vœu, Monsieur VAUGLIN.

Monsieur GIRARD, vous avez la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - L'opération du 63 boulevard de Charonne est importante, en effet, pour l'arrondissement, avec une crèche de 66 places, une maison de santé, une centaine de logements sociaux et des studios pour personnes âgées handicapées.

Ce programme est mis en œuvre par Paris Habitat. Il s'agit d'un site appartenant en effet à la Ville qui l'avait mis en concession à EDF. Il a été rétrocédé à la Ville de Paris en 2008.

Le projet est d'ores et déjà engagé, les bâtiments existants ont été démolis, le permis de construire a été déposé en décembre dernier, l'instruction soulève cependant des questions liées à l'historique du lieu.

En effet, le site a un passé industriel, il a notamment accueilli une usine de fabrication de charbon jusqu'en 1860, puis une zinguerie jusqu'en 1920, avant d'accueillir des transformateurs et un garage. La question de la dépollution est donc sensible, nécessaire, grave et sérieuse, et nous devons tous être particulièrement vigilants.

Les services de l'Etat ont fait valoir qu'il manquait des informations, ce qui ne leur permettait pas de délivrer les autorisations nécessaires. Paris Habitat et la Ville mettent donc tout en œuvre pour fournir les éléments nécessaires aux services de l'Etat. Il s'agit d'informations qui doivent être fournies par ERDF.

Paris Habitat dispose depuis peu du programme de travaux envisagés par ERDF pour la remise en état du terrain. ERDF doit de son côté encore compléter son dossier, afin que la D.R.I.E.E. émette un avis favorable sur la remise en état du site et la cessation d'activité des installations classées.

Paris Habitat a tenu une réunion sur place le 29 mai dernier avec ERDF et la Direction de l'Urbanisme. ERDF s'est alors engagée de transmettre régulièrement à la Ville l'état d'avancement de ses démarches administratives auprès du service des installations classées de la Préfecture de police. ERDF a adressé un dossier à la Préfecture de police le même jour. Les éléments du dossier ont également été transmis à Paris Habitat.

Les services municipaux et Paris Habitat sont donc pleinement mobilisés pour faire aboutir ce dossier au plus vite. Les démarches amenées pour ERDF seront suivies de près.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci.

J'en déduis donc que c'est un avis favorable que vous venez de donner à ce vœu n° 7. Vous avez mentionné son intérêt pour le 11e. Je rajoute que c'est un intérêt pour l'ensemble de Paris, vu les équipements concernés.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2012, V. 89).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la réservation d'espaces pour des locaux associatifs sur les terrains Clichy-Batignolles.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons à l'exame du vœu référencé n° 8 dans le fascicule, à nouveau déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la réservation d'espaces pour des locaux associatifs sur les terrains Clichy-Batignolles.

La parole est à Mme Isabelle GACHET.

Mme Isabelle GACHET. - Merci, Madame la Maire.

Mes chers collègues, avant toute chose, je tiens à réaffirmer notre engagement en faveur du nouveau quartier Clichy Batignolles. Il représente une chance et une avancée importante pour le 17e, mais aussi pour Paris et les communes limitrophes.

Ce projet d'aménagement est basé sur la volonté de construire un quartier ambitieux et écologique, comportant de nombreux logement de tous types, mais aussi des équipements publics de qualité, des services et commerces de proximité et des bureaux d'activité.

La vaste concertation, qui a été menée lors de la réflexion autour de ce projet, a entre autres soulevé la question des besoins du monde associatif et la place qui leur serait accordée dans ce nouveau quartier.

Je tiens à souligner ici que les associations de notre arrondissement, dont je salue le dynamisme, jouent un rôle particulièrement important pour le lien social dans les différents quartiers. Parmi ces associations, nombreuses sont celles qui sont encore à la recherche de locaux dans l'arrondissement.

Nous nous proposons de réfléchir ensemble aux conditions dans lesquelles il serait possible de répondre à cette demande. C'est pourquoi - c'est l'objet de ce vœu - nous pensons qu'il serait utile que la Ville de Paris et la S.P.L.A. Paris Batignolles puissent étudier en concertation avec les associations concernées la possibilité de la création de locaux associatifs sur la Z.A.C. Clichy Batignolles.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame la Conseillère.

Monsieur GIRARD, vous avez la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Merci beaucoup.

En effet, ce vœu est présenté par Isabelle GACHET, Annick LEPETIT, Patrick KLUGMAN et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

C'est un avis favorable, mais je souhaite vous apporter, au nom d'Anne HIDALGO, un certain nombre de précisions.

Mes chers collègues, la demande visant à favoriser la vie associative est bien sûr légitime et permanente dans une bonne démocratie locale, mais les besoins doivent être précisément établis. Et il n'y a pas que la Z.A.C. "Clichy Batignolles" qui peut constituer une réponse dans cet arrondissement. Il y a déjà une maison des associations, par ailleurs, je vous le rappelle.

En outre, le cœur du projet des Batignolles, c'est le parc Martin Luther King de 10 hectares. Avec l'arrivée du nouveau Palais de Justice, il a fallu optimiser les îlots constructibles pour maintenir un programme de construction ambitieux, audacieux, au service de la mixité des publics et des fonctions.

Les pieds d'immeubles sont donc rares et ont comme fonction première de desservir les logements, les équipements et de contribuer à l'animation de la rue et à la dynamique commerciale que chacun considère comme prioritaire pour une bonne vie de quartier collective.

Le temps du chacun son local n'est pas efficient au regard de la vision dynamique de la ville qui est la nôtre, dans un contexte de foncier rare et cher, notamment à Clichy Batignolles.

Il me semble pertinent d'aborder, dans cette zone Clichy-Batignolles, cette question au travers de l'usage associatif, d'approfondir les questions de mutualisation des espaces pour permettre, dès le stade de la conception urbaine, une polyvalence des espaces construits, y compris au profit d'activités associatives.

L'atelier de conception que nous mettons en place dès cette semaine avec P.B.A, les promoteurs et bailleurs et les architectes qui viennent d'être sélectionnés - une liste d'une qualité exceptionnelle -, doit pouvoir apporter des solutions, soit pour la première phase, soit pour celle qui suivra.

Je vous remercie donc et vous avez bien entendu que j'émettais un avis favorable.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Dans ce cas, je mets directement aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2012, V. 90).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la dénomination de la place située entre la rue des Dames et la rue Biot.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, je vous informe que le vœu référencé n° 9 dans le fascicule, relatif à la dénomination de la place située entre la rue des Dames et la rue Biot, est retiré.

2012, DPA 36 - Construction d'un gymnase au stade Géo André (16e), modalités de passation du marché de maîtrise d'oeuvre et dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme.
2012, DPA 37 - Construction d'un gymnase et d'une salle de sport au stade Suchet (16e), modalités de passation du marché de maîtrise d'oeuvre et dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme et demande de permis de construire, d'aménager, de démolir et de déclaration préalable.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous allons maintenant examiner conjointement deux projets de délibération : les projets de délibération DPA 36 et DPA 37 relatifs à la construction d'un gymnase au stade Géo André et à la construction d'un gymnase et d'une salle de sport au stade Suchet.

La parole est à M. CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Madame le Maire.

J'ai envie de poser la question : jusqu'où ? Combien ? Non seulement la Ville a décidé de subventionner l'extension de Roland Garros à hauteur de 20 millions d'euros et, maintenant, on nous propose 20 million d'euros supplémentaires de travaux pris en charge par la Ville et évidemment ne figurant pas dans le budget de la Fédération Française de Tennis lorsqu'elle a présenté son dossier à la Commission Nationale du Débat Public. Et pour cause, car si l'on y ajoute toutes ces sommes, elle aurait été tenue légalement de demander une mise en débat public dans les conditions prévues par la C.N.D.P., ce qu'elle a bien évidemment voulu éviter.

On voit aujourd'hui que nous avions raison de dire que les sommes étaient sous-estimées et qu'il y avait derrière tout cela une dissimulation, d'autant plus qu'il faudra y rajouter toutes les sommes liées aux aménagements pour la Direction des Espaces Verts et de l'Environnement, sommes qui sont encore inconnues à ce jour et qui vont évidemment faire exploser le plafond de 300 millions.

Je crois que, dans ce dossier, nous aurons tout connu dans les dissimulations, dans les faux-semblants, dans les promesses non tenues.

J'ajoute que nous avons lu avec beaucoup d'intérêt les déclarations de M. BLANC, le directeur du P.S.G., récemment dans un grand quotidien sportif, qui explique qu'il fera l'extension, enfin, les aménagements - pardon ! - du Parc des Princes en souhaitant couvrir le périphérique, ce qui n'a pas soulevé, si j'ai bien compris, la moindre réaction de qui que ce soit au sein de l'Exécutif municipal, alors que pour les serres d'Auteuil, assez bizarrement, c'est totalement impossible de couvrir tout ou partie d'une autoroute ou d'un périphérique.

Drôle de conception qui consiste à dire que, évidemment, pour M. BLANC et le P.S.G., ce sera après l'Euro 2016. D'ici là, il y a une sorte d'agrément tacite pour dire que l'on fera a minima et puis, on rouvrira le dossier immédiatement après de manière à donner satisfaction à ce grand club bien connu et qui ne manque pourtant pas d'argent.

Moi, j'ai vu qu'il y avait - je l'ai noté avec beaucoup de satisfaction d'ailleurs - un projet alternatif.

Projet alternatif déposé par de nombreuses associations et qui, en ce moment, fait l'objet d'ailleurs de contrôles par des organismes habilités et qui permettrait de donner satisfaction à la Fédération Française de Tennis en termes d'agrandissement, en termes d'augmentation du nombre de courts, sans pour autant détruire ce merveilleux lieu de la biodiversité que constituent les serres chaudes.

J'aimerais que l'on nous explique pourquoi cela est impossible aujourd'hui pour la Fédération Française de Tennis...

Je renvoie au passage aux auditions qui se sont tenues aujourd'hui même devant une commission du Sénat de la part de très grands joueurs de tennis et qui expliquent assez bien les mécanismes de financement de la F.F.T. Je me demande donc pourquoi ce qui n'est pas possible aujourd'hui pour la F.F.T. le sera demain pour le P.S.G. J'ai vraiment l'impression que, dans ce domaine, il y a effectivement deux poids et deux mesures et que, d'un côté, on est absolument prêt à donner satisfaction à la moindre demande de la Fédération Française de Tennis, quelles qu'en soient d'ailleurs les conséquences, puisque j'ai vu que nous allions être obligés de redélibérer sur la convention avec la F.F.T., ce qui en dit long d'ailleurs sur la manière dont le dossier a été mené, puisque la Commission Supérieure des Sites n'accepte pas la convention telle qu'elle nous a été imposée au sein du Conseil.

Mais je ne doute pas que l'on nous racontera qu'une fois de plus, de toute façon, puisqu'on l'avait votée, cela a force de loi.

Eh bien, non, cela n'a pas force de loi, puisqu'il faudra revenir dessus.

Donc, nous souhaitons effectivement que l'on revoie ce projet - il n'est pas trop tard puisque la convention devra être revue - et que l'on étudie les solutions alternatives crédibles, moins onéreuses et moins lourdes de conséquences pour l'ensemble des scolaires de ce quartier.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur CONTASSOT.

Madame DREYFUSS, vous avez la parole.

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci.

Ce projet de délibération rentre effectivement dans le cadre des opérations d'extension du stade de Roland Garros.

Je voudrais m'appuyer sur ce projet de délibération pour vous poser une question, Monsieur VUILLERMOZ, car, le vendredi 8 juin, nous avons vu des personnes mesurer les trottoirs entre le boulevard Murat et la Porte Molitor. En fait, c'est autour du stade Hébert.

Je voudrais avoir la confirmation ou l'infirmation de ce que nous ont expliqué ces personnes qui étaient en train de métrer ces trottoirs, à savoir que, pour le projet du C.N.E. sur le stade Hébert, cette construction avait pour conséquence de déplacer les grilles d'enceinte du stade, puisque le C.N.E. ne rentrait pas dans les limites du stade et qu'il faudrait donc l'agrandir ; de ce fait, il faudrait supprimer le marché Molitor qui est à cet emplacement.

Je souhaiterais, Monsieur VUILLERMOZ, la confirmation ou l'infirmation de cette information, pour m'interroger sur le devenir de ce marché Molitor et de son futur emplacement.

Merci, Monsieur le Maire.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame DREYFUSS.

Monsieur AURIACOMBE, vous avez la parole.

M. Pierre AURIACOMBE. - Merci, Madame le Maire.

Plusieurs personnes viennent de parler de Roland Garros.

Moi, je voudrais, en tant qu'élu du 16e arrondissement, parler du sport de proximité dans le 16e arrondissement. C'est le sport de proximité que nous souhaitons défendre et c'est ce que nous défendons ici depuis plusieurs années. Et c'est pour cela que nous voterons les deux projets qui nous sont proposés ici.

Je crois que cela a été un bon exemple de concertation entre la Ville de Paris et la mairie d'arrondissement (la mairie du 16e) pour obtenir un projet qui nous permet aujourd'hui d'avoir une restitution complète des équipements qui ont été pris par d'autres projets, grâce à ces deux nouveaux gymnases Suchet et Géo André, mais je pense aussi - et nous les avons voté récemment - au stade Hébert ou à l'aménagement de l'hippodrome d'Auteuil.

Je rajouterai, bien sûr, et M. VUILLERMOZ le sait très bien, la réserve, et même si c'est en marge, de la piste d'athlétisme de 200 mètres ou équivalents, que l'on souhaite voir maintenue dans le stade Géo André, dans l'aménagement. Nous souhaitons également que, dans les négociations, vu que certains en ont parlé ici, qui vont avoir lieu sur le Parc des Princes, nous ayons tous le souci de concertation et d'aboutir à un projet commun, mais forts de tout cela et persuadés que nous y arriverons, nous voterons, au nom du groupe U.M.P.P.A., ces deux projets de délibération.

Merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur le Conseiller.

M. VUILLERMOZ va vous répondre.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Je m'attendais évidemment, de la part de M. CONTASSOT et de la part de Mme DREYFUSS, à une attaque continue sur Roland Garros. Voilà ! L'objet de ces deux délibérations, même s'il y a un petit côté qui concerne Roland Garros, n'a pas directement de lien avec le projet de Roland Garros.

Là, il s'agit de parler de deux gymnases qui vont être construits.

M. CONTASSOT, qui connaît bien le sujet puisque, de toute façon, il intervient et que c'est vraiment une bonne tribune pour lui, il intervient à tous les débats qui ont eu lieu sur Roland Garros, sait bien que, dans le projet de Roland Garros, il était prévu de détruire le double gymnase du Fond des Princes, qui d'ailleurs était - je le dis très tranquillement, il suffit d'y aller pour voir - vétuste et qui avait besoin d'être reconstruit. On en profite donc pour faire en sorte que deux gymnases viennent remplacer ce gymnase vétuste, qui seront mieux placés pour les riverains et pour les scolaires du 16e arrondissement, puisqu'ils partageront, entre le Nord et le Sud de l'arrondissement, la possibilité, pour les scolaires notamment, d'avoir moins à se déplacer.

Ce seront deux gymnases très beaux, qui vont permettre d'améliorer l'offre de sports de proximité. C'est d'ailleurs quelque chose que personne n'a repris.

Ce sont deux gymnases qui vont permettre de développer l'offre de sports de proximité dans cet arrondissement et je crois que c'est vraiment quelque chose d'intéressant qui a été noté par M. AURIACOMBE qui reconnaît, et je l'en remercie, la bonne concertation qu'il y a eu dans le 16e arrondissement et avec l'ensemble des riverains pour permettre la construction de ces deux gymnases.

Je crois que, le reste, ce n'est pas le lieu pour en discuter.

En ce qui concerne la demande de Mme DREYFUSS sur la construction du C.N.E., une réunion s'est tenue récemment avec l'architecte et les services de la Ville, qui a permis de montrer la nécessité de prendre toutes les précautions pour réaliser le C.N.E. et le nouveau stade Hébert dans de bonnes conditions et il n'y aura pas de problème sur le marché.

Evidemment, cela va modifier de façon intéressante ce quartier et cela ne plaît pas forcément à tout le monde, mais une situation nouvelle va se créer à cet endroit.

Quant au reste, ce qui a été évoqué par M. CONTASSOT sur le Parc des Princes, franchement, je crois qu'il faudrait plutôt montrer que le Parc des Princes ne sera pas démoli pour être reconstruit, qu'il va être rénové et qu'il va y avoir là quelque chose d'intéressant pour la Ville de Paris.

Voilà ce que je voulais dire et ce que je pouvais dire sur ces deux délibérations.

Encore une fois, je crois que ce seront deux gymnases qui seront très intéressants et très beaux, d'ailleurs, puisque le jury de concours vient d'avoir lieu sur les deux gymnases dans les deux semaines précédentes et, franchement, quand vous les verrez, je pense que vous serez intéressés et que le sport de proximité dans cet arrondissement sera renforcé.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur VUILLERMOZ.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPA 36.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DPA 36).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPA 37.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DPA 37).

Je vous remercie.

2012, DLH 2 - Approbation des éléments financiers au 31 décembre 2010 du traité de concession d'aménagement passé le 7 juillet 2010 avec la SOREQA en vue du traitement de divers îlots et parcelles présentant des caractères d'habitat dégradé. Conclusion d'un avenant n° 3 au traité et cession à la SOREQA de l'immeuble communal 72 rue Marx Dormoy (18e).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DLH 2 relatif à la conclusion d'un avenant au traité de concession à la SOREQA d'un immeuble communal qui se situe dans le 18e arrondissement.

Mme Laurence DOUVIN est la première inscrite.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci beaucoup.

Le Maire de Paris nous avait annoncé en 2001 vouloir faire disparaître l'insalubrité en une seule mandature, un objectif plus que louable, qui ne peut évidemment que recueillir l'approbation de tous.

Mais, hélas, il n'en a rien été et nous avons aujourd'hui encore à constater la permanence de ce phénomène qui est indigne d'une Ville comme notre Capitale.

Depuis 2002, c'était la S.I.E.M.P. qui avait été chargée du traitement de l'insalubrité, sa mission s'est arrêtée en 2010 et c'est alors que la SOREQA créée en 2009 a été chargée de prendre le relais pour la Ville de Paris et pour la Communauté d'agglomération Plaine Commune.

En effet, sa forme juridique lui permet de se voir confier des concessions d'aménagement pour chacune des collectivités actionnaires.

Aujourd'hui, cette délibération nous propose d'étendre encore son champ d'action à Montreuil et à Est Ensemble.

En juillet 2010, c'était une trentaine d'immeubles insalubres qui lui ont été confiés, dont une dizaine d'hôtels meublés, ensuite une douzaine en 2011 et un nouvel avenant aujourd'hui envisage d'ajouter à cette liste cinq immeubles supplémentaires.

A cet égard, le montant de la participation totale de la Ville de Paris est porté à 43 millions d'euros.

Quelles sont les sources de financement pour lutter contre l'insalubrité ? L'effort financier de la Ville de Paris, mais celui-ci a décru. Il était 68 % du budget insalubrité en 2006, aujourd'hui en 2012 il a baissé à 62 % et la seconde source de crédits de financement, ce sont les crédits délégués de l'A.N.A.H. Cette part augmente évidemment alors que celle de la Ville de Paris diminue.

Dans le même temps, le budget qui est consacré aux préemptions et au logement social dans son ensemble est à un niveau élevé. Bien entendu, nous n'opposons pas la lutte contre l'insalubrité à la création de logements sociaux. Ce serait d'autant plus malvenu que, suite aux préemptions et aux travaux réalisés par la SOREQA, très souvent, les immeubles sont transformés en logements sociaux.

Mais nous considérons que l'insalubrité persiste et que seulement 50 immeubles parisiens sont concernés par cette concession d'aménagement de la SOREQA.

Les besoins sont bien plus élevés, cette société travaille à la satisfaction de tous. Dans ces conditions, il nous paraît adéquat de reconsidérer une partie de l'usage du budget du logement social de la Ville de Paris.

En effet, pourquoi préempter par exemple un immeuble avenue George-V et y consacrer une somme élevée, qui serait infiniment mieux employée dans la lutte contre l'insalubrité où les besoins sont criants ?

Plutôt que des choix qui peuvent être coûteux d'affichage politique, nous demandons au Maire de Paris de réorienter les moyens de sa politique afin de pouvoir nous donner les moyens de l'ambition de 2001, c'est-à-dire d'éradiquer complètement l'habitat insalubre à Paris.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Conseillère.

J'avais annoncé qu'il y avait plusieurs inscrits, en réalité ils ne sont pas là.

Je donne directement la parole à M. MANO pour répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Mme DOUVIN vient d'intervenir pour se féliciter du travail de la SOREQA. Elle a raison. Effectivement, nous avons su, grâce à la création de cette société, continuer l'action remarquable de la S.I.E.M.P. et de ses équipes dans un travail compliqué et complexe de traitement de l'insalubrité et nous avons fait de cet outil un outil métropolitain. La reconnaissance de la qualité du travail accompli initialement permet aujourd'hui d'étendre le champ d'intervention du côté de "Est Ensemble".

Mais Mme DOUVIN remettait en cause le fait que l'on n'aurait pas traité la totalité de l'insalubrité à Paris. La vie des immeubles évolue dans le temps et le recensement à l'année "n" ne peut pas être équivalent au devenir d'un immeuble 10 ans après, parce que le temps a passé depuis que nous avions confié à la S.I.E.M.P. le traitement de l'insalubrité.

Grâce à l'Observatoire de l'Insalubrité que nous avons créé, nous surveillons de près l'évolution d'un certain nombre d'immeubles année après année, afin d'intervenir grâce à ce bel outil que nous avons conservé (heureusement, nous avons bien fait), pour traiter au cas par cas un certain nombre d'immeubles.

Nous avons recours parfois à des mesures coercitives en direction d'un certain nombre d'immeubles, des propriétaires privés qui, s'ils ne réalisent pas des travaux, verront la collectivité prendre possession des immeubles, par le biais d'une déclaration d'utilité publique menée par la SOREQA.

Il est clair que, aujourd'hui, cet outil est performant, tout comme les outils de la Ville de surveillance de l'évolution de l'insalubrité d'un certain nombre de bâtiments.

En voici d'ailleurs la preuve : en lien avec la Préfecture de Paris, nous observons spécifiquement plusieurs immeubles pour lesquels cette dernière impose des travaux. En cas d'échec ou de non réalisation des travaux, la SOREQA intervient, nous permettant de traiter ces immeubles, notamment des anciens hôtels meublés qui existent encore et qui répondent à des réglementations différentes, bien évidemment.

Dans le cas précis, dans l'annexe à la concession complémentaire, il y a deux hôtels meublés plus un immeuble où, à l'évidence, un marchand de sommeil sévissait encore.

En ce qui concerne les arbitrages budgétaires entre la Ville de Paris et l'A.N.A.H., il est normal de mobiliser les fonds de l'A.N.A.H. quand il s'agit de permettre à des copropriétaires privés de se réhabiliter : c'est le rôle de l'A.N.A.H. ! La Ville n'intervient à ce titre que de façon complémentaire.

Je pense que vous faites une erreur en disant qu'il vaudrait mieux augmenter le budget de la SOREQA que le budget de préemption.

Concernant l'immeuble situé avenue George-V, vous pouvez en faire tout un roman régulièrement, mais vous ne pouvez nier que nous avons acheté cet immeuble à un prix extrêmement concurrentiel. Cette opération s'équilibrera grâce à la commercialisation du rez-de-chaussée et de l'entresol, bien évidemment, et nous aurons un projet de création d'une structure d'accueil du personnel des grands hôtels qui entourent cette adresse.

Personne ne remet en cause l'idée d'avoir un projet de ce type à un coût compatible, Madame, avec le financement du logement social. Cela en étonne beaucoup, mais nous avons réussi à acheter cet immeuble à un coût compatible pour faire du logement social et nous ne le regrettons pas.

Voilà ce que je peux vous dire, mais, avec vous, je me félicite évidemment du travail remarquable de la SOREQA.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 2.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DLH 2).

2012, DLH 19 - Location par bail emphytéotique, au profit de la R.I.V.P., de l'immeuble communal 69 rue des Haies (20e).
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la vente du parc social.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DLH 19 relatif à la location par bail emphytéotique, au profit de la R.I.V.P., de l'immeuble communal 69 rue des Haies (20e), sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé le vœu référencé n° 10 dans le fascicule.

En l'absence de M. LAMOUR, Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Ce vœu est rattaché au projet de délibération qui concerne l'immeuble communal du 69 rue des Haies, dans le 20e.

Nous sommes partis avec ce vœu de la demande d'une exigence de mixité sociale à Paris, et nous considérons que dans le 20e arrondissement, il y a déjà, au 1er janvier 2010, 27,3 % de logements S.R.U. et que, à la même date, deux arrondissements de Paris - les 13e et 19e arrondissements - comptaient également déjà plus de 30 % de logements sociaux.

Donc, nous souhaitons émettre le vœu suivant :

Que la Ville de Paris veille à ce que les objectifs de la loi S.R.U. s'effectuent dans le respect de la mixité sociale à Paris ;

Également veille à ce que le parc public ne constitue pas plus de 35 % des logements dans l'arrondissement ;

Enfin que le Maire s'engage dans une politique de vente de logements sociaux, par le biais des bailleurs sociaux qui dépendent de la Ville de Paris et d'accession sociale à la propriété, de manière à préserver dans les arrondissements parisiens un équilibre social.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci.

Monsieur MANO, quel est l'avis de l'Exécutif ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Mme DOUVIN intervient au nom de l'U.M.P. pour justifier le fait qu'il faudrait selon elle du logement social à la condition qu'il ne soit pas situé dans l'Est, rarement dans le Centre, et pas du tout à l'Ouest.

C'est un peu compliqué dans la mesure où évidemment, nous avons besoin de logements sociaux car nous avons 125.000 demandes en attente. La demande reste hélas élevée, du fait du maintien à un niveau trop élevé des prix du secteur privé d'une part et de l'apport permanent de candidats qui arrivent de l'extérieur de Paris, voulant s'inscrire comme demandeurs de logement social sur le territoire parisien.

Alors, oui, nous avions de la marge, Madame, pour faire du logement social dans le 7e arrondissement où on en a 1,32 %, dans le 8e, 2,44 %, dans le 6e, 2,79 % et dans le 16e, 3,70 %. Oui, vous avez raison et nous y travaillons mais il est clair que dans ces arrondissements-là, nous avons quelques difficultés foncières, il faut le reconnaître, pour développer du logement social, même si cela fait partie de nos priorités.

Vous n'êtes pas sans savoir également, je pense que vous avez entendu tous les débats au cours de ces derniers mois sur la nécessité vraisemblable de passer à 25 % de logements sociaux dans les zones tendues.

Paris fait partie des zones tendues, et il y aura un objectif, objectif partagé par le Ministre du Logement de l'époque, M. APPARU. J'imagine que quand ce texte passera, vous le voterez bien volontiers.

Il est de notre intérêt, tout en préservant la mixité bien évidemment… mais la mixité en faisant du logement social, ce n'est pas uniquement du logement familial. Cela peut être des structures d'accueil pour les jeunes, ce qui est un projet potentiel pour la rue des Haies, comme un projet potentiel pour le personnel municipal. Ce n'est pas encore arbitré, mais nous sommes là dans la mixité générationnelle et de fonction. Le 20e, en accord avec les élus, est tout à fait apte à accueillir ce type de produits.

Rappelons simplement que 70 % des Parisiens, de par leurs revenus, ont vocation à accéder au logement social dans sa diversité de produits.

Évidemment, je ne peux vous suivre sur le fait d'être en capacité de vendre du patrimoine de logement social, y compris à leurs occupants actuels, diminuant les efforts que la Ville de Paris pourrait faire pour développer le parc de logement social.

Nous devons avoir une vision long terme de l'existence du logement social sur le territoire parisien. Sans cela, Paris verrait sa sociologie varier, différer très rapidement, et nous ne serions plus en capacité d'accueillir les acteurs de la ville au service des Parisiens quotidiennement.

Nous persévérons dans notre politique de développement du logement social mixte notamment dans les arrondissements fortement déficitaires.

J'émets un avis défavorable au vœu de l'U.M.P.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 19.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DLH 19).

2012, DU 79 - Vente de lots de copropriété au 78 rue de Charonne (11e).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DU 79 relatif à la vente de lots de copropriété au 78, rue de Charonne (11e).

La parole est à M. René DUTREY.

M. René DUTREY. - Sur la forme, je comprends tout à fait pourquoi la Ville de Paris, aujourd'hui, après avoir consulté différents acteurs associatifs, en arrive à vendre ces lots et cet appartement en situation d'indécence.

Après, cela rappelle l'histoire de l'urbanisme parisien. Rue de Charonne, on acquérait ce lot, dans cet immeuble, pour agrandir la rue de Charonne, certainement en faire une deux fois quatre voies. C'était de l'alignement de voirie à l'époque… à la grande époque !

Dans ses errements d'achat, ce lot est resté propriété de la Ville pendant des années, qui n'y a pas réalisé de travaux. Ce lot s'est enfoncé dans un peu plus d'indécence.

C'est un peu l'histoire de l'insalubrité à Paris. Vous vous rappelez comme moi, Monsieur MANO, que sur ces 324 immeubles de la convention publique d'aménagement, la moitié étaient ou propriété de la Ville de Paris, ou celle-ci avait des lots de copropriété en son sein.

C'était bien la fameuse technique du mitage, où l'on achetait un lot et on le laissait pourrir pour acheter l'immeuble moins cher.

Bien sûr, ce n'est pas le cas aujourd'hui. Je comprends bien que la Ville de Paris, après avoir consulté les acteurs, ne voie pas très bien ce qu'elle peut faire de ce lot.

Sur le principe, et pour avoir vécu toutes ces époques, m'entendre dire que la Ville de Paris se retrouve à vendre un lot indécent qui a été préempté dans le cadre d'une opération publique et pour un intérêt public, voilà ! Nous n'en sommes pas responsables, vous n'en êtes pas responsables.

En tout cas, nous nous abstiendrons sur cette délibération.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur DUTREY.

Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Nous avons eu l'occasion, avec M. DUTREY, d'examiner en détail le projet dont il est question, car cela pouvait étonner un certain nombre d'élus que la Ville vende un lot particulier issu d'un immeuble quasiment insalubre.

Il s'agit en réalité de lots qui dépendent d'un commerce au rez-de-chaussée, dont l'accès n'est possible que par le commerce. Il ne peut pas y avoir une autonomie, une prise en gérance de la part d'un bailleur et une restructuration en l'absence d'accès.

Ces lots faisaient partie de presque 300 logements en secteur diffus et propriétés de la Ville de Paris transféré à des associations pour faire du logement social diffus.

Il reste en queue de comète ce type de produits, dont il faut bien avouer que nous ne pouvons pas en garder la propriété et qu'il convient au contraire, de le céder au propriétaire qui investira dans la restructuration de l'immeuble. J'espère sortir définitivement cet immeuble de l'insalubrité dans laquelle il se trouve aujourd'hui.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 79.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DU 79).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux moyens disponibles pour les préemptions pour le logement social.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 11 dans le fascicule, non rattaché à un projet de délibération, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif aux moyens disponibles pour les préemptions pour le logement social.

La parole est à M. René DUTREY.

M. René DUTREY. - Voilà le sujet du compte foncier qui revient une fois de plus en discussion devant notre Conseil.

Ce compte foncier se monte à 80 millions d'euros. C'est 8 % des droits de mutation à peu près. C'est aussi la seule capacité d'intervention de la Ville de Paris sur le marché.

Bien sûr, le compte foncier doit servir à acheter des terrains et des immeubles pour faire des opérations publiques.

C'est aussi, un peu par détournement, un outil de lutte contre la spéculation pour éviter de voir des rachats pour des opérations purement spéculatives.

Il faut réussir à calibrer parfaitement ce compte foncier. Nous sommes effectivement dans une situation de reprise et vente à la découpe sur le territoire parisien - Gecina et de nombreuses autres petites ventes à la découpe.

Le but de ce vœu, avant d'aborder notre discussion strictement budgétaire du mois de juillet, était d'attirer l'attention de la Ville de Paris sur le fait qu'il faudra très bien calibrer ce compte foncier.

Avec mon groupe, nous demandons depuis dix ans, de façon assez régulière, l'augmentation de ce compte foncier, donc l'augmentation des capacités d'intervention de la Ville sur le marché.

Ce vœu vise effectivement à augmenter ses capacités et surtout à bien les calibrer par rapport aux éventuels appartements qui subiraient des congés-ventes et dont les locataires ne trouveraient pas d'autres solutions, ni par le rachat, ni par les différentes protections qu'offrent les lois sur le sujet.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à M. MANO pour vous répondre.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Le compte foncier est un sujet permanent qui reviendra sans aucun doute lors du débat budgétaire du mois de juillet.

Je rappellerai simplement à M. DUTREY qu'au-delà du compte foncier de la Ville de Paris, dont je reparlerai, nous disposons de plusieurs procédés pour intervenir sur le marché des acquisitions d'immeubles.

D'une part par les bailleurs en négociation directe avec les institutionnels. Récemment, un immeuble de la rue Voltaire a été racheté à la compagnie d'assurances Allianz par la S.G.I.M.

Par ailleurs, nous disposons d'un autre outil fort efficace créé voici quelques années : l'Établissement public foncier régional. Dans ce cadre, la Ville contribue fortement sur le plan financier, puisque nous avons actuellement, potentiellement, 125 millions d'euros qui seront disponibles pour des opérations d'intervention directe et d'acquisition. Certes, son champ d'action reste spécifique, mais nous l'utilisons pleinement, notamment pour des opérations ô combien symboliques comme par exemple celle située boulevard d'Ornano, dans le 18e arrondissement. Nous avons également quelques projets dans le 16e arrondissement, avec une vigilance particulière sur une opération immobilière à potentiel.

Je rappelle également que nous pouvons faire appel et nous n'hésitons pas à déléguer notre droit de préemption à Paris Habitat, qui peut procéder à une acquisition directe sans mobiliser pour autant le compte foncier. De même, nous menons des négociations avec des acteur économiques qui ont récemment réaffirmé leur souhait de développer du parc intermédiaire. A titre d'exemple, nous venons de faire acheter par une filiale du groupe Solendi un immeuble dans le 12e arrondissement pour développer à nouveau du logement intermédiaire.

Je vous propose que le débat sur le compte foncier ait lieu, bien sûr, au mois de juillet et qu'à cette occasion-là, nous établissions un bilan très clair et transparent de l'utilisation de la ligne ouverte de crédits sur l'année 2012, afin de déterminer si nous disposons encore de marges de manœuvre, ce que je crois, pour la fin de l'année. Ainsi, nous serons en situation pour décider au moment opportun si, oui ou non, il y a une nécessité absolue d'abonder ou non le compte foncier. A ce jour et à ma connaissance, nous avons encore des marges de manœuvre pour intervenir sur le marché entre le compte foncier de la Ville et l'ensemble des moyens que j'ai décrits lors de ma réponse.

Je vous suggérerai, Monsieur DUTREY, de retirer votre vœu et éventuellement de revenir sur ce sujet au mois de juillet, en fonction des conditions que j'ai émises, compte tenu du vœu que vous nous proposez.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Monsieur DUTREY, que pensez-vous de la proposition de M. MANO ?

M. René DUTREY. - Le fait que M. MANO me propose une rencontre à une semaine du Conseil de Paris pour me présenter l'ensemble des achats réalisés et la stratégie du compte foncier est une proposition qui me convient tout à fait. C'est pour cela que je retire ce vœu, et donc nous avons rendez-vous dans 15 jours à peu près, si j'ai bien compris.

Merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur DUTREY.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la politique de cession du domaine privé de la Ville.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 12 dans le fascicule, à nouveau déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif à la politique de cession du domaine privé de la Ville.

La parole est à nouveau à M. DUTREY.

M. René DUTREY. - Mais pas seulement pour un rendez-vous, parce que sinon, en plus de faire un binôme en vase clos, on risque de passer notre vie ensemble, ce qui pourrait être un plaisir.

La cession du domaine privé de la Ville de Paris… Sur ce sujet-là, bien sûr, il est de bonne gestion pour une collectivité de vendre ce qui ne sert à rien, nous sommes tous d'accord là-dessus.

Après, d'un point de vue budgétaire, il faut quand même garder en tête que c'est un fusil à un coup. Nous sommes quand même en train de financer des dépenses pérennes par des recettes qui s'arrêteront un jour, parce que ces ventes du domaine privé, un jour ou l'autre, s'arrêteront. Un peu à l'image des droits de mutation, utiliser des recettes volatiles pour financer des dépenses pérennes est toujours, à notre avis, un peu dangereux.

La deuxième chose, c'est l'absence de visibilité, l'absence de stratégie de ces ventes. C'est vrai que le Conseil du patrimoine a un petit peu - comment dire, je ne sais pas trouver le mot - oublié de rendre son rapport depuis pas mal d'années, un rapport qui était très factuel, et l'objet de ce vœu est bien de comprendre la stratégie de vente.

Je vous l'ai dit, bien sûr, les choses qui ne servent à rien, il faut les vendre. Après, je ne suis pas toujours sûr, sur certaines ventes, que nous ayons bien fait le recensement des besoins des Parisiens, des besoins de la Ville de Paris, des besoins des collectivités qui accueillent ces différents bâtiments pour voir si une utilisation autre, publique, serait possible.

J'ai été attristé, mais c'était une decision prise il y a plusieurs années, par l'abandon des colonies de vacances de la Ville de Paris qui restaient dans l'imaginaire des enfants d'agents de la Ville comme quelque chose de très fort. La vente de tous ces domaines et de tous ces châteaux, ce que je peux comprendre financièrement, est très intéressante pour la Ville de Paris, mais est-ce que le service rendu aux enfants des agents et la qualité restent les mêmes ?

Merci.

Voilà ce que je voulais vous dire.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur DUTREY.

Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur DUTREY, le Conseil du patrimoine rendra public son rapport au cours du mois de juillet ; nous aurons l'occasion de le présenter lors du Conseil de Paris du mois de juillet.

Je souhaite rassurer M. DUTREY quant à la démarche que nous menons systématiquement vis-à-vis des collectivités locales qui accueillent sur leur territoire les biens que nous vendons. Avant que cela passe éventuellement devant notre Assemblée, des contacts sont systématiquement pris sur le plan local pour connaître les desiderata des communes par rapport au devenir du patrimoine qui était jusqu'alors notre propriété.

Il y a donc un échange et il est invenvisageable pour nous d'envisager des cessions à des groupes hoteliers qui pourraient aller à l'encontre de la volonté des élus locaux.

Ceci étant fait, le Conseil du patrimoine est dans son rôle d'évaluer la nécessité ou non pour la Ville de Paris, de garder ce type de patrimoine. Gardons bien à l'esprit qu'ils sont souvent vides et non exploités, et donc degradés, ce qui induirait des coûts exorbitants en cas de conservation au titre de la réhabilitation.

Je pense que la Ville de Paris a entrepris une démarche depuis un certain nombre d'années, que nous poursuivrons sans doute, mais il me semble utile d'avoir devant le Conseil les avis du Conseil du patrimoine qui justifient ou pas à leurs yeux la cession de ce patrimoine.

Je réponds favorablement.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Il vient de le dire hors micro, c'est donc un avis favorable de l'Exécutif à ce vœu.

Je mets donc aux voix le vœu n° 12…

Monsieur LEGARET ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Pour une explication de vote.

Nous voterons ce vœu, nous partageons, effectivement, les préoccupations des élus du groupe "Europe Ecologie - Les Verts et apparentés", nous considérons même que ce vœu met en évidence une situation parfaitement anormale et même indécente.

Comme le vœu le rappelle précisément, le Conseil du patrimoine a été créé en 1996 et entre 1996 et 2001, il a remis chaque année un rapport annuel qui a été présenté au Conseil de Paris et qui a donné lieu à un débat.

Nous avons à plusieurs reprises, après 2001, réclamé ce rapport annuel, qui venait plus ou moins spontanément. Il apparaît que le dernier rapport connu est celui de 2007.

Alors, je veux bien croire aux explications de M. MANO qui nous dit que le Conseil du patrimoine continue à travailler et à se réunir, cela me paraît vraisemblable, mais la véritable anomalie est : que sont devenus les rapports annuels et pourquoi n'ont-ils jamais été communiqués ?

Nous allons voter ce vœu, mais je pense que ce vœu doit être interprété par l'Exécutif comme la volonté manifestée par l'assemblée délibérante de voir l'Exécutif produire le rapport de l'année écoulée, mais également les

rapports des années qui n'ont jamais été communiqués à notre assemblée, que l'on ait la récapitulation de ces documents qui, j'imagine, existent et qui sont, aujourd'hui, introuvables et n'ont pas été communiqués.

J'ajoute que c'est une question sur laquelle nous aurons l'occasion de travailler et de débattre, puisque nous avons demandé la création d'une mission sur la gestion patrimoniale et la politique de la Ville de Paris, donc nous allons avoir besoin, Monsieur MANO, dans le cadre de cette M.I.E., d'avoir les documents établis par le Conseil du patrimoine.

Je crois que la production in extenso des communications annuelles du Conseil du patrimoine est tout à fait nécessaires aux membres de cette M.I.E. pour qu'ils puissent travailler en connaissance de cause.

Nous allons voter ce vœu, mais j'aimerais que l'interprétation qui en est faite par l'Exécutif porte sur l'ensemble des documents qui doivent être communiqués à tous les élus.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci à vous, Monsieur LEGARET, de cette explication de vote.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., qui sera semblablement adoptée à l'unanimité, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2012, V. 91).

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la communication de l'avis du Conseil du Patrimoine à l'occasion des délibérations portant cession de biens communaux.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, le vœu référencé n° 13 dans le fascicule, relatif à la communication de l'avis du Conseil du Patrimoine à l'occasion des délibérations portant cession de biens communaux, est retiré.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à une charte sur les locations meublées de courte durée.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 14 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à une charte sur les locations meublées de courte durée.

C'est Mme DECORTE qui va nous le présenter.

Mme Roxane DECORTE. - Merci.

Monsieur MANO, vous nous avez annoncé l'élaboration d'une charte destinée aux professionnels de la location meublée touristique à Paris. Considérant la nécessité de bien distinguer les professionnels de la location dont les appartements ne sont pas à usage d'habitation et les propriétaires qui louent un appartement à usage d'habitation une partie de l'année seulement, nous émettons le vœu que vous nous informiez de l'avancée des négociations avec les professionnels de la location meublée touristique et que vous nous présentiez au prochain Conseil de Paris la charte si les négociations ont abouti.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Madame DECORTE, nous avons eu, effectivement, deux rencontres avec les professionnels de la location meublée touristique, où nous avons mis à plat un certain nombre de nos positions respectives. A ce jour, l'état des négociations n'a pas permis d'élaborer un projet ou une charte sur les options selon lesquelles nous pourrions accepter l'utilisation limitée dans le temps de la location meublée touristique. Ce sont notamment ceux qui occupent à temps complet leur appartement et qui, à l'occasion des vacances, peuvent le louer, ce qui ne pose pas de problème. Il en va de même pour ceux qui loueraient à un étudiant pendant neuf mois, le reste de la période de l'année ayant potentiellement une utilisation différente.

Dans un contexte de crise du logement, l'interprétation que nous faisons des textes en matière de transformation en meublé touristique, n'est pas partagée avec le secteur professionnel, ce qui ne permet pas de voir émerger un accord sur le contenu de chartes.

Nous constatons que les tribunaux valident la position de la Ville, y compris en appel récemment. Oui, aujourd'hui, la situation est tendue. Pour autant, sachant que notre interprétation juridique des textes a été validée par les tribunaux, la Ville de Paris se doit de tenir fermement sa position : il n'est pas possible de laisser transformer sous nos yeux plusieurs milliers de logements qui ne sont plus à disposition des Parisiens. Il y a donc un équilibre à trouver par rapport à la situation actuelle.

Aujourd'hui, je le regrette, les négociations n'ont pas permis de faire émerger un consensus portant sur un contenu sérieux, réaliste et concret de charte.

Je veux bien vous informer au moment opportun mais nous n'en sommes pas là aujourd'hui. Je vous réponds aujourd'hui que, pour la charte, nous n'avons pas suffisamment avancé avec eux pour avoir un contenu sérieux qui me permettrait de vous présenter un texte. Bien évidemment, je pourrai vous répondre "oui" quand on sera prêts, et ce ne sera sûrement pas au prochain Conseil de Paris.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Bien.

Le vœu est-il retiré, Madame DECORTE, en fonction des éléments de réponse ?

Mme Roxane DECORTE. - Non, parce que vous nous avez annoncé il y a quatre mois en réunion que vous aboutiriez à une charte. On est quatre mois plus tard, il n'y a pas de charte, je ne vois pas l'aboutissement des négociations, donc nous maintenons notre vœu.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - En fait, Madame DECORTE, si j'ai bien compris, il n'y a que "prochain" qui pose un problème dans votre vœu, mais je crois que M. MANO, si j'ai bien compris, était tout à fait d'accord pour présenter cette charte, lorsqu'elle serait prête, au Conseil de Paris. C'est juste que ce ne sera pas le "prochain Conseil de Paris".

Mme Roxane DECORTE. - Dans ce cas-là, on enlève le mot "prochain".

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - C'était ce que je souhaitais entendre.

Merci beaucoup à tous les deux.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2012, V. 92).

2012, SG 57 - Approbation du principe de conventions de mécénat et de partenariat pour le séminaire international "Gouverner la métropole : pouvoirs et territoires, bilans et directions de recherche" et signature desdites conventions.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le dernier projet de délibération de la 8e Commission. Il s'agit du projet de délibération SG 57 relatif à l'approbation du principe de conventions de mécénat et de partenariat pour le séminaire international "Gouverner la métropole : pouvoirs et territoires, bilans et directions de recherche" et signature desdites conventions.

M. CONTASSOT a la parole.

M. Yves CONTASSOT. - Merci, Madame la Maire.

On nous propose de poursuivre le séminaire international "Gouverner la métropole : pouvoirs et territoires, bilans et directions de recherche".

La question que j'ai envie de poser, c'est : pendant combien d'années va-t-il falloir encore faire des séminaires avant que des décisions n'interviennent ? Parce que j'ai entre les mains un document que Pierre MANSAT ne peut pas ignorer, puisqu'il a été réalisé sous la direction à l'époque de la D.D.T.A.T.C., qu'il connaît bien, et ce document, qui date de 2004, était exactement déjà sur les mêmes thèmes. Il y avait encore plus de villes qui étaient analysées, je cite : Barcelone, Berlin, Lisbonne, Londres, Madrid, Manchester, Milan, Montréal, Rome, Stuttgart, Toronto. On a quasiment, à peu près, tous les cas de figure.

On peut continuer à faire des séminaires pour savoir quelles pourraient être les meilleures manières de gouverner la métropole francilienne, la vraie question n'est pas là.

La vraie question est de savoir ce que les différentes composantes politiques du territoire francilien ont envie de faire. De ce point de vue, ce n'est pas la comparaison avec les autres qui va nous permettre de déboucher, c'est effectivement la capacité qu'il y aura ou pas à accepter un certain nombre de compromis politiques pour éviter de voir les affrontements actuels perdurer, ce qui se traduit d'ailleurs de fait par un immobilisme qui n'est, je dirais, combattu de temps en temps que lorsque l'Etat prend un certain nombre de décisions ou donne les orientations fortes, comme le Président de la République vient de le faire à propos de l'autorité organisatrice du logement.

Alors, soit on avance de manière décidée, collective et efficace, soit il faudra s'en remettre à l'Etat, ce qui est la pire des choses, me semble-t-il, si l'on n'a pas envie d'aller beaucoup plus vite et beaucoup plus loin.

Je souhaite vraiment qu'on arrête avec ce type de séminaire. Celui-ci est engagé, donc on peut difficilement revenir en arrière.

Nous nous abstiendrons, d'autant plus que, franchement, faire financer cela par des opérateurs privés, qui ont déjà quasiment préempté un certain nombre de territoires, je pense à des territoires autour des gares avec des projets de réalisation de parkings ou d'autres aménagements parce qu'ils ont très bien compris quel intérêt financier ils pouvaient tirer de ce projet, je pense qu'il y a un moment où il faut cesser ce type de pratique.

Pour cette fois-ci, abstention, mais nous souhaitons que l'on arrête avec les séminaires et que l'on avance véritablement pour sortir de l'immobilisme actuel.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur CONTASSOT.

La parole est à M. MANSAT pour vous répondre.

M. Pierre MANSAT, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Clairement, nous sommes en désaccord. Nous pensons qu'au contraire, il y a un intérêt extrêmement puissant à comprendre ce qui se passe dans les métropoles du monde, puisque toutes sont confrontées au même problème et, contrairement à une vulgate très répandue, aucune métropole n'a trouvé la solution idéale, n'a trouvé les remèdes idéaux.

Nous pensons donc qu'il y a un intérêt à se confronter, de ce point de vue-là, avec les métropoles du monde. Ce sera la deuxième édition de ce séminaire qui monte en puissance et en autorité scientifique. Aujourd'hui, il y aura 85 contributions, avec des chercheurs de 15 nationalités différentes, avec les Amériques (Amérique du Nord et Amérique du Sud), l'Asie également et puis, bien sûr, beaucoup de métropoles européennes, donc nous sommes très allants, au contraire, sur cette édition de ce séminaire puisqu'il vise aussi à instituer Paris comme un lieu où, du monde entier, on vient débattre justement de la gouvernance des métropoles qui suscite tant de difficultés.

Il sera suivi d'un troisième événement l'année prochaine. Nous l'avons inscrit, tel que nous l'avions annoncé déjà, alors que vous l'avez voté en 2011, dans un cycle de trois séminaires, de trois rencontres, celui de 2013 ayant un caractère citoyen extrêmement affirmé.

Ensuite, dernière remarque sur le mécénat : oui, nous sommes assez contents d'avoir réussi à trouver du mécénat pour une initiative intellectuelle de cette nature. Nous sommes contents parce que, d'une part, cela représente des économies assez importantes pour la Ville de Paris et puis, parce que le mécénat se fait de façon tout à fait rigoureuse. Il y a, bien sûr, étanchéité absolue entre la recherche, la production de séminaires et les mécènes, mais il y a étanchéité absolue d'ailleurs entre la Ville de Paris et les chercheurs qui vont s'exprimer dans le cadre du colloque scientifique.

Nous l'avons fait également avec des mécènes qui acceptent de ne pas intervenir dans le cadre du colloque.

Dernier point qui semble très important : c'est, qu'on le veuille ou non, quelle que soit l'opinion que l'on ait sur les politiques menées par un certain nombre d'entreprises, que ces entreprises, ces grandes entreprises sont des acteurs extrêmement importants de la gouvernance de la métropole francilienne et qu'il y a tout intérêt, au contraire, à nouer un dialogue plutôt que de les rejeter dans leur sphère propre.

Voilà ce que je pouvais répondre à l'intervention d'Yves CONTASSOT, que je remercie de son abstention, malgré tout.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur MANSAT.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 57.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, SG 57).

2012, DAC 29 - Subventions (117.500 euros), avenant et convention avec l'Association pour le Développement de la Danse à Paris (4e).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen des projets de délibération de la 9e Commission. J'attire votre attention sur le fait que nous avons 25 minutes d'avance sur le timing qui était prévu et que ce serait bien de garder cette avance-là.

Nous examinons le projet de délibération DAC 29 relatif à l'attribution de subventions à l'Association pour le Développement de la Danse à Paris.

Mme FOURNIER est inscrite et elle a la parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

La Ville de Paris subventionne l'Association pour le Développement de la Danse à Paris au titre de son soutien au festival organisé par cette association et, depuis 2004, pour la gestion des studios qui se trouvent Geoffroy l'Asnier dans le 4e.

Cette association y développe un projet présentant deux volets :

- d'une part, l'accueil de danseurs et de chorégraphes, qui peuvent à la fois créer, répéter, prendre des cours ;

- et, d'autre part, œuvrer à l'élargissement du public de la danse par l'ouverture des studios aux amateurs et l'organisation en direction de ces derniers, de cours, d'ateliers et de stages.

Cette association est reconnue, puisqu'elle bénéficie du soutien de la D.R.A.C. Ile-de-France pour le fonctionnement des studios, pour le festival, pour la participation du Centre de développement chorégraphique Paris Réseau.

Bref, si on lit toute la délibération, tout ce qui est énoncé, je pense, est très juste et très flatteur pour cette association. Or, la délibération se termine par ces quelques mots : "Compte tenu de la répartition de l'enveloppe globale des subventions culturelles pour l'année 2012, la subvention octroyée à l'Association pour le développement de la danse à Paris, dont le montant global est fixé à 245.000 euros, est en diminution de 40.000 euros par rapport à 2011."

40.000 euros sur 245.000 est quelque chose de conséquent et je dois dire que nous n'avons jamais eu vraiment d'information sur les éléments qui sont pris en compte pour la répartition, justement, de l'enveloppe globale des subventions.

Une nouvelle fois, je suis conduite à dire que les structures de moyen format ou les petits équipements font les frais d'une politique de réduction budgétaire qui est, d'une part, difficile à admettre parce que Paris, à mon sens, reste une ville riche, et de toute façon une ville qui affirme sa volonté en matière de politique culturelle ; difficile aussi à comprendre dans la mesure où de très grosses structures, plus importantes que celle-ci, celles qui perçoivent les plus importantes subventions, en réalité, lorsqu'on regarde précisément le décompte qui peut être fait de l'évolution de leur subvention, n'ont pas vu leur montant baisser comme cela avait été parfois annoncé.

D'ailleurs, je dois dire qu'elles l'ont fait savoir par voie de presse, puisqu'elles ont annoncé qu'elles étaient particulièrement satisfaites de la façon dont elles avaient été traitées.

Si l'on pouvait avoir des éléments sur la répartition de cette enveloppe globale qui conduit à cette diminution pour cette association, je vous en saurais gré.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Monsieur GIRARD, vous avez la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Je ne suis pas sûr d'avoir très bien compris le dernier paragraphe, sur la satisfaction exprimée dans la presse par les grosses associations. Je ne savais pas que la Maison des Pratiques amateurs et que la Maison des Métallos étaient des grandes associations.

Elles connaissent aussi des difficultés, tout à fait comme les autres.

Eu égard au contexte budgétaire de la Ville, nous sommes des élus "a priori" responsables, la subvention accordée à Micadanse est en effet en baisse de 40.000 euros, mais je voudrais vous rappeler le contexte.

La subvention totale s'élève tout de même à 245.000 euros, incluant une subvention de 45.000 euros pour le festival "Faits Divers".

Le budget de la Ville étant contraint, je ne pense pas que ce soit un scoop, nous avons regardé la situation de chacune des associations que nous soutenons, les arbitrages ont été réalisés au cas par cas ; des arbitrages difficiles, discutés, partagés ont été faits dans un esprit le plus juste possible et basés sur des analyses objectives de la situation budgétaire de chacune des associations.

L'Association pour le développement de la danse dispose de recettes propres importantes (élément qui peut-être en effet manquait à votre information et je regrette si j'ai failli à mon devoir en omettant de vous transmettre cette information) provenant de la location des studios de danse, des studios qui appartiennent à la Ville.

L'association peut louer cet endroit et obtenir ainsi des recettes propres importantes et tant mieux, c'est une bonne gestion et ensuite cela permet d'accueillir beaucoup de compagnies, parfois des compagnies innovantes et plus fragiles.

Un certain nombre d'associations n'ont pas cette marge de manœuvre et connaissent des situations beaucoup plus fragiles. Nous avons fait le choix de les préserver.

Après analyse fine de la situation budgétaire de Micadanse, nous avons pu déterminer qu'elle était en capacité d'absorber cette légère baisse sans mettre en difficulté le fonctionnement du lieu.

Je tiens à préciser que la subvention de la Ville à Micadanse est passée de 30.000 euros en 2001 à 190.000 euros en 2004 puis à 285.000 euros depuis 2008. Je peux transcrire en francs, si vous le souhaitez.

Cet accompagnement constant prouve bien notre attachement à cette structure absolument unique à Paris, puisque c'est nous qui l'avons favorisée, qui avons permis son installation et qui en avons fait le choix.

Par ailleurs, cette baisse a été expliquée à Christophe MARTIN, le directeur, qui ne vit pas dans une bulle, mais qui connaît la réalité de la vie économique et des compagnies.

Mon cabinet, ainsi que le cabinet du Maire, ont reçu longuement M. MARTIN.

Nous serons très attentifs à l'évolution de la situation de l'association, évidemment, et nous en tiendrons compte au moment de déterminer la subvention 2013.

Enfin, je vous informe qu'une subvention d'équipement de 15.000 euros est proposée cette année, ce qui n'était pas le cas les années précédentes. La baisse de la subvention est donc tout à fait relative.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur GIRARD.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 29.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2012, DAC 29).

2012, DAC 364 - Subvention (75.500 euros) et avenant à convention avec l'association Le Musée en Herbe (1e).
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la subvention accordée au Musée en Herbe.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DAC 364 relatif à l'attribution d'une subvention de 75.500 euros et avenant à convention avec l'association Le Musée en Herbe (1e), sur lequel le vœu référencé n° 16 dans le fascicule a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. LEGARET va nous présenter ce vœu.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Merci, Madame le Maire.

Je sais que Christophe GIRARD connaît bien cette situation. Il y est attentif et nous avons déjà eu l'occasion d'en débattre, positivement d'ailleurs.

C'est vrai que cette association, Le Musée en Herbe, est vraiment une association très remarquable et les expositions qui ont été organisées récemment, notamment Keith Haring qui a reçu 65.000 visiteurs, étaient vraiment des expositions de grande qualité.

Nous nous inquiétons en voyant le montant qui est proposé aujourd'hui, puisque le projet de délibération DAC 364 propose d'accorder 75.500 euros. Ce n'est pas conforme à ce que nous avions compris des engagements antérieurs et, en décembre dernier (c'est récent), la Mairie avait proposé d'accorder au titre de 2012 104.500 euros, en précisant que c'étaient 50 % du montant de l'année 2011.

Nous aimerions que le même effort soit poursuivi et c'est le sens de ce vœu qui se suffit à lui-même. Nous souhaitons qu'en 2012 on maintienne le même effort au titre de la subvention de la Ville qu'en 2011 et, très franchement, cette association le mérite compte tenu de son activité, de ce qui est fait en faveur des scolaires, de l'intérêt et de la qualité tout à fait exceptionnels des expositions qui y sont organisées.

C'est le sens de ce vœu, en espérant que Christophe GIRARD nous apportera une réponse favorable.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur LEGARET.

Monsieur GIRARD, une réponse ?

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Je remercie d'abord Jean-François LEGARET pour le ton de l'intervention. C'est vrai que c'est un sujet que nous avons abordé et il sait que je me mets en quatre pour les associations, autant que je le peux, partout où cela est possible.

Je ne vais pas pouvoir malheureusement répondre favorablement au vœu, néanmoins je vais faire une petite ouverture.

L'exercice annuel de répartition du compte d'emploi des subventions est, comme vous le savez, important, lourd et (je viens d'ailleurs de le dire précédemment à ma collègue Danielle FOURNIER) particulièrement en période de contrainte budgétaire et de rigueur nécessaire et préventive, comme celle que nous connaissons évidemment en particulier cette année.

Dans ce cadre, nous avons été amenés à réaliser des arbitrages, certes difficiles, parfois douloureux, parfois éventuellement même ressentis comme injustes, mais, comme toute situation difficile, ce sont des décisions que nous souhaitons évidemment exceptionnelles.

Je tiens d'ailleurs à ce titre à remercier les services de la Direction des Affaires culturelles et son nouveau directeur, François BROUAT, qui, en lien étroit avec mon cabinet et celui du Maire de Paris, a fait ce travail, c'est vrai, avec beaucoup de sérieux et avec l'idée de garantir une gestion plutôt responsable et tout à fait transparente des deniers publics.

Pour ce qui concerne Le Musée en Herbe, pour lequel vous m'interrogez et pour lequel vous présentez un vœu, le travail d'analyse financière et morale de l'association, qui incombe à l'administration parisienne, a permis de constater que ses comptes avaient été assainis avec notamment le dégagement d'un résultat positif en 2010.

Par ailleurs, Le Musée en Herbe a réussi à mobiliser et obtenir de nouveaux financements, notamment au travers de son club des mécènes parrainé par La Poste et par Yoplait.

Enfin, nous nous réjouissons que, suite à l'audit de la structure en 2008 (je tiens vraiment à les remercier et les féliciter, parce qu'ils ont un esprit de responsabilité et ils l'ont assumé), le Musée en herbe a réalisé des efforts, notamment concernant l'élargissement des publics, avec des actions en faveur des publics défavorisés : Restos du Cœur, ATD Quart Monde ou encore le Secours populaire.

Nous souhaitons néanmoins, et conformément aux préconisations de l'Inspection générale - il y a eu un débat ce matin à ce sujet, mais l'Inspection générale fait un travail qui est extrêmement utile et l'idée est d'en utiliser évidemment les recommandations - qu'ils renforcent encore davantage ses activités en direction des publics scolaires et des centres de loisirs.

La baisse relative de subvention du Musée en herbe, d'un montant de 29.000 euros, s'établit sur l'ensemble de ces éléments d'analyse. Il m'importe, en revanche, cher Jean-François LEGARET, qu'un suivi régulier soit effectué.

J'ai d'ores et déjà demandé à la Direction des Affaires culturelles qu'un point d'étape soit effectué, à la rentrée de septembre avec l'association, pour préparer au mieux l'exercice 2013. C'est donc la porte que j'ouvre.

Je rejette, j'en suis navré, le vœu, puisque j'exprime un avis défavorable. En revanche, je souhaite que l'on fasse un point en septembre, c'est-à-dire juste après l'été, pour nous assurer qu'en effet les recommandations de l'Inspection, les décisions prises, la baisse de subvention décidée, ne viennent pas vraiment gêner l'exercice en cours.

Est-ce que Mme POURTAUD aurait la gentillesse, parce que je vous entends discuter et c'est très difficile de suivre les subventions.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - C'est donc un avis défavorable ?

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - C'est un avis défavorable, comme je l'ai dit à M. LEGARET.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur GIRARD.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repousssée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 364.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2012, DAC 364).

2012, DAC 538 - Marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable, en deux lots, confiant à la SAS 3M France la maintenance des matériels 3M d'encodage et de détection des étiquettes électromagnétiques et RFID des bibliothèques de la Ville de Paris ainsi que le remplacement de matériels RFID.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DAC 538 relatif à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable, en deux lots, confiant à la SAS 3M France la maintenance des matériels 3M d'encodage et de détection des étiquettes électromagnétiques et RFID des bibliothèques de la Ville de Paris ainsi que le remplacement de matériels RFID.

La parole a été demandée par Mme FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci. Je pensais faire une explication de vote, donc cela sera rapide.

C'était pour rappeler que je suis intervenue déjà plusieurs fois sur cette question du RFID dans les bibliothèques. Je ne reprendrai pas le raisonnement que nous tenons, qui est un raisonnement de précaution et d'ordre sanitaire, pour alerter sur l'utilisation d'un dispositif dont on ne sait pas exactement s'il n'est pas sans conséquence pour les usagers, notamment les personnels des bibliothèques.

Pour notre part, comme les autres fois, nous voterons contre, dans la mesure où quantité d'autres systèmes existent et ont fait leur preuve.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame FOURNIER, pour cette brièveté.

Monsieur GIRARD, vous avez la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - C'est évidemment un sujet dont on débat beaucoup en C.H.S. Là-dessus, je me garderai bien d'affirmer, mais je suis évidemment attentif aux arguments développés par Mme FOURNIER.

La technologie RFID est utilisée dans le cadre des automates de prêt, installés dans plusieurs bibliothèques de prêt, notamment les plus importantes et les plus récentes, comme Marguerite Yourcenar, Melville, Marguerite Duras, François Villon, Louise Michel, Flandres, Hélène Berr, Edmond Rostand, François Truffaut dans les Halles, et les prochaines nouvelles bibliothèques.

Vous le savez, notre réseau de lecture publique est très dynamique. Il s'est beaucoup développé depuis dix ans, avec 13 millions de prêts annuels, ce qui en fait l'un des plus importants existants. Dans les bibliothèques équipées d'automates, 95 % des prêts sont effectués par les utilisateurs eux-mêmes sur les machines à leur disposition. C'est vrai que le public, de façon générale, plus il est jeune, plus il réclame ce fonctionnement. Ils ont peut-être tort, mais en tout cas c'est aujourd'hui dans leurs pratiques et leurs demandes.

Ces dispositifs permettent au personnel d'être déchargés de tâches mécaniques pour se consacrer plus largement au public : l'accueil individuel ou collectif, partenariat avec le tissu local, conseil aux emprunteurs, préparation des commandes d'ouvrage, animation culturelle. Cela permet également de réduire les risques professionnels de troubles musculo-squelettiques en éliminant une part de la manipulation des documents par le bibliothécaire.

D'une inquiétude que vous avez exprimée, et qui est tout à fait respectable et qu'il faut entendre, il y a néanmoins la disparition, en tout cas la réduction, de risques professionnels avérés de troubles musculo-squelettiques qui font évidemment souffrir terriblement les personnels, les personnes sujettes à ces manipulations.

La puce RFID en elle-même n'émet des ondes électromagnétiques, me dit-on, que lorsqu'elle est à proximité de l'appareil de lecture mis à disposition du public. Il s'agit du même procédé que celui utilisé par les millions d'usagers de la R.A.T.P. avec le "pass" Navigo, dont moi-même d'ailleurs.

Ces produits sont certifiés, en conformité avec les réglementations actuelles, et notamment avec la norme EN50364 sur la limitation de l'exposition humaine aux champs électromagnétiques.

Toutes les précautions sont donc prises, dans le cadre actuel des connaissances, afin de garantir aux usagers comme aux agents l'innocuité du dispositif d'identification par radiofréquence.

Je vous lis ce que je ne sais pas moi-même intimement mais je vous le lis. Voilà, j'ai dit en mon âme et conscience en vous montrant ma carte Navigo.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur GIRARD.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 538.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DAC 538).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux subventions versées par la Direction des Affaires culturelles.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous allons maintenant examiner les vœux référencés n° 15 et n° 15 bis dans le fascicule, déposés par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs aux subventions versées par la Direction des Affaires culturelles.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Quand nous ouvrons ODS, mes chers collègues, les premiers projets de délibération mis en ligne sont très souvent ceux de la Direction des Affaires culturelles, et la majorité de ces projets de délibération à l'ordre du jour de la 9e Commission a pour objet l'attribution de subventions.

Le compte administratif 2011 comptabilise, par exemple, 94 millions d'euros de subventions de fonctionnement et un peu plus de 5 millions d'euros de subventions d'équipement pour cette direction.

Il n'est pas précisé la répartition de ces masses financières en fonction de l'objet, ni des organismes subventionnés. Nous savons bien qu'il y a de nombreuses activités qui sont subventionnées par la Direction, ce qui reflète la diversité culturelle dont nous nous réjouissons tous (théâtre, cinéma, musique et aussi soutien d'association aux anciens combattants). Bref, c'est la manifestation d'une grande diversité.

Nous souhaiterions que l'action culturelle de la Ville de Paris gagne en lisibilité. C'est pourquoi nous demandons qu'il y ait un bilan annuel des subventions versées par la Direction des Affaires culturelles, présentées et détaillées selon l'objet et le nom des associations soutenues, et que soit indiqués les critères utilisés pour déterminer les montants des subventions dans chaque projet de délibération, de manière à ce que la transparence la plus grande soit effectuée, pour le bénéfice des membres de notre Assemblée et pour les Parisiens.

Je vous en remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame DOUVIN.

La parole est à M. Christophe GIRARD pour vous répondre.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je remercie Mme DOUVIN également pour le ton employé, car on a en effet toujours intérêt, dans l'exercice de notre mandat, à améliorer les conditions d'explication et transparence. C'est vrai qu'en 9e Commission, on réussit particulièrement, je trouve, à transmettre les informations et à venir souvent dans le détail, mais peut-être que cela n'est pas suffisant vis-à-vis des élus dans leur ensemble. Je me félicite devant tous les élus présents aujourd'hui - ils sont tous à l'Assemblée nationale, j'ai l'impression -, de pouvoir donner les indications que vous demandez.

Je vais vous faire une proposition de vœu de l'Exécutif à partir de votre intervention, et si cette proposition vous convient, nous pourrons voter tous ensemble le vœu de l'Exécutif qui va dans ce sens.

Voilà le vœu que je vous propose :

Considérant que depuis 2001 le vote des subventions fait l'objet de projets de délibération individualisés, accompagnés d'une fiche de présentation précise, permettant un débat avec les élus en Conseil d'arrondissement, pour les projets de délibération localisés, puis en 9e Commission puis en Conseil de Paris - ce sont donc trois étapes -,

Considérant que les dossiers de demande de subventions font l'objet d'une instructions complète et approfondie par les services compétents de la Ville, permettant d'apprécier l'intérêt local et culturel des projets, puis par le bureau des subventions qui émet un avis de recevabilité,

Considérant que l'Inspection générale de la Ville de Paris effectue régulièrement des audits pour évaluer les actions des structures culturelles financées par la Ville et que ces rapports d'audit sont consultables sur le site paris.fr,

Sur proposition de l'Exécutif, le Conseil de Paris émet le souhait qu'un débat annuel relatif au versement des subventions culturelles par la Ville de Paris soit organisé en 9e Commission.

Est-ce que cela vous conviendrait ?

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Madame DOUVIN ?

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, je serais assez tentée de voter ce vœu, mais en plus du nôtre, c'est-à-dire de voter les deux.

Je souhaite maintenir le vœu, et je voterai le vœu de l'Exécutif s'il le maintient.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Je vais donc mettre aux voix le vœu…

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Il faut que je vous donne l'avis.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Vous avez dit défavorable, Monsieur le Maire.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Tout à fait.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repousssée.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté à l'unanimité. (2012, V. 93).

2012, DAC 221 - Subvention (1.350 euros) à la Société Historique et Archéologique du 15e arrondissement de Paris.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DAC 221 relatif à l'attribution d'une subvention de 1.350 euros à la Société historique et archéologique du 15e arrondissement, sur lequel l'amendement n° 17 a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Madame de CLERMONT-TONNERRE, vous avez la parole.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Madame la Maire.

Madame la Maire, mes chers collègues, je tiens à souligner l'exceptionnel dynamisme de la Société d'histoire du 15e arrondissement et la qualité du travail réalisé par ses membres, tous bénévoles.

Outre les conférences et visites commentées qu'elle organise tous les mois, notre société d'histoire produit chaque année des expositions, participe à de nombreuses animations, aux fêtes des conseils de quartier, ainsi qu'au Salon du livre de Paris, qui se tiendra le week-end prochain au sommet de la tour Montparnasse.

Cette société publie également des lettres d'information, réalise des études thématiques, ou encore édite deux fois par an une revue dénommée "Vaugirard-Grenelle".

J'ajoute qu'au cours de ses permanences hebdomadaires, ses membres renseignent de nombreux étudiants, architectes et amateurs de patrimoine à la recherche d'informations et de documents sur l'arrondissement.

Cette année, la Société d'histoire souhaite enrichir son fonds documentaire et photographique, améliorer la réalisation de ses brochures et répondre dans de meilleures conditions aux demandes de recherches qui lui parviennent.

Dans cette perspective, elle vous a adressé, Madame la Maire, une demande de subvention de 1.800 euros.

Or, il apparaît que vous refusez d'attribuer cette somme et proposez de la ramener à 1.350 euros, c'est-à-dire à un montant inférieur à celui des années précédentes.

Considérant le travail fourni par cette société, qui contribue à faire connaître et à vulgariser l'histoire du 15e et de la Ville de Paris,

Considérant l'intérêt et la qualité de ses projets pour 2012, nous vous demandons, Madame la Maire, d'attribuer à la Société d'histoire du 15e arrondissement, de l'arrondissement le plus peuplé de Paris, une subvention de 1.800 euros, étant observé que cette somme restera encore la plus faible subvention perçue par une société d'histoire parisienne.

Merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Conseillère.

Mme POURTAUD va vous répondre.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Chers collègues, Madame de CLERMONT-TONNERRE et les élus du 15e.

Comme vous le savez, nous sommes très attachés aux sociétés d'histoire et d'archéologie présentes dans la plupart des arrondissements parisiens.

Elles sont créatrices de lien social et contribuent, comme vous l'avez dit, à faire découvrir à nos concitoyens l'histoire de leur arrondissement, l'histoire reliée à la grande histoire ou à l'histoire parisienne.

Certaines participent activement aux expositions du Comité d'histoire de la Ville de Paris. Je ne sais pas s'il y a des élus du 10e dans l'hémicycle, mais je voudrais saluer la très intéressante exposition qui est faite en ce moment en liaison avec la Société d'histoire et d'archéologie du 10e, par le Comité d'histoire sur le Clos Saint-Lazare à la mairie du 10e.

Vous savez que j'encourage cette démarche de proximité, puisque j'avais largement associé les sociétés d'histoire et d'archéologie à l'anniversaire des 150 ans de l'agrandissement de Paris.

Mais pour revenir plus précisément à votre demande, qui est une demande d'augmentation de la subvention pour l'année 2012, je suis obligée de revenir à des considérations plus terre-à-terre.

Le contexte économique, comme vous le savez, nous a amené à baisser légèrement les subventions récurrentes quand cela ne mettait pas en danger le travail de l'association.

Nous l'avons fait à hauteur de 10 % pour toutes les sociétés d'histoire et d'archéologie.

Plus précisément, s'agissant de la S.H.A. du 15e arrondissement, ses comptes sont excédentaires chaque année depuis 2009 et sa trésorerie, en fin d'année, est équivalente à 296 jours exactement de fonctionnement.

Nous avons donc considéré que cette baisse de 10 % ne devrait pas compromettre les activités de cette association, et je fais appel au sens des responsabilités de nos collègues du 15e arrondissement pour retirer cet amendement.

Sinon, Madame le Maire, j'appellerai à le rejeter.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Madame de CLERMONT-TONNERRE, votre réponse à cette suggestion.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - D'abord, je suis consternée par votre réponse, mais je vous en remercie, Madame POURTAUD.

Franchement, il s'agit là d'une demande d'augmentation extrêmement modeste, puisque la subvention que vous proposez est de 1.350 euros, j'ajoute que cette société porte des projets particulièrement dynamiques et qu'en rabotant sa subvention, vous la contraignez à reporter sur une année prochaine les projets qu'elle portait pour 2012, je trouve cela dommage.

Encore une fois, je rappelle que c'est la plus modeste subvention que vous attribuez à une société d'histoire alors que le 15e est l'arrondissement le plus peuplé de Paris et que nous avons une société particulièrement dynamique.

Certes, vous rabotez de 10 % toutes les subventions, mais je vois cependant d'autres subventions à des associations qui sont augmentées de façon considérable, et je trouve qu'avant de décider de faire cela de façon arbitraire, il faudrait regarder le travail fourni par chacune de ces sociétés.

Merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - J'en déduis que vous ne retirez pas votre vœu, et je mets donc aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 17 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 17 est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 221.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DAC 221).

2012, DGRI 14 - Subvention et convention (50.000 euros) avec l'association AIDES (93 500 Pantin) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique (Algérie, Mali).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DGRI 14 relatif à l'attribution d'une subvention et convention avec l'association AIDES dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique.

M. Patrick KLUGMAN a la parole.

M. SCHAPIRA ne manquera pas de lui répondre lorsqu'il arrivera.

M. Patrick KLUGMAN. - Merci, Madame le Maire.

Notre ordre du jour appelle effectivement une vingtaine de projets de délibération pour des associations qui luttent contre le fléau du Sida en Afrique. Je vais donc me permettre de m'exprimer, tant pour ce projet de délibération que pour les autres plus largement, parce que je considère que c'est un immense honneur pour notre Conseil et pour cette séance que d'avoir délibéré sur 20 projets, 20 associations pour un total de 2,130 millions d'euros.

Si Paris, même en des temps de difficultés budgétaires, de resserrage, n'était pas solidaire, notre collectivité manquerait sans doute, tant à son identité qu'à ses devoirs.

Je voudrais quand même en profiter, puisque nous attendons M. le Maire, pour rappeler que selon l'agence ONUSIDA, le Sida en Afrique touche 34 millions de personnes et 3 millions de nouveaux malades chaque année.

L'action de la Ville de Paris est engagée depuis 2001. Depuis 2001, ce sont près de 14 millions d'euros qui ont été distribués et près de 500.000 personnes bénéficiaires en Afrique des programmes qui ont été déployés grâce au soutien de la Ville de Paris.

Plus largement, notre action s'inscrit également dans le cadre de l'Association internationale des maires francophones, dont chacun sait que le Maire de Paris est le président et également dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement qui vise tout simplement à l'éradication du fléau du Sida en 2015. Je crains que cet objectif ne soit pas parfaitement atteint mais grâce aux programmes que nous soutenons, nous contribuons à notre niveau à cette lutte acharnée.

Nous accompagnons des acteurs incontournables. J'en citerai une vingtaine, ceux que nous soutenons aujourd'hui, et je ne voudrais oublier personne.

Il y a l'association AIDES, l'association CARE France, la Croix-Rouge française, Médecins du Monde, Moto Action, Organisation panafricaine de Lutte pour la Santé, l'association Mouvement Français pour le Planning Familial, Sida Info Service, Réseau Africain de l'Éducation pour la Santé, Sida Info Service encore, Sol En Si, Clowns sans Frontières, Fonds SOLIDARITÉ Sida Afrique et Médecins sans Frontières.

Pour ces associations, pour ces acteurs, qui sont à la fois des acteurs parisiens et des acteurs du terrain, notamment dans les pays francophones d'Afrique, je vous demande, bien entendu, chers collègues, d'apporter votre soutien à ces actions courageusement soutenues par le Maire de Paris et son adjoint qui, je l'espère, va nous répondre, Pierre SCHAPIRA.

Merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Bien.

Monsieur SCHAPIRA, vous avez la parole.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Madame la Maire, je suis très heureux de parler.

Merci. Je n'ai pas grand-chose à rajouter parce que vous avez quasiment tout dit.

C'est vrai que la Ville fait un effort considérable depuis 11 ans. Vous avez rappelé les chiffres, cela fait 18,5 millions d'euros qui ont été consacrés à la lutte contre le Sida, 500.000 personnes concernées parce que ce qui compte surtout, évidemment, c'est l'argent dépensé mais ce que l'on fait en général dans nos actions, pas uniquement de la Ville de Paris mais avec nos collègues, de manière internationale, c'est de voir combien de personnes cela touche. C'est cela qui est intéressant parce qu'on peut dépenser beaucoup d'argent et toucher peu de personnes.

Là, vraiment, on touche beaucoup de monde.

Vous avez rappelé que la lutte contre le Sida fait partie des "Objectifs du millénaire". Evidemment, nous sommes totalement inscrits dans cette lutte pour les "Objectifs du millénaire".

A l'heure où la crise économique tend à accentuer les inégalités dans le monde et à réduire les fonds consacrés à la solidarité internationale, ce que l'on voit un peu partout, la Mairie de Paris maintient son engagement fort pour lutter contre cette pandémie qui ravage le continent africain.

Je précise que l'action de la Ville en la matière est reconnue de manière internationale, est reconnue au niveau européen et, d'ailleurs, le Directeur général d'ONUSIDA est venu nous voir au début de l'année (Michel SIDIBÉ), pour que l'on parle de notre action, pour nous féliciter et, en même temps, pour dire combien il était heureux de voir qu'une Ville, une autorité locale pouvait coopérer et, en même temps, entraîner des bailleurs de fonds supplémentaires.

En fait, il y a l'autorité locale ; il y a les O.N.G., évidemment ; il y a les organisations internationales ; et puis, il y a les organisations de la société civile. Et cela, c'est quand même extrêmement important.

Nous tenons compte, avec nos O.N.G. partenaires, des évolutions des pays concernés, de l'avancée des situations locales, nationales, pour faire en sorte que notre appui intervienne là où c'est durablement utile pour les populations locales, avec toujours le souci de transférer le maximum de compétences et de savoir-faire car notre action n'est pas de l'assistanat international, c'est véritablement une action d'appropriation des projets, de manière que les populations prennent les projets en main et les continuent, pour assurer la durabilité.

Je vous remercie.

Voilà, Madame la Maire, ce que je voulais dire sur la question.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur SCHAPIRA.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DGRI 14.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2012, DGRI 14).

2012, DGRI 18 - Subvention et convention (55.000 euros) avec l'association Moto Action (78 350 Jouy en Josas) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique (Cameroun).

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DGRI 18 relatif à l'attribution d'une subvention et convention avec l'association Moto Action (78 350 Jouy en Josas) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique (Cameroun).

M. GAREL a la parole.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Madame la Maire.

Je vais m'exprimer sur ce projet de délibération mais d'abord sur l'ensemble des projets de délibération que nous votons aujourd'hui concernant la lutte contre le Sida en Afrique.

C'est un sujet qui, comme vous le savez, m'est cher. On s'est battu, au niveau du groupe des Verts, pour obtenir qu'il y ait de l'argent versé pour cette lutte qui est déterminante pour ce continent.

Je me souviens qu'en 2001, nous avions dit : "Il est tout à fait amoral de voter un budget qui donne plus d'argent au P.S.G. qu'à la lutte contre le Sida en Afrique."

Aujourd'hui, on a inversé les choses et je pense que l'on ne peut que s'en réjouir. Chaque année, nous déposons des amendements budgétaires pour augmenter cette subvention et, chaque année, cette subvention augmente et nous sommes heureux d'entendre les chiffres que M. Pierre SCHAPIRA a cités, du nombre de personnes qui sont aidées grâce à ce programme qui a maintenant, effectivement, 11 ans.

Deux petites choses, avant de revenir sur ce projet de délibération précis.

D'abord, j'apprends qu'un responsable d'ONUSIDA est venu rendre visite à la Ville. J'aurais bien aimé le savoir plus tôt, mais je suis heureux que ce soit arrivé.

Deuxième chose, je pense qu'aujourd'hui, même si malheureusement, ce que fait la Ville ne peut être qu'une goutte d'eau par rapport aux immenses besoins qu'il y a dans la lutte contre le Sida en Afrique, il est encore très important de renforcer cette lutte, pour une raison scientifique très simple : c'est que toutes les dernières études qui ont été faites sur cette maladie terrible montrent qu'aujourd'hui avec les trithérapies, non seulement on arrive à empêcher de mourir une grande partie des gens infectés par ce virus, mais en plus on les rend dans l'incapacité de transmettre le virus. C'est-à-dire que non seulement on arrive à les soigner mais on arrive à faire en sorte qu'ils ne transmettent pas le virus.

On peut donc dire aujourd'hui que, si on y mettait vraiment les moyens, on pourrait faire reculer d'une façon très importante cette maladie et que, peut-être, on a maintenant une chance de pouvoir l'éradiquer dans quelques décennies. Mais cela dépend des moyens, bien sûr, que nous mettrons. Quand je dis "nous", ce n'est bien sûr pas uniquement la Ville de Paris, c'est l'ensemble des collectivités, des pays, des associations du monde et en particulier des gens qui ont davantage de moyens parce que, malheureusement, comme vous le savez, beaucoup de pays africains ont des capacités sanitaires extrêmement faibles.

Je vais juste terminer par le projet de délibération sur Moto Action.

Nous nous abstiendrons sur ce projet de délibération, tout simplement parce que nous avons un désaccord sur le fait d'utiliser la moto comme vecteur de la lutte contre le Sida, parce qu'il y a un autre fléau en Afrique qui est la violence routière.

La violence routière en Afrique fait un nombre incalculable et incalculé, d'ailleurs, de morts mais il suffit de voyager dans ces pays, d'écouter les gens et de voir le nombre d'accidents, le nombre de gens qui sont tués sur les routes africaines, pour penser que la moto n'est sans doute pas le meilleur vecteur pour promouvoir une idée sanitaire et de santé.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur GAREL.

Monsieur SCHAPIRA, un mot ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Deux.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Allez, deux !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, rapporteur. - Quand il y a 2 millions d'euros en jeu, quand même, on peut parler deux fois !

Merci, Madame la Maire.

Je vous remercie des paroles que vous avez prononcées sur le rôle que l'on joue. Vous en êtes évidemment les copartenaires puisque nous avions fait cela ensemble dès 2001.

Sur Moto Action, c'est un différend que nous avons, il n'est pas énorme, mais, très honnêtement, si c'était la pollution qui était le problème en Afrique, cela se saurait, d'autant que toutes les O.N.G. non seulement ont des motos, mais aussi des mobylettes et des 4x4 pour pouvoir travailler. C'est vraiment extrêmement compliqué.

Evidemment, le plan Moto Action au Cameroun a pour objectif de toucher les jeunes dont la séroprévalence reste importante. Elle est de 6,8 %. C'est pour cela que nous soutenons depuis plusieurs années cette campagne de sensibilisation itinérante, qui permet de mettre des caravanes qui dressent un village associatif et, ainsi, les jeunes peuvent y venir.

Depuis 2011, la Ville, dans cette action de Moto Action, soutient également un centre de ressources et de documentation à Yaoundé. C'est une sorte de plate-forme ouverte à l'ensemble du tissu associatif local des partenaires de la lutte contre le Sida au Cameroun, évidemment, ainsi qu'à des O.N.G. étrangères. C'est donc un centre de ressources, une plate-forme dans laquelle tout le monde peut venir travailler.

Ces deux actions (Moto Action et le centre de ressources) se complètent pour le public dans les zones touchées. Cette O.N.G. est également reconnue pour le sérieux de son travail.

C'est pourquoi nous proposons, évidemment, de lui renouveler notre aide pour un montant, comme vous le savez, de 55.000 euros.

Voilà ce que je voulais vous dire.

C'est vrai que l'on peut discuter ad vitam aeternam sur l'histoire des motos. Voilà ! Ils ont trouvé que c'était une bonne méthode, plus facile pour eux d'atteindre les jeunes qu'avec des gros 4x4.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur SCHAPIRA.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DGRI 18.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DGRI 18).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au soutien au mouvement étudiant québécois.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 18 dans le fascicule, non rattaché à un projet de délibération, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif au soutien au mouvement étudiant québécois.

Monsieur GAREL, vous avez une minute pour le présenter.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Madame la Maire.

Depuis quatre mois maintenant, un mouvement inédit dans ce pays et peut-être même dans ce continent, depuis au moins 40 ans, se déroule au Québec un mouvement qui mobilise des centaines de milliers de personnes, qui est parti d'abord des universités et des "cégeps", ce que l'on appellerait des lycées de préparation à l'entrée à l'université.

Une grève a été à l'origine, une grève pour un sujet qui, je crois, mérite toute notre attention puisqu'il s'agit de se battre contre une augmentation très importante, 75 % sur cinq ans, des frais de scolarité pour entrer à l'université.

Il faut savoir qu'en Amérique du Nord les universités sont très chères, que le Québec était jusqu'à maintenant une exception, dans le sens où les universités n'étaient pas gratuites, mais étaient à des prix relativement bas par rapport aux autres provinces canadiennes et surtout aux Etats-Unis tout proches.

Le Gouvernement libéral de Jean CHAREST a imposé cette augmentation sans concertation, sans discussion, ce qui a provoqué une réaction assez inattendue dans ce pays qui n'a pas des mouvements sociaux aussi importants que l'on peut en connaître en Europe et en particulier en France.

Une lutte s'est déclenchée et il y a eu de multiples rebondissements, jusqu'à ce que, les négociations ayant échoué puisque le Gouvernement refusait de revenir sur son projet, le Gouvernement a décidé d'une loi qui s'appelle la loi 78, qui remet en cause la liberté de manifester et le droit de grève pour les étudiants.

Cela a transformé ce mouvement étudiant en une véritable crise sociale, puisque vous avez eu un nombre extrêmement important de gens qui sont descendus dans la rue et qui ont fait en sorte que ce Gouvernement soit maintenant rejeté par une grande partie de la population.

Je souhaite par ce vœu que le Conseil de Paris exprime sa solidarité avec les étudiants et le peuple québécois dans cette lutte et intervienne auprès de la Délégation générale du Québec à Paris, qui n'a pas encore d'ambassade puisque ce n'est pas un pays, pour demander au Gouvernement de Jean CHAREST de revenir sur cette loi 78 qui est une loi liberticide, ce qui a d'ailleurs été reconnu par des associations comme Amnesty International.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur GAREL.

Je ne comprenais pas pourquoi j'avais d'office insisté sur le fait que c'était une minute de temps de parole, alors que je ne l'avais jamais dit jusqu'à présent, maintenant je me souviens pourquoi !

La parole est à M. SCHAPIRA pour vous répondre.

M. Sylvain GAREL. - Je croyais que j'avais cinq minutes, excusez-moi.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Une minute pour les vœux, mais ce n'est pas grave.

Merci, Monsieur le Président.

Compte tenu des liens entre la France et le Québec, les habitants des deux pays sont naturellement très attentifs à ce qui se passe chez les uns et chez les autres, d'autant plus que cela concerne nos étudiants français au Québec ou québécois en France.

La situation au Québec qui est liée au débat sur les frais d'inscription universitaire est un sujet de grand intérêt pour nous et l'évolution de la situation a naturellement toute notre attention.

L'ampleur de la mobilisation des étudiants et au-delà a suscité, il est vrai, l'adoption d'une loi dite 78, qui pose problème et suscite interrogations. Il y a eu quelques actions de solidarité en France et à Paris.

Il revient à la province du Québec, province démocratique, de trouver les moyens politiques qui lui sont propres dans le respect de son cadre institutionnel, constitutionnel, comme nous avons notre propre Constitution, de trouver les lois et les moyens de résoudre cette crise importante.

Je précise que cette loi 78 a fait naturellement l'objet de requêtes déposées par les associations et les syndicats, car le Québec dispose d'un système juridique correspondant à celui de n'importe quel autre pays démocratique.

Il faut faire confiance à l'ensemble des Québécois pour défendre eux-mêmes leurs propres droits, notamment constitutionnels et en particulier en matière de respect des libertés fondamentales. C'est d'ailleurs ce qu'ils font.

Il faut respecter la souveraineté nationale du Québec et ne pas donner l'impression de vouloir donner des leçons, même si ce n'est pas le cas ni votre intention, les Québécois n'attendent pas cela de nous ni de la Ville de Paris.

Dans ces conditions, je demande de ne pas voter ce vœu qui vise à adopter une motion et à intervenir auprès du Gouvernement québécois, ce serait une ingérence que l'on ne peut pas accepter.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Monsieur GAREL, brièvement ?

M. Sylvain GAREL. - Très brièvement.

D'abord, il y a effectivement une contestation devant les tribunaux, mais quand on connaît le temps que cela prend, ce seront plusieurs années avant que la Cour suprême, fort probablement d'ailleurs, déclare anticonstitutionnelle cette loi 78, mais, en attendant, elle s'applique.

Deuxièmement, j'ai du mal à comprendre ce rejet. Nous sommes déjà intervenus dans de nombreuses situations identiques et nous interviendrons encore. Tous les Québécois à qui j'ai parlé de ce vœu étaient extrêmement contents de voir une solidarité internationale s'exprimer en leur faveur.

Je vous rappelle quand même que nous sommes dans un pays, dans un hémicycle, je ne sais pas si nous aurions condamné le Général de Gaulle quand il a crié "Vive le Québec libre !" à Montréal, donc je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas prendre position par rapport à cet événement.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Monsieur CORBIÈRE, une explication de vote ?

M. Alexis CORBIÈRE. - En une minute.

Premièrement, dans la mesure où nous faisons sur d'autres sujets des prises de position, soit il ne faut jamais le faire soit il faut accepter que l'on aborde différents sujets, donc je ne comprends pas l'argument de notre collègue adjoint au Maire. On le fait sur des sujets, donc il faut accepter.

Deuxièmement, il me semble que, bien sûr, nous soutenons ce vœu et qu'une belle façon de le soutenir aussi est de réclamer notamment que la loi L.R.U. qui concerne les universités françaises soit abrogée.

J'espère que le Gouvernement actuel prendra cette mesure, sans quoi ce serait une manière, en quelque sorte, de se tourner vers l'international sans voir les problèmes que nous avons en France.

Je termine en disant que je suis étonné de voir dans la motion de mes amis "Verts" que le Québec pouvait apparaître comme un modèle démocratique, pays dans lequel il y a essentiellement le bipartisme, beaucoup d'abstention aux élections et ce n'est pas pour moi le modèle démocratique, même si la France aujourd'hui est fortement touchée par l'abstention.

Ce modèle d'un pays où n'existe pas la Gauche, par exemple, entre deux partis libéraux et démocrates, je ne le considère pas comme un modèle démocratique, cher Sylvain.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous remettrons cette discussion peut-être à un autre jour, voire dans d'autres lieux.

Mme DOUVIN m'a demandé la parole également pour une explication de vote.

Mme Laurence DOUVIN. - Je vous remercie.

Nous estimons que cette question est manifestement du ressort d'une affaire intérieure canadienne et qu'il appartient aux autorités et au peuple canadien d'en décider.

C'est pourquoi nous ne prendrons pas part au vote. Je ne suis pas sûre que nous apprécierions qu'une assemblée locale étrangère s'occupe de nos affaires intérieures.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Bien.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le groupe U.M.P.P.A. ne prend pas part au vote.

La proposition de vœu est repoussée.

2012, DAC 426 - Subvention (15.000 euros) à la Commune de l'Ile de Sein.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DAC 426 relatif à l'attribution d'une subvention de 15.000 euros à la commune de l'Ile-de-Sein.

M. Rémi FÉRAUD a la parole.

M. Rémi FÉRAUD, maire du 10e arrondissement. - Madame la Maire, chers collègues.

Ce projet de délibération illustre le sens que peut prendre le mot "solidarité" pour notre ville de Paris.

Il y a quatre ans, une puissante tempête avait endommagé les digues de l'Ile-de-Sein, constamment menacée par ailleurs par les vagues et l'élévation du niveau de la mer.

Le Maire de Paris et son adjointe Catherine VIEU-CHARIER avaient alors pris l'engagement de participer à l'effort financier de cette petite commune dès l'achèvement des travaux et c'est aujourd'hui chose faite avec ce projet de délibération.

Pourquoi aider l'Ile-de-Sein ? Parce que c'est l'une des cinq communes "Compagnons de la Libération" avec Nantes, Grenoble, Vassieux-en-Vercors et Paris et que nous nous devons, en tant que ville sœur, d'apporter l'aide nécessaire à ces communes qui ont tant œuvré pour la Libération de notre pays.

L'histoire de l'Ile-de-Sein est particulièrement héroïque, puisque tous les hommes ont, dès 1940, quitté leur île pour se rendre, en bateau de pêche, auprès du Général de Gaulle en Grande-Bretagne.

Cet élan courageux, unique dans l'histoire de la Résistance, a contraint les habitantes à rester seules de longues années sur l'île.

Il existe de fait une solidarité aujourd'hui entre les cinq villes "Compagnons de la Libération" qui s'incarne au sein du projet de délibération et qui reste un engagement fort dont Paris peut s'honorer.

Nous pouvons être fiers par ailleurs que Paris s'engage dans des programmes internationaux de solidarité. Nous pouvons également être fiers que Paris n'oublie pas ses quatre villes sœurs "Compagnons", unies depuis la guerre et en particulier les plus modestes d'entre elles dont l'Ile-de-Sein.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur le Maire.

Mme Catherine VIEU-CHARIER va vous répondre.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Je remercie Rémi FÉRAUD qui a été tellement complet que je ne pourrais guère ajouter quoi que ce soit.

J'attire quand même l'attention sur la situation de l'Ile-de-Sein dont le point culminant est à cinq mètres au-dessus du niveau de la mer et qui, à terme, est une île condamnée.

Les gens qui résident sur l'Ile-de-Sein sont extrêmement inquiets, nous les avons reçus avec Bertrand DELANOË le 18 juin, c'est-à-dire hier, lors des grandes cérémonies. Ils sont extrêmement sensibles à la solidarité des Parisiennes et des Parisiens, vous pouvez l'imaginer.

Je trouve que c'est un bel exemple et je suis assez heureuse d'avoir insisté pour que l'Ile-de-Sein puisse bénéficier de cette subvention.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame VIEU-CHARIER.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 426.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2012, DAC 426).

2012, DICOM 12 - Convention de prêt d'oeuvres pour l'exposition "C'étaient des enfants".
2012, DICOM 17 - Convention de don - Monsieur Philippe Journo pour l'exposition "C'étaient des enfants".

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Nous examinons les derniers projets de délibération pour ce soir, pour notre séance d'aujourd'hui ; ce sont les projets de délibération DICOM 12 et DICOM 17 qui ont trait à l'exposition "C'étaient des enfants".

Mme Aline ARROUZE a demandé la parole.

Mme Aline ARROUZE. - Merci, Madame la Maire.

Chers collègues, en cette année 2012, Paris veut commémorer le 70e anniversaire de la Rafle du Vel d'Hiv. Le 16 juillet 1942, en effet, étaient conduits au Vélodrome d'Hiver des familles et des enfants juifs qui y passèrent plusieurs jours avant d'être transférés à Drancy, puis à Auschwitz, où une mort terrible les attendait. Ce drame a profondément marqué l'âme de Paris et sa mémoire collective.

Cependant, d'autres familles et d'autres enfants ont été sauvés par des Parisiens. Ils sont au cœur de cette exposition dédiée aux enfants cachés, magnifiquement conçue et pensée par Sarah GENSBURGER. Elle est l'aboutissement d'un travail considérable mené depuis plus de 15 ans. Dans les écoles, collèges et lycées parisiens, en effet, en collaboration avec les A.M.E.D.J. et les fils et filles de déportés de Serge KLARSFELD, la Ville de Paris recense et rend hommage aux enfants juifs déportés.

En 1996, d'anciens élèves de l'école élémentaire de la rue de Tlemcen, dans le 20e arrondissement, parmi lesquels Léon ZYGUEL, ancien déporté, partie civile au procès de Maurice Papon, avaient interpellé Henri MALBERG, élu d'arrondissement et président du Groupe Communiste au Conseil de Paris, lui-même un enfant juif caché. Ils ne voulaient pas, en effet, que l'on oublie leurs petits camarades de l'époque raflés le 16 juillet 1942 et déportés à Auschwitz.

Le Conseil de Paris vota l'apposition d'une plaque ainsi rédigée : "A la mémoire des élèves de cette école, déportés parce que nés juifs, victimes innocentes de la barbarie nazie, avec la complicité active du Gouvernement de Vichy. Ils furent exterminés dans les camps de la mort". L'inauguration de cette plaque eut un incroyable retentissement.

Des rescapés, des enfants cachés et des enseignants du 20e arrondissement constituèrent un comité : le Comité Tlemcen.

Ensemble, ils commencèrent un long travail de recherche, afin de retrouver le nom de chaque enfant disparu, à l'aide, notamment, d'un terrible inventaire : le mémorial de Serge KLARSFELD, qui répertorie tous les juifs déportés de France.

Catherine VIEU-CHARIER a fait partie de ces chercheurs qui ont soigneusement étudié ces registres. Elle a épluché la liste des élèves passés par sa maternelle et, peu à peu, elle a vu un quartier revivre. Page après page, année après année, tous les élèves passés par l'école étaient soigneusement notés à l'encre noire ou bleue sur un papier à peine jauni.

Dans ce quartier très populaire du 20e arrondissement, terre d'accueil de l'immigration d'Europe centrale des années vingt et trente, beaucoup d'élèves étaient juifs. A la maternelle de la rue des Couronnes, par exemple, 21 d'entre eux, âgés de 3 à 6 ans, ont été déportés pour ne pas revenir.

Beaucoup d'enfants portaient des noms polonais. Leurs parents exerçaient des métiers aujourd'hui rares ou disparus : pareur de peau, garçon de lavoir, gantier, tricoteur, polisseur, frappeur, distributeur de charbon. Les mères étaient piqueuses de tiges, cartonnières, couturières.

Dans une France touchée de plein fouet par la crise, les parents sans emploi étaient aussi très nombreux. Ces milliers d'enfants étaient morts dans les camps, mais jusqu'alors, ils n'avaient pas de nom, pas d'âge, pas de visage. Ils s'incarnèrent avec leur famille dans leurs immeubles et dans leurs quartiers.

Grâce au travail de Serge KLARSFELD, on retrouva des photos de petites bouilles souriantes d'enfants qui ont vécu l'enfer de la séparation et des wagons plombés, puis les chambres à gaz.

Lorsque ce travail d'inventaire fut terminé pour les écoles Couronnes, Julien Lacroix, Levert, Maronites, Dolet et La Mare, le Comité Tlemcen demanda que dans chaque école, une plaque soit apposée avec le nom des enfants assassinés.

Henri MALBERG porta cette délibération au Conseil de Paris et les six écoles inaugurèrent les plaques dédiées aux enfants déportés parce que juifs.

De nombreuses autres associations virent le jour sur le modèle du Comité Tlemcen et prirent le nom d'A.M.E.D.J., Association pour la mémoire des enfants déportés parce que nés juifs…

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Madame ARROUZE, j'attire votre attention sur le temps de parole.

Mme Aline ARROUZE. - Je termine.

En 2001, Bertrand DELANOË donna un essor considérable à ce travail de mémoire. Il systématisa la pose des plaques sur toutes les écoles parisiennes concernées dans les collèges, les lycées, et décida de stèles pour les tout-petits non scolarisés.

C'est pourquoi il faudrait citer tous ceux qui ont rendu cette exposition possible : la Délégation à la mémoire et au monde combattant, la Direction de la communication et toutes les associations d'enfants cachés, les associations de déportés, les associations de résistants juifs et d'autres encore.

Merci à vous, merci infiniment à tous ceux qui ont prêté leurs souvenirs personnels pour que l'exposition puisse honorer la mémoire de ces enfants que nous ne devons pas oublier.

Merci.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Conseillère.

Madame TAÏEB, vous avez la parole.

Mme Karen TAÏEB. - Merci.

Madame la Maire, mes chers collègues, dans un mois, nous commémorerons le 70e sombre anniversaire de la Rafle du Vel d'Hiv qui se déroula à Paris les 16 et 17 juillet 1942, un cataclysme dans l'histoire de notre pays et de notre capitale qui a vu près de 14.000 hommes, femmes et enfants, l'étoile jaune cousue sur le manteau, emmenés sauvagement par la police française au Vélodrome d'Hiver, antichambre de la mort programmée à Auschwitz.

Je proposerai d'ailleurs un vœu au Conseil de Paris de juillet afin qu'un lieu de Paris, une place ou une esplanade porte le nom de "Rafle du Vel d'Hiv - 16 et 17 juillet 1942".

De France, ce sont 11.400 enfants qui seront déportés, 2.000 n'ont pas encore 6 ans et sur les 11.400, 200 en reviendront vivants. Le travail de mémoire que nous faisons depuis de nombreuses années revêt une importance capitale et je veux ici le saluer, tout en y associant, bien sûr, le travail incommensurable de Serge KLARSFELD, le mémorial de la Shoah, qui fait un travail considérable. Je pense aux expositions qui y sont organisées, au travail de recherche mais surtout au "Mur des noms", sur lequel sont gravés les noms des 76.000 juifs dont 11.000 enfants qui ne sont jamais revenus, et au "Mur des justes", qui rend hommage aux 2.693 justes de France qui ont sauvé des vies au péril de leur propre vie.

Je pense aussi aux associations comme l'A.M.E.J.D., avec qui nous avons organisé la pose de plaques dans les écoles, collèges et lycées, mentionnant le nom de ces enfants parisiens qui étaient scolarisés et ne sont jamais plus revenus.

Je pense aussi aux lieux de Paris qui portent le nom de résistants ou à la bibliothèque de la rue de Picpus qui porte désormais le nom d'Hélène Berr.

Au travers de l'exposition qui s'ouvrira le 26 juin prochain, la Mairie de Paris honore le souvenir de ces enfants juifs de Paris et il est important de rappeler, comme le fait le titre de l'exposition, qu'ils étaient des enfants. Ils n'étaient que des enfants, des enfants qui riaient, qui jouaient, qui vivaient et qui, parce que juifs, n'ont plus jamais joué, ni ri, ni grandi comme les autres enfants. Ces enfants sont les nôtres.

Cette exposition est donc une nouvelle pierre à cet édifice que nous construisons ensemble et je veux remercier le Maire de Paris et tout particulièrement son adjointe Catherine VIEU-CHARIER, sans oublier Odette CHRISTIENNE, pour son travail dans la précédente mandature, mais aussi Christophe GIRARD et Anne HIDALGO.

Nous pourrons, avec cette exposition, observer ces visages en photo, visages de l'insouciance nous renvoyant en miroir celui de la barbarie dont est capable l'homme. Nous pourrons voir ces marionnettes en carton fabriquées à Drancy : ces dessins de Violette, 10 ans, d'Adèle, 12 ans ou de Marie, 11 ans ; les fausses cartes d'identité

fabriquées pour sauver sa peau et cette convocation du Commissariat général aux questions juives pour une petite fille d'à peine 5 ans.

Nous pourrons lire cette lettre de Gisèle et Lulu à leurs parents ou celle d'Anita Rind aux siens le 8 novembre 1942. Anita Rind qui a donné tous ses documents, lettres et photos, au Mémorial de la Shoah et qui dit : "Pour moi, c'est mieux que n'importe quelle distinction que l'on me donnerait. Je sais que je peux mourir tranquille. Je sais qu'il y aura quelque chose qui restera pour la chaîne de l'Histoire".

Je veux, pour conclure, remercier tous les mécènes et partenaires privés qui ont contribué à cette exposition et dire combien tout le travail réalisé par notre Municipalité est un véritable plaidoyer pour la mémoire, un bouclier contre toutes les tentations négationnistes, un lien indestructible entre les générations d'hier et celles de demain.

Je vous remercie.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Merci à vous, Madame TAÏEB.

La parole est à Mme VIEU-CHARIER pour vous répondre et compléter.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Je crois qu'Aline ARROUZE et Karen TAÏEB ont été très complètes.

Je voudrais simplement vous dire que ce 70e anniversaire de la Rafle du Vel d'Hiv est important aussi pour souligner que ce fut un tournant, cette rafle, dans la conscience des Parisiens et des Parisiennes. Parce que voir embarquer au petit matin des familles entières, des enfants dont on savait bien qu'ils allaient vers un destin tragique a quand même secoué le peuple de Paris, qui s'est mis à partir de ce moment, véritablement, à organiser des réseaux pour sauver les enfants qui n'avaient pas été raflés.

Il faut rappeler que les trois-quarts des enfants n'ont pas été déportés, selon ce que Serge KLARSFELD explique, parce qu'il y a eu beaucoup de nos compatriotes qui, au péril de leur vie, ont décidé d'arracher les juifs enfants ou adultes des griffes de la police française et des nazis.

Il faut redire tout cela parce que je voudrais vous donner un exemple. Je lisais encore ce matin une lettre, parce que nous sommes en train d'installer l'exposition, "Une lettre de dénonciation" pour des enfants.

Il y avait écrit à la fin de cette lettre d'une femme qui explique qu'il faut déporter les enfants d'à-côté : "Je ne comprends pas pourquoi les enfants juifs ont encore le droit d'aller dans les écoles publiques. Je ne comprends pas pourquoi nous continuons à donner du travail à leurs parents, ces juifs qui prennent notre pain".

Ces mots-là, malheureusement, ont un écho encore aujourd'hui.

Il y a des gens qui pensent encore des choses comme cela. Le racisme, l'antisémitisme existent.

Cette exposition vient aussi nous dire aujourd'hui, nous rappeler que nous avons des valeurs républicaines à défendre, que nous avons des valeurs de solidarité à défendre, que nous avons des valeurs humanistes à défendre, qu'il faut continuer de façon incessante à lutter contre le négationnisme, ce négationnisme qui est rampant mais toujours solide, et cet antisémitisme qui est aussi présent.

Nous avons donc un devoir, et cette exposition est là pour nous le rappeler.

Vraiment, je vous invite à venir la visiter.

Le travail qu'a fait Sarah GENSBURGER, chercheuse au C.N.R.S. et commissaire de l'exposition, est vraiment remarquable.Vous verrez des documents inédits, jamais exposés.

Puis, je veux rendre, une fois de plus, hommage à ce grand homme, Serge KLASFERLD, à sa femme aussi, Beate, ce sont des gens qui ont mis leur vie tout entière au service de l'Histoire et de la mémoire de la Shoah, qui ont inlassablement recherché les criminels et qui ont fait un travail considérable : ils ont recherché chaque nom de femme, d'homme, d'enfant, pour qu'il revienne à la mémoire de tous et qu'ils ne meurent pas une seconde fois. Karen l'a dit tout à l'heure, sur le mur.

Et encore aujourd'hui, Serge KLASFERLD continue ses recherches. Il vient de sortir un livre qui est remarquable, justement autour de ces noms, autour de ces familles qui, comme l'a dit Aline ARROUZE, étaient des gens qui travaillaient chez nous et qui aimaient passionnément la France.

Ces gens aimaient passionnément la France ! Les pères s'étaient engagés entre 1939, alors qu'ils étaient étrangers, pour lutter contre la barbarie nazie dans l'armée française. Ils ont été rattrapés par l'Histoire.

Tout cela, vous voyez, je ne peux en parler sans avoir une émotion profonde. Et je voudrais qu'elle soit communiquée. Je suis sûre d'ailleurs qu'elle l'est. Et donc vraiment faire en sorte que les élèves de nos écoles, les passants, le peuple parisien soient conscients que cette exposition-là, elle nous parle pour aujourd'hui. Elle parle d'hier, mais elle parle d'aujourd'hui.

Je vous encourage à venir la voir, et je vous remercie à l'avance de faire de la communication pour cette exposition.

Venez la voir, vous rendrez au fond la vie à tous ces enfants qui ont disparu en cendres dans le ciel d'Auschwitz.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DICOM 12.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2012, DICOM 12).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DICOM 17.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2012, DICOM 17).

C'est sur ces projets de délibération que nous terminerons notre séance de ce soir.

Nous nous retrouverons demain matin, à 9 heures, pour les derniers dossiers de la 9e Commission.

Je vous remercie.

Passez toutes et tous une bonne soirée.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue le mardi 19 juin 2012 à dix-neuf heures vingt minutes, est reprise le mercredi 20 juin 2012 à neuf heures, sous la présidence de François DAGNAUD, adjoint).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Chers collègues, bonjour à tout le monde, soyez les bienvenus.

2012, SG 153 - DAC 506 - Réorganisation de la gestion des musées de la Ville de Paris et création d'un établissement public des musées.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous reprenons l'examen des projets de délibération, nous sommes en cours de 9e Commission et, ainsi que nous l'avions prévu hier soir, nous démarrons avec le projet de délibération SG 153 - DAC 506 relatif à la mise en place d'un établissement public des musées, sur lequel le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche a déposé les amendements n^{os} 19 et 20.

Sont inscrits Danielle FOURNIER, Danielle SIMONNET, Fabienne GASNIER et Emmanuelle BECKER.

Christophe GIRARD répondra.

Je donne donc la parole, pour commencer, à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

Ce projet de délibération, par la création d'un établissement public des musées, va réorganiser leur gestion et l'organisation administrative actuelle, qui est vraiment très complexe, entre la Direction des Affaires culturelles d'une part qui gère en régie directe les 14 musées de la Ville et un opérateur privé, la société Paris Musées, d'autre part, qui gère les expositions et d'autres aspects de la vie des musées. Une forme de simplification, de rationalisation de gestion est donc bienvenue.

D'autre part, cette réorganisation s'inscrit dans la suite je pense de deux audits qui nous ont invités à réfléchir, à la fois sur le développement des musées, sur leur fonctionnement et sur les attentes des visiteurs et les moyens d'y répondre.

Cette réforme marque donc une étape très importante qui s'inscrit, me semble-t-il, dans la continuité de ce qui a déjà été entrepris, la continuité du programme de modernisation des musées municipaux qui a été marqué par toute une série de mesures :

- La mise en place de la gratuité (en tout cas la gratuité d'accès aux collections permanentes),

- La rénovation complète de deux musées,

- Une politique encore en train de se mettre en place de diversification des publics, avec des programmes de médiation culturelle, notamment en direction des jeunes et des associations des quartiers "politique de la ville".

Reste le plan de mise en sécurité des personnes et des œuvres dans chacun des 14 musées qui, lui, doit être mis en action et nous espérons qu'il sera efficace pour éviter les vols que nous avons connus et la dégradation du patrimoine des musées municipaux.

Les objectifs affirmés par cette réforme en termes de fréquentation des établissements, de réponse aux attentes des visiteurs, notamment pour le confort de visite, l'accompagnement de la visite, de développement des expositions, de mise à jour des inventaires et d'enrichissement des collections nous semblent aller dans le bon sens, d'autant qu'un certain nombre d'établissements n'ont pas fait l'objet de travaux depuis très longtemps et que leur état est très dégradé.

Cela dit, nous nous sommes interrogés sur le choix de gestion qui a été fait, celui d'un établissement public administratif avec le statut de régie personnalisée. Mais, dans la mesure où nous avons eu l'assurance que les personnels des musées, les 951 agents au total, seraient tous affectés à l'établissement et dans la mesure où la carrière des agents restera gérée par la D.R.H. de la Ville, le changement nous a semblé garantir les personnels.

En effet, le maintien de l'emploi, le maintien des avantages par transposition des accords collectifs, transposition du cycle de travail propre aux musées et transfert des prestations sociales est assuré d'après le projet de délibération.

Reste que la représentation des agents ne pourra se faire qu'à titre consultatif dans cette instance et nous le regrettons, même si c'est un effet du choix juridique qui a été fait.

De même, nous regrettons, puisqu'on parle de modernisation, voire de modernité, qu'il ne soit fait place nulle part aux usagers dans les instances qui sont prévues et où les personnes dites qualifiées, les experts, souvent les mêmes, qui se cooptent entre eux, ont eux toute leur place.

Il ne s'agit pas de les opposer, mais peut-être de les rendre complémentaires à l'avenir.

Un autre point peut inquiéter : le respect de l'autonomie des établissements qui sont de formats très divers et dont les projets scientifiques et culturels doivent être indépendants, tout en s'articulant avec la politique globale de l'établissement public administratif.

Ce ne sera pas forcément facile, mais cela vaut le coup d'être tenté. C'est pourquoi nous serons très attentifs aux futures évaluations dans la durée de la gestion des musées, dont nous espérons qu'elles permettront de proposer des évolutions pour tenir compte des nécessaires et inévitables ajustements que crée toute nouvelle situation.

Pour notre part, nous voterons ce projet de délibération.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Nous poursuivons avec Mme Danielle SIMONNET, qui en profitera pour présenter les amendements n^{os} 19 et 20, déposés par son groupe.

Mme Danielle SIMONNET. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Pour le groupe Communiste et élu-e-s du Parti de Gauche, la situation actuelle des musées n'est évidemment pas satisfaisante, mais nous ne pensons pas que la création d'un établissement public autonome administratif soit la seule et meilleure des solutions.

Cette réorganisation des musées parisiens est dans l'air du temps libéral, courant depuis une trentaine d'années en France comme à l'étranger, mais justement, cela donne quoi ?

Dans la plupart des établissements culturels ainsi constitués depuis les années quatre-vingt-dix (le Louvre, Versailles, etc.) ou en 2000 (Orsay, Guimet, quai Branly, Fontainebleau), on a abouti à un désengagement progressif de la puissance publique : une externalisation d'un certain nombre d'activités, la mainmise du privé sur le calendrier, parfois même sur le contenu des expositions, sans oublier des augmentations de tarifs.

Bref, un lent mouvement de privatisations financées par l'Etat, la fragilisation de l'objectif de démocratie culturelle et parfois des orientations scientifiques contestables.

Parmi les principaux objectifs de la réforme présentée dans le projet de délibération, plusieurs ne sont en fait pas dépendants de ce nouveau statut présenté.

La question centrale que permet le changement de statut, ne tournons pas autour du pot, c'est celle du mécénat qui pose la question de ses conséquences sur une dérive possible vers la privatisation des musées et celle de l'autonomie du réseau des musées et ses dangers relatifs à la mise en concurrence possible entre les établissements et les réels objectifs qui leur seront attribués.

Le mécénat, aussi vieux que la Rome antique, permet à de riches fortunes ou à des entreprises privées bénéficiaires de faire preuve de générosité et de contribuer à la culture. Mais est-il normal qu'en République, le financement d'établissements publics culturels dépende, même que partiellement, du bon vouloir de riches seigneurs ?

Il est urgent, selon nous, de penser nationalement à instaurer une révolution fiscale, à même d'organiser la redistribution des richesses, et de doter le Ministère de la Culture, ainsi que l'ensemble des collectivités, de réels moyens pour financer leur politique culturelle, mais cela implique aussi, mes chers collègues, de rompre avec les politiques d'austérité.

Par ailleurs, au vu des dispositions fiscales, le mécénat n'est pas si désintéressé que cela.

La loi Aillagon de 2003 permet 60 % de déductibilité fiscale des dons effectués pour le mécénat d'entreprise, voire de 90 % dans le cas d'une aide à l'acquisition d'un trésor national.

La loi Tepa a augmenté la déductibilité de l'.I.S.F. des dons.

Les entreprises mécènes peuvent bénéficier, en outre, de contreparties valorisées à hauteur de 25 % de la valeur des dons, moyennant notamment des prêts de salles, une tarification quasi officielle des prêts d'œuvres.

Comme vous le savez, Nicolas SARKOZY avait même voulu aller plus loin en remettant en cause le principe d'inaliénabilité des collections publiques. Ne poursuivons surtout pas cette logique.

Et souvenons-nous, pour ne pas les reproduire, des petits scandales, tels que ceux liés au prêt du Petit Palais au Qatar, à l'entreprise Samsung ou encore l'exposition Louis Vuitton au musée Carnavalet, et j'en passe. Ne laissons pas le secteur privé prendre la main sur le caractère scientifique et culturel des musées.

Et quel sera le contenu du contrat de performance qui va lier la Ville et l'établissement public ? Est-ce qu'il s'agira d'une performance uniquement gestionnaire et financière ? J'espère que non.

On ne cesse de nous dire que la gratuité des musées sera respectée. N'oublions pas qu'elle a permis de multiplier par deux la fréquentation des musées, mais dans les faits, elle ne concerne que les collections permanentes et les prix, par le biais des expositions temporaires, de l'essor des audioguides, ne cessent d'augmenter.

Nous savons que malgré les efforts réalisés, réels, comme avec le dispositif "L'art pour grandir", nous avons beaucoup de mal à opérer la diversification des publics.

La question de l'appropriation sociale de la culture par toutes et tous, et donc des moyens alloués à une démarche d'éducation populaire, doit être centrale. Sortons des logiques de rentabilité. Un musée, mes chers collègues, n'est pas une entreprise et la culture n'est pas une marchandise.

Considérant, comme le pensent les représentants du personnel, que cette réorganisation va trop vite, nous avions au précédent Conseil de Paris demandé un moratoire, le temps de procéder à un réel débat politique de fond. Vous l'avez, hélas, refusé.

Nous voyons bien que tous les groupes s'apprêtent unanimement à voter pour ce projet de délibération. Sur le fond, nous voudrions voter contre, mais il sera adopté au final.

Nous souhaiterions au moins que nos deux amendements soient intégrés, afin que des garde-fous soient instaurés.

Le premier porte sur le contrat de performance. Nous proposons de le soumettre à un vote du Conseil de Paris, une disposition qui nous semble nécessaire démocratiquement, mais qui ne figure pas dans les statuts. Ce contrat est un moment essentiel de cette réorganisation, puisque c'est lui qui va articuler les relations de la Ville, de ses élus, avec les musées, c'est lui, surtout, qui va permettre l'évaluation de ce nouvel établissement public, c'est par lui que doit s'accomplir notre orientation pour la démocratie culturelle.

Nous considérons également que la vacance de toute représentation du personnel pendant les premiers mois de ce nouvel établissement public est plus que regrettable, d'autant plus quand ses futurs représentants n'ont pas de voix délibérative au Conseil d'administration.

Dans la synthèse des rapports d'audit de l'inspection générale de mars 2009, l'accent était mis très explicitement sur : "une association des personnels à la gestion de l'établissement. Des représentants des personnels participeront au Conseil d'administration, donc aux choix stratégiques, car le personnel est à même de relayer les attentes du public".

Il faut donc, mes chers collègues, permettre aux représentants du personnel de s'inscrire à chaque étape, à chaque moment de la vie de ce nouvel établissement ; nous trouvons juste qu'ils soient donc au Conseil d'orientation, l'organe stratégique de l'établissement public, duquel ils étaient, pour l'instant, absents. C'est notre second amendement.

Nous devons également penser l'innovation pour trouver des formes d'implication des citoyens usagers.

Ces deux amendements nous semblent le minimum pour la protection des musées parisiens et de notre idée d'un service public de la culture. Ils ne permettent pas au groupe Communiste et élus du Parti de Gauche de joindre ses voix à l'approbation de ce projet de délibération, certes, mais au moins de s'abstenir plutôt que de voter contre.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Nous terminons avec Fabienne GASNIER.

Pardon, c'est, bien sûr, Danièle POURTAUD, je me suis trompé, qui répondra au nom de l'Exécutif.

Mme Fabienne GASNIER. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais juste dire que j'interviens sur ces projets de délibération en remplacement de ma collègue Geneviève BERTRAND, qui n'a pu être présente ce matin.

Monsieur le Maire, le projet de délibération relatif à la transformation des musées de la Ville en une régie personnalisée que vous nous proposez aujourd'hui d'adopter a retenu toute l'attention de notre groupe.

Il convient de se féliciter de la méthode adoptée pour faire aboutir cette nécessaire réforme, qui, si elle est essentiellement technique, a, bien sûr, des répercussions humaines et ouvre une nouvelle dynamique collective aux 14 musées de la Ville de Paris.

Depuis un an et demi, depuis janvier 2011 exactement, Mme Danièle POURTAUD et M. Christophe GIRARD, adjoints au Maire en charge du dossier, ont su efficacement s'appuyer sur Mme Delphine LÉVY, qui n'a pas ménagé sa peine pour parvenir à la création de l'établissement public que vous nous proposez aujourd'hui d'entériner, afin qu'il puisse, dès le 1er juillet 2012, préparer l'entrée en vigueur de cette réforme de la gestion de nos musées prévue au 1er janvier 2013.

Nous nous félicitons de l'aboutissement d'une réforme prônée par plusieurs rapports de l'Inspection générale de la Ville de Paris et des services de la Ville.

Je souligne que la nouvelle commission, que préside ma collègue Mme Geneviève BERTRAND, a été, en permanence, informée de l'avancée des travaux par Mmes Danièle POURTAUD et Delphine LÉVY.

De même, les directeurs des 14 musées concernés ont chacun piloté un groupe de travail.

Les personnels ont été et seront également associés à cette réforme et à la nouvelle gouvernance des musées. Ce sont là des méthodes remarquables et appréciées.

Nous espérons que cette réforme va pouvoir permettre d'augmenter la fréquentation de ces musées, qui a triplé en 10 ans, en raison, notamment, de la gratuité, passant d'un million à trois millions de visiteurs.

Nous espérons également que le rapprochement entre la gestion des collections permanentes et celle des expositions temporaires permettra à ces dernières, très souvent de très grande valeur, de trouver de nouveaux débouchés dans la métropole parisienne, en province ou à l'étranger.

Au-delà de la fréquentation élargie et du rayonnement international des expositions, cette réforme devrait aussi permettre de poursuivre les inventaires, d'enrichir les collections et d'améliorer les partenariats et le mécénat.

Enfin, le groupe Centre et Indépendants rend hommage, pour leur action menée au quotidien pour le rayonnement du patrimoine parisien et au service des visiteurs sans cesse plus nombreux de nos 14 musées, à l'ensemble des directeurs et des 950 agents affectés à ce nouvel établissement public répartis entre 144 au siège et 816 dans les musées.

Vous pouvez donc être assuré, Monsieur le Maire, que notre groupe suivra de près les travaux du Conseil d'administration de ce nouvel établissement public, doté de 80 millions d'euros de budget.

Nous voterons, bien sûr, ces projets de délibération avec conviction.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je vais proposer à Mme Danièle POURTAUD de répondre à l'ensemble des intervenants avant de passer aux explications de vote.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais, d'abord, commencer par remercier tous les orateurs qui se sont intéressés à cette réforme et je voudrais vous dire, chers collègues, qu'avec Christophe GIRARD, nous sommes très fiers de vous présenter aujourd'hui cette réforme du mode de gestion de nos musées et de l'organisation des expositions.

Je rappelle que les 14 musées de la Ville sont gérés en régie directe par la Direction des Affaires culturelles et que les expositions sont produites, à l'heure actuelle, par une société privée "Paris-Musées", à travers une Délégation de service public.

Cette réforme de gestion doit permettre de poursuivre la dynamique enclenchée depuis 2001. Je remercie ceux qui ont souligné les progrès qui ont été faits, je rappelle rapidement les grandes étapes : la gratuité des collections permanentes, la rénovation du Petit Palais et de Cernuschi, la diversification des publics avec tous les programmes initiés en direction des jeunes et des publics les plus éloignés de la culture, et je remercie Danielle FOURNIER de l'avoir rappelé et de s'en être félicitée tout à l'heure.

Cette politique a déjà permis de multiplier par trois la fréquentation de nos musées, puisque nous sommes passés d'un million de visiteurs en 2001 à trois millions en 2011.

Les grandes caractéristiques de la réforme qui vous est aujourd'hui présentée sont, cela a été rappelé : la création d'un établissement public administratif, "Paris-Musées", dès juillet 2012, pour permettre un transfert de l'activité dans de bonnes conditions au 1er janvier 2013.

Cet établissement prendra la forme d'une régie personnalisée qui reprendra les activités gérées par la Direction des Affaires culturelles et réintégrera les activités de la société "Paris-Musées".

Ce n'est donc pas un démembrement du service public, mais, au contraire, une remunicipalisation de la totalité des activités liées aux musées de la Ville.

Il n'y a donc aucune perspective, je le dis à Danielle SIMONNET, de désengagement de la Ville, même si cette remunicipalisation n'exclut pas le mécénat. J'ai bien entendu, chers collègues, ce que vous nous avez dit sur les conséquences de la loi Tepa, disons que ce débat est à mener au Parlement. Mais je vous rassure : pas de désengagement de la Ville ni de privatisation du service public de la culture à Paris.

Alors pourquoi une régie personnalisée ? Tout d'abord parce que le régime juridique des régies personnalisées est très encadré par le Code général des collectivités territoriales et que la Ville a déjà une grande expérience en ce domaine.

C'est aussi la forme qui garantit le mieux le statut des personnels Ville qui seront affectés à l'établissement public - affectés et non pas détachés -, ce qui permet en particulier le maintien du statut de la fonction publique parisienne fixé par le décret de 1994. Là encore, je veux rassurer Danielle FOURNIER qui s'est interrogée sur ce statut : les personnels Ville pourront bien entendu poursuivre leur carrière au sein de la Ville dans d'autres directions, s'ils le souhaitent.

L'établissement comptera 951 agents, dont 144 au siège et 807 dans les musées.

Nous avons bien entendu garanti le transfert des accords et des avantages sociaux de la Ville.

La préparation des conditions de représentation des personnels a par ailleurs été effectuée avec les organisations syndicales. Les élections professionnelles pourront se dérouler avant la fin avril 2013 pour désigner des représentants des personnels aux différents organismes sociaux - comité technique, CHSCT, commission consultative paritaire pour les non titulaires.

Nous avons par ailleurs pris des dispositions - je réponds là à Danielle SIMONNET - pour assurer une association des personnels dans la période transitoire avec la poursuite du comité de suivi et la présentation devant le comité de suivi de tout ce qui concernera les personnels dans la phase transitoire.

L'établissement sera administré par un conseil d'administration composé de neuf élus du Conseil de Paris, permettant une représentation à la proportionnelle de notre Assemblée, de quatre personnalités qualifiées choisies par le Maire pour leurs compétences dans le domaine de l'art et de la culture.

Il s'agit de Gatta LEÏBOISSETIER, directrice adjointe de l'école des Beaux-Arts de Paris et présidente de Paris-Musées actuellement ;

Antoinette LE NORMAND-ROMAIN, conservatrice générale du patrimoine, docteur en histoire de l'art spécialiste de la sculpture des XIXe et XXe siècle et directrice de l'I.N.H.A. ;

Jean-François CHOUGNET, ancien directeur général du parc de La Villette, ancien directeur du musée Berardo de Lisbonne et directeur de Marseille-Provence 2013, capitale européenne de la culture ;

Enfin, Martin BÉTHENOD, ancien délégué aux arts plastiques du Ministère de la Culture, directeur du Palazzo Grassi de Venise, directeur de l'édition 2010 de Nuit Blanche.

Nous avons souhaité, alors même que ce n'est pas prévu par la loi, assurer la représentation des personnels en créant au sein du conseil d'administration un collège d'experts composé d'un directeur de musée désigné par ses pairs et de représentants des personnels au nombre de trois, comme l'ont souhaité les syndicats. Là encore, je souhaite rassurer Danielle SIMONNET : ils auront toutes les informations et participeront à tous les débats.

L'établissement se verra confier la gestion des collections qui restent bien entendu propriété de la Ville.

L'établissement sera par ailleurs également doté d'un conseil d'orientation scientifique auquel seront associés des personnalités internationales du monde de la culture et des représentants des usagers, comme l'a souhaité la Fédération des sociétés d'amis des musées d'Île-de-France lors du passage en comité des usagers.

Nous avions prévu la participation des directeurs et des personnels scientifiques, mais nous sommes prêts à accepter, comme le demande le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche dans l'amendement n° 20, qu'y siègent des représentants des personnels de l'établissement public. J'accepterai donc cet amendement.

Comme vous l'avez vu, la direction de l'établissement sera confiée à Delphine LÉVY, qui a rédigé à la demande du Maire le rapport sur la gestion des musées et dirige depuis un an la mission de préfiguration.

J'en profite, si vous le permettez, pour lui rendre hommage, ainsi qu'aux membres de son équipe et à tous les services, en particulier la Direction des affaires culturelles et le Secrétariat général, qui ont effectué un travail

colossal - je remercie Mme GASNIER de l'avoir souligné -, à la fois sur un champ très vaste et en même temps extrêmement précis pour permettre la mise en œuvre de cette réforme importante.

Cette nouvelle organisation et la création de l'établissement public devraient doter le réseau des musées d'outils plus efficaces, permettant une plus grande souplesse et réactivité au service de notre politique culturelle et patrimoniale dont les principaux objectifs sont - cela a été rappelé également par Danielle FOURNIER :

- Élargir la fréquentation à toutes les catégories sociales dans le prolongement de la gratuité ;

- Répondre aux nouvelles attentes des visiteurs en termes de confort de visite et de médiation culturelle ;

- Développer le rayonnement national et international des expositions par un processus de programmation anticipée des partenariats et du mécénat ;

- Mettre à jour les inventaires et terminer leur récolement ;

- Enrichir les collections, renforcer leur mise en valeur ainsi que leur accessibilité au plus grand nombre par la poursuite de leur informatisation et de la numérisation des collections.

Ces objectifs seront traduits à travers les projets scientifiques et culturels en cours de rédaction dans chacun des musées et à travers un contrat de performance entre la Ville et l'établissement public.

Nous sommes tout à fait d'accord pour que ce contrat soit soumis au Conseil de Paris, comme le demande là encore le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche - c'est l'amendement n° 19 que nous accepterons également.

Avant de conclure, je voudrais souligner à quel point cette réforme a été élaborée dans un très large processus de concertation, comme l'a rappelé Fabienne GASNIER tout à l'heure au nom de la présidente de la 9e Commission, Geneviève BERTRAND, que je voudrais saluer. J'espère, chers collègues, que vous lui transmettrez : je voudrais la remercier de la manière dont elle a accompagné et dont elle soutient aujourd'hui cette réforme.

Comme vous l'avez rappelé, outre le comité de pilotage que nous avons animé, Christophe GIRARD et moi-même avec le Secrétariat général, la mission de préfiguration a chercher à impliquer largement toutes les catégories de personnel.

13 groupes de travail, en majorité présidés par les directeurs de musées, ont réfléchi et fait des propositions sur tous les aspects de l'activité muséale.

Le comité de suivi avec les syndicats a été mis en place dès l'annonce de la réforme et s'est déjà réuni neuf fois. Je vous ai dit qu'il continuerait à se réunir jusqu'à la mise en place des organes délibérants de la régie.

Des entretiens individuels ont été menés avec tous les personnels appelés à rejoindre le siège, en particulier avec les salariés de Paris-Musées.

Deux rencontres avec tout le personnel ont eu lieu dans chacun des musées.

La présentation pour avis au C.T.P. de la D.A.C. et au C.T.P. central a été l'occasion d'une demande de moratoire, vous l'avez dit, de la part des syndicats, qui souhaitaient des informations complémentaires. Une nouvelle réunion du comité de suivi a déjà en partie permis de répondre à ces questions et une autre est programmée début juillet.

Les syndicats continueront à être étroitement associés pendant cette phase de transition afin de prendre en compte les préoccupations du personnel dans un contexte où, rappelons-le, tous les acquis sociaux sont préservés.

Le CCSPL, plus communément appelé comité des usagers, présidé par mon collègue Mao PENINOU, a donné un avis favorable à l'unanimité.

Enfin, deux présentations - cela a été rappelé par Mme GASNIER - ont eu lieu devant la 9e commission avant ce Conseil.

Cette réforme a donc été très concertée mais nous sommes par ailleurs très favorable à la suggestion portée en particulier tout à l'heure par Danielle FOURNIER, d'une présentation d'un point d'étape, bien sûr devant la 9e Commission dans un an et chaque année devant le Conseil de Paris.

Je vous appelle donc, chers collègues, à soutenir cette grande réforme que nous devons réussir dans les mois à venir.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Dans le prolongement de cette réponse déjà très complète, la paroe est à M. Christophe GIRARD, naturellement.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Rien n'est jamais suffisamment complet sur un sujet aussi grave.

Je serai très rapide et complémentaire puisque l'intervention de Danièle POURTAUD est évidemment une intervention commune, au nom du Maire et de l'Exécutif. Le Maire, comme l'a dit ma collègue, a souhaité que les musées de Paris retrouvent le chemin du service public. Donc, nous devons en effet nous en réjouir.

Je voudrais dire, avec beaucoup d'amitié à ma collègue Danielle SIMONNET, que je regrette toujours un peu la caricature faite du mécénat, car c'est une caricature de l'entreprise privée, pourtant créatrice d'emplois, qui est ainsi visée. Voir dans l'entreprise privée le diable ou le mal absolu me semble un peu ridicule et sectaire.

Les salariés, les cadres, les dirigeants des entreprises sont aussi des citoyens qui visitent et soutiennent les musées, et achètent de l'art, ce qui permet souvent à des artistes audacieux aussi de trouver le chemin pour être exposés. A chaque fois qu'une exposition est organisée avec l'aide d'un mécène, ce sont des milliers de visiteurs supplémentaires, qui ainsi fréquentent les musées et découvrent l'émotion.

Je voulais juste apporter ce petit complément, car je pense que nous devons être très prudents et plutôt attirer les mécènes que les laisser partir ou les encourager à aller dans d'autres pays, comme l'Angleterre par exemple.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Avant de passer aux opérations de vote, deux explications de vote. M. Hermano SANCHES-RUIVO pour le groupe socialiste et Mme Laurence DOUVIN pour le groupe U.M.P.P.A.

M. Hermano SANCHES-RUIVO. - Merci, Monsieur le Maire.

Au nom des élus de mon groupe, je tenais à saluer l'évolution très positive de la gestion des musées de Paris, qui nous est proposée à travers ce projet de délibération.

La création d'un établissement public des musées de Paris permet en effet de rassembler, dans une seule entité, l'ensemble des moyens qui concourent à l'activité muséale de la Ville de Paris, ce qui permettra de conforter la place des musées dans les services publics de la culture. C'est la formule qui a fait ses preuves depuis vingt ans pour les musées nationaux, et c'est ce qui a également permis de conforter leur développement.

L'enjeu est important car les quatorze musées parisiens jouent un rôle de plus en plus affirmé et constituent un réseau de grande valeur. Le soutien de la Ville de Paris a été très actif, avec près de 200 millions d'euros, par ailleurs, une diversification forte des publics présents, et le nouvel établissement public maintiendra la gratuité des musées et ses gros efforts de médiation culturelle.

Je rappelle d'ailleurs les résultats effectifs. Rappelons que, depuis une dizaine d'années, nous sommes passés de 1 à 3 millions de visiteurs par an.

Alors, nous attendons de cet établissement public d'aller plus loin sur la voie de la modernisation des musées parisiens : une gestion plus efficace et plus souple, la possibilité de développer des ressources propres, favorisant notamment - je suis d'accord avec Christophe - le mécénat par exemple, l'élargissement des publics facilité par une adaptation accélérée aux nouvelles technologies, des campagnes de communication plus efficaces et évidemment le renforcement du rayonnement national et international de nos musées.

Sur le plan social - c'est un point très important-, le projet, qui est soumis aujourd'hui à notre vote, présente toutes les garanties nécessaires : une concertation large et approfondie a été menée en direction des personnels concernés, les organisations syndicales représentatives ont été consultées, des entretiens individuels ont été organisés avec les futurs agents du siège.

Puis cette réforme proposée se fait à un niveau d'emplois constant, ce qui est important, et toute une série de garanties ont été apportées, notamment sur les évolutions de carrière, les salaires et les maintiens des contrats existants pour les agents contractuels.

Voilà pourquoi la création de l'établissement public des musées parisiens apparaît comme une étape décisive dans leur modernisation et leur développement…

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je suis désolé de vous interrompre mais c'est deux minutes. Les explications de vote n'ont pas vocation à se substituer à des interventions.

M. Hermano SANCHES-RUIVO. - Très bien.

J'allais juste conclure en disant que nous voulions également rendre hommage au travail de Delphine LEVY et de son équipe, et à nos collègues Danièle POURTAUD et Christophe GIRARD.

Donc, avec conviction, nous voterons en faveur de ce projet de délibération.

Effectivement, cela fait 3 minutes !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais tout d'abord remercier chaleureusement Christophe GIRARD de ses propos si bienvenus sur le mécénat.

Je m'adresserai ensuite à Mme POURTAUD pour lui dire que nous voterons cette réforme, dont nous attendons un nouvel essor pour les musées parisiens. Nous pensons que la gestion sera facilitée par l'existence de la nouvelle structure et la mutualisation des moyens qu'elle va permettre.

Puis, nous nous sommes aussi félicités de ce que les personnels aient été associés à la préparation de cette réforme et que leurs conditions de travail et leurs statuts aient également vraiment été pris en compte.

Parmi les objectifs annoncés, nous sommes particulièrement attentifs à la l'autonomie des musées, dont il est annoncé qu'elle sera renforcée. Je pense que c'est aller dans le bon sens, pour leur développement et également pour celui de notre vie culturelle.

Donc nous y serons particulièrement attentifs.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Dernière explication de vote de Mme Danielle SIMONNET qui n'a pas tout dit dans son intervention.

Mme Danielle SIMONNET. - C'est très rapide.

Nous nous félicitons de l'intégration de nos deux amendements et nous nous abstiendrons sur le projet de délibération, comme je l'ai expliqué précédemment.

Je voudrais juste préciser qu'en commission des services publics locaux, Aline ARROUZE, notre représentante du groupe Communiste et les élu-e-s du Parti de Gauche, s'est abstenue. Il n'y a pas eu l'unanimité pour le changement de statut pour les musées.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci à tous.

Nous pouvons maintenant passer aux opérations de vote. D'abord les amendements n^{os} 19 et 20. Avec un avis favorable de l'Exécutif.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 19 déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

N.P.P.V. pour le groupe U.M.P.P.A.

Madame GASNIER ? Je n'ai pas compris. Pareil, d'accord.

La proposition d'amendement n° 19 est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 20 déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 20 est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 153 - DAC 506 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Abstention des élus Communistes et du Parti de Gauche.

Le projet de délibération amendé est adopté. (2012, SG 153 - DAC 506).

2012, DAC 333 - DEVE 83 - Convention d'occupation précaire avec l'association Les Métamorphoses Singulières (9e) pour la mise à disposition d'espaces et de locaux situés sur l'esplanade du jardin d'Eole (18e).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous poursuivons avec l'examen du projet de délibération DAC 333 - DEVE 83 relatif à une convention d'occupation précaire avec l'association "Les Métamorphoses Singulières" sur l'esplanade des jardins d'Eole, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 20 A.

Je propose à M. Christophe GIRARD, si mes informations sont exactes, de le présenter rapidement.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - C'est en effet un amendement qui concerne un très beau projet, dont le directeur est un homme remarquable qui défend la culture plus fragile, dont je salue l'engagement à Paris depuis de longues années et qui reçoit évidemment notre soutien.

Pour l'amendement, il se trouve qu'après plusieurs pistes de relogement explorées, notamment dans le 13e arrondissement où nous étions sur le point d'aboutir, une solution a pu être trouvée dans le 18e arrondissement, afin d'installer le grand parquet sur l'esplanade des jardins d'Eole, juste en face du "104", ce qui créera une dynamique particulière et permettra aux habitants du 18e et 19e arrondissements d'avoir un lieu supplémentaire de culture.

Ce projet de délibération permet de passer la convention d'occupation, l'aboutissement d'un long travail et d'une intense collaboration avec la DEVE. Je tiens à remercier particulièrement notre collègue Fabienne GIBOUDEAUX pour son investissement en faveur de cette solution qui convient à tous.

Cet amendement technique de l'Exécutif vise à rectifier quelques incohérences entre l'exposé des motifs du projet de délibération et la convention.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 20 A déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 20 A est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 333 - DEVE 83 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté à l'unanimité. (2012, DAC 333 - DEVE 83).

2012, DF 60 - Marché pour la réalisation d'études techniques et financières relatives à l'aménagement des accès et des sous-sols de la Tour Eiffel (7e).
Vœu déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants relatif à l'aménagement des sous-sols de la Tour Eiffel.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous en avons terminé avec la 9e Commission. Nous démarrons la 1ère Commission avec l'examen du projet de délibération DF 60 concernant un marché pour la réalisation d'études techniques et financières relatives à l'aménagement des accès et des sous-sols de la Tour Eiffel (7e), sur lequel les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants ont déposé le vœu référencé n° 21 dans le fascicule.

Sont inscrits, pour le groupe U.M.P.P.A., deux intervenants, M. Michel DUMONT et Mme DAUVERGNE du même arrondissement, sans doute pour dire la même chose, et le Président POZZO di BORGO.

Monsieur DUMONT, vous avez la parole.

M. Michel DUMONT. - Merci, Monsieur le Maire.

Un bref propos de satisfaction sur ce projet de délibération.

Satisfaction, tardive mais réelle, de voir enfin lancée la réalisation d'études techniques et financières pour l'aménagement des accès et des sous-sols de la tour Eiffel.

Depuis combien d'années, l'aménagement du sous-sol situé au centre des quatre pieds de la tour Eiffel est-il régulièrement évoqué ? Vingt ans ? Trente ans peut-être ? Le Conseil du 7e arrondissement en a régulièrement débattu à l'occasion de nombreux projets de délibération, soit relatives au Champs de Mars, soit relatives à la tour Eiffel elle-même.

A la suite de mes prédécesseurs, Edouard Frédéric-Dupont et Martine AURILLAC, j'avais appuyé une telle démarche de soutenir un projet ambitieux qui permettrait de dégager la perspective du Champs de Mars et d'améliorer le fonctionnement de la Tour Eiffel et, surtout, l'accueil du public.

Stationnement souterrain également, pour les cars, peut-être sous l'avenue Gustave Eiffel ou sous le quai Branly.

On ne peut que souscrire à l'évidence de votre constat - je le cite : "l'implantation en sous-sol des espaces d'accueil et de service présenterait de nombreux avantages".

Vous évoquez tour à tour, dans l'exposé des motifs de votre projet de délibération, la modernisation des zones d'accueil, la rationalisation des flux de visiteurs, le manque d'espaces pour l'exploitation, les problèmes de sécurité mais également la problématique du stationnement des cars qui causent de réelles nuisances dans le quartier du Gros-Caillou.

Monsieur le Maire, vous nous proposez que le titulaire du marché présente deux scénarios d'aménagement en sous-sol entre l'avenue Gustave Eiffel et le quai Branly. Monsieur le Maire, les élus du 7e arrondissement sont favorables à ce projet qui doit être ambitieux, ne s'interdire aucune réflexion, comme l'accès, par exemple, des quatre piliers, par le sous-sol aménagé, pour les visiteurs.

Donc un projet ambitieux.

Les cartons de la Ville regorgent d'études qui sont restées sans suite. La Tour Eiffel doit également en avoir un grand nombre.

Ce que nous souhaitons, c'est être associés à cette réflexion sur laquelle nous avons, comme d'autres élus, peut-être, d'arrondissements voisins, quelques idées, du fait de notre connaissance de ce terrain.

Donc, un beau projet d'aménagement des abords de la Tour Eiffel, en attendant peut-être un autre souhait : celui de la rénovation du Champ de Mars.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUMONT.

Madame DAUVERGNE, vous avez la parole.

Mme Emmanuelle DAUVERGNE. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, le souhait de créer un accès centralisé souterrain entre les piliers de la Tour Eiffel a été exprimé en maintes occasions par la population et les élus du 7e arrondissement, et ce, depuis plus d'une dizaine d'années.

En effet, les conditions d'accueil des près de 7 millions de touristes au monument payant le plus visité au monde sont indignes. Les files d'attente sous les pieds de la Tour Eiffel sont une véritable honte, notamment pour la capitale mondiale du tourisme. Elles se sont récemment davantage dégradées depuis que deux ascenseurs sur trois sont hors service.

Il était paradoxal d'engager 40 millions d'euros pour aménager les berges de la Seine et rien pour améliorer les conditions d'accès à la Tour Eiffel.

Aussi, la survenue de ce projet de délibération est une heureuse surprise.

Certes, il ne s'agit que de lancer des études d'opportunité et financières, mais elles sont nécessaires pour un projet d'une telle ampleur dont la réalisation ne se fera pas avant le renouvellement de la concession fin 2015.

Nous ne pouvons que nous féliciter de l'objectif explicite de désencombrer le parvis, de dégager la perspective du Champ de Mars et d'améliorer les cheminements piétons des touristes.

La seule insuffisance de l'étude initialement définie est qu'elle ne prend pas en compte l'opportunité de supprimer la sorte de bunker occupé par Télédiffusion de France qui jouxte le pilier sud et enlaidit le site. Ce serait d'autant plus judicieux que la convention d'occupation du domaine public arrive à échéance fin février 2017, soit un peu plus d'un an après le renouvellement de la concession de la Tour Eiffel.

C'est le sens du vœu qui a été déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants. Nous avons bien conscience que cette extension de l'étude peut représenter un coût supplémentaire à celui du marché estimé à 262.200 euros hors taxes, mais ce supplément devrait être modeste comparé à son utilité et aux produits perçus par la concession de la Tour Eiffel par la Ville de Paris, qui se sont élevés en 2011 à près de 10 millions d'euros.

Pour toutes ces raisons, nous voterons le projet de délibération et nous formulons le souhait que notre vœu puisse également être adopté sans esprit partisan, avec la même unanimité que l'ensemble des élus du 7e arrondissement.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Pour terminer, la parole est à M. Yves POZZO di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, beaucoup de choses ont déjà été dites. Je crois que sur l'affaire des files d'attente, c'est vrai - il ne faut pas non plus dramatiser ! - que cela dure, en période normale, 45 minutes et l'été une heure.

C'est vrai qu'actuellement, on a une situation un peu difficile puisqu'on a deux ascenseurs sur trois hors service. Un en réparation qui, je crois, sera terminé au mois de mai et le troisième qui nous pose quelques problèmes. C'est quand même une vieille machine, la Tour Eiffel ! Elle est passée de 2 millions à 7 millions de visiteurs en très peu de temps, grâce à la gestion d'ailleurs des administrateurs que nous étions et puis du président. Je crois qu'il y a quand même eu une évolution très positive de cette affaire, mais c'est vrai, c'est une vieille machine, donc il faudra bien faire attention à ce que cette vieille machine puisse encaisser tout ce monde-là.

C'est vrai que cette histoire d'aménagement en sous-sol est une vieille histoire et date de longtemps. Je ne suis pas sûr d'ailleurs qu'on n'ait pas déjà fait des études techniques. Il me semble qu'on a un sous-sol assez particulier et qu'on peut aller très loin ; je crois même qu'on peut aller à cinq ou six étages en dessous, s'il fallait le faire.

Je trouve que le choix qu'a fait l'Exécutif, de prudence, de faire une étude sur un étage est une très bonne chose… enfin, de faire un souterrain en sous-sol est une bonne chose. Evidemment, nous le soutiendrons.

C'est vrai que, dans cette affaire, je ne sais pas qui fera l'étude, mais il serait intéressant qu'on fasse un aménagement… si on pouvait faire un aménagement un peu comme au Louvre, mais c'est peut-être un peu rêver. Jean-Bernard BROS, je crois, avait évoqué l'histoire d'un musée Gustave Eiffel, l'idée étant simplement que, quand les gens arrivent, font la queue… mais je reviens sur l'affaire des queues : vous êtes à Venise à Saint-Marc, les queues sont encore plus longues que pour la Tour Eiffel. Vous allez devant Notre-Dame, les queues sont encore plus longues. L'idée, c'est simplement de faire en sorte que, quand les gens viennent, il y ait toute une animation culturelle, commerciale et autre, qui puisse leur permettre d'attendre la Tour Eiffel.

Une dernière chose que je voulais dire, et cela, je crois qu'il faut que l'Exécutif se penche sur ce point, on ne peut pas continuer comme cela : il faut qu'on ait une réflexion globale sur cet axe Trocadéro - Tour Eiffel - Champ de Mars - Ecole militaire et axe de l'avenue de Breteuil. C'est un dossier qui, déjà, quand j'étais… je suis entré en 1998… il était déjà dans les services techniques de la Voirie… pas de la Voirie, peut-être des Parcs et Jardins.

Il faut vraiment, là, je supplie l'Exécutif, que nous ayons cette réflexion sur l'ensemble de cet axe-là. C'est un axe majeur, extraordinaire, il faut vraiment qu'on l'ait là, notamment qu'on ait un passage, que les piétons qui arrivent du Champ de Mars aient un passage vers l'Ecole militaire. C'est une négociation à avoir avec l'Etat ; maintenant que vous êtes avec l'Etat, vous pouvez le faire.

Encore une autre chose aussi dont il faut tenir compte : vous allez avoir l'aménagement des berges qui vont déstabiliser un peu tout ce coin-là. Il y a le quai Branly, il y a le musée Branly à côté. Je crois qu'on ne peut pas laisser la ville et cette partie du 7e dans cet état-là sans qu'il y ait une réflexion plus générale.

Je m'adresse là aux responsables de l'Exécutif. A l'occasion de cette étude, qui touche uniquement la Tour Eiffel, profitons-en, peut-être pas cette fois-ci, mais que l'on commence à réfléchir à cet aménagement global. C'est fondamental.

Je dis cela aux adjoints - je ne sais pas quels sont les adjoints qui suivent tout cela - ou au Maire : c'est vraiment quelque chose de prioritaire.

Merci de votre écoute.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre aux trois intervenants, la parole est à M. Bernard GAUDILLÈRE qui en profitera pour donner l'avis de l'Exécutif sur ce vœu n° 21.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je crois que tout le monde est conscient de ce que, aujourd'hui, les conditions d'accueil à la Tour Eiffel ne sont pas totalement conformes à ce que les usagers, les touristes peuvent attendre d'un monument aussi prestigieux, aussi mondialement connu et accueillant un nombre respectable de millions de visiteurs.

Notamment le phénomène des files d'attente, sous la pluie, sous le soleil, dans le froid, n'est sûrement pas très optimal. L'absence quasi totale de vestiaires, de consignes, de lieux d'information n'est pas moins regrettable. Ce défaut qui s'exerce vis-à-vis des usagers se double d'un manque d'espace pour les services qui gèrent la tour et pour d'éventuelles surfaces commerciales.

L'idée de creuser à la base de la Tour Eiffel et de créer des équipements en sous-sol n'est pas une idée nouvelle, comme l'ont rappelé l'ancien maire du 7e arrondissement et M. POZZO di BORGO, mais les études qui ont été faites précédemment, et je confirme ce que disait M. POZZO di BORGO, il y a des études qui existent dans nos dossiers mais, jusqu'ici, elles n'avaient pas débouché.

La Municipalité actuelle est décidée à faire progresser et, je l'espère, à faire aboutir ce projet. C'est la raison pour laquelle ce projet de délibération vous est soumis.

Vous me direz - c'est une question que l'on ne m'a pas posée mais j'y réponds quand même ! - qu'une somme de 260.000 euros est bien modeste et peut-être la S.E.M. de la Tour Eiffel aurait-elle pu le financer. Je crois qu'elle s'y serait certainement décidée sans la moindre hésitation mais c'était juridiquement impossible, puisque ce projet dépasse le terme et le contenu de l'actuelle délégation de service public.

Donc, la Municipalité vous soumet ce projet de délibération.

J'en profite pour répondre au vœu déposé par Mme DATI et M. POZZO di BORGO. Nous sommes tout à fait conscients de ce que les locaux du pilier sud ne sont pas particulièrement gracieux, que leur disparition serait plutôt un avantage pour le paysage, mais il se trouve que c'est un sujet qui, techniquement, est difficile pour toutes sortes

de raisons. Ce sont des équipements qui appartiennent à T.D.F., vous le savez, et leur déplacement pose des problèmes à la fois techniques et financiers.

Je suis tout à fait favorable à ce que nous y réfléchissions. Nous ferons une étude. Je ne suis pas sûr que cette étude prenne place dans le marché qui vous est soumis aujourd'hui.

Donc, je propose que les élus qui ont déposé le vœu se contentent, si je puis dire, de ma parole. Cette étude sera faite, les résultats vous en seront communiqués, comme ils seront communiqués au Conseil d'administration de la Société de la Tour Eiffel, mais le vœu tel qu'il est rédigé, c'est-à-dire l'intégration dans l'étude prévue par la délibération, ne me paraît pas opportun.

Monsieur le Maire, je souhaite le retrait du vœu, sinon je proposerais un avis défavorable, mais, je le répète, l'étude sera faite.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci de cet engagement.

La parole est au Président POZZO di BORGO ?

M. Yves POZZO di BORGO. - J'aurais aimé que le Maire me réponde sur l'ensemble de l'aménagement plus général, ce n'est pas le sujet, mais c'était une idée importante.

Deuxième idée, sur l'affaire du vœu, l'idée était qu'on étudie, j'ai confiance en la parole de l'adjoint au Maire, mais si on pouvait intégrer dans le projet d'étude cette réflexion, ce ne serait peut-être pas une mauvaise idée.

Nous sommes prêts à retirer le vœu, nous n'allons pas nous accrocher à cela, mais je me demande si l'on ne devrait pas profiter justement de cette étude pour l'intégrer.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Une précision complémentaire, peut-être, pour Bernard GAUDILLÈRE ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Je souhaite que le vœu soit retiré, sinon je donnerais un avis défavorable, ce n'est pas un problème.

M. Yves POZZO di BORGO. - Je voulais voir si vous ne pouviez pas faire en sorte que l'on rajoute cet élément dans l'étude.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Je viens de vous dire, Monsieur le Sénateur, que je ne vais pas bouleverser le projet de délibération, le cahier des charges qui ont été construits selon un certain modèle.

Je répète que cette étude sera faite, mais elle ne sera pas faite dans le cadre de ce projet de délibération.

En revanche, vous avez raison, Monsieur le Sénateur, de souligner que je n'ai pas répondu - et j'ai eu tort - à votre remarque sur l'axe Trocadéro - Champ de Mars.

Je crois que tous ici nous sommes extrêmement attachés à cet axe, qui est l'un des axes les plus prestigieux de la Capitale. Je suis heureux de vous dire (mais peut-être le Conseil en a-t-il déjà été informé) qu'il y a actuellement à l'A.P.U.R. une étude qui porte à la fois sur cet axe et sur les Champs-Elysées, comme le sont les études de l'A.P.U.R., c'est-à-dire de manière globale sur les aspects patrimoniaux, économiques, de voirie et autres.

J'espère que cette réponse, à défaut de l'autre, vous satisfait, Monsieur le Sénateur.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Cela devrait rassurer nos collègues.

Vous le maintenez avec un avis défavorable de l'Exécutif.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 60.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2012, DF 60).

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la communication du rapport définitif de l'Inspection générale sur le train de vie de la SEM Sogaris.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 22 dans le fascicule, déposé par le groupe Centre et Indépendants, relatif à la communication du rapport définitif de l'Inspection générale sur le train de vie de la S.E.M. Sogaris.

Le Président POZZO di BORGO le présente en une minute.

M. Yves POZZO di BORGO. - Tout a été dit. On pourrait peut-être s'abstenir de parler.

Beaucoup de considérants ont déjà été exprimés dans l'intervention et autres, c'est vrai que nous aimerions (je vais aller plus vite et me contenter de dire ce que l'on demande) :

- Que le rapport définitif de l'Inspection générale relatif au train de vie des S.E.M. et spécifiquement à la Sogaris remis au Maire de Paris en décembre 2011 soit communiqué à l'ensemble des conseillers de Paris et fasse l'objet d'un débat en séance du Conseil de Paris.

- Que ce rapport définitif soit publié et porté à la connaissance des Parisiens sur le site paris.fr à l'instar des autres rapports de l'Inspection générale. Hier, en question d'actualité, on a déjà répondu sur ce point.

- Qu'un comité de suivi veille à ce que les préconisations déjà formulées en 2006 et réitérées en 2011, ainsi que celles nouvellement élaborées, soient mises en œuvre dans les plus brefs délais.

- Que soit adopté un principe d'audit systématisé de l'ensemble des S.E.M. et du suivi des préconisations effectuées par l'Inspection générale.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Parfait.

La parole est à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Monsieur le Maire, comme m'y invitait il y a un instant M. le Président POZZO di BORGO, je vais être laconique puisque nous avons beaucoup parlé de ce sujet, à un moment où son impact médiatique était plus élevé. Je pense que c'était l'objectif recherché.

J'ai répondu sur la publication du rapport, je l'ai déjà dit et je le répète, tous les rapports de l'Inspection générale sont publiés, à l'exception de ceux, assez rares au demeurant, qui sont contraires à ce que l'on appelle la jurisprudence C.A.D.A.

Celui-ci, lorsqu'il sera définitif, lorsqu'il intégrera les réponses de la SOGARIS, sera publié. C'est clair et ce n'est pas une exception, c'est une règle.

Deuxièmement, j'ai répondu sur l'audit systématique. Nous avons fait une première vague d'audit en 2006 à l'initiative du Maire de Paris et de son cabinet de l'époque. Nous avons lancé une deuxième vague en 2009, celle-ci se poursuit et j'ai même ajouté que le Maire venait de prendre la décision de faire effectuer un audit sur deux établissements publics importants qui ne sont pas des S.E.M. et qui donc n'étaient pas concernés, je veux dire "Eau de Paris" et "Paris Habitat". Les rapports seront évidemment publiés eux aussi.

En revanche, je ne crois pas avoir répondu, faute de temps, sur le comité de suivi. Il existe un comité de suivi des rapports de l'Inspection générale qui siège au Secrétariat général de la Ville et qui examine périodiquement la façon dont les préconisations des rapports sont appliquées.

Enfin, je n'ai pas répondu non plus sur le débat. Personnellement, je pense, Monsieur le Sénateur, qu'un débat en 1ère Commission serait peut-être plus adapté. J'y suis tout à fait prêt et ce serait un débat qui pourrait être très

approfondi, pas seulement sur la SOGARIS naturellement, mais sur l'ensemble des audits "train de vie" et le rapport synthétique, parce qu'il y a un rapport synthétique de l'Inspection générale.

Je donne un avis favorable à ce vœu, sous réserve que vous admettiez que le cadre le plus approprié pour ce débat est la Commission des Finances et non pas le Conseil de Paris.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Les hochements de tête du Président valent approbation ?

M. Yves POZZO di BORGO. - Nous sommes d'accord sur l'aménagement du vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Centre et Indépendants, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2012, V. 94).

Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif à la dette de l'Etat à l'égard de la Ville.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 23 dans le fascicule, déposé par notre collègue Jean-François MARTINS, relatif à la dette de l'Etat à l'égard de la Ville.

La parole est donc à M. MARTINS qui dispose d'une minute pour le présenter.

M. Jean-François MARTINS. - Mes chers collègues, nous en avons largement discuté hier à l'occasion du débat sur le compte administratif, mais quelques déclarations du Maire de Paris qui, jusqu'à présent, nous avait habitués à une certaine fermeté à l'égard de l'Etat sur la question de la dette de l'Etat à l'égard de Paris, se sont faites avec l'arrivée du nouveau Gouvernement un peu plus souples et un peu moins fermes.

Je crois que, pour ne pas laisser penser aux Parisiens que l'Exécutif pourrait avoir sur ce dossier une approche partisane et que, selon la couleur du Gouvernement, nous lui réclamerions ou non nos dettes, ce vœu demande tout simplement que le Conseil de Paris émette le vœu que le Maire de Paris adresse au Premier Ministre un état des dettes de l'Etat à notre égard et qu'il engage sur cette base une négociation globale, évidemment sur cette dette, mais plus largement sur la dotation globale, les fonds de péréquation et l'ensemble des perspectives financières de la Ville, parce qu'à relire le programme de la majorité élue, on sait que, probablement, la péréquation risque d'être très défavorable à Paris et que la dette de l'Etat envers nous, dans ce contexte, pourrait être un élément de négociation majeur.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Monsieur le Maire, je ne vais pas m'étendre beaucoup sur le sujet, puisque je crois qu'il a été évoqué hier ici et il l'a été d'ailleurs dans des conditions tout à fait légitimes, parce que c'est un véritable sujet.

Pour aller à l'essentiel, j'émettrai un avis favorable à ce vœu sous une réserve : je souhaiterais que M. MARTINS retire le cinquième considérant sur les déclarations du Maire de Paris, car il me semble que les déclarations du Maire de Paris, telles qu'il les a expliquées hier à notre Assemblée, ne correspondent pas exactement à l'esprit de ce considérant.

Avis favorable, sous réserve du retrait du cinquième considérant.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Monsieur MARTINS ?

M. Jean-François MARTINS. - Avis favorable.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par M. Jean-François MARTINS, amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2012, V. 95).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la charte sur les antennes relais.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 24 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la charte sur les antennes relais.

Je propose à Mme DOUVIN de le présenter et à M. Mao PENINOU de se préparer à y répondre.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Je suis intervenue au dernier Conseil déjà sur cette question des antennes relais, pour considérer notamment que la charte parisienne était arrivée à échéance en septembre 2011, qu'il était nécessaire de prendre en compte à la fois la santé publique et aussi la bonne qualité du réseau. Depuis lors, nous constatons que les opérateurs multiplient les expérimentations 4G dans plusieurs grandes villes de France et aussi que plusieurs grandes capitales européennes vont ouvrir, elles, le réseau 4G au grand public dès cette année.

La Ville de Paris prend donc un retard qui est considérable dans la mise en place de ce réseau.

Ces villes ont, apparemment, résolu la question qui nous intéresse ; c'est pourquoi nous souhaitons que le Maire de Paris demande au Gouvernement de préciser ses intentions concernant la réglementation des antennes relais, puisque c'est ce qui avait été mis en cause par Denis BAUPIN lors du dernier Conseil, notamment sur le seuil d'exposition maximum.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Mao PENINOU.

M. Mao PENINOU, adjoint. - Je vous confirme l'essentiel de ce que vous avez dit, à quelques petites nuances près.

Effectivement, un certain nombre de villes se sont engagées aujourd'hui dans le déploiement de la 4G ; vous dites : sans doute ont-elles trouvé la manière de résoudre la problématique posée par l'exposition ; malheureusement, non, en tout cas, pas à ma connaissance, puisqu'aucune de ces villes n'est dotée de charte avec les opérateurs se prononçant justement sur cette question-là. Elles s'en remettent simplement à la réglementation nationale, qui, d'ailleurs, reprend la réglementation européenne sur cette question-là.

Même situation en Europe, avec une grande hétérogénéité ; nous avons un certain nombre de capitales qui sont aujourd'hui dans la même situation que nous, c'est-à-dire un débat tendu et un rapport de force avec les opérateurs sur le déploiement de la 4G. Nous sommes évidemment favorables à ce déploiement, nous l'avons dit à plusieurs reprises, mais il doit se faire de manière contrôlée et on ne peut pas, à cette occasion, s'affranchir de toutes les précautions que nous avons pu prendre ces dernières années.

Nous avons, cependant, bon espoir, toujours, de pouvoir conclure, puisqu'il y a une volonté commune.

Sur votre demande, je vous confirme que nos pensées se sont rejointes, puisque j'ai demandé un rendez-vous à Fleur PELLERIN, qui est en charge de ce dossier auprès du Gouvernement. Nous devrions l'avoir dans les jours qui viennent et nous sommes tout à fait dans cette démarche de savoir quelle est la position du Gouvernement aujourd'hui sur cette question-là pour pouvoir continuer à avancer dans notre négociation avec les opérateurs. Votre vœu est d'ores et déjà exaucé dans la demande faite au Gouvernement, nous ne manquerons évidemment pas et je ne manquerai pas de vous informer des suites qui seront données à ce rendez-vous et surtout de ce qui y sera dit et, en conséquence, je vous demande de bien vouloir retirer votre vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Mao PENINOU.

Madame DOUVIN, vous retirez le vœu ?

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, il me semblait important de dire ce que nous avons demandé, parce que c'est important, que le Conseil manifeste dans son entier son accord à cette démarche.

Je prends bien acte de ce que vient de dire M. PENINOU et je m'en réjouis, mais je maintiens le vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Donc, avec un avis défavorable…

Non, honnêtement, on ne va pas voter un vœu demandant un rendez-vous dont on vient de vous expliquer qu'il est déjà pris. Honnêtement, là, on joue sur les mots…

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repousssée.

Nous en avons terminé avec les dossiers de la 1ère Commission.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la titularisation des adjoints et assistants-éducatifs du dispositif "Actions Collégiens".
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous entamons ceux de la 2e Commission et nous examinons les vœux référencés n° 25 et n° 25 bis dans le fascicule, déposés par le groupe E.E.L.V.A. et par l'Exécutif, relatifs l'un et l'autre, à la titularisation des adjoints et assistants-éducatifs du dispositif "Actions Collégiens".

Je crois que c'est Mme Danielle FOURNIER qui présente le vœu et Mme Maïté ERRECART lui répondra.

Mme Danielle FOURNIER. - "Actions Collégiens" est un dispositif qui intervient dans 37 collèges à Paris et les animateurs de ce dispositif aident les élèves à faire leurs devoirs, ils les encadrent aussi en dehors du temps scolaire et, ainsi, contribuent à un apaisement généralisé et à une progression de ces élèves.

Ils sont actuellement inquiets par rapport à leur statut. C'est pourquoi nous avons déposé ce vœu, pour qu'ils soient intégrés au corps de métier "secrétaire administratif - animation" et pour qu'un concours de titularisation soit organisé à leur intention pour leur permettre d'être titularisés.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Madame Maïté ERRECART ?

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Vous attirez notre attention sur un sujet sur lequel nous travaillons actuellement, qui est la déprécarisation.

Vous savez qu'il y a une loi qui vient d'être votée, dont les décrets sont en cours de publication, et, de ce point de vue, nous avons un travail en cours pour examiner les situations de titularisation, puisque c'est le sujet que vous nous posez pour les agents d'"Actions Collégiens", mais il y a d'autres volets de la loi déprécarisation sur lesquels nous travaillons.

J'indique d'ailleurs au Conseil que nous allons présenter un plan, probablement à la fin de l'année, qui va concerner ce sujet sur l'ensemble des corps qui peuvent être concernés par cette déprécarisation.

S'agissant plus particulièrement des assistants-éducatifs du dispositif "Actions collégiens", nous sommes, bien entendu, tout à fait favorables à prendre en compte leur situation et leur évolution dans le cadre de ce dispositif et c'est la raison pour laquelle nous vous proposons un vœu de l'Exécutif qui reprend votre attente peut-être en des termes un peu plus précis, et, donc, je vous propose de remplacer votre vœu par le vœu de l'Exécutif si vous en êtes d'accord.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Avis favorable du groupe E.E.L.V.A., donc nous substituons le vœu n° 25 bis de l'Exécutif, qui est donc soumis au vote, au vœu n° 25.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Abstention du groupe U.M.P.P.A.

Le projet de vœu est adopté. (2012, V. 96).

2012, DPE 54 - DRH 91 - Signature d'une convention de coopération avec l'Institut National de Recherche et de Sécurité relative à l'actualisation de l'étude épidémiologique portant sur le personnel égoutier de la Ville de Paris.
Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux salariés des réseaux d'assainissement.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous terminons la 2e Commission avec le projet de délibération DPE 54 - DRH 91 relatif à une convention avec l'I.N.R.S. sur une étude épidémiologique en faveur des personnels égoutiers de la Ville de Paris, sur lequel le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche a déposé le vœu référencé n° 26 dans le fascicule.

Mme Aline ARROUZE est inscrite, Mme Maïté ERRECART lui répondra.

Mme Aline ARROUZE. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, les égoutiers de Paris, que je salue à la tribune, ici, représentants du personnel, "au fond de l'égout, le travail, ce n'est pas la santé". Le projet de délibération qui nous est soumis propose d'actualiser les études épidémiologiques portant sur le personnel égoutier de la Ville de Paris et de signer pour ce faire une convention avec l'I.N.R.S., l'Institut national de la santé et de la recherche médicale.

Deux études ont déjà été réalisées sur ce sujet et montrent, d'une part, une forte surmortalité chez les égoutiers, toutes causes confondues, d'autre part, un excès statistiquement significatif de symptômes respiratoires, digestifs, cutanés et généraux.

Ces études sont donc particulièrement préoccupantes et nous sommes favorables à ce qu'elles soient complétées et mises à jour aujourd'hui.

Je souhaiterais, Monsieur le Maire, attirer votre attention sur une formule malheureuse qui figure en préambule de la convention avec l'I.N.R.S. Il y est, en effet, mentionné "qu'il existe quelques études de mortalité qui semblent montrer un risque accru de cancers".

Si les études précédentes menées par l'I.N.R.S. ont été lues attentivement, vous savez donc qu'elles ne semblent pas montrer un risque, mais qu'elles le mettent parfaitement en évidence.

La surmortalité chez les égoutiers est un fait dramatique et avéré, lié directement à leur activité professionnelle.

Dans des réseaux dont personne ne sait exactement ce qu'ils contiennent, les rejets industriels sont plus importants que par le passé et accroissent les risques liés aux professions des réseaux d'assainissement.

Si l'amélioration technique et la mécanisation des processus a pu jouer sur la pénibilité du travail des égoutiers, elle n'a, de fait, aucun effet sur l'insalubrité.

Cela n'a pas empêché le Gouvernement précédent de revenir sur le régime de retraite de ces personnels pour lequel ils continuent à se battre afin de défendre leurs droits.

A ce titre, notre groupe a déposé un vœu par lequel nous avons voulu rappeler que l'espérance de vie des égoutiers de Paris est de sept ans inférieure aux autres populations ouvrières ayant le plus faible taux d'espérance de vie et de 17 ans inférieure à la population de référence officielle.

C'est pourquoi notre groupe demande que le Maire de Paris s'adresse à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé, afin de lui demander de prendre en consideration, dans le dialogue social qui s'ouvre, les revendications des personnels de l'assainissement, et notamment la restauration de l'âge d'ouverture des droits au départ en retraite à taux plein dès 50 ans et la bonification de 50 % du temps passé dans les services.

Au niveau de la Ville, notre groupe est déjà intervenu pour rappeler que la mobilité des agents ne doit pas aller de pair avec un affaiblissement des droits et des carrières.

Cibler en particulier les égoutiers en leur proposant la mobilité comme solution à l'insalubrité de leur travail, ce n'est pas prendre en compte leurs besoins spécifiques.

Les égoutiers bénéficient d'un statut particulier qu'il convient de préserver et d'améliorer autant que possible.

Permettez-moi enfin de conclure cette intervention en rappelant l'importance des décisions prises à ce sujet à Paris. Nous savons bien qu'en ce domaine, nos décisions politiques, comme les résultats de cette étude, seront observés partout dans le pays.

Il est donc essentiel qu'elle soit menée avec tout le sérieux que les égoutiers parisiens méritent et que leurs revendications légitimes soient entendues par la nouvelle majorité parlementaire.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

La parole est à Mme Maïté ERRECART pour répondre.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Merci des propos que vous avez tenu concernant les égoutiers. C'est un métier difficile et indispensable pour la collectivité. Je salue avec vous le travail qui est effectué par cette profession dans des conditions difficiles.

Ces conditions difficiles ne nous ont évidemment pas échappé, et vous l'avez souligné, puisque depuis plusieurs années il y a eu d'abord ces études qui ont été commanditées par la Ville - depuis 2004.

Nous vous proposons aujourd'hui de continuer dans le domaine des études pour notamment prendre en compte des générations plus récentes. Car j'espère que dans les générations plus récentes des égoutiers, les mesures de protection ayant été améliorées, nous aurons aussi des résultats améliorés.

En fait, les populations qui ont été étudiées jusqu'à présent concernent les égoutiers qui étaient en fonction avant 1999, nous allons donc étudier des générations plus récentes et voir s'il y a une évolution.

Deuxième sujet que je voudrais dire très clairement, nous travaillons activement et bien sûr, j'associe Anne LE STRAT à ces travaux qui sont en cours à l'heure actuelle en ce qui concerne l'équipement des égoutiers, les conditions de travail des égoutiers. Nous avons fait des investissements très considérables pour améliorer leur protection. Je ne vais pas reprendre. Nous avions déjà eu l'occasion de parler de tout cela en juin 2011 très clairement. Il y avait eu un vœu en la matière. Je ne vais pas reprendre toutes les mesures mais il est clair que nous faisons un effort considérable sur ces questions-là.

Reste la question de l'accès à la retraite que vous posez. C'est évidemment un sujet majeur. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, les égoutiers ont été reçus par les Ministères concernés, à savoir le Ministère de la Santé et le Ministère de la Réforme de l'État et des collectivités territoriales. Ils ont été reçus. Nous soutiendrons évidemment ce vœu et très clairement, les discussions vont continuer concernant la retraite.

Peut-être un seul bémol sur ce que vous avez affirmé. Ce n'est pas la mobilité qui est nécessairement la solution. Simplement, je vous rappelle que nous avons fait la proposition aux égoutiers d'une seconde carrière, c'est-à-dire de pouvoir, au nom du principe de précaution, permettre à ceux qui le souhaitent de pouvoir développer une seconde carrière à la Ville et de limiter le temps dans les égouts à douze ans. C'est une proposition. Il n'y a pas d'obligation en la matière. Je voulais le rappeler dans cette tribune.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2012, V. 97).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 54 - DRH 91.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DPE 54 - DRH 91).

2012, DVD 111 - Approbation des modalités de passation de marchés à bons de commande pour la réalisation de travaux d'éclairage public et d'illumination à Paris (8 lots) et signature des marchés correspondants.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous entamons l'examen des projets de délibération inscrits au titre de la 3e Commission, avec un premier projet, le projet de délibération DVD 111 relatif aux travaux d'éclairage public et d'illumination à Paris.

La parole est à Mme Laurence DREYFUSS. Mme Annick LEPETIT lui répondra.

Mme Laurence DREYFUSS. - Merci, Monsieur le Maire.

Je m'interroge sur le fait qu'il n'y ait pas un lot pour les voies d'exception dans ce projet de délibération. En effet, Madame LEPETIT, vous connaissez mon questionnement sur l'avenue Foch et son éclairage.

(Mme Danièle POURTAUD, adjointe, remplace M. François DAGNAUD au fauteuil de la présidence).

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à Mme Annick LEPETIT pour répondre.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Madame DREYFUSS, je vais vous répondre brièvement. Je sais que vous avez déjà été informée par un courrier du directeur de la DVD concernant l'avenue Foch.

Vous le savez, l'éclairage était très ancien, et pour des questions de sécurité, il a été provisoirement changé et remplacé par des poteaux de bois, afin, bien sûr, de maintenir la sécurité des piétons et des riverains, ce qui est bien normal.

En revanche, cela ne le veut pas dire que cet éclairage restera en l'état. Il s'agit de provisoire et, bien évidemment, les services se tourneront vers vous dès lors qu'ils auront un projet à vous présenter.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup. Et donc ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe, rapporteure. - C'est un projet de délibération. Je propose donc bien évidemment qu'il soit voté à l'unanimité.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 111.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité. (2012, DVD 111).

Vœu déposé par le groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche relatif aux bandes cyclables dans le 20e arrondissement.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 28 dans le fascicule, déposé par le groupe Communiste et des élus du Parti de Gauche, relatif aux bandes cyclables dans le 20e arrondissement.

Mme Danielle SIMONNET. - Merci.

Vous savez qu'il manque particulièrement de liaisons cyclables Est-Ouest dans le 20e arrondissement, notamment sur les axes majeurs de l'avenue Gambetta et de la rue Belgrand.

Le Conseil régional a par ailleurs augmenté de façon conséquente le niveau de ses cofinancements pour l'implantation de bandes cyclables.

À travers ce vœu, nous demandons que soit étudiée l'implantation de bandes cyclables sur la rue Belgrand, dans le sens est-ouest et ouest-est, ainsi que celle d'une bande cyclable sur l'avenue Gambetta dans le sens montée entre la place Gambetta et la porte des Lilas, ainsi qu'entre la place Martin-Nadaud et la place Gambetta.

Nous demandons aussi que ces études soient réalisées afin de permettre leur intégration dans le programme 2013 d'aménagement cyclable pour Paris et que ces aménagements soient conçus comme une première étape d'une refonte globale de tout le quartier autour de la place Gambetta.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

Pour répondre, la parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Madame le Maire.

Ce vœu tombe à pic, si je puis dire, puisque l'aménagement cyclable rue Belgrand, situé entre la place Gambetta et la porte de Bagnolet, est prévu dans le programme 2013, et ce programme vous sera présenté au prochain Conseil de Paris, au mois de juillet.

Je rappelle en quelques secondes que dans le 20e arrondissement, la réalisation de trois autres pistes cyclables, qui ont d'ailleurs été demandées et portées par la mairie d'arrondissement, vont être réalisées :

- dans le quartier de Belleville ;

- dans le quartier de Saint-Blaise, avec la liaison entre la porte de Montreuil et la rue de Bagnolet ;

- dans le quartier Vitruve, avec la liaison entre le boulevard Davout et le quartier Réunion.

Nous aurons donc de nombreux aménagements cyclables dans le 20e arrondissement, et je m'en réjouis.

Concernant l'avenue Gambetta, il est aussi mentionné dans le vœu qu'elle mériterait d'être à l'étude. Elle le sera, je peux vous l'assurer. En revanche, je ne peux pas assurer, et je préfère le dire clairement dès maintenant, que les travaux seront faits d'ici là fin de cette mandature.

En revanche, nous le programmons pour que cela soit fait dans la prochaine. J'émets donc un avis favorable sur ce vœu.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2012, V. 99).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif aux "voies privées ouvertes".

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous allons maintenant repasser à l'examen du vœu référencé n° 27 dans le fascicule, relatif aux "voies privées ouvertes", déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

C'est M. François DAGNAUD qui le présente.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Je vous remercie, Madame la Maire.

Vous le savez, plusieurs voies parisiennes disposent d'un statut particulier, dit de voie privée ouverte à la circulation.

C'est une situation ambiguë, qui fait se concilier copropriété privée de la voie et usage public de fait, et qui met régulièrement à jour des situations juridiques inextricables, et qui met fréquemment en évidence de vraies difficultés de gestion et d'entretien.

Au final, ces situations se révèlent à la fois préjudiciables à la qualité de l'espace public et pénalisante pour les riverains.

Le 19e arrondissement est directement concerné. Je pourrais évoquer la Cité Saint-Chaumont qui défraye régulièrement la chronique, mais aussi la Villa Hauterive, la Cité Jandelle ou la Villa Fleurie.

Bref, cette situation, qui se conjugue souvent avec une degradation de l'espace public pour les riverains et les usagers, mérite qu'on s'y attache et mérite qu'on mette à plat l'ensemble des possibilités de faire évoluer ce statut hybride.

C'est l'objet de ce vœu qui demande en l'état qu'une réflexion soit engagée, en lien avec les élus d'arrondissement, pour sortir de ces impasses, si j'ose dire, et trouver, au cas par cas sans doute, des solutions conformes à l'intérêt général et à une meilleure gestion de l'espace public parisien dans ces voies.

Merci.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

Pour répondre, la parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

En effet, ce vœu met bien en lumière les difficultés que nous rencontrons un peu partout dans Paris. Je les connais bien, puisque moi-même, dans ma circonscription, il y a un certain nombre de passages qui ont ce statut. Je pense au passage Charles Albert dans le 18e ou au passage du Petit Cerf dans le 17e arrondissement.

Ce statut, vous l'avez très bien dit, François DAGNAUD, est ambigu. Il implique une répartition des charges entre la Ville et les copropriétaires, et les décisions se prennent à l'unanimité des copropriétaires, et peuvent avoir bien évidemment de lourdes conséquences financières. En règle générale, cela retarde la situation, ce qui n'est favorable pour personne. On a alors des voies qui se dégradent et qui finissent par poser de graves problèmes de sécurité.

Bien sûr, toutes les modalités doivent être étudiées pour permettre de faciliter l'entretien de ces voies et d'en assurer une gestion compatible avec leur usage public.

J'émets un avis favorable à ce vœu.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Maire.

Si je comprends bien, vous êtes d'accord avec le vœu.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Complètement.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2012, V. 98).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'implantation d'une ligne de minibus électrique.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 29 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'implantation d'une ligne de minibus électrique.

La parole est à Mme de CLERMONT-TONNERRE.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Merci, Madame la Maire.

Madame la Maire, mes chers collègues, les élus de la majorité du 15e arrondissement portent, depuis plusieurs années, un projet de création d'une ligne de minibus électriques, qui a vocation à pallier le déficit d'offres de transports de proximité dans certains quartiers, notamment au sud-est de l'arrondissement.

En 2011, la mairie du 15e arrondissement a organisé plusieurs réunions avec les habitants et les six conseils de quartier concernés, au cours desquelles le projet de ligne, le tracé et les points d'arrêt ont été concertés.

A l'issue de cette concertation, la voirie a présenté un calendrier prévoyant le lancement de l'appel d'offres pour l'exploitation de la ligne à l'automne 2011, le choix de l'exploitant pour le début 2012 et la mise en service de la ligne au premier semestre 2013.

Or, à ce jour, alors que nous ne disposons d'aucun élément confirmant le lancement de l'appel d'offres et le choix de l'exploitant, diverses informations laisseraient entendre que le projet subirait un retard d'au minimum un an, par rapport au calendrier présenté.

Devant ces incertitudes, nous vous demandons, Madame la Maire, de bien vouloir nous informer de l'état d'avancement du projet, de la date de mise en service de la ligne et, le cas échéant, des motifs pour lesquels les habitants devraient pâtir d'un éventuel retard.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

La parole est à Mme Annick LEPETIT pour répondre.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Madame de CLERMONT-TONNERRE, j'entends bien que les élus de la majorité du 15e arrondissement sont impatients de voir la Traverse, mais ils ne sont pas les seuls, et permettez au moins que nous partagions cette impatience.

Pour ce qui concerne le projet, il n'est absolument pas à l'initiative de la majorité du 15e arrondissement, mais à l'initiative de la majorité de la Mairie de Paris, particulièrement du Maire de Paris et de sa première adjointe.

Contrairement à ce que vous laissez entendre, la création d'une Traverse appelle un travail extrêmement important. Il ne consiste pas uniquement produire des vœux en Conseil de Paris ! Je tiens à vous rassurer, ce travail se poursuit.

Les services ne sont pas restés inactifs sur ce dossier. Une concertation s'est déroulée en avril et mai 2011, non pas à l'initiative de la mairie du 15e arrondissement, même si, bien évidemment, la présence du maire du 15e était évidente, mais ce n'est pas de sa compétence, ce n'est pas grave, mais à l'initiative du Maire de Paris et c'est d'ailleurs Anne HIDALGO qui le représentait, en présidant les deux réunions publiques qui se sont tenues le 7 avril et le 26 mai 2011.

Cette concertation a déjà permis d'arrêter l'itinéraire du futur service et, d'expérience, puisque nous l'avons vécu dans le 17e arrondissement et le 18e arrondissement, je peux vous indiquer que c'est déjà une étape importante de limiter le circuit de ce bus de quartier, d'en déterminer les arrêts et de, bien évidemment, concerter avec l'ensemble des conseils de quartier concernés.

Je peux également vous rassurer, Madame de CLERMONT-TONNERRE, l'appel d'offres comprendra bien une disposition permettant aux candidats de déposer une offre avec des véhicules électriques. Je m'y étais engagée. Nous l'avons fait pour la quatrième Traverse, nous le ferons, bien évidemment, pour la cinquième.

Concernant enfin le calendrier, je vous l'ai dit, ce travail est évidemment un travail long. Nous lancerons l'appel d'offres pour l'exploitation de la ligne à la rentrée. Ce qui compte pour le planning, c'est le lancement de cet appel d'offres pour que nous puissions, dès lors que nous aurons les réponses des candidats, effectuer un choix en fonction de ces réponses, et ainsi aller un peu plus vite.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Excusez moi, Madame la Maire, concernant le vœu, je demanderai, compte tenu de mes explications et de mes précisions à Mme de CLERMONT-TONNERRE, si elle veut bien le retirer.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Madame de CLERMONT-TONNERRE ?

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Je maintiens mon vœu.

Je ne suis pas convaincue par le flou des explications qui ont été données. A vous entendre, on a le sentiment que le 15e arrondissement est sous la tutelle de la première adjointe au Maire de Paris. Heureusement, les électeurs ne s'y sont pas trompés lors des élections législatives.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Restons sur les sujets municipaux.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Je vois que nous ne sommes pas prêts d'avoir une Traverse qui roule dans le 15e arrondissement, vu le retard considérable qui est pris, alors que nous attendons ce projet depuis la mise en service du tramway des Maréchaux.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Si je comprends bien, c'est un avis défavorable.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Oui, Madame la Maire.

Je répondrai juste une chose puisque vous faites allusion au tramway des Maréchaux, j'ai souvenir qu'il n'y a pas longtemps vous étiez contre. Donc, je suis contente que vous soyez pour une Traverse.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Très bien. Je crois que nous allons passer au vote avec un avis défavorable, puisque le vœu n'est pas retiré.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repousssée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux travaux de voirie de la rue Lécluse 17e.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 30 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif aux travaux de voirie de la rue Lécluse, dans le 17e arrondissement.

La parole est à Mme KUSTER.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Merci, Madame le Maire.

D'abord m'étonner que nous soyons obligés d'arriver à faire des vœux pour essayer de nous faire entendre sur des problèmes de potelets. Quand on est maire d'arrondissement, cela vous rend humble par rapport au pouvoir que nous pouvons avoir sur la vie quotidienne des habitants.

En effet, je voudrais me faire ici le porte-parole du conseil de quartier Batignolles et également porte-parole d'Hervé BENESSIANO qui en est le délégué, concernant un problème complètement ubuesque de travaux sur cette rue Lécluse où nous avons demandé la mise en place de potelets, comme c'était d'ailleurs prévu initialement dans le projet de la Direction de la Voirie.

Nous avons fait la concertation prévue, nous avons mis ce financement en priorité numéro un au niveau des investissements locaux. Etonnamment, nous avons eu des travaux qui ont été faits sans la mise en place des potelets comme ils étaient prévus.

Depuis, évidemment, ce qu'il se passe, c'est un stationnement anarchique. Nous sommes dans l'un des quartiers où il est sûrement le plus difficile de se garer dans Paris et les voitures se mettent à cheval, ce qui est devenu d'ailleurs… c'est un incivisme qui n'est absolument pas pardonnable par ailleurs, mais c'était bien ce qui était prévu et que nous avions déjà souligné.

Je souhaite et nous souhaitons, à travers ce vœu, demander tout simplement que le projet initialement financé, d'ailleurs encore une fois sur le budget de la mairie du 17e arrondissement, puisse être fait de manière correcte, c'est-à-dire dans l'ensemble du projet prévu et financé par nos soins.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - La parole est à Mme LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci de me donner la parole.

Madame KUSTER, vous êtes obligée de faire un vœu ! Pourtant, je vous ai répondu par écrit, avant même que vous rédigiez votre vœu. Donc, vous n'étiez pas obligée de faire un vœu.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - On a le droit de faire des vœux quand même ! C'est indigne !

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Pourquoi êtes-vous agressif comme cela, Monsieur LEGARET ? Vous avez un problème ?

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Du calme !

Du calme, Monsieur LEGARET !

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Au Conseil de Paris, on n'a pas beaucoup de prérogatives en tant qu'élu de l'opposition, qu'est-ce cela veut dire ? C'est invraisemblable !

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Monsieur LEGARET, vous pouvez demander la parole.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - C'est la deuxième fois qu'elle le fait.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Cela se passait bien jusque-là. Vous pouvez demander la parole.

Pour l'instant, la parole est à Mme LEPETIT.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Quel mépris !

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Monsieur LEGARET, demandez la parole, si vous le souhaitez, en tant que président.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je vais la prendre.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Pour l'instant, elle est à Annick LEPETIT.

Je vous remercie de bien vouloir l'écouter.

Madame LEPETIT ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Monsieur LEGARET, vous êtes calmé ? Alors, on continue.

Je répondais à Mme KUSTER…

Je répondais à Mme KUSTER qui a elle-même dit : "C'est dommage que les maires d'arrondissement soient obligés de faire des vœux". Je lui ai répondu qu'avant même qu'elle ait rédigé son vœu et qu'elle l'ait présenté en Conseil d'arrondissement, je lui ai écrit sur ce problème précis. Voilà !

Je pense que cela m'arrive quand même assez souvent, depuis que je suis adjointe au Maire de Paris, d'avoir des échanges oraux et écrits, heureusement, avec les 20 maires d'arrondissement de la Capitale et sans forcément que cela se règle par vœu.

Je vois bien les vœux, on va dire, un peu d'opportunité, de la même manière que j'ai bien vu quel courrier avait été distribué à tous les riverains de la rue Lécluse dans le 17e, puisqu'il s'agit de la rue Lécluse, signé M. BENESSIANO pour dire - je cite : "Bertrand DELANOË et son adjointe à la voirie, Mme Annick LEPETIT, s'opposent formellement à des implantations de potelets". Eh bien, non, on ne s'oppose pas à des implantations de potelets, d'autant que le projet de la rue Lécluse a été présenté aux habitants avec des potelets. Et je laisse, et c'est la moindre des choses, les maires d'arrondissement et leurs équipes, s'occuper et suivre la réalisation des travaux dans les rues qui concernent leur arrondissement. Je ne vais pas moi-même aller dans toutes les rues de Paris pour savoir si, à la suite d'un projet concerté, les potelets ont bien été implantés ou pas. S'ils ne le sont pas et s'il y a un problème, effectivement, c'est normal que je sois informée.

Vous m'avez dit dans votre courrier, Madame KUSTER, que vous aviez écrit aux services le 15 avril dernier. Moi, je n'ai pas eu cette lettre, vous ne m'en avez pas fait copie. Voilà, je ne l'ai pas. Si j'avais été mise au courant, j'aurais examiné cela de plus près. Je l'ai appris par les riverains qui ont reçu, en effet, cette lettre qui ressemblait davantage à un tract qu'à une lettre à tous les riverains de la rue. Je vous ai dit que, immédiatement, nous allions regarder pourquoi ces potelets n'ont pas été posés. Je me suis donc tournée vers les services de la DVD.

Pour moi, le problème aujourd'hui concerne les riverains, parce que c'est quand même d'abord eux qui sont au coeur de notre préoccupation.

Après, les histoires de vœux, d'échanges de lettres, etc., me paraissent tout à fait secondaires.

Puisque vous présentez ce vœu en Conseil de Paris, eh bien, je vous réponds que, a priori, ce problème doit être réglé le plus vite possible, mais n'en faites pas une affaire politicienne.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Maire.

Je pense que le sujet est clair et réglé.

Madame KUSTER ?

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Faire des potelets une affaire politicienne, cela, c'est quand même fort !

Madame LEPETIT, vous êtes non seulement adjointe à la voirie, non seulement élue du 17e, mais, en plus, la rue Lécluse est dans votre circonscription. Que vous ne sachiez pas si les travaux de votre propre Direction soient réalisés me paraît un problème majeur.

Deuxièmement, je vais vous lire la réponse de vos services. C'est quand même fâcheux, si vos services ne sont pas en capacité de vous donner les éléments de réponse et les courriers qui leur sont adressés, c'est-à-dire, normalement, cela passe par vous et cela descend aux services. Enfin, c'est comme cela que cela fonctionne normalement.

Je vais vous donner la réponse qui m'a été donnée par M. ERLICHMAN, votre responsable :

"Bonjour,

Une démarche de désencombrement des trottoirs parisiens a été initiée récemment. Les trottoirs parisiens sont perçus comme étant de plus en plus encombrés. Une part importante de cette perception d'encombrement relève de la saturation des trottoirs par les potelets, mobiliers associés à partir des années 2000 à la politique des déplacements afin d'éliminer le stationnement sur le trottoir. Afin de contribuer à une gestion optimisée de son patrimoine, significatif en termes d'image pour Paris, la DVD souhaite réduire le nombre des mobiliers. Un tel objectif devrait permettre notamment de réduire les dépenses d'investissement, de gestion et d'exploitation, de qualifier le paysage urbain de Paris en privilégiant le regard et le confort du piéton.

Les véhicules garés en infraction sur le trottoir de la rue Lécluse doivent être verbalisés. A cet effet, la subdivision d'arrondissement a déjà saisi le commissariat au mois d'avril pour lui demander d'intervenir. Il y aura lieu de renouveler une telle demande, si nécessaire. Nous comptons également sur votre action auprès du commissaire. Je vous propose que nous observions l'évolution des comportements et que nous en reparlions avant d'agir."

Cette réponse, Madame LEPETIT, je vous l'ai dit en conseil d'arrondissement, n'est pas acceptable. Nous avons financé un projet qui n'est pas réalisé. Donc, c'est tout simple : nous vous demandons la réalisation de ce

projet et nous demandons donc aux services de faire ce pourquoi la mairie d'arrondissement a payé. Ce n'est pas plus compliqué que cela !

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - La parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Oui, on ne va pas y passer la journée.

Simplement, je remarque juste que Mme KUSTER me lit la lettre du responsable de la STV, la section locale de la DVD, et ne lit pas la mienne. Vous avez remarqué !

Mais, en même temps, ce serait moi qui devrais diriger l'ensemble des services et mettre l'ensemble des potelets.

Donc, vous êtes totalement contradictoire.

Vous êtes totalement contradictoire, Madame KUSTER. Je trouve dommage que vous mettiez en cause, comme cela, en Conseil de Paris…

Laissez-moi terminer, vous avez eu la parole !

Vous mettez en cause les services. Je me dois de vous dire que vous n'avez pas à lire cette lettre en Conseil de Paris mais vous faites ce que vous voulez…

Exactement, vous faites ce que vous voulez et, d'ailleurs, tout le monde juge ce que vous faites ou jugera ce que vous faites, c'est votre problème, mais, en tout état de cause, je vous ai répondu, moi, par une lettre, dès lors que vous m'avez interpellée par courrier, Madame KUSTER, personnellement. Vous auriez pu au moins lire celle-là ; c'était la moindre des choses dans un Conseil municipal. Vous avez préféré ne pas le faire et, en même temps, vous me dites que, surtout, vous ne politisez pas.

Bon, on va prendre les choses avec sérénité. Chacun, encore une fois, jugera. Moi, ce que je souhaite, c'est que la réalisation de ce projet soit faite exactement comme elle a été présentée aux habitants et comme elle a été présentée à la maire d'arrondissement. Si ce n'est pas le cas, c'est exactement ce que je vous ai répondu, Madame KUSTER, donc ne revenez pas en arrière ! Ça y est, je vous ai dit que cela le serait. Dans mon courrier, je vous ai dit que je l'apprenais et que, bien évidemment, je demandais aux services de tout mettre en œuvre pour réaliser ce projet tel qu'il a été présenté aux habitants et, s'il y a une impossibilité technique de le faire, la moindre des choses est de revenir vers vous et vers les habitants pour expliquer pourquoi ce n'est pas possible.

C'est comme cela, en tout cas, que j'impulse le travail des services. Je le fais, encore une fois, avec les 20 maires d'arrondissement. C'est curieux que cela pose toujours problème uniquement dans le 17e.

Merci, Madame la Maire.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci, Madame LEPETIT.

Je pense que tous les arguments ont été échangés. Il est temps de passer au vote.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repousssée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la fermeture de la zone piétonne des Halles.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n° 31 et n° 31 bis dans le fascicule, déposés par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs à la fermeture de la zone piétonne des Halles.

La parole, pour nous présenter le vœu n° 31, est à M. LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Merci, Madame le Maire.

J'aimerais bien que Mme LEPETIT me réponde de manière correcte. On n'est pas dans le 17e arrondissement.

Je trouve indigne, et je pèse mes mots…

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Monsieur LEGARET, vous présentez le vœu n° 31.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je demande une suspension de séance.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Suspension de séance de deux minutes.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à dix heures quarante et une minutes, est reprise à dix heures quarante trois minutes, sous la présidence de Mme Danièle POURTAUD, adjointe).

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, les deux minutes sont écoulées, nous reprenons la séance.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la fermeture de la zone piétonne des Halles.
Vœu déposé par l'Exécutif. (Suite).

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - La parole est à M. LEGARET pour présenter le vœu n° 31.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Merci, Madame le Maire.

Je reprends. Je trouve indigne la réponse qui vient d'être faite par Mme LEPETIT, aussi bien à notre excellente collègue Claire de CLERMONT-TONNERRE qu'à notre excellente collègue Brigitte KUSTER.

Elle a dit tout à l'heure : "On a mieux à faire que de présenter des vœux au Conseil de Paris" et elle l'a dit par deux fois.

Je voudrais rappeler que nous sommes élus, que les élus de l'opposition ne disposent pas de beaucoup de moyens, que les vœux font partie des rares moyens qui sont à notre disposition, que nous en faisons un usage réglementaire et démocratique.

J'aimerais que l'Exécutif ait au moins le respect de ce travail des élus.

Je précise que le vœu n° 31 sur lequel Mme LEPETIT va me répondre (j'espère un peu moins mal qu'elle vient de le faire pendant les deux cas précédents) est un vœu de notre groupe qui succède à un vœu du Conseil de quartier adopté à l'unanimité et à un deuxième vœu adopté à la majorité par le Conseil d'arrondissement.

Cela mérite, j'espère, le respect de Mme LEPETIT.

J'en viens au fond. Cela fait des années que les dispositifs destinés à fermer et à contrôler les accès des véhicules dans la zone piétonne sont totalement inopérants dans le 1er arrondissement.

Nous avons réclamé, réitéré, aujourd'hui la situation est totalement anarchique, malgré des travaux, des barrières qui ont été mises en place, qui naturellement subissent, hélas, des actes de vandalisme, nous en sommes bien conscients, mais ce dispositif est aujourd'hui totalement inopérant.

Alors, nous avons déposé ce vœu pour rappeler à l'Exécutif qu'il conviendrait d'intervenir et d'intervenir rapidement.

J'aimerais aussi… Je ne vais pas ouvrir le débat sur ce point, Mme LEPETIT, mais si vous avez un tel mépris pour les vœux, il faudrait peut-être que l'on parle aussi un jour du suivi des vœux adoptés au Conseil de Paris, quelle que soit leur origine (je sais que les élus de la majorité ne sont pas mieux traités que nous de ce point de vue).

Un vœu, c'est fait pour manifester, faire un rappel. On sait très bien que ce n'est pas obligatoirement exécutoire, mais c'est au moins fait pour cela.

J'aimerais qu'elle me réponde sur le vœu n° 31. J'ai lu avec attention le vœu n° 31 bis qui est déposé.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Monsieur LEGARET, pardonnez-moi, on en est quand même à 2 minutes 40.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Alors je demande une suspension de séance.

Vous allez me laisser parler ? Il y a deux vœux, vous allez bien me laisser deux minutes pour le faire !

Je vais redemander la parole sur le vœu n° 31 bis.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Pourquoi pas, mais, le vœu de l'Exécutif, c'est à l'Exécutif de le présenter.

La parole est à Annick LEPETIT pour vous répondre sur le vœu n° 31.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je ne vais pas envenimer les choses. J'ai l'impression que, je ne sais pas pourquoi, on va au-delà de la question des vœux dans vos propos, Monsieur LEGARET.

On va revenir sur le fond, puisque c'est un vrai sujet et, encore une fois, vous avez dit à plusieurs reprises que je méprisais les élus. Franchement, non, ni les élus et certainement pas mes concitoyens.

Nous sommes d'accord sur ce vœu, en plus. Nous sommes d'accord sur le fond, pour faire le constat aujourd'hui - et je crois que c'est largement partagé - que le dispositif de barrières ou de bornes aux entrées, comme aux sorties d'ailleurs des aires piétonnes, et notamment celles des Halles que vous connaissez bien, Monsieur LEGARET, n'est absolument pas satisfaisant.

Le constat (je pense que nous pouvons le partager) est que cela ne fonctionne pas, cela tombe très souvent en panne, cela coûte cher en entretien et, en plus, cela mobilise du personnel. En prime, personne n'est content.

Il faut que nous trouvions sans doute autre chose, c'est la raison pour laquelle j'ai proposé, dans le vœu de l'Exécutif, que nous puissions réfléchir ensemble à un plan de circulation qui à la fois évite ce que l'on appelle les itinéraires malins et qui limite au maximum l'accès des Halles aux riverains et aux commerçants.

Je pense que nous pourrons faire de ce travail un exemple, si je puis dire, pour d'autres rues piétonnes sur lesquelles on me demande aussi des installations de bornes, de barrières, etc.

Puisque cela ne fonctionne pas, ne continuons pas ou ne poursuivons pas ce dispositif.

Je pense que cela nous permettrait par ailleurs de remettre sur le terrain des agents qui, aujourd'hui, sont cantonnés dans des bureaux à surveiller des caméras alors qu'ils seraient sans doute beaucoup plus utiles ailleurs.

Voilà, Monsieur LEGARET, j'ai essayé de vous répondre sur le fond, sur une question qui concerne, c'est vrai, énormément votre arrondissement, mais aussi bien d'autres arrondissements à Paris.

J'espère que nous pourrons nous entendre sur le vœu de l'Exécutif.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Maire.

Monsieur LEGARET ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je redemande la parole, puisque vous voulez nous faire perdre du temps.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe. - Je vous la donne volontiers, puisque je pense que Mme LEPETIT vous demande de retirer votre vœu n° 31 au profit du vœu n° 31 bis de l'Exécutif.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Merci, c'est ce que j'allais dire, mais vous m'avez interrompu.

Vous reconnaîtrez, Madame LEPETIT, que le vœu n° 31 procède comme je l'ai expliqué d'un vœu du Conseil de quartier et du Conseil d'arrondissement.

Vous souhaitez l'élargir à la zone Montorgueil, ce qui me paraît une démarche parfaitement acceptable, mais vous reconnaîtrez que les prérogatives d'un Conseil d'arrondissement sont limitées à l'arrondissement.

Nous n'avons fait un vœu que pour ce qui concerne la partie 1er arrondissement.

Ceci étant, je trouve que la démarche que vous proposez est intelligente puisqu'on est tous bien conscients que le dispositif de la zone Montorgueil est différent techniquement de la zone des Halles, mais il y a un tout.

Le problème posé, qui procède d'ailleurs de la même unité de surveillance, je suis tout à fait d'accord sur le principe d'une réflexion et d'une proposition concrète qui soient élargies au 2e arrondissement.

Chacun, naturellement, est responsable de son territoire. Je maintiens le vœu n° 31, puisqu'il procède, naturellement, des prérogatives du 1er arrondissement et du conseil de quartier et du Conseil d'arrondissement, mais je suis, naturellement, favorable à l'adoption du vœu n° 31 bis.

Merci.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

J'ai une demande d'explication de vote de Mme Danielle FOURNIER, au nom du groupe E.E.L.V.A.

Mme Danielle FOURNIER. - Je voudrais surtout relayer la parole du maire du 2e qui ne pouvait pas être là.

Je voulais dire notre satisfaction de voir dans le voeu bis une formulation qui reprend une série de nos préoccupations, c'est-à-dire que ces nouveaux plans de circulation fassent l'objet d'un bilan, c'est vraiment très important, quelques mois après leur expérimentation, donc il s'agit bien d'une expérimentation, et qu'en l'attente, les systèmes actuels ne soient pas démantelés.

Nous voterons le voeu bis.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Madame LEPETIT, votre position sur le vœu n° 31, puisqu'il est maintenu ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je pense que le vœu de l'Exécutif tient compte à la fois des problèmes qui concernent le 1er arrondissement, donc l'arrondissement de M. LEGARET, avec la zone piétonne des Halles, et, bien sûr, nous l'avons élargi, puisque, comme cela a été dit précédemment, il s'agit du même centre qui s'occupe des questions de sécurité, donc on peut difficilement traiter l'un sans traiter l'autre, et, d'autre part, le maire du 2e m'a aussi fait part d'un certain nombre de problèmes liés, encore une fois, à ces difficultés d'accès, il faut bien le dire.

J'ai souhaité, à travers ce vœu de l'Exécutif, pouvoir tenir compte de l'ensemble du problème, donc, bien évidemment, j'émettrai un avis défavorable pour le vœu n° 31, dans la mesure où j'estime que dans le vœu n° 31 bis, nous avons la prise en compte des deux et nous sommes tenus, d'ailleurs, de prendre en compte le 1er et le 2e arrondissement.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Maire ; c'est très clair.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repousssée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté à l'unanimité. (2012, V. 100).

Vœu déposé par M. Jean-François MARTINS relatif à la protection des consommateurs vis-à-vis des taxis parisiens.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 32 dans le fascicule, déposé par M. MARTINS, relatif à la protection des consommateurs vis-à-vis des taxis parisiens.

Vous avez la parole, Monsieur MARTINS.

M. Jean-François MARTINS. - Madame le Maire, un certain nombre de nos concitoyens multiplient les remarques, les plaintes et les récriminations à l'égard des taxis qui, semble-t-il, semblent avoir fait désormais une pratique courante du refus de course quand celle-ci est jugée pas assez rentable, quand nos amis parisiens veulent aller vers une destination qui n'assurera pas au taxi une course suffisante.

C'est, évidemment, et vous le savez, contraire à la réglementation de cette profession et il faut que tous les Parisiens, quelle que soit leur destination et, évidemment, en dehors des cas dûment mentionnés dans la réglementation, puissent prendre un taxi et qu'il les emmène là où ils veulent.

J'aimerais que la Ville de Paris intervienne auprès de M. le Préfet de police pour que, et c'est le sens de mon vœu, nous puissions, à la fois étudier et avoir des données objectives sur ces refus de course, faire un rappel au règlement aux taxis et, le cas échéant, si nécessaire, envisager de nouvelles sanctions pour les taxis qui contreviendraient à cette réglementation.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci et bravo d'avoir respecté, même en deçà, le temps de parole.

Pour vous répondre, la parole est à Mme Annick LEPETIT et, ensuite, M. LERNER pour M. le Préfet de police.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Vous le savez, Monsieur MARTINS, et, d'ailleurs, vous le dites dans votre vœu, ce n'est ni le Conseil de Paris ni le Maire de Paris qui peuvent rappeler aux chauffeurs de taxi la réglementation en vigueur, mais bien à M. le Préfet de police. C'est pourquoi je souhaite demander à M. le Préfet de police d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission des taxis, qui est présidée par M. le Préfet de police, pour étudier, le cas échéant, toutes les pistes d'amélioration, en concertation, bien évidemment, avec les organisations professionnelles et syndicales du taxi.

D'ailleurs, à cette occasion, ce serait intéressant de connaître la réalité des réclamations déposées, puisque, Monsieur MARTINS, vous écrivez dans votre vœu, dans un des considérants, qu'il y a une multiplication des plaintes de consommateurs qui constatent des refus de course ; moi, je n'ai aucun chiffre, mais sans doute existent-ils auprès de la Préfecture de police, donc ce serait, au sein de cette commission, l'occasion, peut-être, de connaître les chiffres et d'éviter, sans doute, un ressenti qui pourrait paraître comme quelque chose de vraiment réel. Je ne suis pas sûre que nous ayons toutes les données pour le moment. Cela permettrait d'avoir un bilan exhaustif des réclamations qui sont déposées par les usagers des taxis à leur encontre.

J'ajoute, Monsieur MARTINS, que le Maire de Paris est très attaché au dialogue avec les professionnels du taxi, je les ai moi-même reçus à plusieurs reprises l'année dernière et bien que la compétence des taxis ne relève pas de la Mairie de Paris, nous avons décidé de créer un comité taxi pour étudier, justement, toutes les mesures à mettre en place qui facilitent leur circulation.

Ce travail, d'ailleurs, porte ses fruits. Lors du prochain Conseil de Paris, en juillet, nous pourrons vous présenter un projet de couloirs de bus dans le 18e arrondissement, les rues Marx Dormoy et La Chapelle, projet qui profitera, bien évidemment, aux transports publics, comme aux taxis et comme aux cyclistes.

Monsieur MARTINS, je pense que c'est une bonne méthode de discuter au préalable de ces questions avec les taxis et je vous demande, si vous en êtes d'accord, bien sûr, de bien vouloir retirer ce vœu.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci, Madame LEPETIT.

Monsieur LERNER, pour M. le Préfet de police ?

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Quelques éléments, Madame la Maire.

Comme vous le savez, Monsieur le Conseiller, ce sont plus de 20.000 taxis qui, quotidiennement, travaillent sur Paris, mais aussi sur le ressort de la zone de compétence des taxis parisiens. Je tiens à le dire quand même : d'abord, les sociétés de taxi emploient des personnels qui sont formés, qui sont compétents ; je pense aussi aux artisans. La très grande majorité exercent leur mission avec beaucoup de sérieux, de professionnalisme et de compétence ; je pense qu'il fallait le mentionner.

D'ailleurs, vous le savez, la profession de taxi fait partie des professions à la fois les plus réglementées, mais également les plus contrôlées.

Pour répondre précisément à votre question, Monsieur le Conseiller, il est exact que l'arrêté du 31 juillet 2001, un arrêté inter-préfectoral relatif aux exploitants et conducteurs de taxi, dispose que le conducteur de taxi doit prendre en charge les voyageurs qui le sollicitent et vous savez également que les cas qui autorisent le chauffeur de taxi à ne pas prendre en compte un client sont limitativement énumérés.

Quotidiennement, les chauffeurs de taxi commettant un manquement à cette réglementation s'exposent à la sanction des boers - vous savez que ce sont des policiers spécifiques dédiés à la sanction des manquements commis par les chauffeurs de taxi -, dont les effectifs ont augmenté significativement ces dernières années.

Par ailleurs, une instance disciplinaire se réunit chaque semaine, de manière à auditionner les conducteurs de taxi qui seraient mis en cause.

Un premier élément numérique, la commission disciplinaire est saisie par an de 600 plaintes environ ; un quart concernent des questions de refus de prise en charge, donc environ 150.

Cette infraction, il faut que vous le sachiez aussi, est jugée majeure par la commission de discipline qui prononce des sanctions de suspension ferme à l'encontre des professionnels de taxi qui sont reconnus coupables.

Je terminerai par-là, si une évolution significative des plaintes est constatée à l'avenir, ce qui n'est pas le cas actuellement au sein de la commission disciplinaire, il va de soi que M. le Préfet de police ne manquerait pas de rappeler aux professionnels leurs obligations et, pour ma part, j'ai pris note du souhait de Mme l'adjointe au Maire d'aborder cette question-là lors de la prochaine Commission des taxis, et donc, ce point-là sera mis à l'ordre du jour de nos débats.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

Monsieur MARTINS, avec ces réponses très complètes, est-ce que vous acceptez de retirer votre vœu ?

M. Jean-François MARTINS. - Je tenais à remercier M. le représentant du Préfet et Mme LEPETIT parce que leurs réponses sont très complètes. Attendons, effectivement… On ne veut pas faire un sujet de guerre avec les taxis et la concertation en la matière, sur une profession aussi réglementée, me semble la meilleure des solutions et, surtout, basée sur des éléments objectifs et des chiffres objectifs, donc je serais heureux que la Préfecture ou le cabinet de Mme LEPETIT me les fassent transmettre dès qu'ils les auront.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Vous le retirez. Merci beaucoup.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au baromètre de la propreté.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 33 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au baromètre de la propreté.

La parole est à Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Madame la Maire.

La Mairie avait mis en place en 2002 un baromètre annuel de la propreté. Le dernier baromètre a été publié en 2009. Nous considérons aujourd'hui qu'il est nécessaire de remettre le système en vigueur et de le publier à nouveau chaque année. Pourquoi ?

Nous avons entendu le légitime mécontentement des Parisiens ; nous avons aussi essuyé le refus de l'Exécutif municipal de réaliser un audit des dispositifs relatifs à la propreté.

J'ai été mise au courant de l'accueil que ce vœu avait reçu en Commission. Je dois dire que je suis plus qu'étonnée puisque apparemment, un adjoint au Maire a répondu que tout allait bien et que les Parisiens étaient très satisfaits de l'état de la propreté dans Paris.

Je pense que nous tous, qui sommes allés sur le terrain, en particulier, peut-être encore plus que d'habitude, au moment des campagnes électorales, nous avons entendu absolument l'inverse.

Nous avons besoin de ce baromètre pour apporter des données chiffrées qui permettraient de trancher entre deux visions qui, apparemment, ne sont pas les mêmes.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - La parole est à M. François DAGNAUD, pour vous répondre.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Chère collègue, je vous inviterai d'abord à siéger en Commission avant de rapporter des propos qui n'ont pas été tenus !

Faut-il vous rappeler une nouvelle fois que l'audit que vous réclamez à corps et à cris de vœux en vœux a déjà été réalisé ? Qu'il l'a été par une autorité indépendante et incontestable, la C.R.C. ? Qu'il a été rendu public, et qu'il a reconnu, je cite, "la qualité exceptionnelle du service municipal de propreté", et que nous en avons ici même débattu ?

Je pense, chers collègues, sincèrement, que la question de la qualité de l'espace public, dont nous savons qu'elle préoccupe à juste titre une partie de nos concitoyens et qu'elle mobilise les élus que nous sommes, mérite mieux que vos effets de tribune un peu émoussés et en tout cas vides de propositions constructives.

Alors votre vœu le rappelle à juste titre : un baromètre de la propreté avait été mis en place sous la mandature précédente et poursuivi sous cette mandature.

Compte tenu de la dégradation de la situation avant 2001, date dans laquelle vous exerciez les plus éminentes responsabilités à la tête de cette Ville, nous avions en effet souhaité disposer d'un outil objectif d'évaluation des impressions des Parisiens, arrondissement par arrondissement.

Ces résultats ont témoigné, année après année, d'un taux croissant, puis constant, de satisfaction de la population parisienne avec, lors de la dernière édition, 64 % de Parisiens exprimant une bonne impression de la propreté de leur quartier et 78 % saluant la qualité du service assuré par nos équipes.

Un tiers des Parisiens manifestait à l'inverse des attentes encore non satisfaites et mettait en cause les comportements facteurs de malpropreté.

Aux termes d'un dialogue mené avec les élus en charge de ces questions dans les mairies d'arrondissement, nous avons considéré que ce baromètre avait atteint les limites de ce qu'il pouvait apporter.

Il est donc apparu plus intéressant de faire évoluer ce baromètre vers un outil plus qualitatif, plus opérationnel, portant sur l'appréciation globale de l'espace public, identifiant les attentes précises de nos concitoyens et dégageant des pistes concrètes de travail conçues dans une démarche transversale avec la DPE, avec la DVD et avec la DEVE.

La conception de ce nouveau baromètre de l'espace public a d'ailleurs été assurée par le pôle espace public du Secrétariat général.

Les premiers résultats de cette analyse devraient être connus à la rentrée 2012, dans quelques semaines maintenant. Nous les rendrons naturellement publics, et je ne doute pas que vous y trouverez matière à action dans les arrondissements où vous êtes en responsabilité.

Je profite enfin de l'occasion que vous m'offrez pour alerter les Parisiens et les agents de la propreté sur les conséquences désastreuses de la proposition phare de l'U.M.P. à Paris. Le non-remplacement d'un fonctionnaire municipal sur deux lors de leur départ en retraite se traduirait très concrètement par la suppression de 700 balayeurs sur une mandature.

Je veux donc inviter notre Assemblée à rejeter cette proposition et par la même occasion, à rejeter ce vœu.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup. Je propose de passer au vote.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repousssée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'expérimentation d'une Z.A.P.A. à Paris.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 34 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'expérimentation d'une Z.A.P.A. à Paris.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Nous avons émis un vote unanime au mois de mars 2011 pour nous engager à réaliser une étude de faisabilité préalable à l'expérimentation d'une Zone d'action prioritaire pour l'air.

Une présentation devait être faite aux représentants des groupes politiques par l'A.P.U.R. et les adjoints concernés.

Nous avons également fait un vœu pour demander qu'un débat en Conseil de Paris précède le dépôt de ce projet de Z.A.P.A. auprès de l'État. Ce vœu avait été accepté. C'était pour juillet, donc le projet devait très remis à l'État au plus tard le 13 juillet 2012.

À ce jour, aucune présentation n'a été faite aux groupes. Il n'y a pas eu de débat en Conseil de Paris et nous n'avons eu que les déclarations de l'adjoint en charge du développement durable, disant qu'il fallait revoir le texte de classification des véhicules, ce qui retarde bien sûr l'application du dispositif Z.A.P.A.

Nous sommes parfaitement conscients des problèmes qui sont liés notamment aux véhicules anciens ou bien aux véhicules diesel, bien entendu, mais nous émettons le vœu qu'un véritable point d'avancement de ce projet soit présenté au Conseil de Paris, qui permette de préciser les avancées de l'étude de faisabilité et rende compte enfin des travaux du groupe de travail entre la Ville de Paris et ses partenaires.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à M. François DAGNAUD pour la réponse.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Il est vrai que le cœur de la Région Ile-de-France est particulièrement exposé à la pollution de l'air liée notamment au trafic automobile. Nous sommes, vous le savez, mobilisés sur cet enjeu de santé publique depuis plusieurs années.

La Ville de Paris s'est ainsi portée candidate, dès juillet 2010, à l'appel à projets de l'A.D.E.M.E. portant sur l'expérimentation d'une zone d'actions prioritaires pour l'air, avec un soutien très large au sein de notre Assemblée dont je veux la remercier.

À ce stade, les études laissent toutefois apparaître plusieurs incertitudes.

D'abord sur la typologie et la motorisation des véhicules concernés, ainsi que de réels blocages, importants, sur le périmètre francilien pertinent, sur le portage politique des collectivités, qui justifient l'un et l'autre des évolutions réglementaires et des précisions de la part du nouveau Gouvernement.

De plus, aujourd'hui, aucune des villes candidates n'est en mesure de tenir le calendrier initial. Paris, comme l'ensemble des autres villes candidates, appelle donc le nouveau Gouvernement à revoir la copie de son prédécesseur, à laisser le temps nécessaire à l'approfondissement des études et au débat démocratique.

Dans ces conditions, il apparaît prématuré de viser la séance de juillet.

Pour autant, nous partageons votre souhait que le débat ait lieu sans attendre, et celui que les élus soient informés.

C'est pourquoi je vous propose que les 3e et 4e Commissions organisent une séance d'information et d'échanges dès la rentrée à l'attention de tous les élus intéressés.

Je vous invite donc à retirer votre vœu au bénéfice de ces précisions et du renouvellement de l'engagement ferme de l'Exécutif.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Madame DOUVIN, êtes-vous satisfaite de ces précisions ?

Mme Laurence DOUVIN. - Madame la Maire, j'aurais préféré que ce débat ait lieu en Conseil de Paris, mais dans la mesure où il n'est pas prêt et où M. DAGNAUD s'engage à ouvrir la 4e Commission pour faire ce débat, je retire le vœu.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif à la dénomination du jardin du passage Stendhal dans le 20e.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 35 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif à la dénomination du jardin du passage Stendhal (20e).

Madame LOPEZ, vous avez la parole.

Mme Katia LOPEZ. - Considérant que le nouveau jardin accessible depuis le passage Stendhal et la rue Renouvier vient d'ouvrir au public ;

Considérant que ce jardin, issu d'une large concertation - deux réunions publiques, trois ateliers de travail et deux visites du site - a été conçu sur le modèle du jardin naturel en mettant en valeur son patrimoine floral autant que faunistique ;

Considérant que ce jardin, du fait qu'il inclut l'une des plus belles réserves de biodiversité du 20e, à savoir le talus Renouvier, et abrite de nombreux oiseaux ;

Considérant que pour augmenter cette présence, on y a installé des nichoirs à oiseaux, mais aussi à chauve-souris, et des refuges à insectes ;

Considérant que depuis le début de la concertation, les habitants l'appellent friche des oiseaux, jardin des oiseaux ou square des oiseaux,

Considérant que la municipalité du 20e arrondissement honore les idées et suggestions des habitants émanant d'un processus de concertation, car elles montrent que ces derniers s'approprient les projets et les réalisations municipales,

Nous demandons que ce jardin porte le nom de Jardin des oiseaux.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Madame GIBOUDEAUX, vous avez la parole.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Mes chers collègues, je donnerai évidemment un avis favorable à ce vœu et je soulignerai aussi la qualité du travail mené dans l'arrondissement par ma collègue Florence de MASSOL, avec tout le travail d'atelier et de concertation, qui est dans la tradition du 20e arrondissement et auquel je rends vraiment hommage aujourd'hui.

C'est aussi l'occasion de rendre hommage au centenaire de la "LPO". Cette année, c'est le centenaire de la "LPO" et ce jardin sera un refuge "LPO", donc un travail assez intéressant de partenariat, avec cette grande association.

Avec toutes ces indications, je vous invite à voter favorablement.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe E.E.L.V.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée à l'unanimité. (2012, V. 101).

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au square Montholon.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 36 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au square Montholon.

La parole est à Mme Delphine BURKLI.

Mme Delphine BURKLI. - Merci, Madame le Maire.

Le square Montholon, jusqu'à ces dernières années, était un lieu de paix et de tranquillité, un havre pour les familles de l'arrondissement. Or, chacun constate aujourd'hui que ce jardin est en pleine dérive.

Au passage, c'est l'un des rares espaces verts du 9e arrondissement, qui en compte cinq pour 60.000 habitants. Je rajouterai, non sans le regretter, que depuis 2001 aucun square n'a été, soit créé, soit agrandi, alors que la population de l'arrondissement a beaucoup augmenté, comme chacun le sait, ces dernières années.

Le square Montholon souffre d'abord d'un manque d'entretien, en plus d'être devenu dangereux : jeux dégradés, campements sauvages, bagarres et consommation d'alcool à toute heure, détritus divers et périlleux, comme des seringues usagées à la portée des jeunes enfants.

Cette situation génère de graves crises sanitaires et éducatives, sans parler des risques de sécurité pour les quelques 2.000 enfants qui fréquentent ce square. C'est la raison pour laquelle une intervention rapide me paraît indispensable, et cette intervention relève de la pleine responsabilité de la municipalité.

Or, cela fait déjà plus d'un an que les parents du quartier se mobilisent pour dénoncer cette situation. La pétition intitulée "Sauvons Montholon", qui est lancée par un collectif de parents du quartier, a été largement signée par de très nombreux habitants, à tel point que la mairie du 9e arrondissement a elle-même dû reconnaître que cette situation devenait quelque peu problématique, et une commission a été créée, la commission dite Montholon.

Or, et je terminerai, un an après sa mise en place, force est de constater que le dialogue avec la mairie est inopérant. L'illustration en a été faite à nouveau le 29 mai dernier en conseil de quartier.

C'est pourquoi nous avons demandé, à travers ce vœu, que la mairie lance le plus tôt possible un projet de requalification globale du square Montholon, avec pour objectif d'en faire un square agréable et sécurisé. Nous demandons également de renforcer en urgence le service de gardiennage et les services de nettoyage du square Montholon.

Je vous remercie, Madame.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

Monsieur le maire dur 9e arrondissement, Jacques BRAVO, vous avez la parole.

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Madame la Maire, c'est une mauvaise initiative sur un vrai problème. Je trouve que la méthode de saisir directement le Conseil de Paris, en contournant le Conseil d'arrondissement, n'est pas une bonne méthode. C'est un sujet dont on a déjà parlé dans le conseil de quartier concerné. Voilà qu'il arrive au Conseil de Paris alors qu'existe l'instance normale qui doit le traiter, qui est le Conseil d'arrondissement.

Je ne partage pas, et je le dis avec beaucoup de fermeté, cette vision de dénigrement et d'apocalypse du square Montholon. Il y a un vrai problème acté, qui est que nous avons dans l'arrondissement près de 10.000 enfants de moins de 10 ans pour cinq petits squares. Le problème est là, il est objectif. On peut tourner autour, mais c'est une vraie difficulté.

Nous avons tenu, récemment encore, c'était le 29 mai, un conseil de quartier qui a discuté d'une douzaine de points proposés par les résidents. J'ai donné mon avis favorable sur la moitié de ces points : des jeux, un sol à bosses, des aires de couleur, une aire centrale, etc.

Je suis allé voir le square Villemin. D'ailleurs, c'est un conseil de quartier auquel je participais avec plusieurs de mes élus, et vous n'étiez pas présente, je crois, Madame BURKLI.

Je souhaite donc vraiment que ces problèmes restent traités au niveau des arrondissements sur la méthode.

Pour le reste, et puisque la question vient au Conseil de Paris, je laisse l'Exécutif répondre sur l'ensemble des efforts faits en permanence sur ce square. Il reste à faire, c'est vrai, mais pas dans cette vision négative de dire que tout est affreux, etc. Ce n'est pas responsable.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Je voudrais rappeler au préalable tous les efforts, notamment budgétaires, qui ont été faits depuis dix ans sur ce square : ce sont près de 450.000 euros qui ont été investis, notamment pour refaire des aménagements qui permettent d'avoir des jeux plus adaptés aux besoins, et aussi des activités sportives et des jeux de ballons compatibles avec ce square.

Beaucoup d'investissements ont donc été réalisés, et je partage le constat de M. BRAVO : effectivement, il est surfréquenté et on a vraiment besoin de nouveaux espaces verts et d'espaces de jeux dans le 9e arrondissement, notamment pour les enfants, les familles, mais pas seulement aussi car il y a beaucoup de personnes âgées qui fréquentent nos squares à Paris.

Alors, comme cela était dit par M. BRAVO, une réunion a été organisée au conseil de quartier, au cours de laquelle ont été présentés les travaux de rénovation du square qui seront faits à l'automne. On n'est pas dans une situation où on attend et on ne fait rien. On va faire des travaux pour refaire l'aire de jeux et installer des jeux à ressort supplémentaires.

Vous évoquez aussi la question du gardiennage. Ce square est prioritaire en termes de gardiennage et de propreté. Nous mettons des moyens importants.

Mais je répondrai aussi, à la façon de François DAGNAUD : on ne peut pas, d'un côté de l'hémicycle, nous demander de réduire les effectifs de la Ville, et en même temps, dans chaque arrondissement ou chaque quartier, demander d'augmenter les effectifs. Il faudra que l'U.M.P. ait une position plus cohérente, je dirais, sur les questions du personnel, qu'elle n'utilise pas cette question et faire croire, en tout cas à leurs administrés, dans certains quartiers, que l'on pourrait mettre plus de personnels.

Il faudrait une vision plus cohérente et responsable de cette question. En tout cas, toute notre direction, notamment la division qui est en charge de l'exploitation et l'entretien de ce jardin, est tout à fait consciente de cette question de surfréquentation et de la difficulté de l'entretien et y met toute son attention et les moyens nécessaires pour arriver à faire en sorte que ce petit square fonctionne.

Je suis d'accord avec le maire du 9e arrondissement : c'est un square de proximité et ces questions-là peuvent être débattues localement. Le conseil de quartier, ce sont des instances qui sont faites pour discuter de ces questions-là, et j'invite les conseillers de Paris, quand des réunions sont faites à l'initiative de ces conseils de quartier, pour des aménagements locaux, en tout cas d'y participer, quelle que soit leur couleur politique, pour faire en sorte qu'il y ait un meilleur dialogue au niveau local sur ces questions. En tout cas, je suis très attentive et je le suis particulièrement en ce qui concerne le 9e arrondissement.

Je terminerai pour dire qu'il faut que l'on trouve, dans les années qui viennent, des solutions dans le 9e arrondissement et il faudrait qu'on ait un travail plus large qui dépasse l'emprise des espaces verts. Vous l'avez bien compris, on ne va pas raser une partie du 9e arrondissement pour faire des espaces verts.

Il faut donc trouver d'autres solutions pour donner accès, notamment aux enfants en période de vacances et le week-end, à des espaces où ils puissent jouer et se détendre. Il faut que l'on mène cette réflexion et je suis à la disposition de la mairie du 9e arrondissement pour, dès le mois de septembre, y réfléchir et trouver des réponses.

Comme le dit M. BRAVO, il faut être positif sur ces questions-là et vraiment répondre aux besoins de plus en plus importants des familles qui vivent dans le 9e arrondissement.

Avec toutes ces informations, je demanderai à Mme BURKLI de retirer ce vœu, sinon j'émettrais un avis défavorable.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci, Madame GIBOUDEAUX.

Madame BURKLI, avec toutes ces réponses ?

Mme Delphine BURKLI. - Avec toutes ces réponses, je maintiendrai avec force ce vœu. J'apprécie toujours les leçons de morale de la gauche ! Je ne vois pas en quoi, en tant que conseillère de Paris de l'opposition, je ne pourrais pas aborder un sujet qui concerne les habitants du 9e arrondissement. Plus de 1.000 personnes ont signé une pétition pour dénoncer cette situation. Je ne vois pas en quoi, en tant que conseillère de Paris, je ne pourrais pas aborder ce sujet, que j'ai abordé, Monsieur le Maire, Madame VERON, Madame GIBOUDEAUX, au Conseil d'arrondissement il y a quelques mois.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Madame BURKLI, ce n'est pas une nouvelle présentation.

Mme Delphine BURKLI. - C'est parce que j'ai été mise en cause et je ne supporte pas les leçons de morale.

Oui, le 29 mai, je n'étais pas au conseil de quartier, puisque j'organisais une réunion de sécurité, rue Hyppolyte Lebas, après les événements dramatiques que nous avons eus rue Milton avec l'incendie de 17 scooters dans le 9e arrondissement. Oui, je ne pouvais pas être le 29 mai dans deux endroits différents, mais j'étais représentée et mon vœu a pu être présenté à l'occasion de ce conseil de quartier.

Je vous remercie de votre leçon de morale, mais je maintiendrai ce vœu.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repousssée.

2012, DUCT 43 - Subventions (15.000 euros) à 5 associations menant des actions au titre de la promotion de la démocratie locale par la réalisation ou la valorisation d'initiatives citoyennes locales.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DUCT 43 relatif à l'attribution de subventions à 5 associations menant des actions au titre de la promotion de la démocratie locale par la réalisation ou la valorisation d'initiatives citoyennes locales, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 37.

La parole est à M. Hamou BOUAKKAZ.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, au nom de la 5e Commission. - Oui, Madame la Maire, mes chers collègues, il s'agit d'un amendement technique.

J'ai choisi de vous présenter les subventions liées au soutien à la démocratie locale dans quatre projets de délibération thématiques, pour que vous en appréciiez les axes et les priorités.

Dans le projet DUCT 43, il s'agit d'un projet de délibération qui met en valeur les actions citoyennes liées à la démocratie locale et l'une des subventions aurait dû être présentée au Conseil du 15e arrondissement, ce qui n'a pas été fait. C'est pourquoi nous l'avons retirée de ce paquet de subventions.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Avec ces précisions, je mets d'abord aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 37 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 37 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DUCT 43 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2012, DUCT 43).

2012, DUCT 44 - Subventions (30.000 euros) à 5 associations menant des actions dans le champ des technologies de l'information et de la communication au titre du développement de la démocratie locale à Paris.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DUCT 44 relatif à l'attribution de subventions à cinq associations menant des actions dans le champ des technologies de l'information et de la communication.

La parole est à M. Jean-François MARTINS, pour cinq minutes, et ensuite Mme Léa FILOCHE pour cinq minutes également.

M. Jean-François MARTINS. - J'utiliserai bien moins que cela, Madame la Maire, pour vous dire que ce projet de délibération DUCT 44 a fait beaucoup parler en Conseil d'arrondissement du 14e arrondissement, parce que, quand on regarde le détail des subventions, si on en partage la logique et si évidemment l'utilisation des outils numériques pour favoriser la démocratie locale, l'expression des citoyens et la capacité à mobiliser des initiatives et des énergies nouvelles est une priorité que nous partageons, il y a dans ce projet de délibération un certain nombre d'incohérences, d'approximations dans le dossier des associations qui nous paraissent mériter qu'on s'y repenche et probablement de reporter ce projet de délibération, notamment, pour l'une des subventions.

Pour plus de 10.000 euros, l'une des associations nous propose de faire des cahiers numériques, c'est-à-dire (d'ailleurs on ne voit pas bien l'utilisation du numérique dans cette histoire) faire des groupes de parole de quatre fois huit personnes pendant trois heures et de rendre une note A4 de deux pages aux élus pour près d'une dizaine de milliers d'euros.

Un certain nombre d'autres actions comme cela dans ces projets de délibération sont un peu à la fois déconnectées du numérique et, par ailleurs, extrêmement coûteuses pour ce que font déjà la démocratie locale et les Conseils de quartier.

Payer 10.000 euros pour payer quatre groupes de parole qui vont rendre une note A4 aux élus nous paraît particulièrement élevé et particulièrement cher.

En tout cas, cela demande des précisions qui ne sont pas dans les annexes du projet de délibération. Je voterai contre ce projet de délibération, même si je maintiens mon appui à l'utilisation des technologies numériques pour la démocratie locale.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à Mme Léa FILOCHE.

Mme Léa FILOCHE. - Merci, Madame la Maire.

Mes chers collègues, la démocratie locale ou la participation des citoyens à la prise de décisions publiques est une exigence de notre vie démocratique.

Elle peut être mise en œuvre, soit pour instrumentaliser la parole citoyenne soit pour enrichir et alimenter l'action publique.

C'est précisément cette dernière option qui guide notre conception de la démocratie locale, celle-là même dont se faisait l'écho il y a juste un mois d'ailleurs notre nouveau Président de la République lors de son discours d'investiture, dans lequel il réaffirmait son intention de revivifier la démocratie locale et citoyenne.

La participation citoyenne ne peut régler tous les problèmes de la démocratie représentative, j'en conviens et nous lui demandons pas cela, d'ailleurs, elle peut cependant largement contribuer à l'enrichir et c'est à cette fin qu'il est plus que jamais opportun de renforcer notre politique de participation, initiée dès le début de la précédente mandature.

Elle s'est traduite notamment par le développement d'un système foisonnant et cohérent d'outils technologiques en lien avec les évolutions que nous pouvons tous constater de notre société.

C'est ainsi que de nombreux dispositifs ont vu le jour ici et là pour libérer et soutenir l'initiative citoyenne et renforcer la place des Parisiennes et des Parisiens dans nos processus d'élaboration de nos politiques publiques, notamment la charte parisienne de la participation que nous avons adoptée ici même il y a deux ans et demi venait, à travers les dix clefs qui la composent, en édicter les règles du jeu.

Parmi ces 10 clefs de la participation citoyenne, nous avons eu le souci de rechercher partout où cela était possible les voies de l'élargissement des publics et c'est ce qui guide ces différents projets de délibération.

C'est pourquoi je me félicite de voir des actions aussi originales et inédites que celles soutenues au travers des projets de délibération qui nous sont soumis aujourd'hui (ils sont très originaux, j'insiste), illustrant la créativité des associations en matière d'initiatives citoyennes, qui favorisent l'implication des publics souvent éloignés des espaces de participation.

Je pense notamment aux jeunes publics vivant dans les quartiers "politique de la ville" et vers qui nous avons le devoir de proposer des moyens d'action innovants et attractifs.

Je pense par exemple à des projets comme celui intitulé "Innovations démocraTIC" initié par l'association Fondation Internet Nouvelle Génération, permettant ainsi de gagner à la participation ces nouveaux publics et même ces nouveaux territoires puisque le projet de cyber-débat à l'échelle de la métropole qu'elle avait aidé à déployer lors de la précédente édition du Printemps de la Démocratie locale nous offre une formidable expérimentation et nous ouvre de très belles perspectives en termes de concertation à l'échelle métropolitaine.

De plus, l'information et la formation des citoyens me semblent constituer une exigence nécessaire au renforcement de la capacité des citoyens à agir et à s'impliquer dans la cité.

Ce sont ainsi plus de 800 personnes qui ont suivi les "Petites leçons de ville" menées par Les Arpenteurs, association qui œuvre avec des publics souvent en rupture avec les institutions sur les enjeux d'urbanité et d'espace public, la dernière saison

Elles étaient encore plus de 180 d'un public très divers, dont beaucoup de jeunes, à suivre jeudi dernier à l'auditorium de l'Hôtel de Ville la dernière conférence à l'invitation du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement.

Enfin, vous me permettrez d'attirer l'attention de chacun sur la place particulière faite aux enfants de Paris dans ces démarches de formation citoyenne interactives.

Anne HIDALGO a fait à très juste titre référence à de nombreuses reprises à la précieuse action de l'association Ateliers Villes qui s'applique à accompagner les enfants et les jeunes, notamment les collégiens, dans la compréhension de la ville et de son devenir.

La prise en compte de leur parole et les concertations liées à des projets d'aménagement urbain est importante dans la mesure où la ville se construit largement pour les générations à venir.

Je conclus en me réjouissant de souligner que ces projets de délibération sont complètement cohérents et complémentaires avec ce qui a été initié en ce début d'année avec la mise en place du programme de l'Université populaire et de la Citoyenneté active d'Hamou BOUAKKAZ dont la devise est "Mieux comprendre pour mieux agir".

Pour toutes ces raisons et pour d'autres que je ne peux pas développer dans le temps qui m'est imparti, je me réjouis de voter ces projets de délibération.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Pour la réponse, la parole est à M. Hamou BOUAKKAZ.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, au nom de la 5e Commission. - Madame la Maire, mes chers collègues, je remercie Léa FILOCHE pour l'intervention qu'elle vient de faire, qui résume on ne peut mieux les quatre axes de promotion de la démocratie locale à Paris. Je ne reviendrais donc pas sur ces axes.

Je voulais simplement dire à M. MARTINS que je déplore que, étant d'accord sur le fond, c'est-à-dire sur la nécessité de mettre à la disposition de tous les publics - et en particulier les plus éloignés de la participation - l'outil numérique, vous croyez trouver des incohérences dans le projet de délibération DUCT 44.

En réalité, je pense qu'il s'agit plutôt de mauvaises informations. La subvention à laquelle vous faites allusion ne finance pas, évidemment, l'établissement de notes sur quatre pages, elle finance des formations à destination de nos espaces publics numériques en direction des publics les plus éloignés de la participation, pour leur permettre de résorber cette fracture numérique.

Evidemment, il y a des modules de formation et, en effet, la modalité papier n'est pas exclue, mais comment pourrait-on l'exclure pour des publics éloignés des nouvelles technologies ?

Il y a la volonté d'évaluer et d'améliorer le dispositif. C'est pourquoi des notes nous seront remises pour que nous puissions apprécier la qualité du travail fourni et éventuellement adapter l'an prochain notre collaboration avec cette association.

Vous le voyez bien : cohérence, développement de l'initiative citoyenne, promotion de l'action de tous les adjoints de l'Exécutif ainsi que des maires d'arrondissement. Je veux saluer en particulier leurs adjoints en charge de la démocratie locale, pour que vie citoyenne et vie associative concourent à un vivre-ensemble apaisé.

Voilà les clés de compréhension de ces quatre projets de délibération et du projet de délibération DUCT 44 en particulier, que je vous demande de voter dans l'enthousiasme.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BOUAKKAZ.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DUCT 44.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DUCT 44).

2012, DUCT 88 - Approbation du principe de passation d'une convention de délégation de service public pour la gestion de l'équipement public municipal Le patronage laïque situé 72, avenue Félix Faure (15e), conformément aux dispositions de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, dite Loi Sapin, codifiée au CGCT dans ses articles L.1411-1et suivants.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DUCT 88 relatif à la convention de délégation de service public pour la gestion de l'équipement public municipal Le Patronage laïque 72, avenue Félix Faure dans le 15e.

La parole est à Mme de CLERMONT-TONNERRE, pour 5 minutes.

Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE. - Madame la Maire, mes chers collègues, en préambule, je tiens à rappeler que, sur le fond, nous partageons, bien évidemment, les valeurs de laïcité et les valeurs républicaines exprimées dans le projet de délibération que vous nous soumettez.

Sur la forme, en revanche, nous contestons la façon avec laquelle ce projet est mené, pour au moins trois raisons.

D'abord, nous sommes défavorables au parti pris architectural retenu. Nous regrettons que vous ayez décidé de vous livrer à une opération immobilière, ainsi que vous le dites dans le projet de délibération, en démolissant le bâtiment édifié au début du XXe siècle avec l’argent des habitants des 15e et 7e arrondissements.

Vous auriez pu, Madame la Maire, engager une étude sérieuse, en vue d'une réhabilitation moins coûteuse et moins traumatisante pour le quartier.

Nous regrettons aussi que la future construction, particulièrement laide et austère, ne s'intègre absolument pas dans le quartier et détonne avec la qualité des immeubles voisins.

Quant au chantier de démolition, il a suscité l'ire des habitants des rues Tisserand et Félix Faure, qui sont venus en mairie nous exprimer leur vif mécontentement.

Nous sommes également opposés à ce projet parce que la construction de ce Patronage laïque du XXIe siècle, dont la gestion échappe au 15e, ampute les crédits d'investissement localisés de la mairie du 15e de plus de 5,5 millions d'euros, au détriment des investissements plus prioritaires ou plus urgents dont notre arrondissement a besoin, notamment des équipements publics et en particulier un nouveau conservatoire qui nous permettrait enfin de répondre aux centaines de demandes d'inscription qui restent insatisfaites.

Enfin, nous voterons contre ce projet, compte tenu de l'absence de concertation dont il a fait l'objet :

- d'une part, le maire du 15e n'a pas été consulté sur la composition du comité de pilotage, sur le contenu du projet ni même sur l'élaboration du cahier des charges de la D.S.P.

- d'autre part, le pseudo comité de pilotage, dont vous avez confié la présidence à M. BLONDEL, n'a servi qu'à entériner un projet défini à huis clos. Il suffit d'ailleurs de parcourir les comptes rendus des réunions pour apprécier la pauvreté, voire la quasi-inexistence des débats.

- enfin, votre projet fait disparaître la dimension de proximité du Patronage laïque au profit d'un équipement parisien dont la gestion relèvera de la seule compétence du Conseil de Paris.

Pour conclure, je souhaite que ce Patronage laïque du XXIe siècle ne devienne pas le temple de la gauche parisienne. En effet, nous voyons dans les arrondissements fleurir de plus en plus d'associations largement subventionnées par vos soins, qui ne sont que des faux nez de la gauche plurielle. Ainsi, après les MACAQ, nous avons un nouveau cas d'école dans le 15e avec l'association DLP15, que nous venons d'évoquer dans le cadre de l'examen de l'amendement n° 37. Non seulement vous avez assez curieusement oublié de soumettre ce projet de délibération au Conseil du 15e, mais en plus, vous attribuez à cette association créée en 2010 une subvention de 5.000 euros, alors que ses seules actions consistent à harceler la mairie du 15e.

Madame la Maire, j'ai du mal à comprendre que vous attribuiez à cette association, qui compte 18 adhérents, une subvention de 5.000 euros, c'est-à-dire un montant dix fois supérieur à son bilan de 2011, alors que vous venez hier de refuser une subvention de 500 euros à la Société d'Histoire du 15e qui, elle, sert depuis des décennies l'intérêt général de notre arrondissement.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - La parole est à M. Hamou BOUAKKAZ pour la réponse.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, au nom de la 5e Commission. - Madame la Maire, chers collègues, tout d'abord pour ce qui concerne l'association DLP15, comme je l'ai dit précédemment, nous avons retiré cette association du projet de délibération DUCT 43. Nous aurons donc à en connaître lors d'un prochain Conseil de Paris, et j'ai beaucoup d'arguments pour préparer ma réponse mais que je vous la livrerai évidemment en temps et en heure.

Pour ce qui est du Patronage laïque, je trouve assez stupéfiant que nous en ayons débattu plusieurs fois en particulier au Conseil de Paris des 7 et 8 juin 2010 et que vos récriminations soient invariablement les mêmes, c'est-à-dire que vous considérez que tout ce que nous avons dit pour montrer à quel point ce projet avait été fait dans la concertation : la mairie du 15e a été associée au jury d'architecture, la mairie du 15e est invitée systématiquement à tous les comités de pilotage…

Toutes ces précautions, toute cette rigueur ne sont que billevesées à vos yeux parce que, visiblement, nous ne sommes pas légitimes, quoi que nous fassions, à décider du sort d'un bâtiment.

Nous n'aurions pas fait les études sérieusement ? Vous doutez donc de la compétence des professionnels de la Direction de l'Urbanisme ? Ils ont fait une étude qui montrait que ce bâtiment était trop vétuste pour être réhabilité et qu'il fallait le détruire pour le reconstruire.

Vous savez, démolir et reconstruire, c'est un peu le cheminement de la vie. Il en va des bâtiments comme de nos valeurs. Il faut savoir de temps en temps démolir pour mieux reconstruire.

Nous l'avons fait et nous avons eu raison, puisque cela a permis de gagner des mètres carrés et vous connaissez l'importance des mètres carrés dans une ville dense comme la nôtre.

Evidemment, nous saisissons cette opportunité pour faire des logements pour jeunes travailleurs. Peut-être que cela n'est pas la priorité du maire du 15e mais, honnêtement, je pense que le 15e y gagnera, assurément.

Vous nous dites que cela s'insère mal dans l'urbanisme du quartier, mais le jury qui a été convoqué en a délibéré et il n'a manifestement pas émis de doute sur l'insertion du bâtiment dans le cadre urbain du 15e.

Les investissements localisés seraient gravement imputés… Vous savez très bien que cette inscription n'est que géographique et qu'elle n'amène aucune conséquence sur les possibilités de financement d'autres opérations que la mairie du 15e jugerait prioritaires.

Bref, les mêmes arguments chaque fois qu'on en délibère. Ce projet de délibération a été soumis à la Commission consultative des services publics locaux et elle a recueilli un avis favorable. Nous en sommes maintenant à la délégation de service public. Ce lieu va naître et, évidemment, les associations du 15e, comme toutes les associations de Paris qui œuvrent dans le champ de la laïcité, attendent avec impatience, et avec raison, l'émergence de ce beau lieu. J'espère que, comme souvent d'ailleurs, au moment de son inauguration, quand il sera en rythme de croisière, vous vous réjouirez, comme nous, de notre caractère visionnaire.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Nous sommes tous impatients de voir effectivement émerger le nouveau Patronage laïque.

Madame Fatima LALEM, je vous donne la parole. Rapidement, merci.

Mme Fatima LALEM, adjointe. - Je voudrais faire une explication de vote très courte, puisqu'il y a une association du 15e qui a été mise en cause.

Je ne suis pas d'accord pour qu'il y ait des remises en cause de ce genre dans notre instance.

Il me semble que l'association DLP15 n'a pas pour objet la critique de l'action de la mairie du 15e. C'est une association citoyenne qui mène différentes actions. Je vous rappelle leur projet de faire circuler des livres. Je vous rappelle leur projet culturel d'accompagnement pour des séances de cinéma de femmes et d'hommes dans le 15e qui sont en précarité. Je vous rappelle leur mobilisation dans les conseils de quartier, etc.

Je n'apprécie pas du tout cette vision réductrice de l'action de certaines associations qui a été donnée.

Même si je crois qu'on aura l'occasion d'en reparler à un autre moment.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Absolument. Elle repassera devant le Conseil lors de la prochaine séance, si j'ai bien compris.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DUCT 88.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2012, DUCT 88).

2012, DPP 9 - Subvention (3.000 euros) et convention avec l'association Imp-Actes pour l'attribution d'une subvention dans le cadre du dispositif "Ville Vie Vacances" dans le 14e arrondissement.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DPP 9 relatif à l'attribution d'une subvention et convention avec l'association Imp-Actes pour l'attribution d'une subvention dans le cadre du dispositif "Ville Vie Vacances" (14e), sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement technique n° 38.

La parole est à Mme Myriam EL KHOMRI.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe, au nom de la 5e Commission. - Merci beaucoup, Madame la Maire.

Il s'agit d'une subvention relative au dispositif "Ville Vie Vacances" et il y a eu une erreur de frappe : c'était 3.000 et non 2.000 euros.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 38 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 38 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 9 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2012, DPP 9).

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif au Conseil Interdépartemental de la Santé et de la Protection Animales.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 39 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A., relatif au Conseil interdépartemental de la santé et de la protection animale.

Madame FOURNIER, vous avez la parole, pour une minute.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

Comme élus, nous siégeons dans quantité d'instances, et notamment cette instance, nous sommes représentés au Conseil interdépartemental de la santé et de la protection animale, dont je ne peux pas dire qu'elle est très importante… enfin je suppose qu'elle devrait l'être, au sujet de la place des animaux en ville notamment, de leur santé, de leur bien-être.

Ceci dit, elle ne s'est jamais réunie depuis 2008, malgré des courriers, des demandes de notre part, restés sans réponse ; nous en avons été réduits à faire ce vœu pour que le Maire de Paris interpelle M. le Préfet de police au sujet des animaux à Paris et lui demande de convoquer ce fameux Conseil dans les meilleurs délais, pour qu'il puisse travailler de manière correcte.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

La parole est à M. le représentant du Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Madame la Maire, merci.

D'abord, je vous confirme que la Préfecture de police, à travers tous ses services, est fortement mobilisée aux questions de santé animale à Paris et de bien-être animal.

A l'appui de ces affirmations de principe, très simplement, un bref bilan, et je répondrai ensuite à votre question et à votre souhait de réunir ce Conseil.

D'abord, le bref bilan. Si on s'intéresse aux établissements liés à la vente, au dressage, au gardiennage d'animaux, depuis le début de l'année, ce sont 82 établissements qui ont fait l'objet d'un contrôle, un seul s'est vu infliger un avertissement pour des infractions sévères ; dans les autres établissements, seules des non-conformités mineures ont été relevées.

De manière régulière, vous le savez aussi, nous sommes saisis par des particuliers qui dénoncent les trafics de chiens, notamment sur la voie publique. Depuis le début de l'année, ce sont 32 procédures qui ont été conduites, une dizaine de chiens et cinq chats qui ont été saisis et confiés aux autorités sanitaires vétérinaires, donc nous sommes à la manœuvre là-dessus aussi.

Jusqu'à présent, je dois le dire, ces contrôles n'ont pas mis en évidence de filière organisée, mais je l'ai dit encore récemment aux associations en charge de ces questions, nous continuerons le dialogue avec elles et nous traiterons chaque signalement qui nous est adressé.

En ce qui concerne une éventuelle maltraitance des animaux au travail, aucune plainte n'a été déposée depuis 2010 auprès de nos services et les cirques de la capitale font également l'objet, vous le savez, de contrôles réguliers.

Voilà pour le bilan qui sera transmis de manière plus complète à M. BOUTAULT qui a écrit à M. le Préfet de police au mois d'avril ; nous allons lui répondre.

Quant à votre demande de voir réuni le Conseil interdépartemental de la santé et de la protection animale, elle est pleinement légitime, car il est logique que ces éléments fassent l'objet d'un débat plus approfondi avec toutes les personnes qui ont à en connaître. Je vous annonce que ce conseil sera convoqué à la rentrée, sans doute dans le courant du mois de septembre 2012.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur LERNER.

Est-ce que, étant donné ces éléments, ces précisions et cet engagement, vous souhaitez maintenir votre vœu ou le retirer ?

Mme Danielle FOURNIER. - On pourrait voter le vœu…. Sinon, je le retire, mais…

Il est satisfait… On va dire qu'il est satisfait, mais bon…

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

Vœu déposé par le groupe E.E.L.V.A. relatif aux mesures coercitives prises à l'encontre des travailleur-ses du sexe dans le bois de Boulogne.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 40 dans le fascicule, déposé par le groupe E.E.L.V.A. et n° 40 bis, par l'Exécutif, relatifs aux mesures coercitives prises à l'encontre des travailleurs et travailleuses du sexe dans le bois de Boulogne.

La parole est à Mme DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Ce vœu fait suite à un arrêté qui a été pris le 1er mars dernier par l'ancien Préfet, un arrêté qui stipule un certain nombre de choses et qui s'attaque d'une façon récurrente aux prostitués présentes et présents dans le bois de Boulogne, avec une mise en œuvre certainement pas initialement prévue, puisqu'il s'agissait, et cela peut s'entendre, de respecter un certain nombre de normes de sécurité, de voies accès pompiers, etc.

Le résultat, c'est que les prostituées s'estiment, et à juste titre, harcelées, qu'un certain nombre d'entre elles ont passé des nuits en garde à vue, qu'elles ont vu leur camionnette saisie. Tout cela n'étant pas de nature et, en tout cas, ne semblant pas correspondre, à mon sens, à la politique que mène la Municipalité parisienne depuis maintenant près de 11 ans, qui est une politique d'accompagnement des travailleurs et des travailleuses du sexe, qui est une politique d'accès aux soins, d'accès aux droits… Cet arrêté met donc à mal ce travail.

Une fois encore, on relève une contradiction entre l'attitude de la Préfecture de police et la politique que mène la Ville, et comme le dit fort justement leur avocate, puisque ces prostituées se sont réunies au sein d'un collectif, ce harcèlement est de nature certaine à mettre en danger les personnes et, là encore, cela me semble aller totalement à l'encontre de ce que la municipalité parisienne a décidé de faire en la matière.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Pour vous répondre, d'abord, Mme Fatima LALEM et, ensuite, M. le représentant du Préfet de police.

Mme Fatima LALEM, adjointe. - Merci, Madame la Maire. Merci, chère collègue.

Nous proposons un vœu de l'Exécutif, considérant, effectivement, et je crois qu'il convient de le rappeler ici, que cet arrêté a été édicté pour un motif légitime, à savoir une meilleure fluidité de la circulation et la mise à l'abri… pas la mise à l'abri, mais plutôt une sécurisation de la circulation et des piétons dans les bois de Boulogne et de Vincennes.

Dans la pratique, et vous avez raison, chère Véronique, beaucoup trop de situations qui peuvent être considérées comme un quasi-harcèlement et qui, en tout cas, sont préjudiciables à la sécurité, à l'accompagnement et à la prévention que nous souhaitons mettre en place en direction des personnes en situation de prostitution.

Ces personnes en situation de prostitution, et tu l'as rappelé, ont, depuis 2003, bénéficié, dans le cadre d'un travail partenarial soutenu avec une quinzaine d'associations, effectivement, à la fois d'actions de prévention autour de la santé physique et psychique, de mise à l'abri, d'un travail pour lutter contre la traite des êtres humains, dont beaucoup de femmes, notamment, mais aussi des hommes, sont victimes.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, nous souhaitons une démarche équilibrée et nous demandons à M. le Préfet de police qu'il puisse donner des consignes strictes pour que l'arrêté qui réglemente le stationnement et la circulation dans le bois de Boulogne et Vincennes ne soit pas utilisé par les services de police pour réprimer les personnes en situation de prostitution, qu'une réflexion soit engagée avec l'ensemble des acteurs concernés pour permettre, dans les meilleurs délais et dans le bois, une meilleure cohabitation des usagers et, enfin, qu'une information soit donnée aux conseillers de Paris quant à l'action de la Préfecture de police à l'encontre des proxénètes et des réseaux qui vivent de la prostitution.

Je tenais à vous dire que sur l'ensemble de ces actions, nous travaillons de manière très soutenue. Nous avions mis en place, d'ailleurs, un pilotage avec l'ensemble du réseau, avec l'ensemble des associations, avec ma collègue Myriam EL KHOMRI.

Je tiens à vous dire que c'est une question qui nous mobilise très fortement.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Pour répondre aux deux vœux, Monsieur LERNER, pour le Préfet de police ?

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Madame la Maire.

En matière de prostitution, vous le savez bien, le Code pénal français est clair, il repose sur deux principes : d'abord, l'interdiction absolue et stricte du proxénétisme ; à l'inverse, vous le savez, la prostitution est, effectivement, une activité libre, qui n'est pas, en elle-même répréhensible, à deux exceptions près ; elle encourt alors deux types d'incrimination. La première, c'est l'exhibition sexuelle et la seconde, c'est le racolage, qu'il soit actif ou passif.

Il ne m'appartient pas, à ma place, de commenter ce cadre juridique qui est issu de la volonté du législateur et que seuls des débats démocratiques qui ont lieu ailleurs pourraient éventuellement faire évoluer.

Votre vœu, le vœu d'aujourd'hui, m'invite, en revanche, à vous fournir quelques éléments sur l'action récente des services de police dans le bois de Boulogne.

Tout au long de l'année 2011, le nombre de prostituées exerçant leur activité sur le site a significativement augmenté puisqu'on estime qu'il a à peu près doublé.

La présence de prostituées s'est étendue à proximité de zones d'habitation, de centres de loisirs, de sports, fréquentés par des Parisiens, par des habitants de l'Ouest parisien également de tous âges, et notamment des enfants, parfois de jeunes enfants.

Tout au long de l'année, les doléances et récriminations reçues à la Préfecture de police sont allées croissantes sur le site.

En outre, et vous l'avez dit, indépendamment de la seule question de la prostitution, la situation en matière de circulation et de stationnement dans les bois parisiens - le bois de Boulogne mais aussi celui de Vincennes - méritait d'être revue.

L'arrêté du 1er mars s'est donc substitué à une série d'autres textes dont certains remontaient d'ailleurs aux années 80 et étaient largement datés et obsolètes.

Pour toutes ces raisons, le commissaire du 16e arrondissement a effectivement été conduit à accroître l'activité de ses services au premier semestre 2012.

L'action des policiers a été conduite en parfait accord avec le Parquet de Paris, s'agissant de constatations d'infractions actuellement sanctionnées par le droit français.

Ces contrôles ont contribué à faire diminuer les nuisances pour les riverains et pour les usagers du bois de Boulogne et ont démontré le bien-fondé de l'arrêté du 1er mars.

Prenant acte de l'amélioration de la situation, M. le Préfet de police, à son arrivée, a demandé au commissaire du 16e arrondissement de rencontrer les représentantes des prostituées du bois de Boulogne. Cette rencontre a eu lieu il y a quelques jours, en fin de semaine dernière. Elle a permis de nouer, d'instaurer, d'entamer un dialogue et d'adapter la réponse policière compte tenu de l'évolution de la situation.

Ces échanges ont vocation à se poursuivre. Je le dis aussi dans le respect des règles prévues par le législateur. Ces échanges se poursuivront dans le 16e arrondissement, dans la coordination à laquelle vous avez fait référence, à laquelle vous participez, ainsi que Mme EL KHOMRI. Ils se poursuivront aussi directement avec les associations elles-mêmes, notamment sur la question de la lutte contre les réseaux et de l'admission au séjour des prostituées qui contribuent à faire tomber des réseaux.

En effet, ce sera la deuxième et dernière partie de ma réponse, vous souhaitez des éclaircissements sur ce que font les services de police en matière de lutte contre les réseaux.

C'est notre priorité, clairement, sans même compter les actions qui sont diligentées localement par les commissariats d'arrondissement. En 2011, ce sont 71 réseaux d'ampleur variable qui ont été démantelés rien qu'à Paris.

L'un des plus importants concernait précisément le bois de Boulogne, puisque ce sont 20 individus, en l'espèce 20 personnes de nationalité roumaine qui ont été incarcérées à Paris et aussi en Roumanie, à l'issue d'un gros travail d'une année d'investigation.

Plus près de nous, vous avez peut-être suivi le démantèlement d'un réseau de prostitution dans les salons de massage, et je sais que ce sujet préoccupe beaucoup les élus parisiens.

D'autres investigations - je n'en dirai pas plus - sont actuellement en cours.

Je dis pour conclure que la lutte contre ces réseaux est aujourd'hui, et demeurera notre priorité, la priorité des services de police, et vous pouvez compter sur la détermination de M. le Préfet de police pour y veiller personnellement dans les mois à venir.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Étant donné les éléments de réponse qui vous ont été fournis et le dépôt par l'Exécutif du vœu n° 40 bis, Madame DUBARRY, maintenez-vous votre vœu ?

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Je vais effectivement le retirer.

À un moment, le Conseil de Paris avait communication d'un certain nombre d'éléments, par exemple des chiffres que vous venez de citer, y compris le nombre de prostituées mises à l'abri, etc. Je pense qu'il serait bien de continuer à transmettre ces informations et ces éléments, au moins aux membres des 5e et 6e Commissions à cheval sur les deux thématiques que vous avez évoquées, et vous, Madame la Maire, et vous, Monsieur le Représentant du Préfet, à savoir la lutte contre les réseaux d'un côté, mais aussi, ce qui me paraît important, tout le travail mis en œuvre par les différentes associations qui accompagnent et suivent les aspects sanitaires et sociaux de tous les travailleurs et travailleuses du sexe.

Je vous remercie de vos réponses. Je retire mon vœu, et c'est avec un grand plaisir que je voterai celui présenté par l'Exécutif.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

Je suis saisie d'une demande d'explication de vote sur le vœu de l'Exécutif puisque le vœu n° 40 est retiré.

La parole est à Mme Danielle SIMONNET.

Mme Danielle SIMONNET. - Très rapidement, pour dire que nous nous félicitons du vœu de l'Exécutif, car il n'utilise plus l'appellation "travailleurs du sexe" du vœu initial. Cette appellation, pour nous, légitime l'idée d'une prostitution choisie et libre qui nous semble contraire à nos fondamentaux féministes.

Nous approuvons par ailleurs le vœu qui demande… il nous semble important de continuer le débat pour abroger le délit de racolage et aller vers une pénalisation du client.

Nous saluons le travail sanitaire et social d'accompagnement fait et soutenu par la Ville.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2012, V. 102).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif la prolongation de l'arrêté 2011-00914 pris par le Préfet de police le 30 novembre 2011.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 41 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la prolongation de l'arrêté 2011-00914 pris par le Préfet de police le 30 novembre 2011.

La parole est à M. Jean-François LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Madame le Maire, Monsieur le Préfet, c'est demain que vient à échéance un arrêté qui avait été pris pour restreindre la pratique de la mendicité et de ses formes assimilées dans le secteur comprenant le Palais du Louvre, le Jardin des Tuileries, le Palais Royal et la Place Vendôme, dans le 1er arrondissement.

On sait que cet arrêté avait été pris à l'origine sur le secteur des Champs-Élysées. Avec Pierre LELLOUCHE, nous en avions souhaité l'extension sur le secteur du Louvre et des Grands Magasins.

Cet arrêté a donné lieu à des polémiques bien inutiles. J'ai entendu notamment Mme EL KHOMRI critiquer cet arrêté qui avait été qualifié "d'arrêté antimisère".

Je crois qu'il ne faut pas se tromper. La misère, c'est celle qui est exploitée par des réseaux mafieux qui utilisent de manière inhumaine des enfants qui ne bénéficient en rien des sommes qu'ils récoltent. Ne nous trompons pas. Le gamin qui ne ramène pas ses 300 euros par jour est tabassé ! Celui qui les ramène ne reçoit pas un centime de ce qu'il a récolté dans la journée ! Ce n'est pas cela, la lutte contre la misère. Le premier problème est donc le phénomène, qui est indigne et mafieux.

La police à besoin d'un arrêté pour permettre juridiquement de travailler.

D'ailleurs, vous savez très bien que cet arrêté, depuis qu'il est entré en application dans le 1er arrondissement, a permis un nombre très important de procédures. J'ai des échanges avec le commissariat central du 1er arrondissement : j'ai été impressionné par le nombre de procédures, même si c'est insuffisant, même si cela n'a pas permis d'éradiquer totalement.

Deuxièmement, cet arrêté a permis, d'après ce que j'en sais et d'après les contacts qu'a eus Philippe GOUJON - qui regrette de ne pas pouvoir être présent en ce moment - avec la Préfecture de police, a permis de démanteler des réseaux et de remonter les filières.

Ne plus avoir d'arrêté, c'est donc casser un travail en cours et qui n'est pas achevé.

Cet arrêté a peut-être été mal dénommé, c'est possible, et je pense que de ce point de vue, on peut améliorer les choses. Il suffirait peut-être d'ajouter un arrêté contre la mendicité agressive, parce que c'est bien de cela dont il s'agit.

Je n'ai d'ailleurs jamais vu un policier du 1er arrondissement intervenir pour chasser quelqu'un qui fait paisiblement la manche, comme il y en a sous les arcades de la rue de Rivoli.

Quand il s'agit a contrario de bandes organisées qui viennent à la station de métro Louvre-Rivoli mettre un véritable piquet infranchissable, qui arrêtent chaque personne sortant du métro avec de fausses pétitions brandies par de faux sourds-muets, de faux boiteux, qui exploitent là aussi de manière illégale des infirmités, oui ! C'est parfaitement choquant !

Cet arrêté avait été volontairement limité dans le temps et dans l'espace pour tenir compte d'objections du Conseil d'État. D'ailleurs, à ma connaissance, le Conseil d'État, contrairement à ce qui a pu être dit, n'a pas sanctionné cet arrêté et n'a pas émis de réserves. Cet arrêté est donc légal. Il a été justifié par le Conseil d'État.

Je pense qu'il est totalement irresponsable de se trouver à partir d'après-demain sans aucun dispositif légal sur Paris.

J'aimerais que l'on sorte des polémiques inutiles. J'aimerais que l'on trouve éventuellement des moyens d'améliorer cet arrêté et de bien préciser qu'il s'agit de chasser la mendicité agressive.

Mais se trouver privé de tous moyens et laisser les réseaux opérer de manière totalement libre, casser la dynamique qui avait été créée et le travail qui avait été conduit par la Préfecture de police pour démanteler ces réseaux en liaison, d'ailleurs, avec des policiers roumains présents sur le site, ce serait véritablement catastrophique pour les secteurs qui ont bénéficié de cet arrêté jusqu'à présent.

Je remercie M. le Préfet. Je sais qu'il travaille sur ce sujet. Et je remercie Mme EL KHOMRI d'être attentive à ce problème. Il faut que l'on trouve le moyen de prolonger cet arrêté dans le 1er arrondissement et dans les secteurs concernés.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci. 4 minutes 45 !

La parole est à Mme EL KHOMRI pour la réponse et ensuite M. le Préfet.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

J'émets un avis défavorable à votre vœu et je demande à M. le Préfet de police de ne pas renouveler ces arrêtés anti-mendicité dans la Capitale, non par dogmatisme stérile ni par angélisme mal placé, mais par un souci constant d'efficacité et pour trouver une solution digne, juste et durable à ce phénomène, pour les personnes qui en souffrent et aussi pour les riverains.

Pour vous montrer qu'il n'y a pas de dogmatisme, je demande à M. le Préfet de police que soit dressé un bilan de l'impact de ces arrêtés anti-mendicité, un bilan tant sur l'aspect quantitatif que qualitatif.

Dans l'attente de ce bilan, je reste convaincue que la principale conséquence de ces arrêtés est le déplacement de la misère d'une rue à une autre, d'un arrondissement à un autre. Vous voudrez bien comprendre que, moi, en tant qu'adjointe au Maire de Paris, je ne cherche pas à éradiquer le phénomène dans un arrondissement pour le concentrer dans d'autres. Ce serait une dérive dangereuse. Je privilégie les solutions globales et durables dans le respect de l'égalité des territoires. Ces arrêtés me semblent contre-productifs. En s'attaquant à la mendicité dans son ensemble, en ne cherchant qu'à cacher les pauvres, on finit par oublier l'essentiel. On ne concentre pas les effectifs et les moyens sur ce que le législateur a d'ores et déjà considéré comme des délits, à savoir, trois points essentiels :

- Quand la mendicité est agressive, quand elle cache l'exploitation, c'est d'ores et déjà un délit puni de trois ans d'emprisonnement et de 45.000 euros. Ce délit existe.

- Quand elle exploite des personnes vulnérables, des mineurs, souvent déscolarisés, des malades, des personnes en situation de handicap, des personnes âgées, des femmes enceintes, c'est aussi un délit puni de cinq ans d'emprisonnement.

Voilà ce que devraient être nos priorités : nous devons protéger ces personnes vulnérables qui sont exploitées, plutôt que de leur faire payer doublement le prix de la misère. Un enfant doit rester un enfant. Il ne peut être un mécanisme de survie. Et on est tout à fait d'accord là-dessus.

Je demande donc à M. le Préfet de police que tout enfant sur la voie publique, avec une personne qui mendie, fasse l'objet d'une procédure. C'est la loi.

- Enfin, l'exploitation de la mendicité, vous en avez parlé, elle est punie de 10 ans d'emprisonnement et de 1.500.000 euros. Bien évidemment que nous sommes d'accord, mais quand le réseau Hamidovitch est tombé, en 2010, il n'y avait pas encore d'arrêté anti-mendicité. Donc, il n'y a pas besoin de prendre des arrêtés pour le faire. Il suffit d'appliquer la loi en vigueur et dans le respect de la dignité humaine.

Sachez que je demande à M. le Préfet de police de se mettre à l'œuvre pour démanteler ces réseaux et ces bandes organisées.

Des policiers roumains sont sur Paris depuis lundi dernier.

Je demande donc à M. le Préfet de police de ne pas renouveler les arrêtés anti-mendicité et de mener des actions ciblées plus efficaces contre les délits de mendicité agressive, d'exploitation de mineurs et de personnes vulnérables, et d'organisation de la délinquance en réseau.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Maire.

La parole est à M. le représentant du Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Madame la Maire. Vous me permettrez à mon tour, sur un sujet complexe, d'être un peu exhaustif.

Effectivement, afin de lutter contre certaines formes de délinquance, fondées sur l'exploitation de la vulnérabilité, notamment des mineurs, le précédent Préfet de police a été conduit à prendre trois arrêtés interdisant la mendicité sur plusieurs secteurs de la capitale. Je rappelle que celui en vigueur dans le secteur des grands magasins a cessé de produire ses effets en janvier dernier. Ceux en vigueur sur les Champs Elysées et sur le 1er arrondissement, Monsieur le Maire, courent jusqu'à demain, 21 juin.

Aujourd'hui, la question de leur reconduction se pose. Pour décider de la suite à donner à ces textes, le Préfet de police actuel n'est guidé que par un seul critère, celui de l'évaluation de l'efficacité policière.

De ce point de vue précisément, il n'est pas contesté que les arrêtés ont permis, durant une certaine période, de faire diminuer les nuisances et les délits associés à certaines formes de mendicité. De même, et cela a été très important, ils ont facilité le travail des enquêteurs dans l'identification des donneurs d'ordre.

Aujourd'hui, quatre éléments techniques nous conduisent cependant à relativiser l'apport policier immédiat des arrêtés anti-mendicité.

En premier lieu, en l'absence de dispositifs contraignants, le recouvrement des amendes s'est avéré aléatoire et la sanction associée à la mendicité peu dissuasive dans l'instant.

En deuxième lieu, l'identification des personnes impliquées dans ces activités a fortement progressé. Aujourd'hui, cela permet de disposer d'une bonne connaissance des réseaux et des individus à l'œuvre.

L'un des objectifs ayant justifié la prise d'arrêté, dont la durée, je le dis, avait d'ailleurs été limitée par le précédent Préfet de police pour des raisons de respect de la légalité, a donc été atteint.

Par ailleurs, c'est aussi important, plusieurs décisions récentes du juge administratif, comme du juge judiciaire, sont venues réduire l'apport des arrêtés anti-mendicité pour la mise en œuvre de mesures coercitives de reconduite à la frontière.

En quatrième lieu, les demandes d'extension formulées par un certain nombre d'élus de ce Conseil en attestent, les services de police ont été confrontés à un certain phénomène de report, en marge des périmètres couverts. Or, on comprend bien que si la pertinence d'un arrêté se justifie sur un périmètre restreint, qui permet de concentrer des moyens sur le périmètre, elle tend aussi à s'émousser plus le périmètre couvert est étendu.

Je pense que chacun peut constater que ce qui préoccupe nos concitoyens, ce sont, plus encore que la mendicité, les actes d'incivilité et de vol, de violence commis sur la voie publique, et il faut se donner tous les moyens de les combattre.

C'est pour ces raisons, de nature technique, opérationnelle, juridique, que M. le Préfet de police a souhaité se donner le temps d'une évaluation très approfondie des arrêtés anti-mendicité, qui ne seront pas reconduits dans l'immédiat.

Cette décision pourra être reconsidérée en fonction de l'évolution du cadre juridique et de la situation sur le terrain, que ce soit sur les sites de la capitale actuellement couverts, mais également sur d'autres sites.

Sur cette question, M. le Préfet de police sera très rapidement, en échange approfondi avec l'ensemble des acteurs intéressés, et au premier lieu bien sûr les maires d'arrondissement. J'ai entendu les propositions de M. LEGARET sur ce sujet.

Voilà pour les arrêtés.

Sans attendre, je veux dire que le M. le Préfet de police a demandé à ses services de poursuivre résolument et d'accroître résolument leur action dans une triple optique.

D'abord le renforcement de la présence policière sur les sites les plus concernés par ces formes de délinquance. Les efforts porteront en priorité sur les sites actuellement couverts par un arrêté anti-mendicité, c'est légitime.

Tout au long de l'été, des comptes rendus hebdomadaires lui seront transmis et les policiers français, cela a été dit par les différents intervenants, pourront compter sur le soutien des vingt-cinq policiers roumains dans l'exercice de leur mission. Ces renforts sont précieux, nécessaires et ils ont vocation à être renouvelés aussi longtemps que la situation le nécessitera.

Je dis d'ailleurs que leurs secteurs géographiques seront réévalués. Les sites les plus touristiques seront couverts, mais nous avons aussi décidé de couvrir les sites que les élus de ce conseil nous ont signalés. Je pense notamment au 15e arrondissement qui avait fait l'objet de débat la fois dernière, des policiers roumains interviendront dans le 15e arrondissement pour la première fois.

Le deuxième objectif prioritaire, c'est l'accélération des affaires de démantèlement des réseaux et la mise hors d'état de nuire des bénéficiaires de ces trafics. Sur cet objectif, on peut s'entendre. M. le Préfet de police sollicitera prochainement du parquet l'organisation d'une réunion spécifique pour faire le point sur les affaires en cours, dont l'aboutissement, il en est convaincu, est seul de nature à dissuader durablement ceux qui exploitent la vulnérabilité des plus fragiles.

Enfin, une attention toute particulière sera portée à la situation des mineurs interpellés, qui sont à la fois auteurs d'infraction mais qui sont également les victimes de ces groupes organisés. La question d'une mise en cause de la responsabilité pénale des ayants droit de ces mineurs méritera d'être étudiée en lien avec l'autorité judiciaire.

Toutes ces questions - j'ai bientôt terminé - nécessiteront de l'énergie et du travail partenarial, y compris avec l'Etat roumain. Compte tenu de l'importance qu'il attache à ces questions, M. le Préfet de police souhaite aujourd'hui que je vous fasse savoir qu'il se rendra lui-même, personnellement, dès la rentrée prochaine, en Roumanie, pour rencontrer les autorités policières de ce pays.

Madame le Maire, Mesdames et Messieurs les Conseillers, vous voyez que la détermination de M. le Préfet de police est totale. Toutes les solutions, je dis bien toutes les solutions, qui permettront d'obtenir des résultats, car c'est ce qui nous importe, seront mises en œuvre, et aucune ne sera rejetée par principe.

La recherche de l'efficacité justifiera, au contraire, de faire preuve de beaucoup de pragmatisme. Nous sommes décidés à tout mettre en œuvre, en lien avec les élus et les maires d'arrondissement, pour obtenir des résultats durables.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup de ces réponses très concrètes.

Monsieur LEGARET, retirez-vous le voeu ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Non, Madame le Maire, nous maintenons ce vœu, en considérant d'ailleurs que cet échange n'a pas été inutile. Je crois pouvoir dire que les propos de Mme EL KHOMRI démontrent que, si nous pouvons avoir des désaccords sur les méthodes, je constate qu'il y a des convergences sur les objectifs à atteindre. C'est déjà un progrès.

Vous savez, je ne suis pas partisan de manière dogmatique de l'arrêté. Ce sont les responsables de la police qui ont considéré que cet arrêté permettait de mieux opérer. Si la police considère aujourd'hui que le cadre légal permet d'en faire autant, il n'y a que le résultat qui m'intéresse, il n'y a que le résultat qui compte.

Donc, d'accord pour cette évaluation et j'espère que la Mairie de Paris et la Préfecture de police considéreront que les élus locaux sont des acteurs importants dans l'évaluation.

Je prends date aujourd'hui : si la fin de ces arrêtés coïncide avec une recrudescence non maîtrisée de ces bandes de mendiants agressifs, nous le ferons savoir.

Je ferai en tout cas tout pour qu'il n'en soit pas ainsi et j'appuierai les actions des policiers du 1er arrondissement pour qu'il n'en soit pas ainsi. Voilà ce que je peux dire.

Mettons-nous au moins d'accord avec bonne volonté sur les objectifs à atteindre. Je n'ai d'ailleurs jamais considéré que ces arrêtés avaient été des baguettes magiques, jusqu'à présent.

Attendons, évaluons, mais restons évidemment actifs et vigilants sur un phénomène qui n'a fait que prendre de l'ampleur et qui pourrait se traduire par une recrudescence importante, profitant de la fin de ces arrêtés.

Je crois que la fin de ces arrêtés pourrait être interprétée comme un signal de manière négative et j'attends de M. le Préfet de police qu'il donne des instructions pour que, dans les commissariats locaux, on soit particulièrement vigilant pour que ce ne soit pas un effet visible de recrudescence à l'occasion de la fin de ces arrêtés.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

Souhaitez-vous reprendre la parole, Monsieur le Préfet ?

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Non.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repousssée.

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif aux mesures d'urgence de régularisation des sans papiers.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à la 6e Commission avec l'examen des vœux référencés n° 42 et n° 42 bis dans le fascicule, déposés par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et l'Exécutif, relatifs aux mesures d'urgence de régularisation des sans-papiers.

La parole est à Mme Danielle SIMONNET pour le vœu n° 42.

Mme Danielle SIMONNET. - Très rapidement, nous souhaitons vraiment qu'on puisse enfin tourner la page des politiques utilitaristes, sécuritaires et racistes sur l'immigration de l'ancienne majorité gouvernementale.

Nos mairies d'arrondissement et la Mairie de Paris se sont fortement impliquées dans les actions de solidarité très concrètes avec les familles d'enfants scolarisés, mais en situation administrative irrégulière, avec les jeunes majeurs, mais également auprès des travailleuses et travailleurs grévistes sans-papiers.

A travers ce vœu, nous demandons :

- Que le Conseil de Paris émette le vœu auprès du Gouvernement qu'il y ait une régularisation de tous les grévistes de façon urgente qui, par leur détermination et leur engagement dans l'action, ont permis une prise de conscience forte dans l'opinion publique et dont les dossiers n'ont toujours pas été examinés ou rejetés, ce qui était en totale contradiction avec les engagements pris par l'ancien Gouvernement,

- Que l'on prenne enfin des mesures immédiates de régularisation des jeunes majeurs qui ont été depuis trop longtemps les éternels oubliés des circulaires ministérielles,

- Qu'on engage la régularisation des familles et des enfants scolarisés,

- Qu'on mette en place un moratoire concernant les mesures d'expulsion,

- Qu'on garantisse la généralisation du droit au travail à l'ensemble des détenteurs et demandeurs de titre de séjour, y compris les demandeurs d'asile,

- Enfin, qu'on ouvre des négociations avec les associations et les syndicats sur l'ensemble de ces questions et dans la perspective d'une refonte du CESEDA et du Code du Travail.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à Mme BOISTARD, pour à la fois répondre et présenter le vœu de l'Exécutif.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Madame SIMONNET, votre engagement depuis de nombreuses années sur ces sujets est connu et vous connaissez aussi celui du Maire de Paris ainsi que le mien.

Je propose de rester sur les engagements de la Mairie de Paris depuis le début de cette mandature (et même avant le début de cette mandature) sur les principes qui avaient été arrêtés quant à la demande de régularisation sur certains critères qui doivent être - et je suis d'accord avec vous - appliqués partout, pour tous de la même façon.

C'est pour cela que je vous propose de retirer votre vœu et de voter le vœu de l'Exécutif qui précise que nous souhaitons que soient engagées des régularisations au cas par cas sur la base de critères objectifs et égaux, pour tous, prenant en compte évidemment, comme vous l'avez dit, la spécificité des travailleurs sans papiers grévistes, des jeunes majeurs, des familles d'enfants scolarisés, afin de rompre effectivement avec la politique qui avait pu être menée auparavant, mais aussi que s'engage une discussion plus globale avec tous les acteurs concernés, notamment sur le statut des détenteurs et demandeurs de titre de séjour au regard du droit du travail.

Voilà ma proposition, Madame SIMONNET.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Madame SIMONNET, acceptez-vous de retirer votre vœu au profit de celui de l'Exécutif ?

Mme Danielle SIMONNET. - Evidemment, nous aurions préféré que le vœu de l'Exécutif aille plus loin, notamment sur la question du moratoire relatif aux expulsions, mais, en l'état actuel de nos échanges, nous nous satisfaisons de cet engagement à travers le vœu de l'Exécutif et nous retirons notre vœu.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Une demande d'explication de vote du groupe U.M.P.P.A.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Madame la Maire, tout d'abord, je voudrais m'élever contre les propos de Mme SIMONNET qui sont absolument inacceptables dans cette Assemblée, je cite : "les dérives racistes de la majorité gouvernementale précédente".

Je souhaiterais que ces propos soient retirés, je pense que nous ne nous traitons pas les uns et les autres de racistes.

Je voudrais également donner la position de mon groupe sur le vœu bis de l'Exécutif : nous voterons contre ce vœu.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de voeu est adopté. (2012, V. 103).

Vœu déposé par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche relatif à l'hébergement d'urgence.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen des vœux référencés n^{os} 43 et 43 bis dans le fascicule, deposés respectivement par le groupe Communiste et élus du Parti de Gauche et l'Exécutif, relatifs à l'hébergement d'urgence.

La parole est à Mme Danielle SIMONNET, pour nous presenter le voeu n° 43.

Mme Danielle SIMONNET. - Nous avons à plus d'une reprise dans cette instance abordé la grave crise du logement et notamment l'insuffisance du nombre de places en hébergement d'urgence.

Comme vous le savez, il manque au moins 13.000 places en Ile-de-France et la situation a vraiment été aggravée par les coupes budgétaires décidées par le Gouvernement précédent.

A travers ce vœu, le groupe Communiste et élu-e-s du Parti de Gauche propose que le Conseil de Paris émette le vœu d'intensifier les efforts engagés dans le dispositif "Louez Solidaire" pour atteindre l'objectif des 1.000 places, car c'est une vraie alternative à l'hébergement hôtelier et c'est vraiment essentiel de pouvoir accentuer nos efforts dans ce domaine.

Nous aimerions avoir une information plus précise sur l'avancement de ce dispositif : le nombre de places, la localisation géographique, les publics concernés, les structures associatives porteuses.

Nous souhaitons également que soient recherchés dans le patrimoine de la Ville et celui des institutions et organismes qu'elle dirige ou codirige des logements, locaux et terrains vacants pour satisfaire au droit au logement jusqu'au relogement.

Nous souhaitons également que le Conseil de Paris demande au Maire de Paris d'intervenir auprès du nouveau Préfet de police de Paris pour que soit suspendue toute mesure d'expulsion locative sans solution de relogement, afin de ne pas aggraver la crise du logement ; que tout ménage reconnu prioritaire en vertu de la loi D.A.L.O. soit maintenu dans son logement jusqu'à son relogement, conformément également à l'engagement pris auprès du D.A.L. par le Président de la République lors de la campagne électorale.

Nous demandons également que le Maire de Paris intervienne auprès du Gouvernement pour faire respecter la loi D.A.L.O. et l'améliorer afin que les personnes reconnues prioritaires soient enfin relogées, conformément à l'engagement également pris pendant la campagne, que soit lancé un plan d'urgence et que soient débloqués des moyens d'action et des moyens financiers pour mettre en œuvre le droit à l'hébergement jusqu'au relogement de toute personne sans abri, conformément à la loi et à l'ordonnance du Conseil d'Etat du 10 février 2012.

Pour finir : que soient mis à disposition les bâtiments et locaux propriétés de l'Etat et d'entreprises publiques ou contrôlées par l'Etat pour satisfaire à cette obligation et que les centres d'hébergement d'urgence restent ouverts toute l'année, conformément aux besoins si nombreux constatés sur le terrain.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci.

La parole, pour vous répondre, est à Mme TROSTIANSKY et pour présenter le n° 43 bis.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Madame la Maire, je voulais remercier Danielle SIMONNET de porter devant cette Assemblée la question de l'amélioration des conditions d'hébergement des sans-abri jusqu'à leur relogement. Les objectifs fixés par le Maire de Paris soulignent le volontarisme de notre collectivité sur cette question, puisque ce sont plus de 2.000 places d'hébergement que nous créerons d'ici 2014 et qui nécessitent la mobilisation d'une soixantaine de bâtiments.

Aujourd'hui, plus de 1.700 places sont d'ores et déjà localisées et financées. A cela, s'ajoute le programme ambitieux d'humanisation des centres d'hébergement.

Je peux vous assurer, Madame SIMONNET, que Paris mobilise dans son patrimoine l'ensemble des adresses et des locaux disponibles pour satisfaire le droit à l'hébergement de tous les publics à la rue.

S'agissant de l'hébergement des plus fragiles, j'ai dénoncé à plusieurs reprises le désengagement du précédent gouvernement et sa surdité face à l'indispensable pérennisation des centres d'hébergement ouverts le temps d'un hiver.

Sur ce point, le Maire de Paris, a alerté par courrier la Ministre du Logement dès le 8 juin, pour que restent ouvertes 240 de ces places, puisque les bâtiments le permettent, et pour que soient maintenues une centaine de places réservées aux femmes dans l'ancien hôpital Jean Rostand. La collectivité parisienne a évidemment également exprimé son souhait d'une politique de l'hébergement à l'échelle métropolitaine, pour que chaque territoire de la métropole prenne sa part à l'effort de solidarité.

Evidemment, nous allons interpeller et M. le Préfet de police et M. le Préfet de Paris pour que soient relogés les ménages de bonne foi menacés d'expulsion et ayant fait reconnaître leur droit au logement auprès de la commission de médiation.

Pour ce qui concerne "Louez solidaire", je voulais vous préciser que la montée en charge du dispositif ne connaît pas de retard et devrait être conforme à sa programmation. Je m'engage, suite à votre demande, à transmettre un bilan précis à chacun des élus du Conseil de Paris.

Madame la Maire, pour ces raisons, je propose à Mme SIMONNET de retirer son vœu et de voter celui de l'Exécutif parisien.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Maire.

Madame SIMONNET, retirez-vous votre vœu ?

Mme Danielle SIMONNET. - Oui, nous retirons notre vœu au profit du vœu de l'Exécutif.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de voeu est adopté. (2012, V. 104).

2012, SG 161 - DPP 22 - Subvention et convention (14.578 euros) avec l'association CIDFF de Paris (10e) pour son projet de dispositif visant à renforcer la protection des femmes victimes de violences conjugales en très grand danger (FTGD Ville de Paris).

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération SG 161 - DPP 22 relatif à l'attribution d'une subvention et convention (14.578 euros) avec l'association CIDFF de Paris (10e) pour son projet de dispositif visant à renforcer la protection des femmes victimes de violences conjugales en très grand danger, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 44.

Je donne la parole sur la délibération à Mme Marinette BACHE, 5 minutes.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Madame la Maire.

Ce projet de délibération est pour moi l'occasion de souligner l'excellent travail effectué par notre Municipalité en ce qui concerne les droits et les libertés des femmes et en particulier l'implication de l'adjointe en charge : Mme Fatima LALEM.

Lors de la dernière séance de notre Conseil, en saluant la convention relative aux conditions de réalisation des I.V.G. médicamenteuses, j'avais déjà eu l'occasion de soutenir cette forme de démarche.

Dans le cadre de cette convention, il faut se réjouir de l'implication de tous : Parquet de Paris, T.G.I., Préfecture de police, Conseil régional et, bien sûr, notre Ville. L'objectif est d'assurer une meilleure protection aux femmes en très grand danger, et ceci, dans le cadre d'une prise en charge globale : prévention mais également suivi judiciaire et policier, et accompagnement tant juridique que social et psychologique, cet accompagnement étant effectué par le C.I.D.F.F. dont chacun connaît l'expérience en la matière.

Il s'agit là, plus concrètement, de mettre à la disposition de ces femmes en très grand danger des téléphones portables permettant alerte et secours rapide par le système d'un circuit dédié d'accès aux services de police.

Je réitère ma satisfaction sur le travail effectué ainsi sous l'impulsion de cette délégation.

J'en profite également, car je ne me suis pas inscrite deux fois afin de ne pas allonger nos débats, pour dire combien je suis également sensible au soutien que nous apportons cette année encore par le vote d'une subvention de 15.000 euros à ce même Conseil au Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles, l'association G.A.M.S. installée dans le 20e arrondissement. Même si cela est difficilement chiffrable, on estime qu'environ 70.000 jeunes filles seraient menacées de mariage forcé dans notre pays.

Estimation, bien sûr, car les mariages forcés et les mutilations sexuelles, liés à des traditions culturelles ou religieuses, sont difficilement chiffrables puisque encore trop souvent tus.

Là encore, il s'agit d'un travail fait en commun avec une association, les services de l'A.S.E., les établissements scolaires, les missions locales, l'E.H.P.A.D. Le nombre de jeunes filles reçues dans ce cadre a encore augmenté l'année dernière, mais je veux noter que la présence de femmes originaires d'Afrique dans les équipes du G.A.M.S. permet médiation et renforcement de l'efficacité de l'action.

Comme élue républicaine, comme élue socialiste, je ne peux qu'affirmer combien il est indispensable de donner des moyens à ces associations, afin qu'elles puissent informer et communiquer pour permettre à des jeunes filles de lutter contre ces pratiques barbares, tout comme nous devons lutter, nous, contre toutes les discriminations faites aux femmes, quelle qu'en soit la nature, et éradiquer complètement ces phénomènes d'un autre temps. Tout comme nous devons également prendre les moyens de les protéger quand elles sont menacées.

C'est l'objectif de ce projet de délibération.

Je veux terminer en remerciant très sincèrement Mme LALEM du courage et de la persévérance avec laquelle elle mène l'ensemble de ces actions.

Je vous remercie.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup. Merci d'avoir effectivement présenté finalement deux projets de délibération qui vont dans le même sens.

La parole est à Mme Fatima LALEM et ensuite peut-être à Mme EL KHOMRI, qui complétera ?

Madame LALEM ?

Mme Fatima LALEM, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Merci beaucoup, chère Marinette BACHE. Vous avez clairement présenté l'essentiel de l'engagement de la Ville de Paris et, en premier lieu, de son Maire dans la lutte contre ce fléau social et sociétal que sont les violences faites aux femmes. Vous avez eu raison de lier les deux interventions parce que je crois qu'il faut aborder la question des violences faites aux femmes comme un continuum, tant il est vrai qu'elles puisent leurs sources très tôt dans cette reproduction et cette socialisation autour du phénomène de la domination qui produit, malheureusement, ces violences à différents niveaux.

Vous avez également présenté ce dispositif qui, aujourd'hui, est expérimental, dispositif qui s'adresse à des femmes en situation de grand danger, vous avez eu raison de mettre l'accent sur un partenariat très intéressant, auquel nous nous sommes attachés, aussi bien Myriam EL KHOMRI que moi-même, à ce qu'il puisse s'organiser dans les meilleurs délais.

C'est un partenariat, d'abord, avec le Parquet de Paris, et je tiens à saluer l'action du procureur, M. MOLINS, mais aussi avec le Conseil régional, avec la Région, le Préfet de région et avec les associations, au premier titre desquelles le C.I.D.F.F., qui a été repéré comme étant le porteur du repérage par les associations des femmes qui pourraient être bénéficiaires de ces téléphones d'urgence.

Il faut rappeler que la décision d'attribuer un téléphone d'urgence est faite par le procureur à partir d'un dossier d'évaluation, mais le C.I.D.F.F. ne travaillera pas tout seul. J'ai réuni un comité de pilotage qui suit mon action sur les violences faites aux femmes depuis 2009 et qui regroupe 25 associations et c'est bien ce comité de pilotage qui pourra aussi indiquer les femmes susceptibles de pouvoir être bénéficiaires de ces mesures de surveillance et de ces télésurveillances qui s'exercent 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

Voilà pour ce qui est de ce dispositif.

Peut-être un petit mot sur le G.A.M.S.

Je crois que c'était important de mettre en exergue l'action de cette association, parce qu'au-delà du travail qu'elle effectue en France, la problématique des mutilations sexuelles, notamment, est une problématique qui doit à nouveau nous préoccuper. Il y a un regain de la prévalence dans de nombreux pays, cela revient très fortement en Egypte et dans bien d'autres contrées et je crois que des associations comme le G.A.M.S., même si elles exercent leur action principalement en France, nous permettent aussi d'être sensibilisés sur ces actes barbares que vivent des femmes encore beaucoup trop souvent dans de nombreux pays.

Merci.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci, Madame la Maire.

La parole est à Mme Myriam EL KHOMRI.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe, au nom de la 5e Commission. - Très rapidement…

Merci, Madame la Maire.

Combien de fois, dans le cadre des réseaux d'aide aux victimes que nous avons pu mettre en place dans le cadre du contrat de sécurité des différents arrondissements, avons-nous été confrontés à une femme victime de violences, dont le mari a été condamné, et qui a vraiment peur qu'il revienne à son domicile ?

Je pense que dans les différentes permanences que nous pouvons tenir, nous avons toujours été confrontés à cette situation. Nous avons souvent signalé ce phénomène aux services de police, mais aujourd'hui, la possibilité de donner un téléphone portable avec un bouton qui met directement en relation avec Mondial Assistance, puis si nécessaire en relation avec les services de police, permet donc une meilleure réactivité, un pas extrêmement important dans la protection des femmes, victimes de violences conjugales.

Pour nous, cela vient étayer de nombreux dispositifs qui existent, Fatima en a beaucoup parlé.

Je voudrais juste citer les réseaux d'aide aux victimes et les personnels formés aux violences conjugales, qu'ils soient au C.A.S.V.P., au service social polyvalent, à l'entrée de la mairie, les correspondants de nuit, les policiers qui sont formés aux violences conjugales également à Paris - ce n'est pas le cas sur tout le territoire.

Enfin, les intervenants sociaux dans les commissariats, mis en place par la Ville de Paris dans quatre commissariats (15e, 13e, 18e et 20e arrondissements). Cela leur donne un outil de plus. C'est donc une vraie avancée. Je rappelle que ce projet a été mis en place sur Paris suite à ce qui a été fait en Seine-Saint-Denis, où une étude montrait le nombre de meurtres de femmes victimes de violences suite à des plaintes, des condamnations et de la prison effectuée par leur ex-concubin ou époux.

De ce point de vue, c'est un honneur d'avoir ce projet de délibération et de pouvoir très rapidement mettre en œuvre.

Je remercie l'observatoire de l'égalité, la D.P.P., mais aussi le parquet de Paris, les services de police, qui nous ont beaucoup aidés dans la mise en œuvre de ce projet.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je voudrais m'associer aux remerciements et saluer l'action de la Municipalité dans ce domaine.

Je rajouterai à la liste des dispositifs mis en place les bureaux d'accueil destinés aux femmes victimes de violences dans un certain nombre de mairies, en particulier dans la mairie de mon arrondissement, soutenus bien entendu par Fatima LALEM.

Alors, je vais donc d'abord mettre aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 44 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 44 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 161-DPP 22 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2012, SG 161-DPP 22).

2012, DPA 59 - Convention avec la Caisse des écoles du 14e arrondissement, afin de définir les modalités d'exécution et de règlement financier des travaux relatifs à des locaux occupés par les services de la Caisse des écoles du 14e arrondissement.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, je vous informe que le projet de délibération DPA 59 est retiré de l'ordre du jour.

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, et de personnalités qualifiées dans divers organismes.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Mes chers collègues, je vous propose à présent de procéder à la désignation de représentants du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil municipal, et de personnalités qualifiées dans les organismes suivants :

Etablissement public local à caractère administratif chargé de la gestion des musées de la Ville de Paris "Paris Musées" (Conseil d'administration) (R. 13) :

1) Conseillers de Paris :

- Mme Danièle POURTAUD ;

- Mme Anne HIDALGO ;

- M. Christophe GIRARD ;

- M. Hermano SANCHES RUIVO ;

- Mme Danielle FOURNIER ;

- Mme Danielle SIMONNET ;

- Mme Hélène MACE de LEPINAY ;

- Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER ;

- Mme Geneviève BERTRAND.

2) Personnalités qualifiées :

- M. Martin BETHENOD ;

- M. Jean-François CHOUGNET ;

- Mme Gaïta LEBOISSETIER ;

- Mme Antoinette LE NORMAND-ROMAIN.

Société Immobilière d'Economie Mixte de la Ville de Paris (SIEMP) (Conseil d'administration) (R. 14) :

- M. Jean-Jacques GIANNESINI, en remplacement de M. Pierre CHARON, désigné le 21 avril 2008, démissionnaire.

Office public de l'habitat de Paris "Paris Habitat OPH" (Conseil d'administration) (R. 15) :

- M. Xavier OUSSET, en remplacement de M. Georges CAVALLIER, désigné les 7 et 8 juillet 2008, démissionnaire.

Les candidatures proposées sont adoptées. (2012, R. 13 à R. 15).

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - Je vous propose maintenant, chers collègues, de vous prononcer, à main levée, par un vote global d'approbation sur les projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Ces projets de délibérations sont adoptés et leur liste sera, selon l'usage, annexée au procès-verbal de la présente séance.

Clôture de la séance.

Mme Danièle POURTAUD, adjointe, présidente. - L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Je vous remercie de votre participation.

Le prochain Conseil de Paris se tiendra le 9 juillet.

(La séance est levée le mercredi 20 juin 2012 à douze heures trente cinq minutes).

Annexe n° 1 - Liste des questions écrites posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police.

Questions du groupe U.M.P.P.A.

QE 2012-13 Question de M. Vincent ROGER et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à l'établissement municipal Saint-Merri, regroupant l'école élémentaire, la piscine municipale et le gymnase, situé au 16 rue du Renard (4e).

Libellé de la question :

"L'établissement municipal Saint-Merri regroupant au 16, rue du Renard dans le 4e arrondissement, une piscine, un gymnase et une école élémentaire a subi incontestablement l'usure du temps. Des travaux de rénovation sont indispensables.

A titre d'exemple la piscine fait souvent l'objet de fermeture pour des raisons techniques.

Aussi, M. Vincent ROGER et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris de rendre publiques les études récentes qui ont été réalisées concernant cette structure et de donner les informations concernant la nature, le coût et le calendrier des travaux à venir."

Réponse non parvenue.

QE 2012-14 Question de Mme Brigitte KUSTER, M. Jean-Pierre LECOQ à M. le Maire de Paris relative aux critères d'autorisation des brocantes et vide greniers sur la voie publique.

Libellé de la question :

"En lien avec les associations de commerçants, il est régulièrement proposé l'organisation de brocantes ou vide greniers sur la voie publique. Ces manifestations participent pleinement à l'animation des quartiers, lorsqu'elles sont organisées dans de bonnes conditions.

Les associations porteuses de projet doivent impérativement demander une autorisation de la Mairie de Paris et de la Préfecture de police une fois l'avis de la mairie d'arrondissement sollicité. Or, il est de plus en plus fréquent que l'avis de la mairie d'arrondissement ne soit pas suivi par le Maire de Paris.

Par ailleurs, les associations sont souvent prévenues très tardivement de l'avis définitif, notamment lorsqu'il est défavorable, ce qui peut leur être particulièrement préjudiciable.

Pour ces raisons, Mme Brigitte KUSTER et M. Jean-Pierre LECOQ souhaiteraient connaître les critères exacts d'autorisation de ces manifestations, et qu'un délai raisonnable de réponse aux porteurs de projet soit fixé en amont par la Mairie de Paris."

Réponse non parvenue.

Votes spécifiques.

M. Jean-Yves MANO, Mme Halima JEMNI, MM. Gauthier CARON-THIBAULT, René DUTREY, Jean TIBERI et Mme Roxane DECORTE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2012, DU 149 - Déclaration de projet des travaux d'investissement routier relatif à la voie nouvelle de l'îlot Binet. Déclassement et cession d'un terrain, rue René Binet. Autorisation à Paris Habitat OPH, de solliciter les

autorisations d'urbanisme, pour un programme de logements sociaux. Secteur Binet/GPRU Porte Montmartre porte de Clignancourt (18e).

2012, DU 141 - Acquisition en l'état futur d'achèvement auprès de Paris Habitat OPH d'équipements de petite enfance dans le secteur d'aménagement Lagny Davout (20e).

2012, DLH 117 - Modification des garanties de la Ville de Paris accordées à Paris Habitat - OPH pour la réalisation d'un programme de création de 5 logements PLAI et 11 logements PLUS-CD, 2 rue Beaubourg (4e).

2012, DU 104 - Acquisition par la Ville de Paris auprès de Paris Habitat OPH d'un terrain et cession par la Ville de Paris à Paris Habitat OPH de droits à construire au 241-243, avenue Gambetta/17, passage des Tourelles (20e).

2012, DPVI 59 - Subvention (25.894 euros) et convention avec Paris Habitat-OPH pour les travaux d'aménagement des locaux de l'association D'ici-D'ailleurs, 83 rue Chapelle (18e).

M. Jérôme COUMET, Mmes Marie-Pierre de LA GONTRIE, Annick OLIVIER, M. Christian SAUTTER, Mme Liliane CAPELLE, M. Patrick TREMEGE et Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2012, DU 50 - Approbation du résultat de la mise à disposition du public de l'étude de pollution sur le secteur Bruneseau Nord/ ZAC PRG. Approbation du dossier de réalisation modifié et du programme des équipements publics modifié de la ZAC. Signature de l'avenant au contrat de concession conclu avec la SEMAPA pour l'aménagement de la ZAC Paris Rive Gauche (13e).

2012, DU 134 - Acquisition par la Ville de Paris auprès de la SEMAPA de six emprises de voirie rue Françoise Dolto et Elsa Morante (13e), dans le cadre de la ZAC Paris Rive Gauche.

M. Philippe DUCLOUX, Mme Laurence GOLDGRAB, M. Patrick BLOCHE, Mme Lyne COHEN-SOLAL, MM. Julien BARGETON, Jacques BOUTAULT, Mmes Claude-Annick TISSOT et Brigitte KUSTER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2012, DU 180 - Acquisition de volumes auprès de la SEMAEST dans le secteur PAJOL. - Approbation d'une convention tripartite Ville de Paris/SEMAEST/FUAJ et d'un document fixant les charges et conditions du bail Ville/FUAJ relatif à l'auberge de jeunesse Pajol . - Avenant n° 3 à la convention constitutive d'un groupement de commande pour l'opération Pajol (18e).

M. Pierre AIDENBAUM, Mmes Danièle POURTAUD, Marie-Pierre de LA GONTRIE, Dominique BERTINOTTI, Frédérique CALANDRA, Sandrine CHARNOZ, MM. Jean-Yves MANO, René DUTREY, Jean-François LEGARET et Mme Claude-Annick TISSOT ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2012, DLH 19 - Location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal 69 rue des Haies (20e).

2012, DLH 108 - Réalisation par la RIVP d'un programme comportant 2 logements PLA-I, 9 logements PLUS et 2 logements PLS 8, rue de Montmorency (3e).

M. Jean-Yves MANO ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2012, DLH 89 - Réalisation par France Habitation, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme de création d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) comportant 20 logements PLS, 33 rue Olivier de Serres (15e).

Mme Véronique DUBARRY ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2012, DLH 109 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris à un Prêt à Réhabilitation à contracter par la société d'HLM l'Habitat Social Français (HSF) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue du financement de travaux d'amélioration d'une partie de son patrimoine.

Mme Pascale BOISTARD ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2012, DLH 7 - DU 96 - Location par bail emphytéotique, au profit de la société Immobilière 3F, de l'immeuble communal 61 bis-63 rue de l'Ourcq (19e).

Mme Olivia POLSKI ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2012, DLH 35 - Transfert au profit de Pax-Progrès-Pallas de la garantie d'emprunt accordée par la Ville de Paris à Domaxi pour le financement d'un programme de construction d'un foyer pour personnes âgées, 66 rue des Plantes (14e).

M. Romain LEVY, Mme Gisèle STIEVENARD, M. Alain LHOSTIS, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Jérôme DUBUS, Jean-Yves MANO et Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2012, DLH 2 - Approbation des éléments financiers au 31 décembre 2010 du traité de concession d'aménagement passé le 7 juillet 2010 avec la SOREQA en vue du traitement de divers îlots et parcelles présentant des caractères d'habitat dégradé. Conclusion d'un avenant n° 3 au traité et cession à la SOREQA de l'immeuble communal 72 rue Marx Dormoy (18e).

Mme Anne LE STRAT, M. Daniel MARCOVITCH, Mmes Danièle POURTAUD, Olivia POLSKI, MM. François VAUGLIN, Pierre MANSAT, Denis BAUPIN, Jean-Didier BERTHAULT, Eric HELARD, Mme Marie-Laure HAREL, M. Patrick TREMEGE et Mme Fabienne GASNIER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2012, DPE 52 - Signature entre la Ville de Paris et le SIAAP d'un avenant n° 1 à la convention relative aux modalités de financement de la première phase de réhabilitation du collecteur Marceau et d'une convention relative aux modalités de financement de la deuxième phase des travaux.

Mmes Claudine BOUYGUES, Gisèle STIEVENARD, MM. Romain LEVY, François VAUGLIN, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Rémi FERAUD, Ian BROSSAT, Pierre CHARON et Jérôme DUBUS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2012, DPVI 104 - Subvention (62.000 euros) à la SIEMP, bailleur social, pour la réalisation de travaux de rénovation du local sis 2, bis rue Bourchardon (10e).

M. Christophe GIRARD, Mme Léa FILOCHE, M. Roger MADEC, Mme Danielle FOURNIER, MM. Jean-Jacques GIANNESINI, Thierry COUDERT, Mme Firmine RICHARD, M. Ian BROSSAT et Mme Geneviève BERTRAND ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2012, DAC 33 - Subvention (2.000.000 euros) et avenant avec l'établissement public de coopération culturelle 104 CENTQUATRE (19e).

M. LE MAIRE DE PARIS ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2012, DAC 348 - Subvention (55.000 euros) avec convention avec l'association Ensemble Intercontemporain (19e).

M. LE MAIRE DE PARIS, Mmes Danièle POURTAUD et Danielle FOURNIER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2012, DAC 398 - Subvention (400.000 euros) et convention annuelle d'objectifs avec l'association l'Eté Parisien (9e).

Projets de délibération adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée.

Les projets de délibérations adoptés par un vote d'ensemble de l'Assemblée sont les suivants :

2012, DPA 62 - Approbation du principe et des modalités de passation de deux marchés à bons de commande pour des prestations intellectuelles d'études et de conseils techniques en matière énergétique dans les équipements relevant du budget municipal de Paris conformément au Plan climat parisien.

M. Denis BAUPIN, rapporteur.

2012, DPVI 65 - Subvention (45.500 euros) à six associations au titre de l'intégration.

2012, DPVI 84 - Subventions (10.400 euros) à 2 associations au titre de l'intégration.

2012, DPVI 87 - Subvention (17.500 euros) à deux associations au titre de l'intégration

2012, DPVI 89 - Subvention (7.500 euros) à 4 associations au titre de l'intégration.

2012, DPVI 91 - Subventions (13.500 euros) à quatre associations au titre de l'intégration.

2012, DPVI 99 - Subvention (8.000 euros) à 3 associations au titre de l'intégration

Mme Pascale BOISTARD, rapporteure.

2012, DUCT 27 - Subventions (38.500 euros) à 5 associations menant des actions dans le cadre de l'Université populaire de la citoyenneté active.

2012, DUCT 55 - Subventions (16.500 euros) à 5 associations menant des actions innovantes de concertation publique au titre du développement de la démocratie locale à Paris.

2012, DUCT 89 - Subvention Fonds du Maire (7.903 euros) à l'association Comité des fêtes et de solidarité du 8e arrondissement de Paris.

2012, DUCT 97 - Subvention (1.500 euros) à l'association Entr'aide (19e) au titre des Fonds du Maire.

2012, DUCT 102 - Subvention Fonds du Maire (5.000 euros) à l'association Ere de Jeu (4e).

2012, DUCT 104 - Subvention Fonds du Maire (1.000 euros) à l'association Ensemble pour soutenir les projets et programmes en faveur des enfants de la rue (15e).

2012, DUCT 108 - Subvention Fonds du Maire (4.500 euros) à l'association Postures (3e).

2012, DUCT 124 - Subvention (1.200 euros) à l'association Entraide et espoir (19e) au titre des Fonds du Maire.

2012, DUCT 125 - Subvention (3.000 euros) à l'association Maison des copains de la Villette (19e) au titre des Fonds du Maire.

2012, DUCT 126 Subvention (2.000 euros) à l'association Vagabond vibes (17e) au titre des fonds du maire.

2012, DUCT 127 - Subvention (1.500 euros) et convention ave l'association Espérance Paris 19 au titre des Fonds du Maire.

M. Hamou BOUAKKAZ, rapporteur.

2012, DDEEES 98 - Subvention (10.000 euros) avec convention avec l'association LARTEFACT pour le projet Paris Street Art (64000 Pau).

M. Jean-Bernard BROS, rapporteur.

2012, DASCO 77 - Subvention (50.000 euros) et convention avec l'association Conseil Départemental des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public de Paris (8e).

2012, DASCO 78 - Subvention (50 000 euros) avec 2e avenant à la convention triennale d'objectifs avec le Centre Régional de Documentation Pédagogique de Paris (6e).

2012, DASCO 88 - Remboursement de frais de stage d'une élève du lycée Lucas de Néhou (5e).

2012, DASCO 112 - Signature d'avenants aux marchés des Vacances Arc-en-Ciel.

2012, DPA 63 - Indemnisation d'une société suite à l'allongement de la durée du chantier dans le cadre de l'opération de création d'un auvent et d'extension de la cour de l'école élémentaire 18, rue d'Oran (18e).

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure.

2012, DASCO 76 - Subvention (2.000 euros) à l'association Bibliothèque Braille Enfantine (11e).

2012, DASCO 82 - Subvention (5.000 euros) à l'association "Apprendre Autrement" (8e) pour permettre à des jeunes handicapés mentaux de recevoir une pédagogie adaptée à leur handicap.

Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique DUBARRY, rapporteures.

2012, DPA 47 - Avenant n°1 avec l'entreprise EIFFAGE Construction Ile de France dans le cadre de la construction d'une école polyvalente et d'une halte-garderie, 118-122, boulevard Macdonald (19e).

Mme Colombe BROSSEL, M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteurs.

2012, DDEEES 97 - Subvention (11.000 euros) à l'association artisanale et commerciale de Paris-Bercy pour les illuminations de fêtes de fin d'année 2011 (12e).

2012, DDEEES 111 - Contrat de transaction entre la ville de Paris et un commerçant dans la halle Saint Didier (16e) en vue de son indemnisation suite au refus de la ville de Paris de lui permettre de présenter un successeur.

2012, DDEEES 115 - Subvention (5.000 euros) par l'association PODIUM JEUNES STYLISTES pour l'organisation du concours national de la mode.

2012, DDEEES 118 - Subvention (7.000 euros) à l'association des commerçants rue des Martyrs (9e) pour les illuminations fin d'année 2011.

2012, DDEEES 122 - Signature d'un avenant n° 2 prolongeant jusqu'au 31 mars 2013 la convention d'occupation du domaine public relative à l'aménagement et à l'exploitation d'une supérette sur le marché couvert Treilhard (8e).

2012, DDEEES 124 - Subvention (20.000 euros) au groupement d'intérêt économique du centre commercial Italie 2 (13e) pour les illuminations de fin d'année 2011.

2012, DDEEES 126 - Indemnisation amiable d'une entreprise en raison des préjudices subis du fait des travaux d'extension du tramway T3.

2012, DDEEES 129 - Subvention (1.700 euros) à l'association Verneuil village pour les illuminations de fin d'année 2011 (7e).

2012, DDEEES 136 - Indemnisation amiable d'une entreprise en raison des préjudices subis du fait des travaux d'extension du tramway T3.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, rapporteure.

2012, DPE 42 - Versement de 7 subventions (36.262 euros) à 7 associations lauréates de l'appel à projet relatif à des animations et actions innovantes de prévention dans le cadre de l'opération ''Moins de déchets dans le 11e''.

M. François DAGNAUD, rapporteur.

2012, DPP 4 - Subvention (1.500 euros) et convention avec l'association Pulsart dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 9e arrondissement.

2012, DPP 5 - Convention et subvention (3.000 euros) à l'association Un sourire de toi et j'quitte ma mère dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 10e arrondissement.

2012, DPP 6 - Subventions (2.900 euros) et conventions avec 3 associations dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 11e arrondissement.

2012, DPP 7 - Subvention (1.500 euros) et convention avec l'association Mom'Frenay pour l'attribution d'une subvention dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 12e arrondissement.

2012, DPP 8 - Subvention (1.500 euros) et convention avec l'association Aquilone dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 13e arrondissement.

2012, DPP 11 - Subventions (9.500 euros) et conventions avec 2 associations dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 17e arrondissement.

2012, DPP 12 - Subventions (8.400 euros) et conventions avec 5 associations dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 18e arrondissement .

2012, DPP 13 - Subventions (14.890 euros) et conventions avec 4 associations dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 19e arrondissement.

2012, DPP 14 - Subventions (14.550 euros) et conventions avec 8 associations dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 20e arrondissement.

2012, DPP 15 - Subvention (1.500 euros) et convention avec l'association Arts Compétence pour l'attribution d'une subvention dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances dans le 3e arrondissement.

2012, PP 36 - Convention relative au paiement par la ville de Paris (préfecture de police) des dépenses prises en charge au titre de la restauration collective des personnels de la préfecture de police accueillis par des structures partenaires.

2012, PP 37 - Avenant n° 2 au marché de maîtrise d'oeuvre pour le réaménagement du bâtiment "Phébus" situé à Limeil- Brevannes (94).

2012, PP 38 Autorisation à M. le préfet de police de signer les marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres de la ville de Paris.

2012, PP 39 - Approbation d'un projet de règlement amiable de diverses affaires mettant en cause la responsabilité de la commune de Paris.

2012, PP 40 - Approbation des modalités d'attribution d'un accord-cadre relatif à la fourniture de logiciels micro-informatiques pour les services de la préfecture de police.

2012, PP 41 - Modalités d'attribution d'une indemnité horaire spéciale en faveur de certains fonctionnaires de la préfecture de police affectés dans un centre de traitement de l'information.

Mme Myriam EL KHOMRI, rapporteure.

2012, DILT 10 - Approbation des modalités de lancement et d'attribution de marchés à bons de commande relatifs à la fourniture d'articles vestimentaires en coton équitable destinés aux agents de la Ville de Paris, en deux lots séparés.

2012, DPA 60 - Approbation d'un contrat de transaction entre la Ville de Paris et un agent de la Ville de Paris, en réparation d'un préjudice subi au cours d'une visite de chantier.

2012, DRH 19 - Contrat de transaction suite à jugement du tribunal administratif.

2012, DRH 36 Modification de délibération fixant les règles de classement des personnes nommées dans les corps de l'ESPCI.

2012, DRH 48 - Fixation de la nature des épreuves et du règlement du concours d'accès au corps des professeurs de la Ville de Paris dans la spécialité arts plastiques, dans les classes de niveau élémentaire des écoles de la Ville de Paris.

2012, DRH 49 - Fixation de la nature des épreuves et du règlement du concours externe d'accès au corps des professeurs de la Ville de Paris dans la spécialité éducation musicale dans les classes de niveau élémentaire des écoles de la Ville de Paris

2012, DRH 77 Fixation de la nature des épreuves et du règlement des concours externe et interne d'accès au corps des adjoints techniques de la Commune de Paris, grade d'adjoint technique principal de 2e classe, dans la spécialité manipulateur de laboratoire.

2012, DRH 83 - Modification de diverses délibérations relatives à des corps de catégorie A.

2012, DRH 84 Modification de diverses délibérations relatives à des corps de catégorie C.

2012, DSTI 13 - Maintenance du progiciel de gestion du compte famille AXELNET et réalisation de prestations associées

2012, DSTI 21 - Approbation du principe de la distribution de la solution ODS, actuellement détenue par la Ville de Paris, sous une licence de logiciel libre

2012, DSTI 25 - Convention constitutive de l'autorisation du raccordement du jardin d'Acclimatation (16e) au réseau Wifi de la Ville de Paris.

Mme Maïté ERRECART, rapporteure.

2012, DF 14 - Budget supplémentaire de la Ville pour 2012 - Modification du montant des dotations destinées aux états spéciaux d'arrondissement

2012, DF 52 - Marché sur appel d'offres ouvert pour le renouvellement du contrat d'assurance de l'Hôtel de Ville.

M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteur.

2012, DF 64 - Cession partielle des parts détenues par la Ville de Paris dans la SPLA SOREQA à la communauté d'agglomération d'Est Ensemble et à la ville de Montreuil.

M. Bernard GAUDILLÈRE, M. Pierre MANSAT, M. Jean-Yves MANO, rapporteurs.

2012, DEVE 47 - Signature avec la Préfecture de police d'une convention l'autorisant à occuper une parcelle de terrain située dans le bois de Vincennes (12e) aux fins de stockage de barrières destinées au maintien de l'ordre public.

2012, DEVE 55 - Signature d'une convention avec l'Association des Parents d'Elèves de l'Ecole du Breuil pour exploiter un stand de vente de denrées à l'occasion des journées portes ouvertes.

2012, DEVE 59 - Demandes d'autorisations administratives pour l'aménagement d'un jardin rue du Chalet (10e).

2012, DEVE 81 - Demande d'autorisations administratives pour l'aménagement de l'extension du jardin sauvage Saint-Vincent (18e).

2012, DEVE 91 - Attribution de la dénomination Allée du Séminaire - Jean-Jacques Olier à l'espace vert dénommé Allée du Séminaire, 77, rue Bonaparte (6e).

2012, DEVE 96 - Signature avec l'association Graine de Partage d'une convention mettant à sa disposition une parcelle de terrain située 11 rue Claude Decaen (12e) pour un usage de jardin partagé.

2012, DEVE 98 - Approbation des modalités de passation du marché de travaux et autorisations administratives d'urbanisme pour la remise en état des réseaux et des voiries du parc des Buttes Chaumont (19e).

2012, DEVE 102 - Demande d'autorisations administratives pour la création d'une liaison piétonne entre les squares Emmanuel Fleury-rue Le Vau et Fougères sud-rue Noisy-le-Sec (20e).

2012, DEVE 73 - Subvention (1 700 euros) à l'association Grumpy Nature (76600 Le Havre) pour son étude ornithologique sur les oiseaux d'eau au lac des Minimes du bois de Vincennes.

2012, DEVE 46 - Indemnisation amiable de tiers, en réparation de dommages dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

2012, DEVE 76 - Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation des dommages causés aux intéressés lors d'accidents dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteure.

2012, CAB_MA 5 - Subvention (10 000 euros) à l'association Rencontres européennes - Europoésie (94400 Vitry sur Seine) pour organiser un concours international de poésie et rendre hommage aux Pères fondateurs de la Négritude.

2012, CAB_MA 16 - Subvention (15 000 euros) à l'association Centre d'Information, Formation, Recherche et Développement pour les Originaires de l'Outre-mer (CIFORDOM) (91300 Massy) pour l'organisation de la remise du prix littéraire " Fetkann " et de la manifestation littéraire et artistique " Brassages ".

2012, CAB_MA 17 - Subvention (5 000 euros) à l'association Arts et Images du Monde (14e) pour organiser un festival du film de l'Outre-Mer.

2012, DAC 6 - Subvention (100.000 euros) et avenant avec l'association Les Athévains (4e).

2012, DAC 8 - Subvention (60.000 euros) et avenant à convention avec la SARL Les ateliers de danse (11e).

2012, DAC 14 - Subventions (25.000 euros) et conventions avec la SAS Le Lucernaire Forum (6e).

2012, DAC 24 - Subventions (298.000 euros), avenant et convention avec l'association Théâtre Paris 14 (14e).

2012, DAC 33 - Subvention (2.000.000 euros) et avenant avec l'établissement public de coopération culturelle 104 CENTQUATRE (19e).

2012, DAC 168 - Subvention (22.000 euros) et convention avec l'association Paris Culture 20 (20e).

2012, DAC 261 - Subvention (3.000 euros) à l'association Octave et Arpège Compagnie théâtrale des Gomi (8e).

2012, DAC 273 - Subvention (2.000 euros) à l'association Papier Gaché (20e)

2012, DAC 318 - Subvention (3.000 euros) à l'association EthnomusiKa (13).

2012, DAC 334 - Subvention (132.000 euros) et avenant à convention avec l'association Théâtre de la Marionnette à Paris (11e).

2012, DAC 337 - Subvention (10.000 euros) à l'association Atelier Musical Paris Seine (18e).

2012, DAC 338 - Subvention (40.000 euros) avec convention avec l'association A Suivre (10e).

2012, DAC 343 - Subvention (1.000 euros) à l'association Au Tour du Canal de l'Ourcq- A.T.C.O. (20e).

2012, DAC 345 - Subvention (25.000 euros) et avenant avec l'Association pour le rayonnement de la Maîtrise de Paris (8e)

2012, DAC 346 - Subvention (6.300 euros) à l'association La Scène du Balcon (2e).

2012, DAC 348 - Subvention (55.000 euros) avec convention avec l'association Ensemble Intercontemporain (19e).

2012, DAC 353 - Subvention (4.000 euros) à l'association Les Amis de Charlotte Delbo (5e).

2012, DAC 357 - Subvention (9.000 euros) à l'association Ateliers de Ménilmontant (20e).

2012, DAC 368 - Subventions (17.000 euros) aux associations Les Semeurs (18e), ManDrake (93100 Montreuil) et Tango Ostinato (14e).

2012, DAC 375 - Subvention (2.000 euros) à l'association Comité d'organisation du festival des Puces (93400 Saint-Ouen).

2012, DAC 377 - Subvention (3.000 euros) à l'association Le Choeur des Polysons (19e)

2012, DAC 387 - Subvention (5.000 euros) à l'association Les Parvis Poétiques (18e)

2012, DAC 396 - Subvention (8.000 euros) à la Société à Responsabilité Limitée MAUCLAI (19e).

2012, DAC 398 - Subvention (400.000 euros) et convention annuelle d'objectifs avec l'association l'Eté Parisien (9e).

2012, DAC 400 - Subvention (6.000 euros) à l'association Le Bar Floréal (20e).

2012, DAC 403 - Subvention (4.000 euros) à l'association Choeurs d'enfants de Saint Christophe de Javel (15e)

2012, DAC 420 - Subvention (2.500 euros) à l'Association pour la Promotion de la Lecture et de l'Ecriture dans le 14e (A.P.L.E 14).

2012, DAC 427 - Subvention (25.000 euros) et convention avec l'association Union des Musiciens de Jazz (13e).

2012, DAC 455 - Subvention (7.000 euros) à l'association Les Cris de Paris (10e).

2012, DAC 457 - Subvention (2.000 euros) à l'association des Artistes du 5e (5e).

2012, DAC 468 - Subventions (13.500 euros) à la SARL ARRT (12e) et à la SCOP Compagnie Ivan Morane (81600 Gaillac).

2012, DAC 474 - Subvention (4.000 euros) à l'association Arttakt (20e).

2012, DAC 482 - Subvention (2.000 euros) à l'association Brigade des Images (13e).

2012, DAC 484 - Subvention (2.500 euros) à l'association Aria de Paris (14e).

2012, DAC 488 - Subvention (15.000 euros) à la Société à Responsabilité Limitée Le Café de la Danse, de la Musique et des Arts (11e).

2012, DAC 492 - Subvention (55.000 euros) et avenant à la convention avec la Société à Responsabilité Limitée MaMA (19e).

2012, DAC 493 - Subvention (10.000 euros) à l'association Needcompany (Belgique).

2012, DAC 508 - Subvention (12.000 euros) à la Société à Responsabilité Limitée El Alamein (16e)

2012, DAC 512 - Subvention (233.000 euros) et avenant à convention avec la Société coopérative d'intérêt collectif SCIC SARL De rue et de cirque (19e).

2012, DICOM 14 - Conventions de mécénat exposition "Paris vu par Hollywood" (Nespresso ; Compagnie de Phalsbourg).

2012, DICOM 15 - Convention de parrainage "Paris Plages 2012" (Flammarion).

2012, SG 100 - Subvention (2.500 euros) à l'association Poudre de sourire (11e).

2012, SG 102 - Subvention et avenant à convention (78 500 euros) avec l'association Enfances au cinéma (13e).

2012, SG 104 - Subvention (2.500 euros) à l'association Arts, cinéma et enseignements (11e).

2012, SG 105 - Subvention (4500 euros) à l'association Cinélangues (18e) pour le développement de son action d'éducation au cinéma et d'apprentissage des langues.

2012, SG 110 - Subvention (5 500 euros) à l'association du Collectif Jeune cinéma (10e) pour la 14e édition du Festival des Cinémas Différents de Paris.

2012, SG 123 - Subvention (5 000 euros) à l'association Attac Paris Nord Ouest (18e) pour l'organisation de la 10e édition du festival de cinéma Images mouvementées.

2012, SG 125 - Subvention (5.000 euros) à l'association Extra Muros (93430 Villetaneuse) pour l'organisation de la 7e édition du festival Cinébanlieue.

2012, SG 155 - Signature d'un avenant n°2 au marché de mandat de maîtrise d'ouvrage relatif à la restructuration du Forum des Images et à la création de la Bibliothèque du Cinéma- François Truffaut.

M. Christophe GIRARD, rapporteur.

2012, DAC 321 - Subvention (8.000 euros) à l'association Fairplaylist (11e).

M. Christophe GIRARD, M. Denis BAUPIN, rapporteurs.

2012, DAC 163 - Subvention (20.000 euros) et convention avec l'association Maison de la Culture Yiddish Bibliothèque Medem (10e).

2012, DAC 287 - Subvention (10.000 euros) à l'association Cimade Service Oecuménique d'Entraide (13e).

2012, DAC 501 - Subvention (4.000 euros) à l'association Andes diffusion (3e).

M. Christophe GIRARD, Mme Pascale BOISTARD, rapporteurs.

2012, DAC 7 - Subvention (143.920 euros) et avenant à convention avec l'association International Visual Theatre (9e).

2012, DAC 35 - Subvention (4.000 euros) à l'association La Fabrique des petits hasards (13e).

2012, DAC 36 - Subvention (27.500 euros) et avenant à convention avec l'association CEMAFORRE, Centre d'Études des Médiateurs Artistiques Formation Recherche (45100 Orléans).

2012, DAC 230 Subvention (20.000 euros) à l'association Conservatoire de Musique et d'Expressions Artistiques ouvert aux personnes handicapées et accidentées de la vie (5e).

2012, DAC 341 - Subvention (3.000 euros) à l'association Quatre compagnies en résidence (5e).

2012, DAC 411 - Subvention (6.000 euros) à Musaïques (92400 Courbevoie).

M. Christophe GIRARD, Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

2012, DAC 366 - DJS 315 - Subvention (74.000 euros) et avenant à la convention avec l'association La Guinguette Pirate (13e).

M. Christophe GIRARD, M. Bruno JULLIARD, rapporteurs.

2012, DAC 425 - DJS 353 - DPVI 98 - Signature d'un avenant à la convention triennale 2011-2013 passée avec l'association Salle Saint Bruno pour l'attribution d'une subvention (35.000 euros) dans le cadre de la politique de la Ville pour la fête du quartier de la Goutte d'Or (18e).

M. Christophe GIRARD, M. Bruno JULLIARD, Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteurs.

2012, DAC 376 - Subvention (10.000 euros) à l'association Slam Productions (20e).

M. Christophe GIRARD, Mme Fatima LALEM, rapporteurs.

2012, DAC 414 - SG 65 - DJS 177 - Subvention (23.000 euros) et convention avec l'association L'Esprit Jazz (13e).

M. Christophe GIRARD, Mme Fatima LALEM, M. Bruno JULLIARD, rapporteurs.

2012, DAC 58 - Subventions (256.000 euros) avenant et convention avec l'association Paris bibliothèques (3e).

2012, DAC 471 - Acceptation de divers dons manuels faits en faveur des collections des musées de la Ville de Paris.

M. Christophe GIRARD et Mme Danièle POURTAUD, rapporteurs.

2012, DAC 252 - Subventions (16.000 euros) aux associations Cie l'Artisanie (14e), OmProduck (94270 Le Kremlin-Bicêtre), Les Escaboleurs (11e).

2012, DAC 374 - Subvention (4.000 euros) à l'association Khiasma (93260 Les Lilas).

2012, DAC 413 - Subvention (2.000 euros) à l'association TRAM (19e).

2012, DAC 441 - Subvention (1.000 euros) à l'association Compagnie Varsorio (19e).

M. Christophe GIRARD, Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteurs.

2012, DDEEES 123 - Subventions (12.000 euros) à trois associations étudiantes.

2012, DDEEES 135 - Adhésion de la Ville de Paris à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF).

M. Didier GUILLOT, rapporteur.

2012, DU 134 - Acquisition par la Ville de Paris auprès de la SEMAPA de six emprises de voirie rue Françoise Dolto et Elsa Morante (13e), dans le cadre de la ZAC Paris Rive Gauche.

Mme Anne HIDALGO, rapporteure.

2012, DU 180 - Acquisition de volumes auprès de la SEMAEST dans le secteur PAJOL. - Approbation d'une convention tripartite Ville de Paris/SEMAEST/FUAJ et d'un document fixant les charges et conditions du bail Ville/FUAJ relatif à l'auberge de jeunesse Pajol . - Avenant n° 3 à la convention constitutive d'un groupement de commande pour l'opération Pajol (18e).

Mme Anne HIDALGO, M. Jean-Bernard BROS, M. Bruno JULLIARD, rapporteurs.

2012, DJS 147 - Subventions et 9 conventions (475.000 euros), avec l'Association des Résidences et Foyers de Jeunes et 8 associations gestionnaires de foyers de jeunes travailleurs qui lui sont affiliées.

2012, DJS 148 - Subventions (674.000 euros) et conventions, une avec l'Union Régionale des Foyers et Services pour Jeunes Travailleurs en Ile-de-France et quatorze avec les associations gestionnaires de foyers de jeunes travailleurs qui lui sont affiliées.

2012, DJS 162 - Subvention (5.000 euros) à Les Commun'Arts (11e).

2012, DJS 186 - Subvention (5.000 euros) à l'Association Entr'Aide (19e).

2012, DJS 210 - Subvention (10.000 euros) et convention triennale avec l'association R.Style (19e).

2012, DJS 252 - Subvention (2.000 euros) à l'Association Rungis Brillat Peupliers (13e).

2012, DJS 277 - Subventions (12.000 euros) à trois associations de jeunesse parisienne.

2012, DJS 320 - Subvention (2.000 euros) à l'Office Régional des Oeuvres Laïques d'Education par l'Image et le Son Oroléis de Paris (12e).

2012, DJS 328 - Subvention (2.000 euros) à Visiofoot (11e).

2012, DJS 351 - Subvention (10.000 euros) à Les Amis de la Télélibre (14e).

2012, DJS 387 - Conventions de parrainage avec les sociétés FNAC, IDEACTIF, DEVEUROP SAS, UBISOFT pour l'opération "Nuit Paris Jeunes".

M. Bruno JULLIARD, rapporteur.

2012, DJS 217 - DPVI 438 - Subvention (5.000 euros) à l'association Un sourire de toi et j'quitte ma mère (10e).

2012, DJS 221 - DPVI 408 - Subvention (2.000 euros) à l'association Les Quatre Horizons (10e).

2012, DJS 257 - DPVI 413 - Subvention (2.500 euros) à l'association Rythme Tout Terrain Productions (17e).

2012, DJS 283 - DPVI 421 - Subvention (3.000 euros) à l'association Crescendo (11e).

2012, DJS 300 - DPVI 424 - Subvention (3.000 euros) à l'association AOCSA La 20e Chaise (20e).

2012, DJS 301 - DPVI 425 - Subvention (3.000 euros) à l'Association de Culture Berbère (20e).

2012, DJS 304 - DPVI 428 - Subvention (2.500 euros) à l'association Percussion Art (13e).

2012, DJS 305 - DPVI 430 - Subvention (2.000 euros) à l'association Zarts Prod (11e).

2012, DJS 311 - DPVI 436 - Subvention (2.000 euros) à MACAO Ecriture(s) (13e).

2012, DJS 314 - DPVI 434 - Subvention (2.000 euros) à l'association Belleville en Vue(s) (20e).

2012, DJS 324 - DPVI 440 - Subvention (2.000 euros) à l'association Concordia (17e).

2012, DJS 325 - DPVI 441 - Subvention (2.000 euros) à Cultures sur cour (18e).

2012, DJS 327 - DPVI 443 - Subvention (2.000 euros) à l'association Vagabond Vibes (17e).

2012, DJS 338 - DPVI 463 - Subvention (2.000 euros) à La Compagnie du Son des Rues pour son action dans le 18e arrondissement.

M. Bruno JULLIARD, Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteurs.

2012, SG 12 - Subvention et convention (28.000 euros) avec l'association IRFED Europe (13e).

2012, SG 17 - Subvention et convention (48.000 euros) avec l'association les Amis du Bus des Femmes (20e).

2012, SG 22 - DPVI 126 - Subvention et convention (36.000 euros) avec le Comité Contre l'Esclavage Moderne (11e).

2012, SG 34 - Subvention et convention (38 000 euros) avec l'association Amicale du Nid (AdN) (10e).

2012, SG 64 - Subvention (8.000 euros) à l'association Archives, Recherches et Cultures Lesbiennes (12e).

2012, SG 80 - Subvention (1.000 euros) à l'association pour la Recherche sur la Ville et l'Habitat (ARVHA) (3e).

2012, SG 87 - Subvention et convention (10.000 euros) avec l'association les Ami-e-s du Mage (20e).

2012, SG 89 - Subvention (8.000 euros) à l'Agence de Développement des Relations Interculturelles pour la Citoyenneté (ADRIC) (13e) pour 3 projets.

2012, SG 96 - Subvention (15.000 euros) au Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles (GAMS) (20e).

2012, SG 98 - Subvention (5.000 euros) à la Ligue Française pour la Santé Mentale (LFSM) (8e).

2012, SG 159 - Subvention (17.000 euros) à l'association Mouvement Ni Putes, Ni Soumises 20e.

Mme Fatima LALEM, rapporteure.

2012, DASES 16 - Subvention et avenant n° 3 à convention (62.000 euros) avec l'Institut CURIE - Section Recherche, en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Jean-René HUYNH, lauréat 2009.

2012, DASES 17 - Subvention et avenant n°3 à convention (62.000 euros) avec l'Institut Pasteur pour l'équipe de recherche médicale dirigée par Marc LECUIT.

2012, DASES 18 - Subvention et avenant n°3 à convention (62.000 euros) avec l'INSERM (DR Paris 6) en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Jean Livet, lauréat 2009.

2012, DASES 19 - Subvention et avenant n°3 à convention (62.000 euros) avec l'INSERM (DR Paris 12)'une en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Germán SUMBRE, lauréat 2009.

M. Jean-Marie LE GUEN, rapporteur.

2012, DASES 14 - DAC 404 - DGRI 42 - Subvention et convention (130.000 euros) avec l'association Solidarité Sida (11e).

M. Jean-Marie LE GUEN, M. Christophe GIRARD, M. Pierre SCHAPIRA, rapporteurs.

2012, DVD 23 - Approbation des modalités de passation de plusieurs marchés de travaux et fournitures relatifs à l'aménagement des espaces publics sur le site de l'ancien Hôpital Broussais à Paris (14e).

2012, DVD 117 - Signature d'un marché relatif à l'entretien des équipements de vidéosurveillance du trafic du Boulevard périphérique et de Paris intramuros.

2012, DVD 143 - Approbation des modalités de concertation proposées par la RATP en lien avec le STIF pour l'adaptation des stations existantes de la ligne 14 du métro à Paris (1er, 8e, 9e, 12e et 13e).

2012, DVD 145 - Indemnisation amiable de différents tiers en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

Mme Annick LEPETIT, rapporteure.

2012, DPE 55 - Modification du règlement du service public de l'eau à Paris.

2012, DPE 39 - Approbation des modalités d'attribution et signature de trois marchés pour la maintenance des équipements industriels d'exploitation et des sites de mesure du réseau d'assainissement parisien.

2012, DPE 52 - Signature entre la Ville de Paris et le SIAAP d'un avenant n° 1 à la convention relative aux modalités de financement de la première phase de réhabilitation du collecteur Marceau et d'une convention relative aux modalités de financement de la deuxième phase des travaux.

2012, DPE 53 - Demande d'autorisation formulée par Ports de Paris, au titre de la réglementation relative aux Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA), en vue de réaliser les dragages d'entretien sur le site du port du Point du Jour (16e).

2012, DPE 56 - Signature d'une convention entre la Ville de Paris et l'Etat portant définition de la répartition des responsabilités dans le cadre de la réalisation et de l'entretien du raccordement du réseau d'assainissement de la route de la Pyramide (12e), à l'ovoïde n° XI du SIAAP.

2012, DPE 50 - Adhésion de la Ville de Paris à l'Association Française des Ingénieurs et Techniciens de l'Environnement (AFITE) et versement de la cotisation pour l'année 2012.

2012, DVD 88 - Signature des marchés de maintenance technique et fourniture de pièces détachées pour l'entretien de la flotte des bateaux de la Ville de Paris.

Mme Anne LE STRAT, rapporteure.

2012, DLH 7 - DU 96 - Location par bail emphytéotique, au profit de la société Immobilière 3F, de l'immeuble communal 61 bis-63 rue de l'Ourcq (19e).

2012, DLH 35 - Transfert au profit de Pax-Progrès-Pallas de la garantie d'emprunt accordée par la Ville de Paris à Domaxi pour le financement d'un programme de construction d'un foyer pour personnes âgées, 66 rue des Plantes (14e).

2012, DLH 45 - Transfert et renouvellement au profit de la SA d'HLM ERILIA des garanties d'emprunt initialement accordées par la Ville de Paris à VILEAL Habitat pour le financement de divers programmes de logements, dans les 2e, 18e et 20e arrondissements.

2012, DLH 80 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris pour un prêt Réhabilitation Logement Social à contracter par EFIDIS en vue de compléter le financement d'un programme de réhabilitation comportant 314 logements, 88-90 boulevard Ney (18e).

2012, DLH 89 - Réalisation par France Habitation, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme de création d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) comportant 20 logements PLS, 33 rue Olivier de Serres (15e).

2012, DLH 99 - Subvention (15.000 euros) au Syndicat du Logement et de la Consommation (20e).

2012, DLH 108 - Réalisation par la RIVP d'un programme comportant 2 logements PLA-I, 9 logements PLUS et 2 logements PLS 8, rue de Montmorency (3e).

2012, DLH 109 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris à un Prêt à Réhabilitation à contracter par la société d'HLM l'Habitat Social Français (HSF) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue du financement de travaux d'amélioration d'une partie de son patrimoine.

2012, DLH 112 - Signature d'une convention d'OPAH copropriété des Épinettes (17e) et modification du règlement d'attribution des subventions de la Ville de Paris pour l'amélioration de l'habitat.

2012, DLH 117 - Modification des garanties de la Ville de Paris accordées à Paris Habitat - OPH pour la réalisation d'un programme de création de 5 logements PLAI et 11 logements PLUS-CD, 2 rue Beaubourg (4e).

2012, DU 104 - Acquisition par la Ville de Paris auprès de Paris Habitat OPH d'un terrain et cession par la Ville de Paris à Paris Habitat OPH de droits à construire au 241-243, avenue Gambetta/17, passage des Tourelles (20e).

M. Jean-Yves MANO, rapporteur.

2012, DASCO 94 - Subvention (14.974 euros) à l'E.S.A.A. DUPERRE (3e).

2012, DASCO 106 - Tarifs de restauration pour les adultes de l'école d'arts appliqués Boulle.

M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteur.

2012, DA 23 - Lancement, dans le cadre du groupement de commande, des marchés à bons de commande pour des prestations de sondages géotechniques et d'étude de pollution des sols, en 3 lots séparés.

2012, DA 24 - Lancement et signature de marchés à bons de commandes pour la vérification réglementaire des équipements de jeux et sportifs dans les établissements gérés par la DASCO, la DFPE, la DASES et la DEVE, en 4 lots séparés dans le cadre du groupement de commandes entre la Ville et le Département de Paris

2012, DA 25 - Lancement et signature de marchés à bons de commande pour la fourniture et la livraison de mobilier scolaire nécessaire aux établissements scolaires du 1er degré, aux lycées municipaux, aux centres de loisirs de la DASCO (Ville de Paris), et aux services de la DASES (Département de Paris) en 5 lots séparés.

2012, DAJ 11 - Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres les 10 mai, 22 mai et 5 juin 2012.

2012, DAJ 12 - Liste des marchés notifiés du 4 avril au 10 mai 2012.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

2012, DFPE 71 - Subvention (14.033 euros) et avenant n° 3 avec l'association Jardin d'Enfants des Nations Unies pour le jardin d'enfants (16e).

2012, DFPE 85 - Subvention (80.025 euros) et avenant n° 3 avec l'association Les enfances pour sa crèche parentale (18e).

2012, DFPE 116 - Subvention (83.203 euros) et avenant n° 3 avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris pour la halte garderie Charenton (12e).

2012, DFPE 117 - Subvention (64.815 euros) et avenant n° 3 avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris (15e) pour la halte garderie Chevaleret (13e).

2012, DFPE 118 - Subvention (84.433 euros) et avenant n° 3 avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris (15e) pour la halte garderie Tanger (19e).

2012, DFPE 125 - Subvention (157.780 euros) et avenant n° 3 avec l'association LA PASSERELLE (13e) pour la halte-garderie Outremer (13e).

2012, DFPE 133 - Subvention (150.746 euros) et avenant n° 3 au Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris (12e) pour la crèche collective Pirouette (11e).

2012, DFPE 134 - Subvention (132.779 euros) et avenant n° 3 au Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris (12e) pour la crèche collective A Tire d'Aile (19e).

2012, DFPE 149 - Subvention (115.090 euros) et avenant n°3 avec l'association A Tout Petits Pas (17e) pour sa halte-garderie.

2012, DFPE 153 - Subvention (122.420 euros) et avenant n°3 avec l'association La Cour des Noues (11e) pour sa halte-garderie.

2012, DFPE 154 - Subvention (57.534 euros) et avenant n°3 avec l'association Centre Epinettes Famille Insertion Accueil (17e) pour la halte-garderie Kellner (17e).

2012, DFPE 156 - Subvention (78.335 euros) et avenant n° 3 avec l'association Solidarité Roquette (11e) pour la halte-garderie Les Pitchouns.

2012, DFPE 157 - Subvention (89.136 euros) et avenant n° 3 avec l'association Haut Comme 3 Pommes (11e) pour sa halte-garderie.

2012, DFPE 158 - Subvention (60.730 euros) et avenant n° 3 avec l'association Union Départementale des Associations Familiales de Paris pour la halte-garderie Necker (15e).

2012, DFPE 159 - Subvention (34.292 euros) et avenant avec l'association Union Départementale des Associations Familiales de Paris pour la halte-garderie Ranelagh (16e).

2012, DFPE 160 - Subvention (42.368 euros) et avenant n° 3 avec l'association Union Départementale des Associations Familiales de Paris - U.D.A.F (9e) pour la halte-garderie Jonquière (17e).

2012, DFPE 161 - Subvention (65.453 euros) et avenant n° 2 avec l'association Union Départementale des Associations Familiales de Paris - U.D.A.F (9e) pour la halte-garderie Le P'tit Jardin (17e).

2012, DFPE 163 - Subvention (143.085 euros) et avenant n°3 avec l'association Les Fraises des Bois (11e) pour sa structure multi-accueil.

2012, DFPE 173 - Subvention (137.331 euros) et avenant n°1 avec l'association pour la diversité culturelle et sociale - l'Enfance en Couleurs (11e) pour sa structure multi-accueil.

2012, DFPE 193 - Subvention (397 616 euros) et avenant n° 3 à l'association Institut d'études, de recherches, de formation en action sociale (9e) pour la crèche collective (15e).

2012, DFPE 194 - Subvention (253.665 euros) et avenant n°3 avec l'association Institut d'études, de recherches, de formation en action sociale pour la crèche collective (15e).

2012, DFPE 196 - Subvention (216.666 euros) et avenant n° 3 avec l'association Le Figuier (4e) pour sa crèche collective.

2012, DFPE 202 - Subvention (87.850 euros) et avenant n° 3 avec l'association Les Petits du Canard pour la crèche collective Charlot (3e).

2012, DFPE 203 - Subvention (99.965 euros) et avenant n° 3 avec l'association Les Petits du Canard pour la crèche collective Saint Martin (3e).

2012, DFPE 213 - Subvention (193.709 euros) et avenant n° 3 avec l'association Centre d'Actions Locales du 18e pour la halte-garderie La Toupie (18e).

2012, DFPE 214 - Subvention (20.880 euros) et avenant n° 3 à l'association l'Atelier des Enfants (19e) pour sa halte-garderie.

2012, DFPE 235 - Subvention (669.395 euros) et convention avec l'association Crescendo (11e) pour le multi-accueil Les Robinsons (20e).

2012, DFPE 245 - Subvention (121.290 euros) et avenant n° 3 à l'association Le Club des Petits Gavroches (10e) pour sa halte-garderie.

2012, DFPE 252 - Subvention (83.086 euros) et avenant n° 1 à l'association crèche parentale du Sentier pour la crèche parentale (2e).

2012, DFPE 298 - Signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville et le Département de Paris pour la fourniture et la livraison de produits d'hygiène corporelle pour les établissements de la Ville et du Département de Paris accueillant de jeunes enfants.

2012, DFPE 318 - Subvention (142.393 euros) et avenant avec la Fondation de Rothschild, gestionnaire du lieu d'accueil enfants parents dénommé L'Ilot Bébés (13e).

2012, DFPE 328 - Subvention (10.978 euros) et convention avec l'association La Maison de l'Enfance (16e) pour sa halte-garderie.

2012, DFPE 329 - Subvention (137.925 euros) et convention avec l'association La Fayette Accueil (10e) pour sa crèche collective.

2012, DFPE 344 - Prélèvement et analyse de denrées alimentaires cuisinées et de surfaces - évaluation du respect des bonnes pratiques d'hygiène en cuisine et en biberonnerie dans les établissements de petite enfance de la Ville de Paris et formation du personnel.

2012, DFPE 352 - Subvention (42.500 euros) et convention avec l'association Fondation Oeuvre de la Croix Saint-Simon (20e).

2012, DFPE 368 - Subvention (38.095 euros) et convention avec l'association Maison de l'Enfance, gestionnaire d'un espace jeux 7, rue Serge Prokofiev (16e).

2012, DU 141 - Acquisition en l'état futur d'achèvement auprès de Paris Habitat OPH d'équipements de petite enfance dans le secteur d'aménagement Lagny Davout (20e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur.

2012, DFPE 350 - DASCO 107 - Signature avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris d'un avenant n° 1 au contrat enfance jeunesse 2011-2014.

M. Christophe NAJDOVSKI et Mme Colombe BROSSEL, rapporteurs.

2012, DAC 214 - Subvention (3.600 euros) à la Société Historique du VIe arrondissement (6e).

2012, DAC 215 - Subvention (4.800 euros) à la Société Historique et Archéologique des 8e et 17e arrondissements.

2012, DAC 217 - Subvention (2.700 euros) à l'association Histoire et Vies du 10e - société historique du Xe arrondissement de Paris (10e).

2012, DAC 218 - Subvention (3.600 euros) à la Société d'Histoire et d'Archéologie du XIIIe arrondissement de Paris (13e).

2012, DAC 219 - Subvention (5.400 euros) à l'association 13 en vue(s) (13e).

2012, DAC 220 - Subvention (1.980 euros) à l'Association d'Histoire et d'Archéologie du XXe arrondissement de Paris (20e).

2012, DAC 279 - Subvention (10.000 euros) au Centre d'Etudes, de Documentation, d'Information et d'Actions Sociales - Musée social (7e).

2012, DAC 393 - Subvention (5.000 euros) à l'Association Chantiers Histoire et Architecture Médiévales (14e).

2012, DAC 465 - Signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs liant la Ville de Paris à l'association Jeunes Talents.

2012, DAC 517 - Subvention (30.000 euros) et convention avec la fondation Le Musée Clemenceau (16e).

2012, DPA 66 - Dépôts des demandes d'autorisations correspondantes sur les édifices classés monuments historiques relatives aux travaux de restauration des façades de la cour Louis XIV de l'hôtel de Carnavalet 23, rue de Sévigné (3e).

2012, DU 179 - Réforme de la taxe locale sur la publicité extérieure.

2012, DUCT 117 - Demande de modification de statuts formulée par la congrégation dénommée Province de France de la congrégation de Jésus et Marie dites des Eudistes (14e).

Mme Danièle POURTAUD, rapporteure.

2012, DDEEES 117 - Avenants n° 2 aux conventions 2011-2013 avec les unions départementales syndicales et versement du solde des subventions pour 2012 (1.243.100 euros).

M. Christian SAUTTER, rapporteur.

2012, DGRI 15 - Subvention et convention (80.000 euros) avec l'association CARE France (19e) dans le cadre de la lutte contre le sida en Afrique.

2012, DGRI 16 - Subvention et convention (170.000 euros) avec l'association Croix-Rouge Française (14e) dans le cadre de la lutte contre le sida en Afrique.

2012, DGRI 17 - Subvention et convention (150.000 euros) avec l'association Médecins du Monde (18e) pour un programme de lutte contre le sida en Tanzanie.

2012, DGRI 19 - Subvention et convention (240.000 euros) avec l'association Organisation Pan Africaine de Lutte pour la Santé (6e) dans le cadre de la lutte contre le sida en Afrique.

2012, DGRI 20 - Subvention et avenant à convention (110.000 euros) avec l'association Mouvement Français pour le Planning Familial (11e) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique.

2012, DGRI 21 - Subvention et convention (50.000 euros) avec l'association Sida Info Service S.I.S (20e) pour la Plateforme ELSA dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique.

2012, DGRI 22 - Subvention et convention (30.000 euros) avec l'association Réseau Africain de l'Education pour la Santé (RAES France) (7e) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique (Sénégal).

2012, DGRI 23 - Subvention et convention (180.000 euros) avec l'association Sida Info Service S.I.S (20e) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique (Maroc, Sénégal).

2012, DGRI 24 - Subvention et convention (30.000 euros) avec l'association Sol En Si - Solidarité Enfants Sida (19e) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique (Togo).

2012, DGRI 38 - Subvention et convention (10.000 euros) avec l'association Clowns sans Frontières (19e) dans le cadre de la lutte contre le sida (Afrique du sud).

2012, DGRI 39 - Subvention et avenant à convention (100.000 euros) avec l' association Fonds Solidarité Sida Afrique (11e) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique (Togo et Côte d'Ivoire).

2012, DGRI 40 - Subvention et convention (120.000 euros) avec l'association Médecins Sans Frontières (11e) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique (Kenya).

2012, DGRI 41 - Subvention et convention (295.000 euros) avec l'association Sidaction (10e) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique.

2012, DGRI 43 Subvention et convention (50.000 euros) avec l'association Solidarité Thérapeutique et Initiatives contre le Sida (SOLTHIS) (13e) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique (Guinée).

2012, DGRI 44 - Subvention et convention (90.000 euros) avec l'association Association François-Xavier Bagnoud (9e) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique (Rwanda).

2012, DGRI 45 - Subvention et convention (160.000 euros) avec le Groupement d'Intérêt Public Ensemble pour une Solidarité Thérapeutique Hospitalière en Réseau (GIP ESTHER, 15e) dans le cadre de la lutte contre le Sida en Afrique (Tchad et Sénégal).

2012, DGRI 46 - Subvention et convention (30.000 euros) avec l'association PLAN International France (19e) dans le cadre de la lutte contre le sida en Afrique.

2012, DGRI 49 - DUCT 119 - Subvention et convention (10.000 euros) avec l'association Salon des Solidarités (12e).

2012, DPVI 62 - Subvention (38.000 euros) et convention avec la LICRA au titre des droits de l'homme et de la lutte contre les discriminations.

2012, DPVI 63 - Subvention (12.000 euros) à l'association Primo Levi.

2012, DPVI 86 Subventions (8.000 euros) à deux associations au titre des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations.

2012, DPVI 88 - Subvention (24.000 euros) à la Fondation Culture et Diversité, à l'association La Chance aux concours au titre de la lutte contre les discriminations.

2012, DPVI 90 - Subvention (10.000 euros) à la Fédération Départementale du Mouvement Contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples de Paris au titre des droits de l'Homme et de la lutte contre les discriminations.

M. Pierre SCHAPIRA, rapporteur.

2012, DGRI 50 - DPE 51 - Subvention et convention (45.650 euros) avec l'association agronomes et vétérinaires sans frontières (69007) pour un projet de gestion concertée de l'eau du bassin versant Chambo en Equateur.

2012, DPE 47 - DGRI 31 - Subvention et convention (99.092 euros) avec l'association Groupe de recherche et d'échanges technologiques relative au programme "eau potable et assainissement" au Laos.

M. Pierre SCHAPIRA, Mme Anne LE STRAT, rapporteurs.

2012, DPVI 59 - Subvention (25.894 euros) et convention avec Paris Habitat-OPH pour les travaux d'aménagement des locaux de l'association D'ici-D'ailleurs, 83 rue Chapelle (18e).

2012, DPVI 92 - Subvention (7.000 euros) à l'Association Fabrication Maison pour l'ouverture du local La Fabrique Saint-Blaise, espace d'information et d'animation sur le projet de renouvellement urbain du quartier Saint-Blaise (20e).

2012, DPVI 94 - Subvention (20.000 euros) et convention avec l'association Passaj13 pour la réalisation de travaux de rénovation du local hébergeant l'Atelier Santé Ville du 13e arrondissement.

2012, DPVI 96 - Subvention (15.000 euros) à l'association Multicolors pour la création d'une trame verte dans le quartier politique de la ville Saint-Blaise (20e) dans le cadre du Programme NATURE +.

2012, DPVI 97 - Subvention (21.500 euros) et convention avec l'association Crysalis pour la réalisation de travaux de sécurisation et de rénovation d'un local sis 18 rue Bernard Dimey (18e).

2012, DPVI 104 - Subvention (62.000 euros) à la SIEMP, bailleur social, pour la réalisation de travaux de rénovation du local sis 2, bis rue Bourchardon (10e).

2012, DU 119 - Avenant n° 1 à la concession d'aménagement de la ZAC Joseph Bédier - Porte d'Ivry (13e) conclue avec la SEMAPA.

2012, DU 149 - Déclaration de projet des travaux d'investissement routier relatif à la voie nouvelle de l'îlot Binet. Déclassement et cession d'un terrain, rue René Binet. Autorisation à Paris Habitat OPH, de solliciter les autorisations d'urbanisme, pour un programme de logements sociaux. Secteur Binet/GPRU Porte Montmartre porte de Clignancourt (18e).

Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteure.

2012, DFPE 351 Subvention (4.000 euros) et convention avec l'association D'ici et d'Ailleurs pour sa ludothèque Terre des Jeux (18e).

2012, DFPE 354 - Subvention (35.000 euros) et convention avec l'association Florimont (14e).

2012, DFPE 355 - Subvention (80.000 euros) et avenant n° 1 avec l'association Ecole Normale Sociale (18e).

2012, DFPE 356 - Subvention (3.000 euros) et convention avec l'association Le Petit Ney (18e).

2012, DFPE 357 - Subvention (3.000 euros) à l'association Latitude Sport et Culture (19e).

2012, DFPE 358 - Subvention (3.000 euros) à l'association Les Enfants du Danube (19e).

2012, DFPE 359 - Subvention (43.000 euros) et convention avec l'association Réseau Môm'artre (18e) pour le fonctionnement de ses 5 antennes parisiennes.

2012, DFPE 360 - Subvention (11.000 euros) à l'Association des Ludothèques d'Ile de France (13e).

2012, DFPE 361 - Subvention (4.000 euros) à l'Association pour la Prévention, l'Accueil, le Soutien et l'Orientation - APASO Paris (14e).

Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteure.

2012, DAC 64 - Subvention (2.000 euros) à l'association Les oublié(e)s de la mémoire Association civile homosexuelle du devoir de mémoire (10e).

2012, DAC 259 - Subvention (600 euros) à l'Union des associations des anciens combattants et victimes de guerre du 11e arrondissement.

2012, DAC 269 - Subvention (750 euros) au Comité d'entente des associations de combattants et victimes de guerre du 12e arrondissement de Paris.

2012, DAC 282 - Subvention (600 euros) à l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre et des combattants pour l'amitié, la solidarité, la mémoire, l'antifascisme et la paix - ARAC 19e section (19e).

2012, DAC 320 - Subvention (1.000 euros) au Comité de Liaison des Associations d'Anciens Combattants Déportés Résistants Veuves de Guerre du 3e arrondissement.

2012, DAC 352 - Subvention (800 euros) à l'Union Nationale des Associations de Déportés Internés et Familles de Disparus (U.N.A.D.I.F) (10e).

2012, DAC 380 - Subvention (1.400 euros) au Comité Paris 15e de la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie.

2012, DAC 381 - Subvention (2.000 euros) à l'association Libération Nord (15e).

2012, DAC 382 - Subvention (900 euros) à l'Association Nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française et de leurs amis (16e).

2012, DAC 397 - Subvention (800 euros) à l'association Les fils des morts pour la France, Les fils des tués d'Ile-de-France - Paris (8e)

2012, DAC 402 - Subvention (2.524 euros) à L'Association Nationale des Anciens du R.I.C.M (15e).

2012, DAC 418 - Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Edith Thomas 15 rue Pierre Nicole (5e).

2012, DAC 448 - Subvention (700 euros) à l'Union nationale des anciens chasseurs d'Afrique (13e).

2012, DAC 449 - Subvention (1.300 euros) à la Légion, amicale des anciens de la Légion étrangère de Paris, La Légion A.A.L.E.P (7e).

2012, DAC 450 - Subvention (2.300 euros) à l'Amicale du camp de concentration de Dachau (9e).

2012, DAC 456 - Subvention (3.000 euros) à l'association Mémoire juive de Paris (4e).

2012, DICOM 18 - Conventions de mécénat pour l'exposition "C'étaient des enfants" (Compagnie de Phalsbourg ; société Legende ; Ministère de la Défense, Vivendi).

Mme Catherine VIEU-CHARIER, rapporteure.

2012, DJS 27 - Subvention (3.000 euros) à la Fédération Française de Roller Sports.

2012, DJS 63 - Subventions (19.850 euros) à onze associations du 16e arrondissement.

2012, DJS 70 - Subvention et avenant à convention (20.000 euros) avec le Comité Départemental de Paris de Football (13e).

2012, DJS 83 - Subvention et convention (10.000 euros) avec Roc 14 (14e).

2012, DJS 86 - Subvention et convention (18.000 euros) avec Paris Amicale Camou (7e).

2012, DJS 110- Subvention (70.000 euros) et convention avec le Club d'Escrime de la Tour d'Auvergne (9e).

2012, DJS 111 - Subvention (15.000 euros) et convention avec le Club Populaire Sportif du 10e.

2012, DJS 115 - Subvention (25.000 euros) et convention avec l'Union Sportive Olympiades Massif Central (13e).

2012, DJS 116 - Subvention (66.000 euros) et convention avec l'association Football Club des Gobelins (13e).

2012, DJS 120 - Subvention (24.000 euros) et convention avec le Cercle des Escrimeurs Parisiens (13e).

2012, DJS 123 - Subvention (25.000 euros) et convention avec Rugby Club Paris 15.

2012, DJS 127 - Subvention (12.000 euros) et convention avec Neptune Club de France (15e).

2012, DJS 131 - Subvention (35.000 euros) et convention avec Olympique Montmartre Sports (18e).

2012, DJS 132 - Subvention (65.500 euros) et convention avec l'Espérance Sportive Parisienne (18e).

2012, DJS 247 - Subvention et convention (30.000 euros) avec la Fédération Française de Triathlon en vue de l'organisation du Triathlon de Paris les 7 et 8 juillet 2012.

2012, DJS 293 - Subvention exceptionnelle et convention (16.000 euros) avec le P.U.C. Omnisports pour le fonctionnement de sa section baseball-softball-cricket au titre de la saison 2012.

2012, DJS 294 - Subvention exceptionnelle et convention afférente (5.000 euros) avec le P.U.C. Omnisports au titre de l'organisation des " Soirées Violettes " pour la saison 2011-2012.

2012, DJS 345 - Lancement d'un marché article 30 pour la gestion technique de l'espace glisse parisien (18e).

2012, DJS 360 - Demande de subvention auprès du Centre National pour le Développement du Sport pour la rénovation et la mise aux normes des parquets au gymnase des Amiraux, 12 rue des Amiraux (18e).

2012, DJS 361 - Demande de subvention auprès du Centre National pour le Développement du Sport pour la création de deux terrains de basket sous le métro Chapelle (18e).

2012, DJS 362 - Demande de subvention auprès du Centre National pour le Développement du Sport pour la création d'une rampe supplémentaire au skate du CS Jules Noël, 3 avenue Maurice d'Ocagne (14e).

2012, DJS 363 - Demande de subvention auprès du Centre National pour le Développement du Sport pour la rénovation du TEP par gazon synthétique sablé et frontons multisports du CS Elisabeth, 7-15 avenue Paul Appell (14e).

M. Jean VUILLERMOZ, rapporteur.

2012, DJS 3 - Subventions (18.200 euros) à quatorze associations parisiennes handisports.

M. Jean VUILLERMOZ, Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

En outre, l'Assemblée a pris connaissance des communications suivantes :

2012, DF 39 - Communication sur les rapports des délégataires de service public remis au titre de 2010.

M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteur.

2012, CAS 3 - Communication du bilan d'activité de la commission pour l'entrée en résidence du CASVP et des admissions en EHPAD de l'établissement public pour l'année 2011.

Mme Liliane CAPELLE, rapporteure.

Liste des membres présents en Commission.

1ère Commission

MM. Julien BARGETON, Jacques BRAVO, Bernard GAUDILLÈRE, Jean-François LEGARET, Jean-François MARTINS, Mme Camille MONTACIÉ, MM. Mao PENINOU, Daniel VAILLANT et Gérard REY.

Excusés : MM. David ALPHAND, Sylvain GAREL, Yves POZZO di BORGO.

2e Commission

Mmes Claudine BOUYGUES, Lyne COHEN-SOLAL, Seybah DAGOMA, Maïté ERRECART, Valérie SACHS, MM. Jacques BOUTAULT, Jean-Bernard BROS et Christian SAUTTER.

Excusés : Mme Martine NAMY-CAULIER, MM. Jean-Louis MISSIKA et Didier GUILLOT.

3e Commission

Mmes Edith CUIGNACHE-GALLOIS, Laurence DOUVIN, Françoise de PANAFIEU et M. Jean VUILLERMOZ.

Excusés : M. Denis BAUPIN et Mme Annick LEPETIT.

4e Commission

M. Daniel MARCOVITCH, Mmes Aline ARROUZE, Claire de CLERMONT-TONNERRE, MM. Yves CONTASSOT, François DAGNAUD, Mmes Fabienne GIBOUDEAUX, Annick OLIVIER et Olivia POLSKI.

Excusés : M. Denis BAUPIN et Mme Anne LE STRAT.

5e Commission

Mmes Sylvie WIEVIORKA, Myriam EL KHOMRI, Gisèle STIEVENARD, MM. Hamou BOUAKKAZ et Mao PENINOU.

6e Commission

Mmes Karen TAIEB, Catherine BRUNO, Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mmes Véronique DUBARRY, Myriam EL KHOMRI, Fatima LALEM, Martine MÉRIGOT de TREIGNY, Firmine RICHARD et Olga TROSTIANSKY.

Excusés : MM. Romain LEVY et Vincent ROGER.

7e Commission

Mmes Emmanuelle BECKER, Marie Annick BARTHE, Colombe BROSSEL, Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Bruno JULLIARD, Christophe NAJDOVSKI et Jean VUILLERMOZ.

Excusé : M. Richard STEIN.

8e Commission

MM. René DUTREY, Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT et Alain LHOSTIS.

Excusées : Mmes Anne HIDALGO et Sandrine CHARNOZ.

9e Commission

Mme Danielle FOURNIER, M. Christophe GIRARD, Mmes Laurence GOLDGRAB, Hélène MACÉ de LÉPINAY, Danièle POURTAUD, MM. Hermano SANCHES-RUIVO et Pierre SCHAPIRA.

Excusées : Mmes Geneviève BERTRAND et Catherine DUMAS.

Liste des membres présents.

M. Pierre AIDENBAUM, M. Gilles ALAYRAC, M. David ALPHAND, Mme Aline ARROUZE, Mme Lynda ASMANI, M. Daniel ASSOULINE, M. David ASSOULINE, M. Pierre AURIACOMBE, Mme Marie-Chantal BACH, Mme Marinette BACHE, M. Julien BARGETON, Mme Marie-Annick BARTHE, M. Denis BAUPIN, Mme Emmanuelle BECKER, M. Hervé BENESSIANO, Mme Yamina BENGUIGUI, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Dominique BERTINOTTI, Mme Geneviève BERTRAND, M. Patrick BLOCHE, Mme Michèle BLUMENTHAL, Mme Pascale BOISTARD, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, M. Jacques BOUTAULT, Mme Claudine BOUYGUES, M. Jacques BRAVO, M. Jean-Bernard BROS, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Catherine BRUNO, Mme Delphine BURKLI, M. Jean-Pierre CAFFET, Mme Frédérique CALANDRA, Mme Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Michel CHARZAT, M. Pascal CHERKI, Mme Odette CHRISTIENNE, Mme Lyne COHEN-SOLAL, M. Yves CONTASSOT, M. Alexis CORBIÈRE, M. Thierry COUDERT, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, M. Gérard d'ABOVILLE, M. François DAGNAUD, Mme Seybah DAGOMA, M. Claude DARGENT, Mme Virginie DASPET, Mme Rachida DATI, Mlle Emmanuelle DAUVERGNE, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE, Mme Françoise de PANAFIEU, M. Bernard DEBRÉ, Mme Roxane DECORTE, M. Bertrand DELANOË, M. Alain DESTREM, Mme Laurence DOUVIN, Mme Laurence DREYFUSS, Mme Véronique DUBARRY, M. Jérôme DUBUS, M. Philippe DUCLOUX, M. Michel DUMONT, M. René DUTREY, Mme Myriam EL KHOMRI, Mme Maïté ERRECART, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, Mme Mireille FLAM, Mme Danielle FOURNIER, M. Pierre GABORIAU, Mme Isabelle GACHET, M. Sylvain GAREL, Mme Fabienne GASNIER, M. Bernard GAUDILLÈRE, M. Jean-Jacques GIANNESINI, Mme Danièle GIAZZI, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, M. Christophe GIRARD, M. Claude GOASGUEN, Mme Laurence GOLDGRAB, M. Philippe GOUJON, M. Didier GUILLOT, Mme Marie-Laure HAREL, M. Eric HÉLARD, Mme Anne HIDALGO, Mme Halima JEMNI, M. Bruno JULLIARD, M. Patrick KLUGMAN, Mme Brigitte KUSTER, Mme Fatima LALEM, M. Jean- François LAMOUR, Mme Anne-Christine LANG, M. François LEBEL, M. Jean-Pierre LECOQ, M. Jean-François LEGARET, M. Pierre LELLOUCHE, Mme Annick LEPETIT, M. Romain LEVY, M. Alain LHOSTIS, Mme Katia LOPEZ, Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY, M. Roger MADEC, M. Jean-Yves MANO, M. Pierre MANSAT, M. Daniel MARCOVITCH, M. Jean-François MARTINS, M. Jean-Baptiste MENGUY, M. Etienne MERCIER, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY, M. Jean-Louis MISSIKA, M. Philippe MOINE, Mme Camille MONTACIÉ, Mme Valérie MONTANDON, Mme Claire MOREL, M. Christophe NAJDOVSKI, Mme Martine NAMY-CAULIER, Mme Annick OLIVIER, Mme Anne-Constance ONGHENA, M. Mao PENINOU, Mme Frédérique PIGEON, Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN, Mme Olivia POLSKI, Mme Danièle POURTAUD, M. Yves POZZO DI BORGO, M. Gérard REY, Mme Firmine RICHARD, M. Vincent ROGER, Mme Valérie SACHS, M. Christian SAINT-ETIENNE, M. Hermano SANCHES RUIVO, M. Georges SARRE, M. Christian SAUTTER, M. Pierre SCHAPIRA, Mme Danielle SIMONNET, M. Richard STEIN, Mme Gisèle STIEVENARD, Mme Anne TACHÈNE, Mme Karen TAÏEB, M. Jean TIBERI, Mme Claude-Annick TISSOT, M. Patrick TRÉMÈGE, Mme Olga TROSTIANSKY, M. Daniel VAILLANT, M. François VAUGLIN, Mme Pauline VERON, Mme Catherine VIEU-CHARIER, M. Jean VUILLERMOZ, Mme Sylvie WIEVIORKA.

Excusées :

Mme Hélène BIDARD, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS, Mme Anne LE STRAT.

Absents :

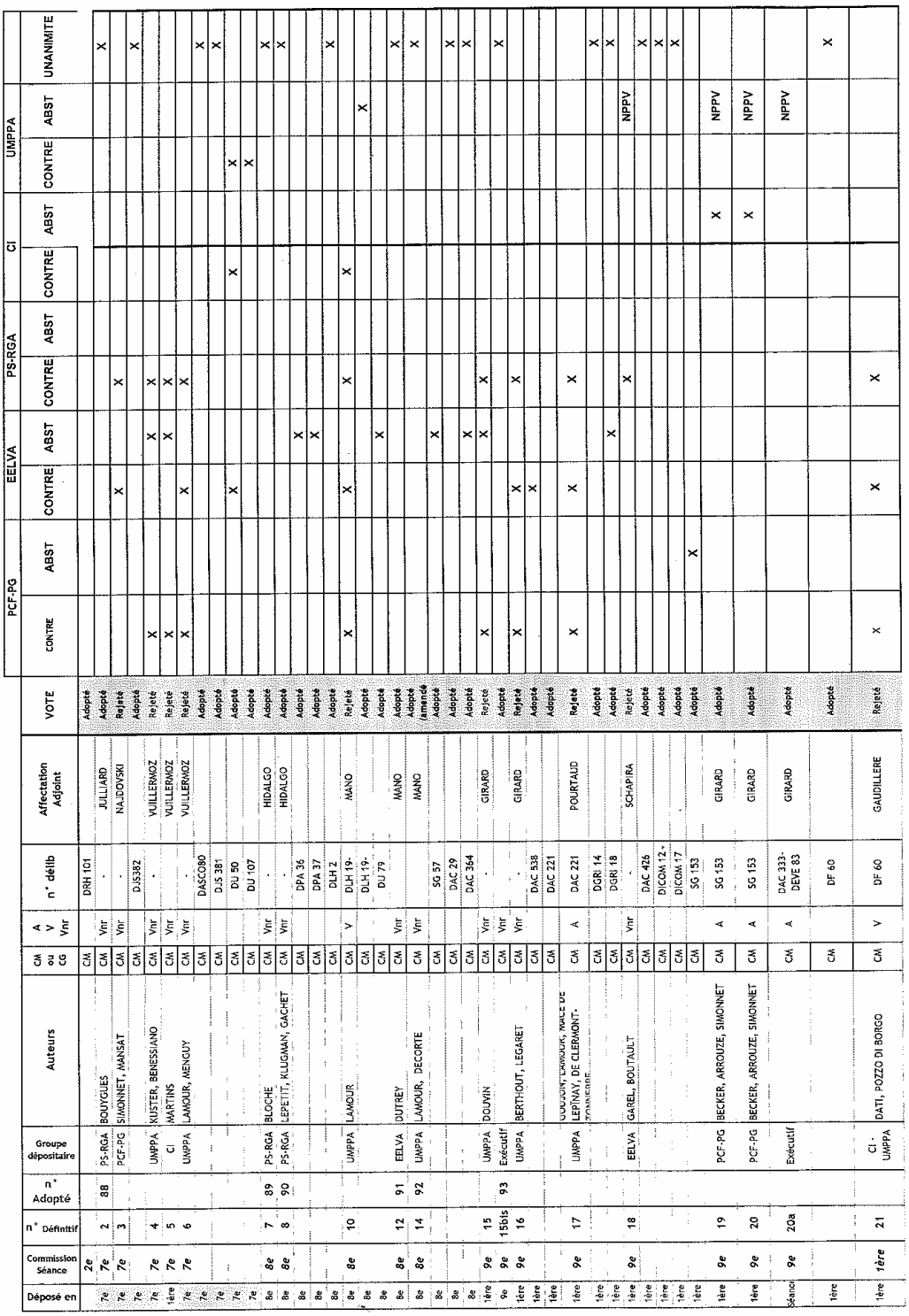
M. Pierre CHARON, Mme Joëlle CHÉRIOUX DE SOULTRAIT, Mme Catherine DUMAS, Mme Valérie HOFFENBERG, M. Jean-Marie LE GUEN.

Annexe n° 2 - Tableau des vœux et amendements déposés en Commission.

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° Adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib.	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
2e	2e	1		CI	BRUNO	CM	V	2012 DRH 101	Communication de la répartition des effectifs des agents parisiens par sexe sur les postes d'encadrement.	ERRECART	Retiré	19/06/2012
7e	7e	2	88	PS-RGA	BOUYGUES	CM	Vnr	-	Dispositif "Pass Jeunes"	JULLIARD	Adopté	19/06/2012
7e	7e	3		PCF-PG	SIMONNET, MANSAT	CM	Vnr	-	Création de deux crèches associatives dans le 20e	NAJDOVSKI	Rejeté	19/06/2012
7e	7e	4		UMPPA	KUSTER, BENESSIANO	CM	Vnr	-	Projet d'augmentation des tarifs des équipements sportifs	VUILLERMOZ	Rejeté	19/06/2012
1ère	7e	5		CI	MARTINS	CM	Vnr		Maintien des tarifs d'accès aux installations sportives de la Ville de Paris	VUILLERMOZ	Rejeté	19/06/2012
7e	7e	6		UMPPA	LAMOUR, MENGUY	CM	Vnr	-	Organisation d'assises pour le Sport parisien	VUILLERMOZ	Rejeté	19/06/2012
8e	8e	7	89	PS-RGA	BLOCHE	CM	Vnr	-	Réalisation de logements sociaux et d'équipements publics, 63 bld de Charonne (11e)	HIDALGO	Adopté	19/06/2012
8e	8e	8	90	PS-RGA	LEPETIT, KLUGMAN, GACHET	CM	Vnr	-	Réservation d'espaces pour des locaux associatifs sur les terrains "Clichy Batignolles"	HIDALGO	Adopté	19/06/2012
8e	8e	9		PS-RGA	LEPETIT, KLUGMAN, GACHET	CM	Vnr	-	Dénomination de la place située entre la rue des Dames et la rue Biot (18e)	HIDALGO	Retiré	19/06/2012
8e	8e	10		UMPPA	LAMOUR	CM	V	DLH 19-	Exigence de mixité sociale à Paris	MANO	Rejeté	19/06/2012
8e	8e	11		EELVA	DUTREY, GAREL	CM	Vnr	-	Moyens disponibles pour les préemptions au titre du logement social	MANO	Retiré	19/06/2012
8e	8e	12	91	EELVA	DUTREY	CM	Vnr		Politique de cession du domaine privé	MANO	Adopté	19/06/2012
8e	8e	13		CI	DUBUS, TACHENE	CM	Vnr		Communication de l'avis du Conseil du patrimoine à l'occasion des délibérations portant cession de biens communaux	MANO	Retiré	19/06/2012
8e	8e	14	92	UMPPA	LAMOUR, DECORTE	CM	Vnr		Charte sur les locations meublées	MANO	Adopté (amendé oralement)	19/06/2012
1ère	9e	15		UMPPA	DOUVIN	CM	Vnr	-	Subventions versées par la DAC	GIRARD	Rejeté	19/06/2012
9e	9e	15bis	93	Exécutif		CM	Vnr				Adopté	19/06/2012
1ère	9e	16		UMPPA	BERTHOUT, LEGARET	CM	Vnr	-	Subvention accordée au Musée en herbe	GIRARD	Rejeté	19/06/2012
1ère	9e	18		EELVA	GAREL, BOUTAULT	CM	Vnr	-	Soutien au mouvement étudiant québécois	SCHAPIRA	Rejeté	19/06/2012
1ère	1ère	21		CI - UMPPA	DATI, POZZO DI BORGO	CM	V	DF 60	Prise en compte de l'objectif de suppression des volumes en superstructure (contigus au pilier) occupés par Télédiffusion de France dans le périmètre de l'étude.	GAUDILLERE	Rejeté	20/06/2012
1ère	1ère	22	94	CI	POZZO DI BORGO, ST ETIENNE, DUBUS	CM	Vnr	-	Communication du rapport définitif de l'IG sur le train de vie de la SEM Sogaris	GAUDILLERE	Adopté	20/06/2012
1ère	1ère	23	95	CI	MARTINS	CM	Vnr		Dette de l'Etat à l'égard de la Ville de Paris	GAUDILLERE	Adopté (amendé oralement)	20/06/2012
4e	1ère	24		UMPPA	LAMOUR DOUVIN	CM	Vnr	-	relatif à la charte sur les antennes relais	PENINOU	Rejeté	20/06/2012

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° Adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Objet	Affectation Adjoint	VOTE	Date de vote
2e	2e	25		EELVA	FOURNIER	CM	Vnr	-	Titularisation des adjoints et assistants-éducatifs du dispositif "Actions Collégiens"	ERRECART	Retiré	20/06/2012
Séance	2e	25bis	96	Exécutif		CM	Vnr				Adopté	20/06/2012
2e	2e/4e	26	97	PCF-PG	BROSSAT, ARROUZE	CM	V	2012 DPE54 - DRH 91	Dialogue social avec les salariés des réseaux d'assainissement.	ERRECART	Adopté	20/06/2012
3e	3e	27	98	PS-RGA	MADEC DAGNAUD	CM	Vnr	-	Voies privées ouvertes	LEPETIT	Adopté	20/06/2012
3e	3e	28	99	PCF-PG	SIMONNET MANSAT	CM	Vnr	-	Implantations de bandes cyclables dans le 20e	LEPETIT	Adopté	20/06/2012
3e	3e	29		UMPPA	GOUJON, LAMOUR, DE CLERMONT-TONNERRE	CM	Vnr	-	Implantation d'une ligne de minibus électrique	LEPETIT	Rejeté	20/06/2012
3e	3e	30		UMPPA	KUSTER BENESSIANO	CM	Vnr	-	Travaux de voirie rue de l'écluse (17e)	LEPETIT	Rejeté	20/06/2012
1ère	3e	31		UMPPA	LEGARET, BERTHOUT	CM	Vnr	-	Fermeture de la zone piétonne des Halles	LEPETIT	Rejeté	20/06/2012
Séance	3e	31bis	100	Exécutif		CM	Vnr				Adopté	20/06/2012
1ère	5e	32		CI	MARTINS	CM	Vnr		Protection des consommateurs vis-à-vis des taxis parisiens	LEPETIT	Retiré	20/06/2012
4e	4e	33		UMPPA	LAMOUR DOUVIN	CM	Vnr	-	Relatif au baromètre de propreté	DAGNAUD	Rejeté	20/06/2012
3e	4e	34		UMPPA	DOUVIN	CM	Vnr	-	Point d'avancement sur l'expérimentation d'une ZAPA	DAGNAUD	Retiré	20/06/2012
1ère	8e	35	101	EELVA	LOPEZ, CHARZAT, BAUPIN, GIBOUDEAUX	CM	Vnr	-	Dénomination du jardin du passage Stendhal	GIBOUDEAUX	Adopté	20/06/2012
4e	4e	36		UMPPA	BURKLI	CM	Vnr	-	Renforcement du gardiennage et requalification du square Montholon	GIBOUDEAUX	Rejeté	20/06/2012
5e	5e	39		EELVA	BOUTAULT, FOURNIER	CM	Vnr	-	relatif au Conseil interdépartemental de la Santé et de la Protection animales	EL KHOMRI	Retiré	20/06/2012
5e	5e	40		EELVA	GAREL, DUBARRY	CM	Vnr	-	relatif aux mesures coercitives prises à l'encontre des travailleurs du sexe dans le bois de Boulogne	LALEM	Retiré	20/06/2012
Séance	5e	40bis	102	Exécutif		CM	Vnr			LALEM	Adopté	20/06/2012
1ère	5e	41		UMPPA	LEGARET, BERTHOUT	CM	Vnr	-	Prolongation de l'arrêté 2011-00914 pris par le Préfet de Police le 30 novembre 2011	EL KHOMRI	Rejeté	20/06/2012
6e	6e	42		PCF-PG	SIMONNET	CM	Vnr	-	Mesures d'urgence de régularisation des personnes sans papier	BOISTARD	Retiré	20/06/2012
Séance	6e	42bis	103	Exécutif	SIMONNET	CM	Vnr				Adopté	20/06/2012
1ère	6e	43		PCF-PG	SIMONNET	CM	Vnr	-	Hébergement d'urgence	TROSTIANSKY	Retiré	20/06/2012
Séance	6e	43bis	104	Exécutif	TROSTIANSKY	CM	Vnr			TROSTIANSKY	Adopté	20/06/2012
6e	6e	44		Exécutif	LALEM	CM	A	SG 161 - DPP22	Modification de la convention liée au projet	LALEM	Adopté	20/06/2012

Annexe n° 3 - Tableau des votes des groupes politiques.



Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° Adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou CG	A V Vnr	n° délib	Affectation Adjoint	VOTE	PCF-PG CONTRE	PCF-PG ABST	EELVA CONTRE	EELVA ABST	PS-RGA CONTRE	PS-RGA ABST	CI CONTRE	CI ABST	UMPPA CONTRE	UMPPA ABST	UNANIMITE
7e	2e	2	88	PS-RGA	BOUYGUES	CM	Vnr	DRH 101	JULLIARD	Adopté											X
7e	7e					CM	Vnr	-		Adopté											
7e	7e	3		PCF-PG	SIMONNET, MANSAT	CM	Vnr	-	NAJDOVSKI	Rejeté			X		X						
7e						CM		DJS382		Adopté											X
7e	7e	4		UMPPA	KUSTER, BENESSIANO	CM	Vnr	-	VUILLERMOZ	Rejeté	X			X	X						
1ère	7e	5		CI	MARTINS	CM	Vnr	-	VUILLERMOZ	Rejeté	X			X	X						
7e	7e	6		UMPPA	LAMOUR, MENGUY	CM	Vnr	-	VUILLERMOZ	Rejeté	X		X		X						
7e						CM		DASCO80		Adopté											X
7e						CM		DJS 381		Adopté											X
7e						CM		DU 50		Adopté			X				X		X		
7e						CM		DU 107		Adopté							X		X		
8e	8e	7	89	PS-RGA	BLOCHE	CM	Vnr	-	HIDALGO	Adopté											X
8e	8e	8	90	PS-RGA	LEPETIT, KLUGMAN, GACHET	CM	Vnr	-	HIDALGO	Adopté											X
8e						CM		DPA 36		Adopté				X							
8e						CM		DPA 37		Adopté				X							
8e						CM		DLH 2		Adopté											X
8e	8e	10		UMPPA	LAMOUR	CM	V	DLH 19-	MANO	Rejeté		X		X		X					
8e						CM		DLH 19-		Adopté									X		
8e						CM		DU 79		Adopté				X							
8e	8e	12	91	EELVA	DUTREY	CM	Vnr		MANO	Adopté											X
8e	8e	14	92	UMPPA	LAMOUR, DECORTE	CM	Vnr		MANO	Adopté Jamendé											X
8e						CM		SG 57		Adopté				X							
8e						CM		DAC 29		Adopté				X							X
8e						CM		DAC 364		Adopté				X							X
1ère	9e	15		UMPPA	DOLIVIN	CM	Vnr	-	GIRARD	Rejeté	X			X							X
9e	9e	15bis	93	Exécutif		CM	Vnr	-		Adopté											
1ère	9e	16		UMPPA	BERTHOUT, LEGARET	CM	Vnr	-	GIRARD	Rejeté	X		X		X						X
1ère						CM		DAC 538		Adopté			X								
1ère						CM		DAC 221		Adopté											
1ère	9e	17		UMPPA	LEPINAY, DE CLERMONT-TONNERRE	CM	A	DAC 221	POURTAUD	Rejeté	X		X		X						
1ère						CM		DGRI 14		Adopté											X
1ère						CM		DGRI 18		Adopté				X							X
1ère	9e	18		EELVA	GAREL, BOUTAULT	CM	Vnr	-	SCHAPIRA	Rejeté					X					NPPV	
1ère						CM		DAC 426		Adopté											X
1ère						CM		DICOM 12-		Adopté											X
1ère						CM		DICOM 17		Adopté											X
1ère						CM		SG 153		Adopté											
1ère	9e	19		PCF-PG	BECKER, ARROUZE, SIMONNET	CM	A	SG 153	GIRARD	Adopté								X		NPPV	
1ère	9e	20		PCF-PG	BECKER, ARROUZE, SIMONNET	CM	A	SG 153	GIRARD	Adopté								X		NPPV	
Séance	9e	20a		Exécutif		CM	A	DAC 333- DEVE 83	GIRARD	Adopté										NPPV	
1ère						CM		DF 60		Adopté											X
1ère	1ère	21		CI - UMPPA	DATI, POZZO DI BORGO	CM	V	DF 60	GAUDILLERE	Rejeté	X		X		X						

Déposé en	Commission Séance	n° Définitif	n° Adopté	Groupe dépositaire	Auteurs	CM ou cd	A V Vnr	n° délib	Affectation Adjoint	VOTE	PCF-PG		EELVA		PS-RGA		CI		UMPPA		
											CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	CONTRE	ABST	UNANIMITE
1ère	1ère	22	94	CI	POZZO DI BORGO, ST ETIENNE, DUBUS	CM	Vnr	-	GAUDILLERE	Adopté											X
1ère	1ère	23	95	CI	MARTINS	CM	Vnr		GAUDILLERE	Adopté (amendé)											X
4e	1ère	24		UMPPA	LAMOUR, DOUVIN	CM	Vnr	-	PENINOU	Rejeté	-		X		X						
Séance	2e	25bis	96	Exécutif		CM	Vnr	-	.....	Adopté										X	
						CM		DPE 54		Adopté											
2e	2e/4e	26	97	PCF-PG	BROSSAT, ARROUZE	CM	V	2012 DPE54 - DRH 91	ERRECART	Adopté											X
						CM		DDEES 54		Adopté											X
3e	3e	27	98	PS-RGA	MADEC DAGNAUD	CM	Vnr	DVD 111	LEPETIT	Adopté											X
3e	3e	28	99	PCF-PG	SIMONNET MANSAT	CM	Vnr	-	LEPETIT	Adopté											X
3e	3e	29		UMPPA	GOUJON, LAMOUR, DE CLERMONT-TONNERRE	CM	Vnr	-	LEPETIT	Rejeté	X		X		X						
3e	3e	30		UMPPA	KUSTER BENESSIANO	CM	Vnr	-	LEPETIT	Rejeté	X		X		X						
1ère	3e	31		UMPPA	LEGARET, BERTHOUT	CM	Vnr	-	LEPETIT	Rejeté	X		X								
Séance	3e	31bis	100	Exécutif		CM	Vnr		.....	Adopté											X
4e	4e	33		UMPPA	LAMOUR, DOUVIN	CM		-	DAGNAUD	Rejeté	X		X		X						
1ère	8e	35	101	EELVA	LOPEZ, CHARZAT, BAUPIN, GIBOUDEAUX	CM	Vnr	-	GIBOUDEAUX	Adopté											X
4e	4e	36		UMPPA	BURKLI	CM	Vnr	-	GIBOUDEAUX	Rejeté	X		X		X						
5e	5e	37		Exécutif		CM	A	DUCT 43	BOUAKKAZ	Adopté											
5e						CM		DUCT 43		Adopté											
5e						CM		DUCT 44		Adopté											
5e						CM		DUCT 88		Adopté											
5e	5e	38		Exécutif		CM	A	DPP 9	EL KHOMRI	Adopté							X		X		X
Séance	5e	40bis	102	Exécutif		CM	Vnr		LALEM	Adopté							X		X		
X	5e	41		UMPPA	LEGARET, BERTHOUT	CM	Vnr	-	EL KHOMRI	Rejeté	X		X		X		X		X		
Séance	6e	42bis	103	Exécutif	SIMONNET	CM	Vnr		.....	Adopté							X				
Séance	6e	43bis	104	Exécutif	TROSTIANSKY	CM	Vnr		TROSTIANSKY	Adopté											X
						CM		SG 161 - DPP22	.....	Adopté											X
6e	6e	44		Exécutif	LALEM	CM	A	SG 161 - DPP22	LALEM	Adopté											X